ÉCRIVAINS CRITIQUES

ET

HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

XIII.

M. DAUNOU.
(*Cours d'Études Historiques*[1].)

Je voudrais parler assez à fond d'un homme respectable que j'ai beaucoup connu, que j'ai pratiqué durant des années, et aussi familièrement que ce mot peut convenir à des relations où la déférence et, par momens, la dissidence sous-entendue avaient tant de part. Il semblera peut-être que ce soit venir bien tard aujourd'hui, et qu'il y ait peu de chose à ajouter aux hommages de plus d'une sorte qui lui ont été publiquement rendus. Nulle mémoire, en effet, autant que celle de M. Daunou, ne s'est vite couronnée de ce concert florissant d'éloges auxquels sa modestie échappait de son vivant. Il avait défendu qu'au-

(1) Chez Firmin Didot, rue Jacob, 56. Sept volumes ont paru; l'ouvrage en tout en aura seize.

cun discours ne fût prononcé sur sa tombe, mais il n'a pu réprimer également les voix du lendemain. Peu après sa mort, M. Natalis de Wailly a parlé de lui dans le *Journal des Savans*, et a retracé avec une précision affectueuse comme une première esquisse de cette grave figure. M. Taillandier, exécuteur testamentaire de M. Daunou, n'a pas tardé à publier, sous le titre de *Documens biographiques*, un excellent volume où le texte tout entier de cette vie si pleine est, en quelque sorte, établi, où toutes les pièces à l'appui sont compulsées, mises en œuvre, et les moindres curiosités littéraires soigneusement indiquées: on n'a plus guère, pour le fonds, qu'à puiser là. L'examen des écrits a été repris ensuite et développé dans une *Notice* de M. Guérard avec le soin et la rectitude qui distinguent ce consciencieux érudit. Au sein des compagnies académiques, M. le baron Walckenaër, successeur de M. Daunou comme secrétaire-perpétuel des Belles-Lettres, a discouru de lui avec diversité et effusion; M. Mignet, l'éloquent organe des Sciences morales et politiques, lui a consacré un de ses cadres majestueux. M. Victor Le Clerc enfin, en tête du XXe volume de l'*Histoire littéraire*, a plus particulièrement apprécié le continuateur des bénédictins. Que reste-t-il à dire après tant d'habiles gens? A les résumer peut-être, à creuser, ce qu'ils n'ont pu faire, de certains replis, mais aussi, je crois, à aborder M. Daunou par un côté qu'il n'entrait pas dans leur office principal de rechercher et de célébrer, je veux dire le point de vue de l'*écrivain* proprement dit. M. Daunou aurait pu être membre de l'Académie française, il en aurait été infailliblement si sa modestie ne l'avait tenu à l'écart; c'est là un aspect de son talent qu'il nous reste à démêler, l'homme de style en lui, le critique littéraire, le connaisseur en fait de langage. Nous n'interdirons pourtant pas à nos souvenirs la liberté d'excursion sur les autres points.

Que si, chemin faisant, nous sommes conduit, en louant ce qu'il était, à marquer du même trait ce qu'il n'était pas, ce qu'il ne voulut pas être, ce que d'autres eussent pu considérer comme un développement légitime, ou du moins glorieux, et comme une conquête, aurons-nous besoin d'excuse? Lui-même, dans ses jugemens littéraires les plus bienveillans, il n'apporta jamais de complaisance, et il sut relever le prix du moindre de ses éloges en les retenant toujours dans la limite de ce qu'il croyait la vérité.

Pierre-Claude-François Daunou naquit à Boulogne-sur-Mer, au mois d'août 1761. Son père, chirurgien estimé, sorti de l'Agenois, était venu prendre femme dans le Boulonais et s'y établir. M. Daunou me paraît avoir combiné quelque chose des deux patries. Sans doute on

lui trouverait difficilement ce je ne sais quoi d'entreprenant et d'insinuant qui est aisément l'apanage, dit-on, des enfans issus de la Guyenne; lui, il se borna à la douce malice du sage, à la finesse demi-souriante. Mais son accent, travaillé peut-être en vue de l'enseignement public et des nécessités oratoires, était certainement plus marqué, plus cadencé, que ne l'est d'ordinaire celui du nord de la France, et semblait attester comme un vestige de l'origine paternelle. Il tenait d'ailleurs à sa vraie patrie et au vieux fonds boulonais par les qualités sagaces, avisées, modérées, lucides et circonscrites à la fois, et, dans l'expression si distinguée que ces qualités prirent en sa personne, on aurait pu reconnaître encore, plus qu'il n'aurait cru, quelques formes de l'esprit natal, l'air de famille d'un pays qui n'avait pas eu jusqu'à lui son représentant littéraire, où Voisenon, par bonheur, ne fit que passer, où Charron, hôte plus digne, fut convié une fois, où Le Sage est venu mourir (1).

Dans les dernières années, M. Daunou avait deux regrets qui seront partagés inégalement, mais qu'il semblait mettre sur la même ligne : il regrettait de n'avoir pas écrit l'histoire de Boulogne-sur-Mer et celle de l'Oratoire. C'étaient ses deux patries; il les avait quittées toutes deux de bonne heure et pour n'y plus revenir, mais elles lui restaient gravées toujours.

Après d'excellentes études au collége des oratoriens de Boulogne, le jeune Daunou se décida à entrer dans la docte congrégation, n'étant âgé que de seize ans et quelques mois. Son père s'opposait à ce qu'il fît son droit. Ses goûts de lettré l'éloignaient de la chirurgie; il prit le parti de ce demi-cloître et ferma les yeux sur les inconvéniens de l'avenir, séduit sans doute par une perspective de retraite et d'étude au sein de vastes bibliothèques, par l'idée de ne pas changer de maîtres et de guides, lui timide et qui craignait avant tout le commerce des hommes.

Il était certainement pieux lorsqu'il entra dans l'Oratoire, il était croyant du moins; il ne l'était plus quand il en sortit. A quel moment précis ses convictions religieuses reçurent-elles modification et atteinte? A lire quelques-uns des écrits qu'il composa dans les premières

(1) Dans un article du *Journal encyclopédique* (octobre 1788), M. Daunou n'a pas laissé de railler l'ancien, le très ancien Boulogne sur le peu de littérature du cru : sous le pseudonyme de *James Humorist*, il rend compte des singulières inscriptions qu'on avait mises à Wimille sur la tombe des infortunés aéronautes Pilâtre de Rosier et Romain, et il en prend occasion de décocher son trait malin à ses compatriotes d'avant 89. Tout cela a bien changé.

années de la révolution (1789-1791), et dans lesquels il cherche à démontrer la conciliation des mesures politiques récentes avec les croyances chrétiennes ou même catholiques, on serait tenté de conclure qu'il ne s'émancipa que vers cette époque et graduellement; mais, comme on retrouve les mêmes précautions et les mêmes ambiguités gallicanes dans son écrit sur la *Puissance temporelle des Papes*, c'est-à-dire à une époque où il était dès long-temps acquis aux pures doctrines philosophiques, on ne saurait s'arrêter à ce qui pouvait n'être chez lui que ménagement de langage. Il est à conjecturer que la foi première persista quelques années en lui, favorisée par l'étude, par la pureté des mœurs, dans cette vie abritée : on aimerait à se persuader qu'il croyait encore, lorsqu'il s'engagea définitivement, quelques années plus tard (1787), dans les voies irrévocables du sacerdoce, auquel semblait l'obliger d'ailleurs l'enseignement théologique qui lui était confié. Cependant un moment dut venir, antérieur à la révolution, où il ne se considérait plus, même sous ces beaux ombrages et dans ces maisons spacieuses de l'ordre, que comme un captif, ou du moins comme un sage qui dissimule et qui sacrifie aux règles du dehors pour mieux s'assurer la liberté silencieuse du dedans. On a beaucoup parlé du relâchement de l'Oratoire en ces années finissantes; je ne me permettrai pas de jugement général, et je crois tout-à-fait que la physionomie extérieure de l'ordre était restée très convenable, très satisfaisante aux abords de la révolution. L'éducation qu'on y recevait n'avait pas cessé d'être excellente, et d'assez illustres témoins seraient encore là au besoin pour l'attester. Quant au fonds, il n'y a plus guère à douter qu'il ne fût très compromis sur plus d'un point. A côté de vertus très réelles, de croyances assurément très conservées, et dont les Adry, les Tabaraud et tant d'autres ont donné jusqu'à la fin des exemples persistans, il y avait un courant d'incrédulité qui circulait. J'ai moi-même, dans ma jeunesse, entendu de ces anciens oratoriens se racontant, se rappelant entre eux l'arrière-fond de leur vie et de leurs pensées en ces années de régularité extérieure. Le jeune Oratoire était en partie philosophique, et de la philosophie d'alors la plus avancée. Qu'on ait trouvé à Juilly, dans les tiroirs des anciens oratoriens, quelques cahiers contenant des extraits de Spinoza, matière de curiosité ou de réfutation peut-être, cela est moins parlant, moins significatif que ce qui se passait à voix basse dans le jardin, à l'ombre du marronnier d'Houbigant, autour du doux vieillard Dotteville. Ce père Dotteville était un enfant naturel, si je ne me trompe, d'un grand seigneur danois qui lui avait laissé 29,000 livres de rente. Tempéré d'humeur,

sans passion aucune dès sa jeunesse (il disait lui-même qu'il avait vécu et mourrait comme Newton), aimant uniquement l'étude et la paix, il n'avait rien vu de mieux que d'entrer dans l'Oratoire et de se mettre à traduire Tacite, champion un peu rude peut-être pour un si pacifique attaquant. Bref, il était heureux, il était aimable; il avait à Juilly sa petite maison au bout du jardin, et lorsque le jeune Oratoire, quelque peu imbu des idées philosophiques du jour, sentait des velléités de révolte et de rupture, et les exprimait devant lui, il donnait de bons conseils, ou du moins des conseils de soumission, de prudence, tels qu'un Érasme et un Fontenelle dans le cloître les eussent aisément trouvés. On baissait la tête après l'avoir entendu, et on n'éclatait pas. Le bon Dotteville ne mourut qu'en 1807, à l'âge de quatre-vingt-onze ans; il s'éteignit. Un matin, sentant sa fin prochaine et croyant bien ne plus avoir à passer une autre journée, il invita à un petit dîner philosophique un ami (j'ai souvent entendu ce récit chez M. Daunou lui-même), et après le repas auquel il ne fit qu'assister, mais qu'il n'avait pas négligé pour cela, prenant un air plus grave, il avertit cet ami qu'il se sentait à bout de vivre, qu'il lui disait adieu une dernière fois et lui demandait pour service suprême de lui faire une petite lecture. « Allez, lui dit-il, vous trouverez dans mon cabinet un livre (dont il désigna la place), apportez-le et lisez-le-moi à la page marquée. » — L'ami, en allant chercher le livre, se demandait tout bas si le père Dotteville n'avait pas réfléchi à ce moment du grand passage, et si ce n'était point quelque lecture religieuse qu'il réclamait enfin. Il trouva le livre, l'apporta, et, l'ouvrant à la page marquée, il lut à haute voix. — C'était Horace et l'ode à Posthumus : *Eheu fugaces, Postume, Postume!...* — Il m'a toujours semblé que c'est par ce côté de souvenirs que les anciens confrères de l'Oratoire et M. Daunou s'abordaient le plus volontiers. Je ne prétends aucunement que tout l'Oratoire fût ainsi, et que cet ordre, même dans les années voisines du terme, n'ait pas eu des portions intactes, un ensemble imposant; mais qu'on n'ignore pas (ce qu'on fait trop dans les éloges officiels) qu'il y avait ce coin-là, cet *à-parte*. Ce qui est bien certain encore, c'est que, lorsque De Lisle de Sales, le philosophe de la nature, s'en allait en Allemagne *faire ses remontes d'idées*, comme dit M. de Chateaubriand, il recevait, en passant par Troyes, un festin de bien-venue chez les oratoriens de cette ville, parmi lesquels était alors M. Daunou (1).

(1) Il convient pourtant de faire remarquer que De Lisle de Sales avait été, jeune, dans l'Oratoire, et qu'il avait pu naturellement y garder des relations.

Aucune idée de blâme n'entre pour moi dans ce retour à des particularités oubliées; il importait seulement de bien constater l'insensible déclin d'une congrégation sage, modérée, polie, qui avait trop de fenêtres ouvertes sur le monde pour que l'air extérieur n'y entrât pas très aisément. Lors même que M. Daunou fut moine comme on dit, il ne lui arriva de l'être que dans ce milieu doux, orné et assez riant, qui lui ressemble.

De Troyes à Soissons, de Soissons à Boulogne, et finalement à Montmorency, M. Daunou passa dans les divers colléges de l'ordre et monta par les divers degrés de l'enseignement. A la maison de Montmorency il fut chargé de la classe de philosophie, puis de celle de théologie. Il venait à Paris une fois par quinzaine environ, à pied durant l'été, se mettant en route avec le jour et lisant tout le long du chemin. Nous tenons d'un de ses anciens élèves de philosophie que le jeune professeur était là ce que nous l'avons vu depuis, timide, un peu embarrassé dans sa chaire, assez défiant des dispositions de son auditoire : il avait besoin que l'attention respectueuse dont il était l'objet le rassurât. C'est vers le temps de son entrée à cette maison de Montmorency que le sujet proposé depuis plusieurs années par l'académie de Nîmes le tenta et lui fournit le texte de son premier succès : *Quelle a été l'influence de Boileau sur la littérature française?* Son discours, qui est moins un éloge qu'une discussion historique, remporta le prix et fut publié en 1787; il a reparu plus tard corrigé, augmenté, ou plutôt totalement refondu, en tête de l'édition de Boileau (1809), et de nouveau modifié en 1825, mais, dans sa première forme, il donne mieux idée des principes et du but de l'auteur. On y voit ce que ce discours fut réellement, un ouvrage de circonstance, venu à point dans la polémique entamée alors, un écrit judicieux, d'une satire modérée, appliquée à son moment et sans exagération. Lorsque plus tard, en 1825, l'éditeur de Boileau crut devoir étendre sa polémique à Shakspeare, à Schiller, aux Schlegel, aussi bien qu'à la philosophie de Kant et à celle de M. Cousin, il dépassa la donnée première : les traits ne portèrent plus. Le discours sur l'*Influence de Boileau*, sous cette première forme moins complète, moins parfaite, me paraît donc en même temps plus proportionné et plus digne de l'excellent esprit de M. Daunou. Il répondait convenablement à ce qu'avaient répandu çà et là de restrictions et de critiques Fontenelle, Voltaire, Marmontel, d'Alembert et Helvétius; il répondait plus vertement à ce que les littérateurs désordonnés, tels que Mercier et autres, étaient en train de débiter d'impertinences. Ceux-ci ne se tinrent pas pour battus. Une lettre du

chevalier de Cubières au marquis de Ximènes mit en cause M. Daunou, à qui on ne pouvait guère reprocher pour toute inexactitude que d'avoir confondu Charles Perrault avec son frère le médecin : on lui imputait de plus (ce qui était faux) d'avoir appelé écrivains *obscurs*, littérateurs *subalternes*, *tous ceux* qui n'avaient pas admiré Boileau. « Cette manière de s'exprimer, disait-on, peut avoir cours à l'Oratoire ou dans les colléges de l'Oratoire, mais à Paris on parle plus poliment. » M. Daunou répliqua dans le *Journal encyclopédique* par une lettre (1), suivie à distance de deux articles, et il y défendit son opinion contre l'écrivain de qualité en homme qui n'était ni du couvent ni du collége. La Harpe, qui professait en ces années au Lycée avec un éclat et une vogue dont la lecture de son cours ne saurait donner idée, se trouva saisi du procès comme grand-juge, et il s'en acquitta surabondamment (2). L'ouvrage du jeune oratorien fut cité et loué par lui en pleine chaire, honneur insigne et que nous voyons payé quarante ans après avec usure. M. Daunou fit paraître, en 1826, le travail le plus complet qu'on ait sur La Harpe, et dans lequel, sans rien taire des défauts, des légèretés et des palinodies, il insista sur les qualités durables. De plus, en tout temps, il sut combattre le déchaînement de Chénier contre les ridicules du célèbre critique, et il contribua utilement à réduire cette colère de son ami au frein de l'équité.

Ce succès de Nîmes et la discussion qui s'ensuivit donnèrent à M. Daunou, dans l'Oratoire, une grande réputation d'écrivain que venait confirmer au même moment un accessit remporté à l'académie de Berlin. Le sujet de cet autre concours était plutôt philosophique et de droit civil, *l'autorité des parens sur les enfans*. M. Daunou y préludait à son avenir de législateur, à la méthode qu'on le vit plus tard appliquer dans son livre des *Garanties individuelles*. Si j'osais rendre toute ma pensée, j'ajouterais aux justes éloges que mérite ce premier et déjà savant travail, que c'est d'un point serré, fin, d'un fil bien déduit et ingénieux sans doute, mais qu'on n'est point entièrement satisfait en finissant. La lumière ne circule point à travers les mailles de ce réseau. Chaque détail semble exact et clair, une certaine obscurité recouvre l'ensemble. Cela tient, je crois, à ce que l'auteur, toujours

(1) 15 août 1787.

(2) Voir, dans le *Cours de Littérature*, son article Boileau. — *L'Année littéraire* de 1787 (tome VIII, page 97) contient, au point de vue classique, un article très sévère sur le discours de M. Daunou ; on lui adresse quelques reproches fondés. Mais qu'était-ce que *l'Année littéraire* comme autorité, à cette date, en comparaison de La Harpe ?

occupé à se circonscrire, ne s'élève à aucun de ces points de vue qui domineraient le sujet. Il voit net, mais il ne voit que de près; il s'interdit les horizons. Cette impression que j'essaie de rendre se reproduira plus d'une fois en lisant de lui certaines pages politiques et philosophiques; on aura à s'étonner, à regretter qu'un aussi excellent esprit ait ainsi contracté l'habitude de se restreindre. Sa pensée a quelque chose de trop *rentré*. La qualité littéraire et de diction y trouve sans doute son compte, et elle y gagnera sur plus d'un point en finesse de repli, en concision malicieuse.

On a relevé ce passage du discours de Berlin dans lequel le jeune auteur semble faire un retour secret sur la condition religieuse à laquelle il est lié; il s'agit de savoir jusqu'où s'étendra le pouvoir des parens sur les pactes de ceux qui sont en leur puissance : « Le plus cruel abus, écrit M. Daunou, c'est de forcer les enfans à des pactes, vœux ou mariages, auxquels leurs penchans répugnent. Lorsqu'on examina sérieusement si celui que *la dévotion de son père a fait moine* est tenu à ne point quitter ce genre de vie, l'ignorance et la superstition avaient effacé toute idée d'ordre et de justice (1). »

Quoi qu'il en soit de cette sorte d'allusion personnelle où il ne faut voir peut-être qu'un trait de hardiesse philosophique sans autre intention, M. Daunou ne saurait passer aucunement pour avoir été malheureux dans l'Oratoire. Au moment où la révolution éclata, une fièvre d'enthousiasme saisit toutes les jeunes têtes, fit battre tous les jeunes cœurs; on se dit qu'on allait trouver enfin la délivrance, et on s'imagina par conséquent que, la veille encore, on était nécessairement très opprimé. On l'était bien légèrement au contraire, et il ne fallut point beaucoup de temps à M. Daunou pour le reconnaître. Ces mêmes années de Montmorency, qui lui semblaient peut-être un peu gênées lorsqu'il en prolongeait le cours, lui offrirent en s'éloignant, et lorsqu'il les revoyait du sein des orages, une sorte de perspective idéale de la paix abritée et du bonheur. Combien de fois, causant avec lui sur les conditions d'une existence heureuse, studieuse, socialement agréable et sérieuse à la fois, agitant en sa présence les diverses époques où l'on aurait aimé à vivre, il m'exprima son choix sans hésiter! Le cadre d'existence qui lui aurait le plus souri et auquel il serait revenu comme à son berceau eût été le XVIIIe siècle embrassé dans tout son cours, et trouvant son terme avant la révolution : on serait né vers la fin de

(1) Il faut noter pourtant que les mots soulignés ici le sont chez M. Daunou également, et qu'il les donne à titre de citation connue : c'est de Rousseau, je crois.

Louis XIV, on serait mort à la veille de 89; on aurait parcouru ainsi toute une carrière paisible, éclairée, avec des perspectives de civilisation indéfinies et croissantes qu'aucune catastrophe n'aurait désembellies. On aurait cru jusqu'à la dernière heure au bienfait ininterrompu des lumières, à l'excellence naturelle des hommes. Sans doute, dans ce libre vœu rétrospectif, M. Daunou ne songeait plus à se replacer tout-à-fait à l'Oratoire, mais n'importe; on ne parle point ainsi d'une époque où l'on aurait été décidément malheureux.

89, en éclatant, vint couper court à ce genre de vie modérément animé, le rendre impossible en même temps que le faire sembler insuffisant. Le dernier écrit purement littéraire que nous trouvions de M. Daunou à ce moment est une *épître* à Fléchier, imprimée dans le *Journal encyclopédique* (juin 1789). Ce sont les seuls vers que je connaisse de lui; ils ne semblent guère propres à démentir ce qu'on a dit des vers de certains autres prosateurs excellens (1). Si on se demande pourquoi cet hommage si particulier à Fléchier, on y peut voir plusieurs sortes d'à-propos et de convenances, soit relativement à l'académie de Nîmes qui avait couronné M. Daunou, et dont Fléchier était la grande gloire, soit dans le souvenir de la tolérance de Fléchier envers les protestans au moment où ceux-ci recouvraient leurs droits civils. Mais la plus réelle de ces convenances se trouve dans le talent même

(1) M. Guérard indique encore deux autres pièces de vers insérées dans le même journal. M. Daunou n'avait point reçu de la nature ce qu'il faut pour dégager l'élément poétique proprement dit, pour saisir la poésie en tant qu'elle se sépare nettement de la prose, et qu'elle en est quelquefois le contraire : la poésie, comme il l'entendait, et comme l'entendaient presque tous ses contemporains, n'était que de la prose plus noble, plus harmonieuse, de la prose dans ses plus riches conditions. Voici le début de son épître :

Je ne viens pas, Fléchier, t'ennuyer de ta gloire.
Il suffit que la France adore ta mémoire;
Elle est juste envers toi, puisqu'elle te chérit :
Ton éloge en nos cœurs est assez bien écrit.
Naguère, de tes soins encor reconnaissante,
Nîmes se retraçait l'histoire attendrissante
Des bienfaits qu'un hiver (*de* 1709), dans nos fastes fameux,
Te vit verser jadis sur tant de malheureux.
D'un semblable fléau nous respirons à peine;
Mais on suit ton exemple, et la France est humaine.
A ton amour, Fléchier, notre siècle a des droits.
Tes vertus sont ses mœurs. Le plus juste des rois, etc.

C'en est assez pour juger du ton. M. Daunou avait alors vingt-huit ans.

de l'auteur : M. Daunou écrivain va droit à Fléchier par goût, comme il est allé à Boileau; ils représentent à la fois pour lui le double modèle littéraire de ce judicieux et de cet ingénieux qu'il aime dans la pensée et dans l'expression.

« Un style grave, sérieux, scrupuleux, va fort loin, » dit La Bruyère; cela peut parfaitement s'appliquer au style de M. Daunou, si l'on n'oublie pas que, chez lui, le *châtié* et l'*orné* font constamment partie du scrupule, et que le Nicole (pour prendre des noms) s'y relève du Fléchier.

Dès le 4 septembre 89, on voit M. Daunou prononcer un discours sur le *patriotisme* dans l'église de l'Oratoire à Paris, durant le service funèbre que ce district faisait célébrer pour les morts du 14 juillet; quelques mots de ce discours se retrouvent exactement les mêmes que la dernière phrase d'une petite brochure anonyme intitulée *le Contrat social des Français*, et publiée le 23 juillet précédent; ce qui, indépendamment des autres preuves, achèverait d'indiquer que ce *Contrat* est bien de lui : « Quel touchant spectacle que celui qu'offrait un *peuple aimable* lorsqu'il faisait avec tant d'harmonie les premiers pas vers la liberté! » Style du temps, on le voit; les plus sages ne l'évitaient pas. Nous nous garderons de trop insister sur cette époque essentiellement transitoire de la vie de M. Daunou, dans laquelle ses paroles, si rapides et si empressées qu'il les fasse, sont encore devancées par les évènemens. Diverses brochures et articles de journaux, de sa façon, nous le présentent essayant de concilier le caractère sacré que lui et ses amis de l'Oratoire n'ont pas dépouillé, avec les circonstances sociales nouvelles; il s'applique à démontrer que la constitution civile du clergé, telle que la veut l'Assemblée constituante, est sincèrement d'accord avec les principes de la foi catholique et avec les conditions de cette église, y compris la primauté du pape et la supériorité de la juridiction épiscopale. Est-ce un simple vœu qu'il exprime? est-ce un conseil de prudence et d'accommodement qu'il propose à ses amis de l'Oratoire et du clergé? ou bien, enfin, est-ce une conviction vraiment sérieuse qu'il espère de faire prévaloir? En ce dernier cas, on aurait lieu de trouver qu'il n'appréciait pas suffisamment les deux forces aux prises ni dans leur ensemble ni dans leur caractère; qu'en s'attachant à la stricte définition des termes, il ne tenait pas assez compte de l'esprit des choses; qu'il méconnaissait le vieil établissement catholique d'une part, et de l'autre semblait ne pas voir la marée philosophique montante, qui, ayant suscité un moment cette première réforme, devait aussitôt la déborder. Je suis toujours tenté d'en vouloir, je l'avoue,

à cette méthode logique, à celle de Condillac en particulier, qui faisait ainsi appareil et illusion, à force de clarté, devant des yeux si bien organisés d'ailleurs. On affectait d'abord de tout définir, de réduire le problème à ses termes les plus nets, les plus précis, identifiant les *idées* et leurs *signes*, afin de raisonner ensuite au pied de la lettre; on simplifiait tout pour mieux résoudre, tandis que, dans la réalité, les choses vont se grossissant, se compliquant sans cesse par suite des passions, des intérêts, des intentions cachées. Il arrivait ainsi que la conclusion logique était en raison inverse du résultat que rendaient les évènemens, et qu'un coup d'œil plus étendu eût fait présager : cette conclusion si nettement déduite eût été triomphante, si les hommes eussent formé une classe de logique et de géométrie, une classe docile, et non pas un peuple.

Quoique ce défaut, qui tient à l'abus de la méthode dite d'*analyse*, n'ait pas laissé de restreindre, j'ose le croire, la portée de M. Daunou comme homme politique et public et comme philosophe, j'aime mieux pourtant ici, dans ses démonstrations en faveur de la constitution civile du clergé, ne voir qu'un simple vœu honorable et de convenance, un mode d'interprétation utile qu'il propose jusqu'à la dernière extrémité, sans trop espérer de le faire accepter, et en se consolant lui-même très aisément d'avoir à marcher au-delà. « Philosophes, s'écrie-t-il en « faisant sous le masque anonyme la leçon aux deux partis, philoso- « phes, loin de vous des procédés injustes ou des mesures imprudentes « qui détacheraient de la cause commune à tous les Français une classe « de citoyens qui, après tout, a servi cette cause en y attachant sa des- « tinée! Et vous, prêtres dociles à la loi, ne calomniez pas la philoso- « phie; c'est de ce nom qu'on appelle le plus digne usage de la raison « de l'homme; c'est un nom sacré, ne le prononcez qu'avec respect; « le plus sûr moyen de discréditer vos doctrines religieuses et d'accé- « lérer la chute de vos autels serait de renouveler le scandale de ces « déclamations fanatiques devenues si ridicules, depuis un demi-siècle, « dans la bouche de vos prédécesseurs. Ah! soyez plutôt les apôtres « de la morale, les propagateurs du patriotisme, les prédicateurs et « les modèles de la tolérance, et vous forcerez *long-temps encore* les « amis de la liberté de rendre hommage à l'utilité de votre ministère. » —Ce *long-temps encore* est significatif : l'oratorien de la veille ne voyait au mieux dans le christianisme qu'une forme temporaire et provisoire; mais pouvait-il bien espérer de convaincre à ce raisonnement humain les croyans sincères, d'amener à ce rôle subalterne, à cette fonction d'adjoints-philosophes, les prêtres encore dignes de ce nom? Je tire

ce passage d'une brochure anonyme de lui, publiée en 1792, lorsque déjà la conciliatiou était très-compromise; on y recueille sa dernière parole aux approches du 10 août, et comme son dernier cri d'alarme. Cette brochure, qui a pour titre *Union et Confiance, ou Lettre à un émigré de mes amis*, est censée écrite par un aristocrate du dedans qui se félicite de toutes les brouilles survenues entre les diverses fractions du parti victorieux, et qui met en scène un conciliateur peu écouté; c'est une manière indirecte de signaler aux amis de la révolution ce qui réjouit les adversaires et ce qu'il faut par conséquent éviter. Qu'arriverait-il en effet, s'écrie en finissant le faux aristocrate, qu'arriverait-il si ces coquins de révolutionnaires s'avisaient de s'entendre : « Quel horrible avenir, monsieur le comte!... je n'achève pas ce ta-« bleau déchirant des périls qui vous menacent, les angoisses d'un « long exil, la honte du retour, et l'*horreur du pardon.* » J'ai voulu noter ce dernier trait : ainsi, même au plus fort de l'attaque et dans son plus vif entrain de persiflage, M. Daunou, fidèle à ses sentimens humains, à ses principes d'équité miséricordieuse, ne conçoit pas l'ombre d'une réaction et d'une vengeance à exercer contre les ennemis de sa cause, et ce qu'il a de plus épouvantable à leur offrir en perspective, c'est l'*horreur* de se voir *pardonnés*. De tels traits rachètent bien, convenons-en, quelques déductions logiques un peu trop rigoureuses et quelques essais d'équilibre impraticables.

A le bien considérer, M. Daunou, dans ce court prélude de sa vie publique, se dessine déjà pour nous tel qu'il sera dans toute sa carrière. Même lorsqu'il se détache d'un passé désavoué, même lorsqu'il répudie le présent comme insupportable, remarquez-le bien, il ne rompt qu'à demi, il n'éclate pas. Ne lui demandez jamais ce coup d'œil décisif qui juge d'abord les situations d'alentour et qui les tranche; il n'ose, il semble dans son scrupule traîner toujours quelque chose des précédens avec lui. Au fond, son opinion est bien prise, sa parole extérieure demeure voilée. Ainsi ailleurs nous le retrouverons en mainte circonstance, ferme et timoré, empêché et inébranlable. Sa conduite durant la Convention et sous le Directoire fait, seule, exception par des actes plus en dehors et constitue sa vraie jeunesse : « Et encore « je crois pour mon compte, dit quelqu'un qui l'a beaucoup étudié « (M. Magnin), que la fermeté très grande et très réelle qu'il montra « à cette époque, était, comme le *Génie* de Socrate, une force toute « d'arrêt et nullement d'impulsion. » Partout ailleurs, voyez-le, c'est évident : il rentre, il se recouvre, il se retire. Philosophe *in petto*, il ne juge pas, dès 89, qu'il soit temps de s'affranchir de sa robe et de

faire comme Sièyes et ces autres abbés, philosophes dès le premier jour. Il garde de l'oratorien et du gallican dans les formes jusqu'en 92, de même qu'après le 18 brumaire et sous le régime impérial, il gardera du républicain de l'an III, sans rompre toutefois avec l'Empire ni s'en abstenir absolument comme le firent Révellière-Lépeaux, La Fayette, et autres opposans déclarés. Il commençait à se résigner à l'Empire vers 1810, vers 1812, quand c'eût été plutôt le cas d'y renoncer. Ainsi sous la restauration, ainsi sous le régime de 1830; il subit beaucoup, résiste de côté et devance peu. On pourrait prendre, à chaque régime, des noms pour les opposer au sien et marquer en lui cette différence qui fait son originalité, sinon sa supériorité. C'est pourquoi le public ne s'est jamais accoutumé à personnifier en Daunou aucune grande situation, et nous n'avons à le classer en définitive qu'au premier rang des hommes distingués, quand d'autres, qui ne le valaient pas, ont paru des personnages supérieurs.

L'ancien oratorien et prêtre, l'homme d'étude et l'écrivain en lui, sauf de rares momens, sont toujours venus prendre en biais et tenir en arrêt l'homme politique.

Avant son entrée à la Convention, il convient de relever encore deux circonstances. Il fut l'auteur, le rédacteur du *Plan d'éducation* présenté à l'Assemblée nationale, en 1790, au nom des instituteurs publics de l'Oratoire (1); et depuis lors, dans les diverses assemblées où il siégea, on le verrait figurer invariablement comme membre ou rapporteur de presque tous les comités et commissions d'instruction publique : questions toujours graves, trop souvent stériles, parce que tous ces beaux plans et appareils d'organisation ne valent que ce que les font dans la pratique les maîtres eux-mêmes. Vers 1791 enfin, M. Daunou se mit à concourir pour le prix fondé par Raynal à l'académie de Lyon sur le sujet suivant : *Quelles vérités et quels sentimens*

(1) Ce *Plan d'éducation* essuya des critiques, et il paraît qu'il fut surtout attaqué par une personne assez au fait de l'Oratoire et qui probablement en était; M. Daunou répondit en quelques pages non signées avec une singulière vivacité : « Les oratoriens, dans leur projet d'éducation, disent que *la morale de l'Évangile* « *serait le chef-d'œuvre de l'esprit humain, si elle en était l'ouvrage;* ils veulent « que cette morale soit enseignée par tous les instituteurs, et que dans chaque pen- « sionnat il y ait un ecclésiastique chargé de remplir les fonctions sacerdotales au- « près des élèves... Savez-vous ce que conclut de là mon libelliste dans son aristo- « cratique impudeur? Il fait entendre que les auteurs de ce projet d'éducation et « leurs adhérens sont des *spinosistes* ou des *déistes* tout au moins. » Tout cela est très bien raisonné, *condillaquement* parlant, *e pure*..... Le libelliste, comme on l'appelle, avait-il si grand tort?

importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur? Il mérita le prix, et Napoléon Bonaparte, autre concurrent, et grand philanthrope comme on sait, aurait eu vraisemblablement l'accessit; mais les évènemens de 93 empêchèrent cette distribution publique et se chargèrent en même temps de répondre à la question de l'honnête académie en signes manifestes et foudroyans.

Entré à la Convention, M. Daunou inaugura dès les premiers jours sa vie publique par le plus bel acte qui l'honore, par son opinion et son vote dans le procès de Louis XVI. Les trois écrits ou discours consécutifs où il a consigné son avis attestent un sens judiciaire très remarquable, une méthode excellente et rigoureuse qui, pour le coup, ne saurait, en pareil cas, déployer trop de précautions, trop de scrupules. Il distingue très bien entre la conviction morale et historique qu'on peut avoir contre Louis XVI et la conviction judiciaire qu'on n'a pas établie ni acquise. On le voit suivre pied à pied la marche du procès, et à chaque moment il sait découvrir, il ose proposer le procédé le plus sage, le moins inique, le moins sujet aux conséquences subversives et déshonorantes pour la naissante morale républicaine. Ce coup d'œil historique rapide, cette prévision soudaine et lointaine que nous n'apercevons pas chez Daunou à d'autres instans de sa vie publique, le sentiment d'équité et d'humanité les lui communique ici et les lui suggère : il comprend aussitôt que de ce premier pas que va faire la Convention dépend tout son avenir et celui de la république qu'elle enfante. La république en France ne sera-t-elle qu'une arme révolutionnaire, ou sera-t-elle une forme possible et durable? Cette question, selon Daunou, se pose déjà dans ce premier vote solennel. Saint-Just, en opinant pour que Louis XVI fût jugé par la Convention, avait ajouté qu'après tout c'était là beaucoup moins un jugement qu'on demandait qu'une vengeance, un *combat*, une *expédition :* « Citoyens, répondait Daunou, la question entre Saint-Just « et moi se réduit précisément à savoir s'il faut juger Louis XVI, ou « *l'immoler comme César et d'autres tyrans*. Je n'opposerai peut-être « à l'énergique opinion de Saint-Just que des considérations timides, « plutôt dictées par des habitudes et par des craintes que par l'austé- « rité de la philosophie républicaine qu'il a seule interrogée. Je dirai « cependant que César régnait quand des sénateurs l'immolèrent; « qu'il ne suffit pas toujours qu'une vengeance ait été méritée par la « victime; que nous sommes accoutumés encore à vouloir qu'elle soit « généreuse; que ce genre d'*expédition* se revêt essentiellement d'un « caractère révolutionnaire, trop étranger aux circonstances dont nous

« sommes environnés (1); que nous devons, non pas *à nous-mêmes*, « mais à l'intérêt national, quelque *attention*, du moins, *à ce que l'on « dira de nous;* que l'opinion des peuples, et surtout de nos propres « concitoyens, sur le mode du jugement de Louis, pourra n'être pas « indifférente au succès de nos autres travaux politiques; qu'enfin, « selon des maximes qui peuvent bien mériter quelque examen, mais « dont la fausseté n'est pas démontrée encore, il sera plus digne de « la Convention nationale d'accuser un conspirateur que de *faire la « guerre* à un ci-devant tyran, isolé, désarmé et prisonnier. »

Et ensuite, lorsque la Convention se fut constituée juge : « Vous « avez trouvé le moyen d'attacher au sort d'un seul homme les des- « tinées de la nation et les espérances du genre humain. Croyez que, « dans une délibération pareille, une Convention nationale ne pour- « rait sembler injuste et trompée qu'aux dépens du salut public; car « il ne vous suffirait pas d'être sages, vous devez encore le paraître. « *Votre réputation est le premier besoin de la patrie.* »

Le style de Daunou, en cette occasion solennelle, ne se borne pas à être exact, pressé et châtié, ce qu'il est toujours; il s'élève, se dilate par instans, revêt des expressions plus hardies et même pittoresques, qu'il ne retrouvera jamais. Un peu de néologisme s'y mêle, assez justifié certes et motivé par l'inusité et le monstrueux des circonstances. Rappelons une bien belle page :

« Que l'enthousiasme soit quelquefois acusateur, du moins ne faut- « il jamais qu'il soit juge, et il est affreux qu'il prononce des arrêts « de mort. De tels arrêts outragent la nature : ils ne peuvent honorer « que le crime lui-même qui les subirait. Je me défie de l'enthou- « siasme, lors même qu'il s'allie à des vertus douces et qu'il provoque « des actions généreuses; mais l'enthousiasme qui condamne est tou- « jours férocité, et ce n'est qu'à l'équité froide, à la raison tranquille « et calculante qu'est réservé le droit de punir. Ces vérités paraîtront « communes, mais elles sont à l'ordre du jour, et, parmi les grands « intérêts auxquels je crois qu'elles se rattachent, il en est un qui « méritera l'attention des législateurs, c'est qu'il ne faut pas dénaturer « le caractère national, il ne faut pas *ensauvager* les mœurs d'un peuple « qui a été jusqu'ici doux, juste, humain, sensible, et qui, sous ce « rapport, est sans doute fort bien comme il est. La sévérité d'un ré-

(1) Dans les momens les plus orageux d'alors, on se piquait de dire que la révolution était close, qu'on tenait le définitif : Daunou s'empare ici de la fiction *parlementaire* régnante, dans l'intérêt de son raisonnement.

« publicain n'est pas la barbarie d'un cannibale fanatique... Il ne faut « point appeler *hauteur de la révolution* ce qui ne serait que la région « des vautours : restons dans l'atmosphère de l'humanité et de la « justice. »

Et ailleurs, après une description un peu idéale de ce que c'est que ce *peuple* tant invoqué : « Quant aux factions plus ou moins obscures, « plus ou moins intrigantes, plus ou moins impuissantes, quant aux « agrégations partielles qui agitent, qui divisent, qui assassinent, et « que l'on s'obstine à nommer le peuple, elles ne sont pas plus le « peuple que les marais ne sont la nature et que les reptiles ne sont « l'univers. »

Ce style de Daunou, si contenu d'ordinaire, si en garde contre les trop fortes images, s'élève donc involontairement en ces heures violentes et paraît comme porté un moment par le souffle des grandes tempêtes. On noterait d'autres modes d'expressions concises, bien frappées, et qui lui sont restées plus familières; ainsi : « Je ne puis, disait-il, attacher aucun sens à ces mots *pouvoir révolutionnaire*, et la Convention ne saurait prendre, à mon avis, une idée plus fausse et *plus égarante* de son caractère et de sa puissance. » Et en parlant de Louis XVI, par manière de concession : « Je dirais (si j'écrivais son histoire) qu'il combattit la révolution selon l'oblique et *expectante* malice de son cœur. » La concession peut sembler un peu forte, mais l'expression, l'alliance de mots est énergique et neuve. Et encore, faisant pressentir les effets désastreux d'une condamnation par vengeance : « Voilà, disait-il, comment naîtront la pitié, le regret, la terreur, les accusations contre la Convention nationale, et tous les élémens de trouble, de haine et de discorde, dont les aristocrates, les royalistes, les anarchistes, les intrigans et les ambitieux, et tous vos ennemis intérieurs, et tous les tyrans étrangers, vont s'emparer de toutes parts avec la plus *meurtrière* émulation. »

On trouvera peut-être que je fais là de la rhétorique en bien grave matière, et que je relève et souligne des mots dans la situation où ils échappaient le moins littérairement; mais Daunou pesait tous les siens aussi soigneusement à la Convention, lorsqu'il réclamait justice pour Louis XVI, que lorsque, devant l'académie de Nîmes, il célébrait l'influence de Boileau. Et je me souviens toujours que lui-même il aimait à citer, comme exemple d'*atticisme*, une certaine petite phrase d'un discours de Ducos à la Convention, petite phrase qu'il fallait certes beaucoup de goût et une extrême vigilance littéraire pour avoir saisie au passage et retenue.

Daunou, à la Convention et dans les diverses assemblées dont il fit partie, comme dans son enseignement public, n'improvisait pas; il écrivait toujours et récitait avec nombre. Il y a plus, il croyait peu à l'improvisation chez les autres, et n'estimait guère que le discours écrit. Il se méfiait de la parole vivante. Cela tenait chez lui à tout un ensemble de jugemens et d'habitudes dont nous retrouverons le pli en mille sens, et ce n'était qu'un cas particulier de la préférence déclarée ou même de l'estime exclusive qu'il accordait en toutes choses à la méthode, à la précision, à la perfection de diction au préjudice de l'esprit d'enthousiasme et de saillie. Il calomniait même l'improvisation, et ne voyait pas qu'en allant en gros au plus pressé, le bon sens trouve souvent son compte; il pensait que l'improvisation et le peu de précision qu'elle entraîne d'ordinaire avaient contribué à tout perdre dans les assemblées publiques; il aurait voulu qu'on pût être astreint, à la tribune, à se servir d'une sorte de langage analytique, algébrique, où l'expression ne dépassât jamais l'idée : chimère de Condorcet! L'homme de cabinet et l'écrivain, chez Daunou, mettaient donc toujours le cachet à l'orateur, et parfois le scellé. Cours public et discours politique, il rédigeait le tout comme un rapport, il couvrait des pages entières d'une écriture serrée, minutieuse, distincte, des pages écrites jusqu'au bord, sans marge, et pleines comme sa vie.

Après son grand acte du vote dans le procès de Louis XVI, et avant les jours de proscription, Daunou prit part encore aux débats sur la constitution de 93, et il publia, contradictoirement au plan d'éducation nationale de Robespierre, un *Essai sur l'instruction publique*. Comme nous ne prétendons nullement donner ici une biographie complète, nous pourrions nous taire sur ces divers *contre-projets* de Daunou, ou nous borner à en louer la sagesse, du moins la sagesse *relative;* mais il y a lieu d'en tirer quelques vues directes pour l'étude de l'homme et de l'écrivain. En faisant la part de ce qui pourrait être concessions et en y cherchant les seules convictions, celles-ci apparaissent assez à nu : on y saisit au vif ce que Daunou est bien radicalement, à savoir, le disciple de Sièyes et de Condorcet, le sectateur et l'organe des méthodes dernières qu'avait produites le XVIII[e] siècle, et dont ce siècle, soi-disant sans foi, était finalement idolâtre, pour ne pas dire esclave. S'agit-il de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, peu s'en faut que Daunou n'attribue bon nombre des maux qui ont éclaté depuis 89 au manque de méthode et de précision qui s'est glissé dans la déclaration première : « Tous ceux qui avaient

« en France l'instinct de l'aristocratie, dit-il, sentirent le danger d'un « travail de ce caractère, et, saisissant avec trop de sagacité le plus « infaillible moyen d'en dégrader l'exécution et d'en énerver l'in- « fluence, ils donnèrent aux méditations du patriotisme les noms « décriés de métaphysique et de spéculations abstraites; bien sûrs « qu'il n'en faudrait pas davantage pour armer contre toute recherche « un peu profonde, contre toute analyse un peu austère, l'impatient « orgueil des esprits légers et le despotisme de l'inattention. Les « projets les plus fortement conçus, spécialement celui de Sièyes, « furent écartés sans examen, et la première injure que le peuple « français reçut de ses mandataires, fut d'être regardé par eux comme « incapable de recevoir une instruction solide et d'entendre le langage « de la raison. On rédigea dix-sept articles dont l'incohérence, l'am- « biguité, l'imprécision, préludèrent à l'injustice et à la faiblesse des « lois, aux humiliations constitutionnelles du peuple et à nos longues « calamités. » Mais, pour atteindre le vrai en fait de déclaration des droits, que faut-il donc, selon Daunou, et de quelle manière procéder? Et notez que cette méthode que Daunou va énoncer s'applique à toute autre étude morale, qu'il l'étendra plus tard à l'enseignement de l'histoire, qu'il la préconisera en toute occasion, qu'il y restera opiniâtrément fidèle jusqu'au dernier jour; c'était sa religion à lui : « Je juge, dit-il, de la déclaration des droits comme d'un livre élémen- « taire, et j'y suis bien autorisé sans doute, puisqu'elle en sera réelle- « ment un... Or, si nous voulons imprimer une marche plus sûre à « l'esprit humain, je pense que les nouveaux livres élémentaires de- « vront différer des anciens beaucoup plus encore par la méthode que « par les objets : il ne faudra point qu'ils aient pour base des défini- « tions scientifiques, des divisions abstraites ou des principes géné- « raux, mais des *sensations pures ou les comparaisons d'idées qui se « rattachent le plus immédiatement à de pures sensations*. Enseigner, « ce n'est pas dicter ce qu'il faut croire, c'est faire observer ce qui a « été senti; ce n'est pas inculquer des opinions traditionnelles, ce « n'est pas même révéler à un élève les résultats des recherches que « l'on a faites avant lui, c'est le diriger lui-même dans ces recherches « et le conduire à ces résultats. La synthèse est le despotisme de l'en- « seignement; elle maîtrise ceux qu'elle instruit, et l'erreur est tou- « jours à côté d'elle comme à côté de toutes les tyrannies. L'analyse, « au contraire, n'exigeant d'autre docilité que l'attention, etc. » Suivent des éloges desquels il résulterait vraiment que la clef universelle est trouvée, et dont on rencontrerait l'écho monotone, sinon la rédac-

tion aussi parfaite, dans toutes les préfaces et dans tous les programmes d'alors. Nous touchons là du doigt la grande erreur et l'illusion philosophique de la fin du XVIIIe siècle. Nous n'en voudrions d'autre preuve que ce qui en est sorti d'effets en plus d'un genre. Qu'il puisse y avoir beaucoup de vrai dans ces prescriptions d'analyse, Joseph de Maistre n'a pas assez d'éclats de voix ni de sifflets pour le nier; nous dirons simplement que l'erreur est d'y mettre tout, de croire que la méthode crée l'esprit et que le mot garantit l'idée, de passer le niveau sur les facultés humaines et d'en supprimer le jet naturel, de méconnaître, non pas seulement ce que le génie, mais ce que le bon sens apporte volontiers de libre et de vif avec lui. C'est assez indiquer ce que chacun sent, car nous ne péchons point par un tel genre d'excès aujourd'hui.

Judicieux esprit qui n'avait nul besoin d'exagérer l'instrument prétendu infaillible, Daunou n'a jamais cru pouvoir s'en passer; il en a dissimulé du moins plus d'une fois les inconvéniens, varié l'emploi et dirigé les applications aux plus justes objets. « Il est maître en fait de méthodes, » a dit M. Mignet. Cet esprit d'ordonnance et de classification, il le porte en toutes choses, dans la création de l'Institut dont il est l'un des fondateurs, plus tard dans les bibliothèques qu'il administre, dans les Archives qu'il organise. Ainsi, dans l'ordre des études et des idées : on pourrait dire qu'héritier fidèle, et en un sens héritier pieux des richesses d'un siècle dont il égalait presque la tâche à celle de l'esprit humain, il aima mieux classer que renouveler.

Comme écrivain, un inconvénient se marque toutefois. Sa plume excellente et correcte, et de plus si faite pour les délicatesses, pour les finesses de l'art d'écrire, s'empêche par instans tout d'un coup, s'appesantit et s'attarde dans ces prescriptions méthodiques qui reviennent plus qu'il ne faudrait. Elle redit, elle prolonge, elle ne parvient pas à recouvrir ce qu'il est impossible de fertiliser. En un mot, une barrière assez marquée sépare à certaines pages le classique Daunou des grands et parfaits écrivains du XVIIe siècle, je veux dire ce culte sans cesse proclamé de l'*analyse* et tout ce qu'il suppose avec lui.

Pour revenir à ses travaux de la Convention en cette année 93, il dira, par exemple, en parlant du vaste bouillonnement de passions qui ne doit pas déconcerter le législateur, « qu'il faut que celui-ci « *fasse, en quelque sorte, un cours expérimental de l'immoralité publique;* que, dans un temps calme, les élémens divers de la société « *ne donnent à la philosophie elle-même que des sensations trop obscures,* et l'on a besoin, ajoute-t-il, d'en recevoir de vives pour ac-

« quérir sur ces élémens, sur leur nature, sur leurs mouvemens, sur « leurs propensions, la connaissance qui est strictement nécessaire à « celui qui veut les combiner. Je conclus que c'est *avec tout le courage « de l'espérance, mais avec toute l'attention de l'analyse*, que la Conven- « tion nationale doit faire une constitution.... » Ces termes de *sensation*, d'*expérience* et d'*analyse*, ces traces de Condillac et de Lavoisier reparaissent perpétuellement : ils sont là à l'état d'éruption, si l'on veut; mais le style en resta gravé.

Son *Essai sur l'instruction publique* de cette même date (juillet 93) contient une singularité caractéristique et piquante. Il s'agit d'un détail d'enseignement, d'un détail minime en apparence, « mais que je crois, disait Daunou, d'un intérêt suprême pour le progrès de la raison publique, et par conséquent aussi pour le perfectionnement de l'organisation sociale. » Qu'est-ce donc? Il s'agit de la manière d'*apprendre à lire* aux enfans. Je ne saurais abréger cette page curieuse. « Cet enseignement, dit-il, quoiqu'il ait subi quelques réformes, doit « demeurer essentiellement vicieux tant que l'épellation donnera des « sons élémentaires tout-à-fait étrangers au son total ou syllabique (1). « Observez bien ce qui se passe dans les premières leçons de lecture « que vous donnez à un enfant. Vous avez à l'instruire des conven- « tions les plus bizarres dont les hommes se soient avisés, et à peine « encore avez-vous le moyen de lui faire entendre que ce sont là de « pures conventions. Si, comme il arrive presque toujours et comme « il doit arriver en effet, si votre élève attache quelque caractère de « sagesse et de vérité naturelle à ce que vous lui enseignez, votre « élève n'apprend à lire qu'en désapprenant à penser; et certes il a « trop à perdre dans cet échange. Votre alphabet est le premier « *symbole de foi* que les enfans reçoivent, et après lequel ils embras- « seront tous les autres, car il n'y en aura point de plus absurde que « celui-là. C'est, j'ose n'en douter aucunement, c'est l'épellation ac- « tuelle qui donne le premier faux pli à la pensée, qui transporte les « esprits loin du sentier de l'analyse, et qui met l'habitude de croire « à la place de la raison. J'invoque donc une réforme d'un plus grand « caractère que celles qui ont été introduites jusqu'ici dans l'enseigne- « ment de la lecture. Je réclame, comme un moyen de raison pu- « blique, le changement de l'orthographe nationale, et je ne crois pas « cette proposition indigne d'être adressée à des législateurs qui

(1) Ainsi, pour lire AUX, on fait prononcer aux enfans *a*, *u*, *icse*, ô. Assez d'un exemple.

« compteront pour quelque chose le progrès, ou plutôt, si je puis « m'exprimer ainsi, la santé de l'esprit humain. » Et il continue d'expliquer parfaitement la réforme proposée, et dont quelques portions ont prévalu, m'assure-t-on, dans l'*abécédaire* d'aujourd'hui. Il paraît qu'on apprend mieux à lire aux enfans qu'autrefois. Mais n'était-ce pas, je le demande, s'exagérer fabuleusement l'influence des méthodes? N'était-ce pas recommencer à la lettre un *symbole de foi* en même temps qu'on rejetait tous les autres avec horreur? Qu'on y voie du moins combien Daunou était radicalement de son siècle, et, sous ses airs timides, aussi rénovateur que Condorcet.

Ceux qui ne l'ont vu et connu que comme académicien des Inscriptions et dans ses travaux littéraires des dernières années ont pu goûter ses meilleurs fruits et les mieux élaborés à notre usage, mais l'arbre tout entier, le tronc, les racines sont là-bas.

Dans les premiers jours d'octobre 93, décrété d'arrestation avec les soixante-treize députés signataires de la protestation contre les évènemens des 31 mai et 2 juin, Daunou entrait dans les cachots pour n'en sortir qu'en octobre 94, après un an révolu. Transféré successivement dans diverses maisons, et finalement à Port-Royal de Paris, qu'on appelait Port-*Libre*, il supporta cette terrible année avec la constance du sage, prompt à ressaisir des heures pour l'étude, et comme s'il n'avait fait presque que retrouver un cloître plus étroit. Ses compagnons de captivité en ont tous parlé en ces termes. Il lisait Tacite seul, il relut tout Juvénal avec Dusaulx, aux momens où celui-ci (grand joueur et qui avait écrit contre la passion du jeu) ne jouait pas au bouchon avec le marquis de.... Mercier, autre incorrigible, ancien adversaire de Daunou sur Boileau, maintenant son compagnon d'infortune, ne le faisait plus que sourire. L'égalité d'ame était complète. Il profita de ce loisir pour étudier les élémens de géométrie avec suite; il composa même alors une grammaire générale qu'il écrivit sur des cartes. Cependant le 9 thermidor avait sonné, et la prison ne se rouvrait pas; les douze représentans du peuple détenus à Port-Libre adressèrent à la Convention une réclamation énergique que Daunou rédigea; il y a de l'éloquence : « Si l'anarchie et la tyrannie *ont rassemblé dans « le cercle étroit d'une année plus de forfaits et de désastres que l'his- « toire des calamités du genre humain n'en avait dispersé jusqu'ici « dans l'espace de plusieurs siècles;* si nous avons prévu et cherché à « prévenir les malheurs du peuple dont nous sommes les représen- « tans, pourquoi et de quel droit nous retient-on dans les fers? » Et arrivant à l'accusation de *fédéralisme*, dont ils sont victimes, celui qui

vient de flétrir les bourreaux retrouve ses anathèmes de grammairien-idéologue contre les expressions mal définies : « Les tyrans ont eu con- « stamment recours à certaines dénominations odieuses, à de *vains* « *noms* qui, *répétés sans cesse et jamais expliqués*, semblaient désigner « de grands crimes et n'étaient réellement que les mots d'ordre des « assassinats. La funeste puissance de ces *expressions magiques* est « un vieux secret d'oppression.... » L'éditeur de Boileau trouvera plus tard des flétrissures presque aussi vives pour caractériser les conséquences désastreuses qu'il attribuait à une littérature *vague* et *indéfinissable :* toujours le même pli.

Cette adresse remit en mémoire à la Convention le nom de Daunou et rappela ses titres acquis ; dès les premiers jours de sa rentrée, il prit un rang, une consistance politique qu'il n'avait pas eu le temps d'établir jusqu'alors, et qu'il soutint pendant toute la durée du Directoire. On peut dire que depuis le moment de sa rentrée jusqu'au 18 brumaire, il n'est pas, dans les annales civiles et parlementaires de ce temps-là, un rôle plus honorable, plus pur, plus considérable même, que celui de Daunou. S'il n'eut pas son jour comme Boissy-d'Anglas, il eut son *tous les jours*, ce qui n'est pas moins difficile. Victime de la veille, il rentre avec l'ame calme et déterminée à la justice, c'est-à-dire, après de telles horreurs, à la clémence. Quoique sa vertu se tienne plutôt d'ordinaire dans les lignes strictes de l'équité, de la probité, et que le mot de grandeur semble jurer avec lui, il offre, dans ces momens d'après thermidor, une sorte de grandeur morale par cette tenue si ferme et si simple en des circonstances de toutes parts si émues. Également opposé aux excès de vengeance et de réaction contre la *queue* encore menaçante de Robespierre, aux excès de prévention et de rigueur contre les factions nouvelles qui se lèvent au nom de l'ordre, il maintient la doctrine républicaine dans son antique droiture et dans une mesure inaccoutumée, il contribue au salut de la Convention en vendémiaire, et n'aspire qu'au régime des lois. Principal rédacteur et conseiller de la constitution de l'an III, il mérite que ceux même qui s'en servent pour la combattre, et que fructidor ira frapper, disent de lui, par exception : « Daunou, du moins, est avec les *honnêtes gens*. » Retracer sa biographie complète en ces années, ce serait repasser toute l'histoire ; elle le montrerait le rapporteur obligé, le promoteur de presque toutes les bonnes mesures, l'orateur officiel, irréprochable, qu'on aimait à présenter aux amis comme aux ennemis dans les grandes et belles circonstances. Il faut choisir : nous nous bornerons à le prendre à deux ou trois momens qui nous le peindront.

Parmi les opinions arrêtées de Daunou qui en avait tant, on n'en aurait pas trouvé de plus fixe et de plus justifiable assurément que celle qu'il s'était formée de la Terreur, des principaux personnages qui y figurent, et particulièrement de Robespierre. Ce n'était point parce qu'il avait été victime qu'il jugeait ainsi : il savait établir la différence entre les hommes d'alors, faire la part de la lâcheté, de l'ineptie, du fanatisme; mais sur Robespierre il était curieux et inexorable à entendre; le burin de Tacite, pour un instant, avait passé en ses mains. Dans un journal de Mercier, *les Annales patriotiques et littéraires*, Daunou rédigeait le compte rendu (anonyme) des séances de la Convention. Or, voici en quels termes dignes de mémoire il s'exprimait le 18 nivôse an III (7 janvier 1795), à l'occasion du rapport fait par Courtois au nom de la commission chargée d'examiner les papiers de Robespierre : « Un tempérament bilieux, écrivait Daunou, un esprit étroit, une « ame jalouse, un caractère opiniâtre, avaient prédestiné Robespierre « à de grands crimes. Ses succès de quatre années, surprenans sans « doute au premier aspect, et lorsqu'on ne les compare qu'à la médio- « crité de ses moyens, ont été les effets naturels de ses haines meur- « trières, de ses jalousies profondes et ferventes. Il eut, à un degré « suprême, le talent de haïr et la volonté de maîtriser. Il voulut être « tyran, bien plus ardemment que la plupart des hommes ne savent « vouloir être libres, et cette volonté vive, inflexible, toujours agis- « sante, a tenu lieu de génie à bien d'autres oppresseurs de l'huma- « nité..... » Je suis forcé, à mon grand regret, d'abréger cette page pour laquelle j'ai presque à demander pardon aux *néo-terroristes* d'aujourd'hui; mais voici l'adoucissement : « Quelque affreux que soit Ro- « bespierre, d'après le portrait que nous en avons tracé, continue « Daunou, Courtois a fait de ce personnage un portrait beaucoup plus « horrible encore, et s'est attaché surtout à lui contester toute espèce « de talent. Nous convenons que Robespierre n'a été ni un philoso- « phe, ni un législateur, ni un éloquent écrivain, ni même un orateur « supportable : il avait infiniment peu de connaissances, et il était « d'ailleurs trop occupé à haïr pour avoir le temps de penser. Nul ta- « lent ne lui manqua davantage que celui d'improviser : si l'on excepte « une ou deux occasions où il fut assez heureusement inspiré par ses « affections vindicatives, tout ce qu'il a dit sans préparation n'a été que « le plus insensé verbiage que l'on ait entendu sur la terre, depuis que « des paroles et des phrases y sont proférées par des hommes et par « des oiseaux : personne, autant que lui, n'a contribué à effacer parmi « nous jusqu'à l'idée de la véritable éloquence des tribunes. A l'égard

« de ses écrits, nous croyons qu'ils n'ont mérité ni les adulations que « leur prodiguait Desmoulins, ni tout le mépris dont Courtois s'est « efforcé de les couvrir. L'art d'écrire est peut-être celui dont Robes-« pierre eût le plus approché s'il l'eût cultivé davantage; c'est le seul « où il ait paru faire quelque progrès. L'on ne peut nier, à ce qu'il « nous semble, qu'il n'ait quelquefois donné aux idées d'autrui des « formes tout-à-fait tolérables, et que dans ses derniers discours, par « exemple dans celui sur l'Être suprême, on ne rencontre du moins, « au milieu de beaucoup d'inepties, certains traits, peut-être même « certaines pages qui ne sont pas très loin du talent. Courtois a cité « en preuve de la médiocrité de Robespierre les corrections nom-« breuses, les ratures multipliées dont il surchargeait ses manuscrits: « cette preuve, nous devons l'avouer, nous a paru bien étrange; nous « aurions pensé, au contraire, que Robespierre ne savait point assez « effacer. »

Remarquez la tendance naturelle de Daunou, et cette appréciation littéraire finale qui est là comme pour mettre le sceau. L'écrivain en Robespierre avait fini pourtant par le fléchir un peu (1). On a d'autres pages de lui sur les souvenirs de ces temps, les deux premiers chapitres d'une histoire de la Convention; il est profondément regrettable qu'il ne l'ait pas menée à fin. Cette histoire-là est au moins à mettre sur la même ligne que celles de l'Oratoire ou de Boulogne-sur-Mer, qu'il regrettait de n'avoir pas retracées. On ne conçoit pas qu'un homme aussi laborieux que Daunou, et qui savait si bien que le style seul fait vivre, n'ait pas exécuté un tel projet une fois entrepris; mais, sans parler du découragement qui s'empara de lui à un certain jour,

(1) Et qu'on me permette d'ajouter encore le jugement qu'il porte de Saint-Just; il est de ces choses qui, une fois dites, ne se retrouvent pas, et l'article de Daunou d'ailleurs serait matériellement introuvable : « Courtois a tracé ensuite les portraits « de Saint-Just et de Couthon; le premier, froidement cruel, homicide par carac-« tère, n'avait pas eu besoin (comme Robespierre) d'être humilié pour être méchant. « Il y a une disposition sentimentale qui nous fait compâtir aux infortunes des « autres hommes et nous empêche au moins de leur nuire sans intérêt pour nous-« mêmes; cette disposition n'existait point dans Saint-Just; cette fibre était déjà « paralysée chez lui à vingt-six ans. On ne trouve dans ses écrits aucune trace de « sensibilité; ils en sont plus dépourvus encore que ceux même de Robespierre, « auxquels ils sont très supérieurs sous les autres rapports; car, si l'on veut être « sincère, il faut avouer aussi que Saint-Just n'était point sans talens, et qu'il aper-« cevait quelquefois, avec une précision assez forte, sinon l'ensemble de l'organisa-« tion sociale, du moins quelques-unes des relations qui existent entre les élémens « dont elle se compose. Pour Couthon, il mérita tous les mépris : il est indigne de « tout souvenir... »

il n'avait pas non plus le sentiment de l'art en grand, l'idée passionnée de l'œuvre, de l'œuvre individuelle et originale, du monument. L'étude et des articles bien faits, enfouis dans de gros recueils, suffisaient à son soin modeste; il y avait à cet égard du bénédictin en lui.

Le bénédictin aussi avait des jours de soleil. Le rôle de Daunou à l'Institut, dès l'origine et lors de la formation, fut des plus marquans; son nom sans faste n'échappa point aux honneurs du frontispice : c'est lui qu'on chargea de prononcer le discours d'ouverture à la première séance publique, à celle d'installation (4 avril 1796). Il s'y montra tout-à-fait à la hauteur de sa mission et parla comme le pouvait faire le premier élève politique et philosophique de Siéyes et de Condorcet, et plus littéraire que tous deux, plus maître en l'art d'écrire, véritable secrétaire perpétuel et comme rédacteur testamentaire du XVIIIe siècle finissant. Dans ce grave discours encyclopédique, un certain souffle d'espérance circule : « Les orages mêmes que nous ve-« nons de traverser, ce vaste ébranlement, ces désastres dont le sou-« venir doit être interdit à la vengeance, et ne doit pas être perdu « pour l'instruction, deviendront sans doute aussi une grande époque « dans l'histoire de l'esprit humain. » L'enthousiasme n'y est plus retranché, proscrit, comme nous l'avons vu en d'autres endroits de Daunou; il dit de la philosophie, en indiquant ses relations et son alliance avec les beaux-arts : « Elle sentira tout le prix de l'enthousiasme « qu'ils propagent et sans lequel il ne s'est opéré rien d'utile et de « grand sur la terre. Si, dans les sciences même les plus sévères, au-« cune vérité n'est éclose du génie des Archimède et des Newton « sans une émotion poétique et je ne sais quel frémissement de la « nature intelligente, comment, sans le bienfait de l'enthousiasme, « les vérités morales saisiraient-elles le cœur des humains? Comment « circuleraient-elles privées de ce véhicule; comment, dénuées de cette « chaleur animatrice, pourraient-elles, au sein d'un grand peuple, se « transformer en des sentimens, en des habitudes, en des mœurs, en « un caractère? Que deviendraient tant de maximes sociales, tant de « généralités abstraites, si les beaux-arts ne s'en emparaient pas pour « les replonger dans la nature sensible, les rattacher aux sensations « d'où elles dérivent, et leur redonner ainsi des couleurs et de la puis-« sance? » Les *sensations* se retrouvent là pour fixer la date et signer la théorie, mais le mouvement est juste et beau.

Deux ans après, le 18 septembre 1798 (fin de l'an VI), Daunou, président du Conseil des cinq-cents, répondait au nom de l'assemblée à une députation de l'Institut qui venait à la barre rendre compte de

ses travaux pendant l'année; il exhortait l'illustre corps à *la propagation des idées et des sentimens qui conviennent le plus aux hommes libres*, et laissait échapper cette parole tant contestée : « Il n'y a point de philosophie sans patriotisme, il n'y a de génie que dans une âme républicaine ! »

Si c'est un vœu que Daunou entendait exprimer, à la bonne heure! Si c'est un fait et un jugement, comme on aurait droit de l'attendre d'un écrivain si précis, son désir assurément ici l'abusait; cet axiome-là n'est ni plus vrai ni plus faux que celui qu'il énonçait ailleurs, que la vérité est toujours du côté de l'analyse, et l'erreur du côté de la synthèse. Approchait-il davantage de la vérité, lorsque, dans son *Cours d'Études historiques*, il disait avec plus de réserve : « A fort peu d'exceptions près, les noms honorables dans l'histoire des lettres le sont aussi dans celles des mœurs privées et publiques; les plus grands écrivains sont à compter au nombre des meilleurs hommes de leurs siècles? » — Mais, ce qu'il nous importait de noter, nous retrouvons dans ces élans, dans ces éclats imprévus de l'an VI, un Daunou auquel nous sommes moins accoutumés.

Quelque temps auparavant, le 10 vendémiaire an VI (1er octobre 1797), il avait prononcé, en plein Champ-de-Mars, l'oraison funèbre de Hoche. Ce jour-là, par un beau soleil d'automne, le Directoire en grand costume, Révellière-Lépeaux en tête, sortit à pied de l'École militaire, précédé de tous les ministres, grands fonctionnaires, et des principaux corps de l'état; chaque membre du cortége tenait à la main une branche de laurier ou de chêne. Puis, sur l'autel de la patrie, qu'entouraient des groupes de peupliers et des *candelabres supportant des cassolettes fumantes d'encens*, aux pieds de la statue de la liberté, le Directoire ayant pris séance, Révellière-Lépeaux célébra le héros dans un discours plein de bons sentimens et de déclamations théo-philanthropiques. Lorsqu'il eut fini au milieu des sanglots, et que, comme intermède, quarante jeunes élèves du Conservatoire, *vêtues de blanc, les cheveux ornés de bandelettes et portant des écharpes de crêpe*, eurent chanté, autour du mausolée, une strophe de l'hymne de Chénier mise en musique par Cherubini; après que ces jeunes élèves, deux à deux, *d'une main tremblante et en détournant leurs regards où se peignaient l'attendrissement et la douleur*, furent venues déposer leurs branches de laurier aux pieds de l'effigie du mort (1); en ce moment solennel,

(1) Le procès-verbal officiel ajoute à cet endroit : « Une d'elles, *succombant à l'oppression du sentiment*, s'évanouit et tombe dans les bras de ses compagnes. »

le citoyen Daunou, membre de l'Institut national, et chargé par lui de faire le panégyrique du héros, s'avança, tenant à la main aussi sa branche de laurier, et parla sur les degrés du mausolée : « ... Oui, « nous la conserverons, la République, s'écriait-il en finissant, nous « la conserverons, pour qu'elle soit le temple de ta mémoire, l'asile « de ton vertueux père, et la gloire de tous les guerriers qui l'ont dé-« fendue comme toi. Nous repousserons la Terreur qui t'opprima, « comme le royalisme qui te proscrivit, et nous maintiendrons cette « Constitution de l'an III, qui fut le constant objet de ton dévouement, « de tes vœux, de tes espérances; nous saurons, à ton exemple, ré-« sister aux factions, braver les périls, et ne connaître sur la terre « d'autres puissances irrésistibles que celles devant qui seulement a pu « fléchir ton ame républicaine : la loi, la vertu, la nécessité et la mort. »

Daunou me paraît représenter très bien l'éloquence d'alors, celle de l'an III dans son meilleur ton, caractère romain, style latin (*Conciones*), marche un peu lourde, très grave du moins, ferme, nombreuse, un rare éclat, mais qui frappe d'autant plus, un air stoïque : des Latins, si l'on veut, qui ont eu leur Condillac, mais qui sont d'un bon siècle encore. Lorsque, plus tard, le Consulat se lèvera dans sa gloire, quand le génie du XVII[e] siècle reparaîtra de loin sur l'horizon, et que l'éloquence, comme le ciel, s'éclairera, on aura l'Éloge de Washington et Fontanes.

Une question inévitable se pose ici : à voir ce grand rôle extérieur de Daunou depuis thermidor, cette mise en dehors perpétuelle de ses talens et de sa personne, on se demande : était-ce donc bien là, en vérité, le même que ce savant renfermé et ce politique circonspect que nous avons connu? N'y avait-il pas en lui, durant ces années, un homme jeune, énergique, espérant, dont le ressort, à un certain moment, s'est brisé ou resserré du moins, et dont nous n'avons guère vu que l'homme d'étude survivant qui s'était à la fin comme recloitré? J'ai déjà indiqué l'opinion de M. Magnin, qui pense que, même en sa plus libre et sa plus énergique allure, le Daunou d'alors était très près de ressembler à celui que nous savons. Quelques faits toutefois permettront le doute un moment.

Lorsque ses illusions républicaines eurent été attérées et anéanties par l'ambition de Bonaparte, après l'élimination du Tribunat, après la suppression de la classe des Sciences morales et politiques, vers 1803-1804, Daunou, profondément affecté, se croyant de plus menacé dans sa place de bibliothécaire par suite de tracasseries avec son collègue Ventenat, fit une maladie grave, une de ces maladies nerveuses

qui, coïncidant avec un âge qui est critique aussi pour l'homme, peuvent certainement altérer la trempe du caractère et briser quelque chose en nous. Une angoisse inexprimable s'était emparée de son ame; l'application lui était devenue impossible, la lumière odieuse; un simple coup de sonnette l'agitait et lui arrachait des larmes. De la bibliothèque du Panthéon, où il logeait alors, on le menait promener au Jardin des Plantes comme un débile convalescent. Fouché, dont les émissaires n'étaient pas étrangers à ces motifs de terreur, le fit pourtant rassurer sous main, lui fit dire qu'il prenait les choses trop à cœur (1). Marie-Joseph Chénier lui-même, vers cette époque et sous le coup des déceptions patriotiques, éprouvait un ébranlement de ce genre, et des soupçons d'empoisonnement traversaient son esprit. Jean-Jacques Rousseau, on le sait, et Bernardin de Saint-Pierre, à un certain âge, éprouvèrent aussi de telles crises; ils n'y échappèrent qu'en conservant une teinte de misanthropie chagrine et une sensibilité plus ou moins aigrie. Daunou en triompha plus heureusement et retrouva son égalité d'humeur pour l'étude; mais une méfiance secrète s'infiltra ou s'accrut en lui; il eut, lui, on peut le dire, sa misanthropie, non point exaltée comme Jean-Jacques ou aigre-douce comme Bernardin, non point ardente et satirique comme Chénier, égoïste et oisive comme Siéyes, mais sa misanthropie studieuse. Il vérifia aussi, par son exemple, ce mot du moraliste : « Il se refait vers le milieu de la vie une manière de bail avec nos diverses facultés; bien peu le renouvellent. » Ce qui est vrai même dans le cours naturel d'une vie arriva ici par secousse : Daunou dut rompre, un certain jour, avec une partie de son être; il se replia au dedans, et, sous son enveloppe sévère, il déroba de plus en plus une de ces ames sensibles, délicates, à jamais contraintes et trop souvent consternées, qui ne recommencent plus l'expérience et n'en demeurent que plus fidèles aux empreintes reçues.

Tout ceci, en restant parfaitement exact, n'empêche point que, même en son temps de plus grand essor, Daunou n'ait eu bien des velléités d'arrêt qui le faisaient identique au fond à ce que nous l'avons vu. Il ne portait point la main aux choses de lui-même, de son propre mouvement, mais seulement parce qu'il était en demeure et en devoir

(1) Daunou avait été très lié avec Fouché, non pas à l'Oratoire, mais depuis, à la Convention, où les rapprochaient les souvenirs de cette commune origine. Fouché avait d'abord, ainsi que Daunou, des sentimens politiques modérés; la peur le jeta dans les extrémités atroces. Après thermidor, Daunou avait activement contribué à le sauver de la réaction qui l'aurait atteint.

de le faire. Sorti du Conseil des cinq-cents au mois de prairial an v et n'y devant rentrer que par une élection l'année suivante, voyez-le dans l'intervalle : il se confine du premier jour dans sa bibliothèque du Panthéon et ne s'occupe plus que de mettre de l'ordre dans cette masse de livres, d'organiser le catalogue; c'est beau, c'est touchant de la part de celui qui vient de contenir d'autres masses et d'organiser la république, mais était-ce là le fait d'un homme politique actif et surtout d'un homme de gouvernement en de telles circonstances? M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères après le 18 fructidor, lui écrit une lettre aimable et coquette pour lui offrir la place de secrétaire-général auprès de lui : Talleyrand doublé de Daunou, cela eût fait, convenons-en, une combinaison piquante et parfaite; chacun aurait eu de quoi prêter à l'autre. Daunou refusa et resta au milieu de ses livres. Il refusa, non point, je le crois, parce que c'était Talleyrand qui offrait, mais parce qu'il aimait mieux garder son coin quand il n'y avait pas nécessité d'en sortir. D'autres, remarquez-le, auraient été tentés d'accepter précisément parce que c'était Talleyrand lui-même, c'est-à-dire un nouveau monde à étudier, d'autres relations à embrasser et à saisir; la curiosité les aurait poussés. Daunou n'avait pas le principe de curiosité, ou bien quelque chose de plus fort en lui le réprimait. M[me] de Staël aussi fit toutes sortes d'avances gracieuses en ce temps pour l'apprivoiser; elle ne réussit qu'à lui inspirer de la reconnaissance et une estime affectueuse qu'il lui conserva au milieu des dissidences subséquentes. Les singularités sociales de Daunou, en cette phase du Directoire, sont célèbres : son costume, bien moins réglé que nous ne l'avons vu, trahissait, même aux fêtes de Barras, le savant, le solitaire en grand effort d'étiquette. Pour simplifier les choses, il n'avait qu'un habit, et, quand il l'avait usé, il en achetait un neuf tout fait, qui, tant bien que mal, lui allait toujours. La seule conclusion que je veuille tirer de pareils traits d'originalité naïve, c'est que, même en ces années de familiarité et de liberté, où il jouait un grand personnage public et où il voyait le plus de monde, même quand il était le parrain désigné de toutes les constitutions, filles de celle de l'an III, quand il allait par-delà les monts, en qualité de commissaire, organiser la république romaine et y rétablir les *comices* et les *consuls*, Daunou n'aurait point mérité qu'on dît de lui, comme d'Ulysse, qu'il était un *grand visiteur d'hommes*. Il se souciait des hommes pour les éclairer, s'il se peut, jamais pour les diriger et les manier. Quand Bonaparte de retour d'Égypte, et qui, dans les premiers jours de son coup d'état, ne préjugeait naturellement les acteurs d'alors que sur

leur renommée acquise, eut l'idée un moment de le faire consul, Rœderer, à qui il en avait parlé, put dire ensuite : « Je l'ai bien guéri de « cette idée-là, je l'ai fait causer une demi-heure avec lui (1). »

Les tristesses et les amertumes civiques de Daunou commencèrent après le 18 brumaire; il s'agissait de refaire au plus vite une constitution, celle dite de l'an VIII; sa réputation classique en ce genre le fit choisir pour rédacteur. Il essaya d'une première rédaction, que Cambacérès qualifia de *malicieuse* et d'*hostile;* il y glissait plus d'un petit article préservatif contre l'usurpation, celui-ci, par exemple : « Si l'un des consuls prend le commandement d'une armée, il est, pendant toute la durée de ce commandement, suspendu de ses fonctions consulaires, et il y est remplacé temporairement par l'un des tribuns que nomme à cet effet le Conseil des 200, etc., etc. » Qu'on juge de l'effet sur le futur consul. Bonaparte impatient coupa court à cette guerre méthodique, et, convoquant la commission chez lui, au Petit-Luxembourg où il était alors, dicta ses volontés : « Citoyen Daunou, prenez la plume et mettez-vous là. » C'était dit de ce ton qui se fait obéir. Selon le mot de Thibaudeau, Daunou écrivait d'une main les articles, en votant de l'autre contre, pour la forme. A partir de ce jour, la France eut un maître, et Daunou, après une honorable résistance, battit en retraite devant lui. Avec toutes sortes de conditions et de réserves, il capitula. S'astreignant à refuser toute position politique, il crut pouvoir se réfugier dans des fonctions administratives réputées scientifiques et littéraires : elles ne lui manquèrent à aucun moment. Bonaparte, qui lui avait dit un jour en colère qu'*il ne l'aimait pas,* mais qui l'estimait et qui l'avait trop vu de près pour le craindre (2), savait

(1) Sur les relations de Daunou et de Sièyes à cette époque de crise et auparavant, j'indiquerai, sans le répéter ici, ce que j'ai écrit dans l'article sur La Fayette (*Revue des Deux Mondes* du 1er août 1838, page 364; — *Portraits littéraires,* édition de 1844, tome II, page 182); je garantis la fidélité parfaite des détails, que je retrouve ailleurs moins exactement racontés.

(2) Voici un petit récit, entre autres, que je sais d'original. Bonaparte, après plusieurs refus de Daunou, voulut tenter un dernier effort; il s'agissait de le décider à être ou directeur de l'instruction publique, ou conseiller d'état, ou les deux choses à la fois. Il l'invita à dîner aux Tuileries : « Je veux vous présenter à ma femme, lui dit-il; elle a envie de vous connaître. » Daunou n'osa refuser. Il arrive, il est présenté à Mme Bonaparte; il s'incline en profonds saluts, et se borne aux stricts monosyllabes. Après le dîner, Bonaparte l'emmène dans l'embrasure d'une croisée; le salon où ils étaient se vide, parce qu'on voit que le consul veut parler d'affaires. Il entreprend Daunou en effet, le presse, ne lui laisse aucune objection sans réponse; celui-ci, après ses raisons dites, n'avait plus qu'un non invincible à opposer. Le ton de Bonaparte s'élevait, il avait l'air de s'impatienter : les personnes

où il pouvait utilement l'employer; il n'en laissa passer aucune occasion : ce furent là contre Daunou ses seules malices et ses seules vengeances. L'ancien garde des Archives impériales n'était pas juste pour Napoléon. Ceux qui l'ont entendu à ce sujet savent qu'il lui refusait, non-seulement toute perception morale (ce qui se concevrait), mais presque toute espèce de talent civil. Quant aux talens de guerrier, il se rejetait, pour n'en point parler, sur son incompétence, et, lorsqu'il avait épuisé les qualifications les plus sévères, il concluait le plus souvent ainsi : « Enfin, c'était un homme qui ne savait ni le français ni l'italien. » L'écrivain chez Daunou reparaissait dans ce trait final, qui, selon lui, était peut-être la plus grande injure.

A peine remis de la secousse politique, Daunou se dédommageait et cherchait à se consoler par de bons travaux académiques et littéraires. Son *Analyse des Opinions diverses sur l'Origine de l'Imprimerie* (1802) est du lendemain de ses luttes au Tribunat. Après avoir nettement exposé les diverses conjectures probables sur cette origine si voisine et déjà obscure, le sage examinateur conclut en toute humilité : « Il est assurément des objets sur lesquels le doute n'est qu'i-« gnorance et obstination; mais le doute éclairé est aussi une science, « et c'est la plus pacifique. Il me semble au moins que le scepticisme « que certaines discussions historiques provoquent ou entretiennent « n'est ni la moins douce ni la moins saine habitude que l'esprit hu-« main puisse contracter. » Bien de nobles cœurs qui veulent de la foi à tout prix se pourront scandaliser de cette conclusion à la Montaigne, qui met la santé de l'esprit là où d'autres voient son plus grand mal : elle me plaît et me touche chez Daunou, elle est conforme à la na-

qui se promenaient de long en large dans le salon voisin, militaires et aides-de-camp, retournaient de temps en temps la tête par curiosité pour ces éclats de voix qui leur arrivaient. Daunou s'aperçut de ce manége; la peur le prit : il se dit que cet homme était capable de tout, qu'il était certes bien capable d'avoir machiné ce dîner pour le perdre, de supposer tout d'un coup qu'on lui manquait de respect, qu'on l'insultait, que sais-je? de le faire arrêter immédiatement. Sa tête se montait, il n'y tint plus. Bonaparte, tourné vers la fenêtre, parlait sans le voir : Daunou avise dans un coin son chapeau, qu'il avait posé; tandis que le consul achève une phrase, il y court, enfile les appartemens et sort du palais. Tout ceci est vrai à la lettre, et je n'ajoute rien. — Ce n'est pas ce jour-là que Bonaparte lui dit : *Daunou, je ne vous aime pas,* mais en une autre occasion, dans quelque comité. Impatienté des objections de Daunou, il le fit taire en lui disant : « Vous, Daunou, je ne vous aime pas; » et il se reprit, en disant : « Au reste, je n'aime personne... excepté ma femme et ma famille. » — « Et moi, répliqua Daunou, j'aime la république. »

ture de cet esprit judicieux et craintif, au moment où, battu des orages, il se retrouve dans la sphère paisible de l'étude et où il respire.

Sa *Notice des travaux de la Classe des Sciences morales et politiques*, lue la même année 1802 (séance du 15 germinal an x), contient une fine satire d'un mémoire de Mercier contre l'histoire, et cela par le simple fait d'une analyse où le rapporteur choisit malicieusement ses points. Mercier put être content, et tout l'Institut avec le public avait souri. Daunou préludait ainsi à ses petites notes du *Journal des Savans*, même à ses extraits de l'*Histoire littéraire :* en maintenant l'extrait littéral et fidèle, il sut en faire un genre de critique fine, ingénieuse, qui parle tout bas.

Il publiait en 1803 un *Mémoire sur les Élections au scrutin*, lu précédemment à l'Institut, et dans lequel il s'attachait à déterminer mathématiquement le moyen de recueillir, de vérifier avec le plus d'exactitude l'expression de la volonté générale, au moment même où toute liberté de suffrages était ravie : un pur problème, en effet, de récréation mathématique. A partir de cette publication, on remarque une certaine lacune dans ses travaux. C'est le temps de son découragement profond et de cette maladie dont nous avons parlé.

En 1807, M. Daunou, qui était devenu garde des Archives depuis décembre 1804, publia, par ordre du gouvernement et avec tous les soins d'éditeur, l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, que Rulhière avait laissée manuscrite et inachevée. En 1810, il publia, par ordre également, son *Essai historique sur la Puissance temporelle des Papes*. Son édition de Boileau est de 1809. On remarquera combien M. Daunou choisissait peu de lui-même ses sujets de composition : il s'en laissait charger volontiers, en ne les acceptant sans doute que lorsqu'il les trouvait convenables à ses vues; mais l'initiative, même là, venait d'ailleurs. Ne pourrait-on pas y voir une des causes qui attristent un peu son style, si destiné, jusque dans la gravité, à l'ingénieux et au délicat? Cette vie n'avait jamais eu sa fantaisie, jamais une fleur; son style s'en ressent. « Lire même ce qui plaît moins, n'écrire que ce qu'on aime, excellente hygiène intellectuelle, » a-t-on dit; cela est vrai : à ce régime l'esprit acquiert son sérieux, et le style garde sa légèreté naturelle. Je ne conseillerais jamais à un homme de style et de goût littéraire de faire trop de rapports et de ne jamais choisir ses sujets.

En Boileau, du moins, M. Daunou rencontrait une vieille connaissance, une matière de prédilection : aussi son discours préliminaire de 1809, et celui d'une plus grande étendue qu'il a consacré à La Harpe en 1826, sont-ils peut-être ce qu'on a écrit chez nous de plus

parfait (*ad unguem*) en ce genre de littérature critique, modérée et ornée. Les dernières phrases du discours sur Boileau étaient un hommage à Napoléon : « Aujourd'hui, que toutes les émulations renaissent à la voix d'un *héros couvert de toutes les gloires*, etc. » Dans l'édition de 1825, cette conclusion a disparu et se trouve remplacée par une violente sortie contre la littérature romantique. J'aurais mieux aimé, même au nom du goût, que l'éloge de Napoléon restât.

Il faut oser le rappeler : tous les écrits que publia à cette époque l'honnête homme légèrement intimidé paient le tribut obligé d'éloges au dominateur tout-puissant, et ils portent à une certaine page le contre-seing impérial pour ainsi dire. Je ne lui en fais point un reproche, mais bien plutôt d'avoir passé, depuis lors, à un dénigrement sans mesure (1). La Fayette n'a pas négligé de relever en ses *Mémoires* une de ces inconséquences du républicain de l'an III qui renonçait sous l'Empire à rester un grand citoyen : « Malgré l'assertion, dit-il (tome V, page 231), qu'un *citoyen distingué*, M. Daunou, a paru adopter dans un écrit récent, il n'est pas vrai que *l'autorité arbitraire puisse suppléer aux principes d'une administration nationale.* » M. Daunou avait écrit quelque chose de tel dans sa notice sur Rulhière (2). Plus tard, en 1811, il lui échappait de dire à M. Joly, un de

(1) Voir, dans la conclusion du livre des *Garanties individuelles*, ce qu'il dit de l'*aventurier;* l'invective y déborde : « ... Il deviendra, au dehors autant qu'au dedans, un potentat formidable dont les princes flatteront l'orgueil, couronneront *la tête impure*, rechercheront *l'ignoble alliance.* » L'auteur n'a pas l'air d'admettre qu'au dedans on ait pu servir l'Empire par d'autre motif que par corruption et par cupidité. Il termine le hideux portrait en montrant *l'ennemi du monde se précipitant lui-même, du faîte de sa puissance artificielle, dans la profonde ignominie de ses propres vices.* Cette page des *Garanties* est fâcheuse; elle le serait encore, même sans qu'on la rapprochât de certaines autres pages de 1807-1812.

(2) Pages VI et VII : il ne fait qu'énoncer en cet endroit et développer avec une sorte de complaisance l'opinion de Rulhière. La Fayette put y relever bien d'autres passages : « C'est à *la suprême loyauté* du chef de l'Empire et à *l'invariable « libéralité de ses sentimens et de ses pensées*, que le public devra la pureté du « texte de cette histoire. » Napoléon voulait se faire de cette publication un auxiliaire dans sa campagne de 1807 contre les Russes; on imprima en toute hâte afin de pouvoir arriver à temps et rejoindre la victoire : « L'indépendance de la Pologne, « s'écriait vers la fin l'éditeur en haussant le ton, est un intérêt de l'Europe autant « qu'un droit des Polonais, et la renaissance de ce vertueux peuple sera l'un de ces « vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. Qui leur enseignera « mieux que lui à se prémunir contre toute domination étrangère par l'énergie « de l'administration intérieure...? De qui pourront-ils mieux apprendre qu'aucune « illustration vieillie n'égale celle qui éclate; qu'aucun nom suranné ne vaut un nom

ses anciens élèves de Montmorency : « Après tout, c'est peut-être ce que nous pouvons avoir de mieux. » Il était maté alors et comme rallié.

Je parlerai peu, ou plutôt je voudrais peu parler, de son *Essai sur la Puissance temporelle des Papes*. Napoléon le lui fit demander par Fouché comme arme dans sa lutte avec le Saint-Siége; c'était proprement une batterie historique qu'il fallait dresser contre le Vatican parallèlement au coup de main de Miollis. Henri IV, en son temps, voyant que Rome tardait à le reconnaître, fit compiler par Pithou un *Recueil des déclarations, arrêts et actes* historiques que des circonstances analogues avaient occasionnés sous les règnes précédens; mais, au même instant, il ne faisait point enlever le pontife par ses gens d'armes mécréans. Pithou mit en tête du livre un avertissement en latin, où il protesta de son amour de la concorde et de sa haine du schisme : l'auteur du présent *Essai* en aurait-il pu dire autant avec sincérité? On ne craindra pas de l'avouer : si son vote dans le procès de Louis XVI est le plus beau moment de la vie de Daunou, son livre sur les papes nous en paraît le moins agréable endroit. Juger l'ouvrage en disant qu'abstraction faite des doctrines latentes et du but, il offre un résumé substantiel, un narré pressant, du meilleur style et d'une modération très suffisante à la surface, ce serait aussi prouver de soi-même trop de complaisance ou de simplicité. Ce livre est un acte. L'auteur, cette fois, cette seule fois, fait un pamphlet. Lui, ancien oratorien et prêtre, il consent, par l'ordre et dans l'intérêt de celui qu'il appellera un tyran et qu'il abhorre, à accabler, à envelopper d'un tissu historique très équivoque, très artificieux, le vieux pontife alors persécuté, spolié, prisonnier; il réclame contre lui les rigueurs (1); il termine ce livre anonyme, à fausses couleurs gallicanes, par les éloges les plus absolus du héros qu'il semble mettre au-dessus de Charlemagne (2), et dont il recevra à ce sujet diverses sortes de récompenses :

« qui s'immortalise....? » Tout ceci est éloquent, et reste assez vrai pour qu'il n'y ait pas eu tellement à s'en repentir.

(1) « Dépouillé de tout pouvoir temporel et devenu le sujet de l'un des princes « de l'Europe, le pape excommuniera-t-il son propre souverain? Tant d'audace ou « d'extravagance est peu vraisemblable. Il est vrai que les siècles passés en offrent « des exemples; mais on prendrait à présent une idée plus juste d'un tel anathème: « on n'y verrait qu'un libelle séditieux, qu'une provocation publique à la révolte, « qu'un outrage à la majesté du prince et des lois, qu'un attentat punissable, quoique « impuissant. » (Édition de 1810, page 333.)

(2) Dira-t-on que les éloges ne sont pas sans quelque réserve implicite? « Ces « limites (du pouvoir spirituel), dit l'auteur en terminant, *ont besoin* d'être posées « par une main victorieuse, capable d'en prescrire à toute ambition subalterne, et

et tout cela, pour servir ses propres opinions, à ce qu'il croit, et pour satisfaire ses profondes rancunes. Qu'on retourne le fait comme on le voudra, qu'on le discute au point de vue de la justice stricte, sinon de l'élévation et de la grandeur, cela n'est pas bien. Daunou, cette fois, dut en vouloir à Bonaparte doublement, à cause de cette faiblesse que le maître lui avait arrachée.

Habile à trouver la fibre secrète de chacun pour la faire jouer à son gré et l'adapter à ses fins, Napoléon avait été long à découvrir celle de Daunou, mais, pour le coup, il la tenait : il y avait quelque chose de plus avant que le républicain chez l'homme de l'an III, c'était le philosophe; il y avait quelqu'un qu'il jugeait plus funeste encore que l'empereur, c'était le pontife. On le fit instrument et rouage par ce côté.

Infirmité de l'humaine nature! Tel est l'empire des préventions et des haines invétérées, peut-être seulement des fausses positions et des faux plis, chez les meilleurs, chez les plus sages! Daunou lui-même, tout en se piquant de modérer sa plume, ne sut pas triompher de l'inspiration : le vieux levain remonta. Lui, si humain pour les opprimés, il fut sans pitié ce jour-là, il ne vit que l'intérêt philosophique en jeu, et se remit en posture de gallican pour mieux frapper. — Un plus mémorable épisode de sa vie littéraire sous l'Empire est son amitié intime avec Chénier (1). En 1807, Daunou, qui avait quelques

« accoutumée à n'en point laisser au progrès de la civilisation, au développement « des lumières, à la gloire d'un grand empire. Abolir le pouvoir terrestre des pon« tifes est l'un des plus vastes bienfaits que l'Europe *puisse devoir* à un héros. La « *destinée* d'un nouveau fondateur de l'empire d'Occident est de réparer les erreurs « de Charlemagne, de le surpasser en *sagesse*, et par conséquent en puissance; de « *gouverner*, de raffermir les états que Charles n'a su que conquérir et dominer; « d'éterniser enfin la gloire d'un auguste règne, en *garantissant*, par des *institu*« *tions* énergiques, la prospérité des règnes futurs. » Dira-t-on que ces mots : *ont besoin*, *puisse devoir*, ne sont pas positifs; que la *destinée* assignée ici au héros est une sorte de futur conditionnel; qu'il est question, chemin faisant, de *sagesse*, de *gouverner*, de *garantir*, et même, en finissant, d'*institutions énergiques*, comme pour faire contrepoids à la spoliation qu'on appuie? Pénibles équivoques, auxquels l'auteur a bien pu penser, mais qui échappaient au lecteur : Napoléon n'en demandait pas davantage. — Ce livre, au reste, était tellement une arme politique forgée *ad hoc*, que la troisième édition, imprimée à l'Imprimerie impériale en 1811, fut en très grande partie détruite en 1813, au moment où l'on crut enfin avoir arraché un nouveau Concordat au prisonnier de Fontainebleau. Cette édition de 1811 contenait, entre autres additions, un exposé de la *conduite de la Cour de Rome depuis* 1800, vrai factum d'un canoniste de l'Empire.

(1) M. Labitte, en cette *Revue* (15 janvier 1844), nous en a déjà raconté avec intérêt plus d'un détail.

places à sa désignation dans les Archives, y nomma son ami; lorsque Napoléon dut ratifier le choix, il le fit en disant : « Voilà un tour que Daunou m'a joué. » A partir de cette date, ou plutôt même depuis 1799, Chénier et Daunou se virent presque tous les jours, et ils eurent l'un sur l'autre une réciproque et salutaire influence. Un satirique spirituel, alors très lié et depuis brouillé avec eux, allait répétant à qui voulait l'entendre que, dans ce commerce habituel, si Daunou enseignait à Chénier la grammaire, celui-ci lui enseignait en retour l'immoralité. Ce sont là de ces méchans propos avec lesquels il est possible de tout flétrir. Le fait est que Daunou inspirait à Chénier le goût de l'étude et des bons modèles, le culte de la diction sévère, et que l'autre lui rendait du mouvement et du monde, exhalait devant lui en toute liberté son amère connaissance et inévitablement son mépris des hommes. Des témoins (et il y en avait peu) m'ont dit que lorsque Chénier, déjà atteint de la maladie dont il mourut, arrivait là, se remettait en haleine et entrait en verve, lorsqu'à dérouler les infamies d'alentour et les palinodies qui le suffoquaient, son accent éclatait avec colère, et que son œil noir lançait la flamme, il était beau et terrible ainsi. Daunou vit dépérir de jour en jour cet ami précieux, le visita jusqu'à l'instant fatal, recueillit ses manuscrits, publia ses œuvres, lui rendit enfin tous les suprêmes devoirs; il n'en parlait jamais que comme d'un homme dont le talent dans ses derniers efforts s'acheminait au génie. Depuis la mort de Chénier, il n'eut plus d'autre ami intime; ce cœur, une seule fois ouvert, se referma.

L'année même de cette mort, en août 1811, il était chargé par l'empereur d'aller à Rome pour faire expédier en France les archives pontificales, avec recommandation très expresse de n'oublier la bulle d'excommunication de juin 1809, s'il pouvait s'en saisir. Aussitôt après l'arrivée et le premier classement des pièces, Napoléon les alla visiter à l'hôtel Soubise; il demanda tout d'abord, il prit et serra dans sa main la boîte qui renfermait la bulle de son excommunication, et un sourire indéfinissable de triomphe et d'orgueil lui échappa.

« ..... Aussi l'excessif et profane usage de ces anathèmes les a-t-il décrédités à tel point, qu'il serait aujourd'hui presque aussi ridicule de les craindre que de les renouveler. » Daunou avait écrit cela dans la conclusion de son *Essai;* il put voir à ce sourire si le maître était tout-à-fait de cet avis indifférent.

On n'a imprimé que depuis peu (1) un mémoire de Daunou sur le

(1) Tome XV des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.*

fatum des anciens, qu'il lut à l'Institut en mai et octobre 1812, qui fit bruit alors, et qu'il avait ensuite comme retiré. C'est ce que l'auteur s'est permis religieusement de plus hardi; on se demande, en le lisant, où est cette grande hardiesse, tant il l'a encore voilée. Il résulte pourtant de la pensée du mémoire que, sous ces noms divers et assez vagues du destin et de ses synonymes, les doctrines de la Providence et d'un Dieu intelligent, éclairé, étaient déjà celles des sages anciens, et que par conséquent le christianisme n'aurait pas eu à innover à cet égard autant qu'on l'a dit; c'était comme un dernier trait hostile que Daunou rapportait du séjour de Rome, une arme d'idéologue sourdement forgée à l'ombre du Vatican. Il concluait, du reste, tout comme dans sa discussion sur l'imprimerie, avec sa prudence apparente : « La « *pneumatologie* (on dirait aujourd'hui la psychologie ou l'ontologie; « mais il affecte un mot qui sent la physique pour rabaisser l'objet) est « de sa nature une science que ne peuvent étendre ni nos expériences « immédiates, ni les relations ou les témoignages, à moins qu'ils ne « soient surnaturels. L'esprit de l'homme y tourne dans un cercle fort « étroit; il peut bien varier les aspects, mais ce sont toujours les mêmes « objets qu'il contemple, et par conséquent les mêmes notions qu'il « exprime par différens signes. Combien donc sont à déplorer les dis- « sensions cruelles auxquelles l'inévitable diversité de ces signes a servi « de cause ou de prétexte, et qu'il semble aisé de comprendre qu'en « de telles matières le plus sûr moyen d'être équitable et raisonnable, « c'est d'être fort tolérant! » Boileau, dans sa satire de l'équivoque, a parlé des chrétiens *martyrs d'une diphthongue*, et Voltaire, à son tour, s'est égayé là-dessus. Est-ce à dire pourtant qu'entre Sénèque et saint Paul ce n'eût été qu'une querelle de mots? — Ce mémoire donnerait une fausse idée des opinions philosophiques de l'auteur, si l'on y voyait des conclusions expressément déistes. Daunou restait en-deçà; il était sceptique en ces matières, à la façon de Gabriel Naudé, et suivait volontiers, comme lui, l'axiome des jurisconsultes : *Idem judicium de iis quæ non sunt et quæ non apparent*. Ce qui ne tombe pas immédiatement sous les sens, ou ne peut s'en déduire avec précision, est absolument pour nous comme n'existant pas.

On conçoit qu'obligé de rentrer sa politique en 1802, Daunou se soit dédommagé en donnant plus de jour à sa philosophie : en 1814, le triomphe des influences religieuses l'obligea au contraire de rentrer à jamais cette philosophie; il put s'en dédommager en revenant, bien qu'avec quelques gênes, à ses théories et doctrines politiques. Les événemens contradictoires des premières années lui apportèrent bien des

places à sa désignation dans les Archives, y nomma son ami; lorsque Napoléon dut ratifier le choix, il le fit en disant : « Voilà un tour que Daunou m'a joué. » A partir de cette date, ou plutôt même depuis 1799, Chénier et Daunou se virent presque tous les jours, et ils eurent l'un sur l'autre une réciproque et salutaire influence. Un satirique spirituel, alors très lié et depuis brouillé avec eux, allait répétant à qui voulait l'entendre que, dans ce commerce habituel, si Daunou enseignait à Chénier la grammaire, celui-ci lui enseignait en retour l'immoralité. Ce sont là de ces méchans propos avec lesquels il est possible de tout flétrir. Le fait est que Daunou inspirait à Chénier le goût de l'étude et des bons modèles, le culte de la diction sévère, et que l'autre lui rendait du mouvement et du monde, exhalait devant lui en toute liberté son amère connaissance et inévitablement son mépris des hommes. Des témoins (et il y en avait peu) m'ont dit que lorsque Chénier, déjà atteint de la maladie dont il mourut, arrivait là, se remettait en haleine et entrait en verve, lorsqu'à dérouler les infamies d'alentour et les palinodies qui le suffoquaient, son accent éclatait avec colère, et que son œil noir lançait la flamme, il était beau et terrible ainsi. Daunou vit dépérir de jour en jour cet ami précieux, le visita jusqu'à l'instant fatal, recueillit ses manuscrits, publia ses œuvres, lui rendit enfin tous les suprêmes devoirs; il n'en parlait jamais que comme d'un homme dont le talent dans ses derniers efforts s'acheminait au génie. Depuis la mort de Chénier, il n'eut plus d'autre ami intime; ce cœur, une seule fois ouvert, se referma.

L'année même de cette mort, en août 1811, il était chargé par l'empereur d'aller à Rome pour faire expédier en France les archives pontificales, avec recommandation très expresse de n'oublier la bulle d'excommunication de juin 1809, s'il pouvait s'en saisir. Aussitôt après l'arrivée et le premier classement des pièces, Napoléon les alla visiter à l'hôtel Soubise; il demanda tout d'abord, il prit et serra dans sa main la boîte qui renfermait la bulle de son excommunication, et un sourire indéfinissable de triomphe et d'orgueil lui échappa.

« ..... Aussi l'excessif et profane usage de ces anathèmes les a-t-il décrédités à tel point, qu'il serait aujourd'hui presque aussi ridicule de les craindre que de les renouveler. » Daunou avait écrit cela dans la conclusion de son *Essai;* il put voir à ce sourire si le maître était tout-à-fait de cet avis indifférent.

On n'a imprimé que depuis peu (1) un mémoire de Daunou sur le

(1) Tome XV des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.*

fatum des anciens, qu'il lut à l'Institut en mai et octobre 1812, qui fit bruit alors, et qu'il avait ensuite comme retiré. C'est ce que l'auteur s'est permis religieusement de plus hardi; on se demande, en le lisant, où est cette grande hardiesse, tant il l'a encore voilée. Il résulte pourtant de la pensée du mémoire que, sous ces noms divers et assez vagues du destin et de ses synonymes, les doctrines de la Providence et d'un Dieu intelligent, éclairé, étaient déjà celles des sages anciens, et que par conséquent le christianisme n'aurait pas eu à innover à cet égard autant qu'on l'a dit; c'était comme un dernier trait hostile que Daunou rapportait du séjour de Rome, une arme d'idéologue sourdement forgée à l'ombre du Vatican. Il concluait, du reste, tout comme dans sa discussion sur l'imprimerie, avec sa prudence apparente : « La « *pneumatologie* (on dirait aujourd'hui la psychologie ou l'ontologie; « mais il affecte un mot qui sent la physique pour rabaisser l'objet) est « de sa nature une science que ne peuvent étendre ni nos expériences « immédiates, ni les relations ou les témoignages, à moins qu'ils ne « soient surnaturels. L'esprit de l'homme y tourne dans un cercle fort « étroit; il peut bien varier les aspects, mais ce sont toujours les mêmes « objets qu'il contemple, et par conséquent les mêmes notions qu'il « exprime par différens signes. Combien donc sont à déplorer les dis- « sensions cruelles auxquelles l'inévitable diversité de ces signes a servi « de cause ou de prétexte, et qu'il semble aisé de comprendre qu'en « de telles matières le plus sûr moyen d'être équitable et raisonnable, « c'est d'être fort tolérant! » Boileau, dans sa satire de l'équivoque, a parlé des chrétiens *martyrs d'une diphthongue*, et Voltaire, à son tour, s'est égayé là-dessus. Est-ce à dire pourtant qu'entre Sénèque et saint Paul ce n'eût été qu'une querelle de mots? — Ce mémoire donnerait une fausse idée des opinions philosophiques de l'auteur, si l'on y voyait des conclusions expressément déistes. Daunou restait en-deçà; il était sceptique en ces matières, à la façon de Gabriel Naudé, et suivait volontiers, comme lui, l'axiome des jurisconsultes : *Idem judicium de iis quæ non sunt et quæ non apparent*. Ce qui ne tombe pas immédiatement sous les sens, ou ne peut s'en déduire avec précision, est absolument pour nous comme n'existant pas.

On conçoit qu'obligé de rentrer sa politique en 1802, Daunou se soit dédommagé en donnant plus de jour à sa philosophie : en 1814, le triomphe des influences religieuses l'obligea au contraire de rentrer à jamais cette philosophie; il put s'en dédommager en revenant, bien qu'avec quelques gênes, à ses théories et doctrines politiques. Les événemens contradictoires des premières années lui apportèrent bien des

transes, des froissemens et des vicissitudes, mais aussi le réveil. Son rôle de député et d'opposant, durant toute la restauration, fut des plus honorables et des plus utiles, sur la seconde ligne, celle de réserve. Par son *Essai sur les Garanties individuelles* (1818), il eut pourtant l'honneur d'exposer l'un des premiers, et avec cette netteté d'expression qui n'était qu'à lui (à lui et à Benjamin Constant, ce dernier sachant être plus limpide, plus agréable, et Daunou plus rigoureux), le programme motivé des légitimes et incontestables requêtes d'un libéralisme équitable. « Toute révolution politique, disait-il, a des in- « termittences, et, chaque fois qu'elle s'arrête, on s'empresse de pro- « clamer qu'elle est terminée. Si c'est trop souvent une erreur, c'est « toujours un vœu honorable, et l'on touche en effet de bien près à « ce terme, quand une loi fondamentale a déclaré, promis, déterminé « toutes les garanties individuelles; car il suffirait que cette loi fût « fidèlement établie, littéralement observée par ceux qui l'ont faite, « pour que le renouvellement des troubles devînt tout-à-fait impos- « sible. » — Santa-Rosa, dans une lettre à M. Cousin (juillet 1822), écrivait : « Je suis occupé à lire Daunou sur les *garanties*. Cet ouvrage « a deux parties distinctes. Dans la première, l'auteur examine ce que « c'est que la liberté ou les garanties; il les caractérise, les décompose, « les circonscrit; tout cela me paraît en général bien conçu et bien « fait. Dans la seconde partie, on recherche comment les divers gou- « vernemens accordent ou délimitent ces garanties. Ici, Daunou n'est « ni assez étendu ni assez profond. Dans mon ouvrage (Santa-Rosa « méditait un grand travail sur les gouvernemens), je referai cette se- « conde partie sous un point de vue plus pratique que théorique, et « j'entrerai dans des détails faute desquels l'ouvrage de l'oratorien « ressemble à un livre de géométrie plutôt que de politique (1). » Cette critique ne peut porter que sur la forme; quant au fond, le livre de M. Daunou n'a rien que de très pratique. Je ne veux pas dire que, transporté et traduit, comme il le fut alors, dans les états de l'Amérique du Sud, il continuât d'être applicable; mais, en France, la société se faisait mûre pour les garanties qu'il réclamait, que la raison publique se mit par degrés à vouloir, à vouloir avec passion, qu'insultée un jour et défiée, elle revendiqua, trois matins durant, à la face du soleil, et qui sont à peu près obtenues.

Ici et à dater de cette lutte légale de 1818 commence, sans plus

(1) Voyez *Santa-Rosa*, par M. Cousin, dans la *Revue des deux Mondes* du 1er mars 1840, page 660; *Fragmens littéraires*, page 462.

d'interruption ni de crise, le M. Daunou que nous avons tous connu; nous nous attacherons à ce qu'il devint plus manifestement avec l'âge, au pur savant et littérateur. Pendant des années, grace à la constance inaltérable de son régime et à la rigoureuse économie de ses heures, il sut mener de front trois ordres de travaux importans, dans lesquels son talent patient et sobre, arrivé à sa plénitude, trouvait des développemens appropriés, suffisamment divers et parfois brillans : 1° le *Journal des Savans* dont il fut, dès la renaissance (1816-1838), le rédacteur principal ou *éditeur*, comme on disait; 2° la continuation de l'*Histoire littéraire*, dont il était une colonne, la colonne la plus ornée (1809-1838); 3° son *Cours d'Histoire* au Collége de France, professé durant onze ans (1819-1830), dont on n'avait imprimé jusqu'ici que quelques extraits et analyses, qu'on publie enfin aujourd'hui pour la première fois, et qui ne formera pas moins de seize volumes très remplis.

Sa manière de juger les ouvrages dans le *Journal des Savans* se rapportait en toute convenance à celle que ce journal a conservée, et que M. Daunou aurait seul retenue, quand tout le monde de nos jours l'eût abandonnée : elle consiste à se borner et presque à s'asservir à l'ouvrage qu'on examine, à *l'extraire*, à le suivre pas à pas, en y relevant incidemment les fautes ou les beautés, sans se permettre les excursions et les coups d'œil plus ou moins étrangers. La critique moderne, même la meilleure (témoin la *Revue d'Édimbourg*), a bien dévié de cette voie prudente et de ce rôle où le juge se considère avant tout comme rapporteur. Le livre qu'on examine, et dont le titre figure en tête de l'article, n'est le plus souvent aujourd'hui que le prétexte pour parler en son propre nom et produire ses vues personnelles. Ici rien de semblable; on fait connaître, sans tarder et dès la première ligne, l'ouvrage dont on doit compte aux lecteurs; le plan, les divisions, quelquefois le nombre de pages, y sont relatés; peu s'en faut que la table des matières n'y passe. Voilà bien des lenteurs; mais aussi on apprend nettement de quoi il s'agit, on est en garde contre les témérités, et une juste finesse y trouve pourtant son recours dans le détail. Ces discrets avantages ne se montrent nulle part avec autant de distinction que dans les articles de M. Daunou. Si l'on regrette au premier abord qu'il ne se permette aucune conjecture rapide, aucune considération soudaine, générale et trop élevée, on s'aperçoit bientôt que, dans son habitude et presque son affectation de *terre à terre*, il trouve moyen de laisser percer ce qu'il sent, de marquer ses réserves, d'insinuer ses malices couvertes, de faire parler même son silence : il atteint véritablement à la perfection en ce genre exact et très tempéré. S'il n'a en

rien reculé les anciennes limites, il a, mieux que personne, creusé le champ et mis en valeur, sur ce terrain étroit, les moindres parcelles. On peut citer, comme échantillons les plus complets, ses articles sur *la République* de Cicéron traduite par M. Villemain, sur les *Essais d'Histoire de France* par M. Guizot (1), et sur les *Poètes latins de la Décadence* de M. Nisard (2).

On est tenté de s'étonner d'ailleurs, en parcourant la liste considérable des articles signés de lui, qu'il ne s'en rencontre pas un plus grand nombre dont les titres nous invitent et appellent l'attention. Le critique, cela est évident, ne se refusait pas assez à s'exercer sur des sujets secondaires et quelque peu sombres, ou même tout-à-fait ingrats. Comme il évitait volontiers de se mesurer en face avec les plus célèbres ouvrages modernes contre lesquels il était purement négatif, il rabattait trop souvent sa vigilante, son incorruptible critique sur des livres à étiquette sérieuse, déposés à son tribunal, et dont quelques-uns n'auraient pas mérité tant d'honneur. Au risque de le trouver rigoureux, nous l'aurions voulu voir plus fréquemment aux prises avec les doctrines dont il se méfiait, comme, par exemple, dans son examen des *Lettres sur l'Histoire de France*, de M. Augustin Thierry (3).

Les petites notes non signées, rejetées à la fin du journal, ont droit à une mention; elles contiennent, sous leur enveloppe purement bibliographique, bien de piquantes malices résultant du seul fait de citations bien prises. Le grave éditeur semble par instans s'y égayer; c'est comme son dessert.

Dans les nombreux travaux par lesquels il a contribué à l'*Histoire littéraire*, M. Daunou n'a guère fait que porter sa même manière, en l'appliquant à des morts, et sans paraître se croire autorisé à moins de réserve habituelle. Il extrait, il analyse les œuvres, il discute les points de fait : je ne dirai pas qu'il s'efface, car son jugement se marque implicitement dans le choix et la teneur de ses extraits mêmes; mais ne

(1) *Journal des Savans*, mars et décembre 1823.

(2) *Ib.* janvier 1835.

(3) *Journal des Savans*, décembre 1827. — M. Augustin Thierry avait autrefois, dans *le Censeur européen*, parlé de l'enseignement de M. Daunou en des termes pleins de sympathie et d'élévation : on peut lire l'article reproduit dans les *Dix Ans d'Études historiques*. Cela n'empêcha point M. Daunou d'être sans complaisance pour le jeune et si original historien, qu'il loue sans doute et dont il constate le succès, mais qu'il ne classe point à son rang. Je ne blâme pas, je remarque. De la part d'un esprit sérieusement convaincu et qui croyait fermement à de certaines vérités, cela est mieux. Et puis toutes les mesures étaient gardées. Le procédé de M. Daunou pouvait souvent sembler strict, il n'allait jamais jusqu'à être dur.

lui demandez aucune de ces vues qui semblent lumineuses au premier aspect, qui bien souvent ne sont que hasardeuses, par lesquelles toutefois un petit nombre de critiques supérieurs ont éclairé à cette distance des horizons jusque-là obscurs. Je ne voudrais pas faire tressaillir ses mânes en citant les Schlegel ou tel autre nom d'outre-Rhin; pour preuve que la méthode analytique, appliquée à la littérature des âges passés et maniée par de bons esprits, ne donne pas nécessairement certains résultats invariables, et qu'elle est encore ce que chaque esprit la fait, je n'opposerai à M. Daunou qu'un autre écrivain, bien connu de nous, et que la mort vient de réunir à lui avant l'heure. M. Fauriel, à qui on ne refusera pas d'être sorti également de l'école du XVIII[e] siècle et du cœur même de la société d'Auteuil, esprit exact et scrupuleux, s'il en fut, ne croyant aussi qu'à ce qu'il avait recherché et constaté, mais ayant en lui un goût vif de curiosité et d'investigation, l'étincelle de la nouveauté en tout, M. Fauriel arrivait, dans l'histoire littéraire des âges précédens, à des résultats, à des aperçus d'ensemble qui n'étaient point ceux de M. Daunou. En ne demandant pas à celui-ci autre chose pourtant que ce qu'il fit et voulut faire, on a de quoi se dédommager dans le soin accompli qu'il y apporta et dans la précision élégante de l'exécution. On a beaucoup cité son *Discours sur l'état des lettres en France au treizième siècle,* qui est, en effet, le plus beau frontispice qui se puisse mettre à l'un des corps d'une histoire monumentale, non originale; ce discours forme, à lui seul, tout un ouvrage. La notice sur saint Bernard, plus courte d'un peu plus de moitié, est aussi célèbre. Cette biographie et ce jugement du saint peuvent se dire le chef-d'œuvre de l'impartialité, venant d'un sectateur du XVIII[e] siècle; on ne saurait demander plus. On y admire, à la réflexion, la rare puissance qu'il a fallu pour rassembler, pour coordonner et maintenir tant de faits et de rapports divers si prudemment et si nettement exprimés, sans que la plume ou le compas (je ne sais comment dire) ait dévié ni fléchi un seul instant durant tout ce long travail. M. Daunou aime à envisager ses sujets et ses personnages sous un angle peu ouvert, et, une fois la mesure prise, il ne varie plus d'une ligne dans tout le relevé : cela devient quelquefois merveilleux de dextérité, de patience et de sûreté de main. Nul autant que lui n'a su la propriété des termes, n'a possédé les ressources et les nuances de la synonymie. On devine assez l'espèce de limites qu'il s'impose, lorsqu'il s'agit de moyen-âge. M. Victor Le Clerc, en le célébrant dignement pour cet ordre de travaux, a cru pourtant devoir remarquer ce que l'habile devancier omet systématiquement, se refuse tout-

à-fait à raconter et à reproduire dans ses résumés, d'ailleurs si exemplaires, qui laissent seulement à désirer pour la couleur et pour l'esprit des temps.

J'arrive au *Cours d'Études historiques*, la plus complète, la plus grandiose composition et le vrai monument de M. Daunou. On ne saurait assez se féliciter que le zèle de l'exécuteur testamentaire, M. Taillandier, ait procuré une publication que l'auteur (on ne voit pas bien pourquoi) s'était interdite, qu'il avait même, à un certain moment, interrompue avec alarmes, et qui, en tardant encore, pouvait devenir difficile ou impossible. Remercions hautement aussi MM. Didot d'avoir consenti, en ce temps de spéculations hâtives, à rendre ce service aux lettres sérieuses. L'apparence de ce cours est des plus sérieuses en effet, mais on est bien payé de sa peine si l'on y pénètre. Fidèle à sa méthode, l'auteur y adopte trois grandes divisions : 1° l'*examen* et le *choix* des *faits*, premier travail préalablement nécessaire à l'historien, et qui comprend la question de la certitude et des sources, celle des usages et du but de l'histoire; 2° la *classification* des *faits*, quant aux lieux, quant aux temps, c'est-à-dire *géographie* et *chronologie*; 3° l'*exposition* des *faits*, ce qui aboutit à l'histoire proprement dite, telle qu'elle se dessine aux lecteurs; les deux autres branches sont plutôt un travail de cabinet pour l'historien. Ces deux premières parties sont publiées, et le VIIe volume, le dernier paru (qui traite de la manière d'écrire l'histoire), forme l'introduction de la troisième. Les résumés patiens, les discussions épineuses auxquelles l'auteur n'a pas craint de se livrer, surtout dans les questions de chronologie, sont plus souvent éclairées, ou même égayées, qu'on ne pourrait croire, par les agréables ressources de son esprit et les occasions littéraires qu'il a comme saisies au passage. Lorsqu'il arrive à ce qu'il appelle la *chronologie positive*, M. Daunou ne fait guère qu'en tirer prétexte pour retracer en douze leçons un *tableau succinct de l'histoire universelle*, dès avant Homère, jusqu'à la mort de Voltaire. D'admirables et vigoureuses touches de pinceau et surtout de burin, des traits charmans, des médaillons bien frappés, ornent en mainte page ce narré complexe et précis. Les grands hommes, je le sais bien, sont trop souvent sacrifiés : Alexandre est méconnu, outragé; Mahomet n'encourt que l'anathème; M. Daunou, qui a trop vu Napoléon, ne les aime pas. Héros, aventurier ou brigand, c'est tout un pour lui; il est inexorable et sourd à cet endroit des despotes et conquérans (1).

(1) Voir sur Alexandre, t. VI, p. 57; sur Mahomet, même volume, p. 160, et en-

Mais qu'un écrivain, un philosophe, un bienfaiteur incontestable des hommes se présente, que ce soit Confucius, Cicéron, Tacite ou Montesquieu, le narrateur ralentit sa marche et s'incline, son accent s'élève; ainsi, après les plus dignes hommages décernés aux talens de Cicéron, il ajoutera ces paroles éloquentes : « Les juges sévères, qui « penseraient que son courage n'a pas toujours égalé ses périls, le « compteraient du moins au nombre des derniers amis de la liberté « romaine. Ils avoueraient que celui de tous les hommes qui a le plus « vivement senti le besoin d'une renommée vaste et immortelle, a « pourtant aimé sa patrie aussi passionnément que la gloire. Jugeons-« le comme l'ont jugé les triumvirs, quand ils l'ont trouvé digne de « ne pas survivre à la liberté publique. » Sur d'autres écrivains qu'il juge plus en courant, il a de ces traits qu'on aime à retenir; ainsi de Montaigne : « Philosophe, dit-il, non de profession, mais par nature, « sans programme et sans système, observant toujours et n'enseignant « jamais, Montaigne laisse errer sa pensée et sa plume à travers tous « les sujets qu'elles rencontrent : *jamais on ne s'est aventuré avec un « tel bonheur*. » Il est impossible de mieux dire.

En terminant ce premier tableau succinct dont il reprendra plus en détail et développera certaines parties dans la suite de son enseignement, M. Daunou conclut par une page qui est la plus éclatante manifestation en l'honneur du XVIIIe siècle; il faut la citer en entier, parce qu'elle vérifie beaucoup de nos assertions précédentes sur l'auteur, et parce qu'elle résume et nous représente sous le jour le plus large et le plus lumineux toute sa doctrine :

« Ainsi, messieurs, disait-il, le dix-huitième siècle, sans tenir compte « de ses vingt-deux dernières années (il s'arrêtait en 1778, à la date « de la mort de Voltaire), est à jamais mémorable par le rapide et « vaste progrès des sciences mathématiques et physiques, et des arts « qui en dépendent. Ces sciences ont communiqué leurs méthodes « rigoureuses à tous les genres de connaissances, et *contribué, quoi « qu'on en ait dit, à rendre le goût plus pur et plus sévère*. Des dis-« ciples de Racine et de Boileau ont pris des rangs glorieux au-des-« sous de ces grands maîtres; et *c'est bien assez rendre hommage aux*

core t. III, p. 505. Mahomet est flétri au-delà de toute mesure : il cumulait en lui le conquérant et le prophète. L'auteur lui refuse, ainsi qu'à son Coran, toute espèce d'influence civilisatrice sur les destinées de l'Orient; il aurait pu interroger avec fruit là-dessus Bonaparte et ceux qui avaient vu l'Égypte. Qu'y faire? Mahomet, en son hégire, était très peu de l'an III assurément.

« *meilleurs écrivains en prose du dix-septième siècle, que de laisser* « *indécise la question de savoir si ceux de l'âge suivant ne les ont* « *point surpassés*. Du moins, l'art d'écrire s'est appliqué à beaucoup « de matières et à des sujets plus importans. Les sciences morales et « politiques se sont agrandies, en subissant le *joug de l'analyse* (1). « On a conçu une idée plus juste du caractère et du but de l'histoire; « on a voulu qu'elle devînt un tableau des mœurs et de la destinée « des nations. L'antiquité a été plus attentivement et plus profondé- « ment étudiée. L'érudition elle-même s'est quelquefois polie; on l'a « vue s'efforcer de s'ennoblir par l'exactitude et l'utilité de ses re- « cherches. La raison a peu à peu obtenu quelque influence sur les « institutions publiques, et les passions politiques ont été, sinon tou- « jours dirigées, du moins souvent modérées par les lumières. L'in- « struction s'est propagée dans plus de classes de la société, et jusque « dans les plus éminentes. Les gouvernemens se sont adoucis en « s'éclairant. Des rois de l'Europe ont favorisé et honoré la liberté « américaine. La philosophie, malgré les persécutions suscitées contre « elle, et quelquefois malgré ses propres erreurs, a poursuivi digne- « ment le cours de ses travaux, et a pris une place *modeste* (2) parmi « les puissances qui dirigent les choses humaines. Sans doute il a été « commis beaucoup d'injustices, essuyé beaucoup de malheurs durant « ces soixante-dix-huit années; *mais ce sont encore celles, depuis le* « *siècle des Antonins, où il a été le moins difficile et le moins péril-* « *leux d'exister*. » M. Daunou consigne dans ce dernier mot ce vœu le plus cher d'une vie philosophique heureuse et non périlleuse, qui lui échappait souvent : c'était son idéal à lui.

Le tome VII, qui traite, je l'ai dit, de la manière d'écrire l'histoire, mériterait un examen plus détaillé et plus attentif qu'il ne m'est permis de le faire après une course déjà si longue : il y aurait à dire sur certaines prétentions de méthode; Pline le jeune n'avait pas tellement tort dans ce mot souvent cité, et que M. Daunou réprouve : *Historia quoquo modo scripta delectat*, l'histoire sous toutes sortes de formes trouve moyen de plaire; les professeurs d'histoire ne sauraient être si coulans; mais ce volume, à l'appui des préceptes, contient, ce qui vaut mieux, d'éloquentes appréciations et des portraits achevés des grands historiens de l'antiquité : les modernes y ont aussi

(1) Le *joug* c'est bien le mot, et qui accuse de lui-même l'excès.

(2) Pas si modeste.

leur part. Il faut se borner (1). — M. Daunou eut, en ses dernières années, de douces satisfactions puisées à l'estime publique et dues aux honneurs littéraires qu'un choix libre lui déférait. Une piqure assez irritante qu'il reçut au sein de l'Académie des sciences morales et politiques, lorsque celle-ci, à sa renaissance, osa lui préférer M. Charles Comte, un écrivain inculte et des plus agrestes, à titre de secrétaire perpétuel (elle s'est bien dédommagée depuis en élisant M. Mignet), — cette blessure fut ensuite fermée et guérie par le choix que fit de lui en cette même qualité l'Académie des inscriptions (1838). Sa vieillesse vigoureuse sembla reverdir encore ou plutôt revenir à une maturité plus adoucie pour produire des éloges académiques, modèles de précision toujours, mais aussi de grace et d'une bienveillance que les préventions venaient de moins en moins circonscrire et assiéger. On n'a pas oublié ses notices exquises sur Vanderbourg, sur M. Van-Praët, et particulièrement sur M. de Sacy, chef-d'œuvre d'un genre où le ton général est indiqué. En parlant de l'orientaliste vénérable, du janséniste pieux, il lui fallut légèrement entr'ouvrir cet angle habituel de son jugement, et son talent plus souple parut y gagner : quelques accens du cœur s'y mêlèrent. Cet éloge de M. Sacy peut se dire le *chant de cygne* de M. Daunou.

Dans sa dernière maladie, M. Daunou se montra ce qu'il avait été toute sa vie : au-dessous et au-dedans de celui qu'on aurait jugé faible et trop aisément alarmé, se retrouva l'homme ferme et inébranlable. De misérables, d'odieuses tracasseries d'architecte empoisonnèrent sa fin; cette persécution à part, qui le mettait hors de lui-même, il supporta ses maux sans se plaindre, interrompit le plus tard qu'il put ses occupations, régla scrupuleusement les dernières affaires littéraires dont il était chargé par l'Institut. Sa conversation avait gardé son caractère de sobriété et de douce malice : « Dans une de mes insomnies, disait-il, je suis arrivé à trouver la seule vraie définition qui convienne à notre gouvernement *parlementaire;* c'est un gouvernement dans lequel les députés font et défont les ministres, lesquels font et défont les députés. » Je ne donne, bien entendu, ce mot-là que comme le songe d'un malade. — Quand il vit ses derniers momens approcher, il voulut tout régler sur sa propre dépouille, conformément à ses principes immuables, et sans la moindre concession aux cou-

(1) Je renverrai à un excellent article de M. E. de Sacy (*Journal des Débats*, du 29 novembre 1843); les caractères de ce cours y sont parfaitement définis et rendus avec une vivacité qui atteste non-seulement un lecteur d'aujourd'hui, mais un ancien auditeur.

tumes, aux bienséances plus ou moins sincères que d'ordinaire à cette heure on n'élude pas. Il fit mander dans la nuit du 19 au 20 juin (1840) son digne exécuteur testamentaire, et dicta une addition à son testament, addition dont le sens et les termes avaient ce cachet de précision et de propriété, inséparable de sa pensée : « Après mon décès dûment constaté, mon intention est que mon corps soit immédiatement transporté, etc., etc..., sans annonce, discours ou cérémonie d'aucun genre, avant 9 heures du matin (1). » Ceci écrit, il se fit donner le papier, le lut très attentivement, et le signa *Pierre Daunou, testateur,* de sa main défaillante. Il mourut le même jour, à 10 heures 3/4 du matin, moins de 9 heures après cette expresse manifestation de sa volonté fixe et indéfectible.

Qu'ai-je à dire encore? il ne me reste qu'à rassembler un peu au hasard quelques impressions et souvenirs qui achèveront de le montrer tel qu'il fut de près, et là où les éloges réguliers ont pu moins le saisir. Il se levait d'ordinaire à quatre heures du matin; sa lumière (lorsqu'il habitait la rue Ménilmontant) servait, dans les saisons obscures, de signal et d'horloge aux jardiniers et maraîchers de ces quartiers pour se lever eux-mêmes. Quelquefois pourtant, quand l'insomnie le prenait, il se levait plus tôt, et dès deux heures du matin : « Mais pourquoi ne pas rester au lit? lui disait-on; le sommeil reviendrait peut-être, et cela du moins repose. » — « Les pensées, répondait-il, viennent alors en foule, le mieux encore est de se lever, de se mettre à *paperasser; c'est encore la meilleure manière d'exister* (2). » Et il dut

(1) C'était le *père Lachaise* qu'il indiquait comme le lieu où l'on devait le transporter, mais il désigna formellement le cimetière sous le nom de *jardin Louis* qu'il avait porté autrefois, et sans vouloir proférer le nom néfaste en ce moment suprême.

(2) On sait, chez Rotrou, les beaux vers du vieux Venceslas qui, lorsqu'on lui demande pourquoi il devance l'aurore, répond dans un tout autre sentiment :

Oui; mais j'ai mes raisons qui bornent mon sommeil :
Je me vois, Ladislas, au déclin de ma vie,
Et, sachant que la mort l'aura bientôt ravie,
Je dérobe au sommeil, image de la mort,
Ce que je puis du temps qu'elle laisse à mon sort;
Près du terme fatal prescrit par la nature,
Et qui me fait du pied toucher ma sépulture,
De ces derniers instans dont il presse le cours,
Ce que j'ôte à mes nuits, je l'ajoute à mes jours.

Ici, au contraire, c'est plutôt pour ôter à ce que la vie a de trop vif que le savant privé de sommeil vaque au travail dès avant l'aurore.

passer bien des heures assez douces en effet, des heures désabusées, monotones, mais tranquilles, dans lesquelles il goûtait le plaisir philosophique et sévère d'appliquer indifféremment son esprit, de sentir son instrument exact et sûr fonctionner sur des objets bien déterminés.

Un homme de haute et sagace observation (M. Rossi) divise tous les esprits en deux classes, quels que soient d'ailleurs leur qualité et leur degré : 1° ceux qui apprennent, qui sont en train d'apprendre, jusqu'au dernier jour; 2° ceux (non pas moins distingués souvent) qui s'arrêtent à une certaine heure de la vie, qui disent *non* au but d'avenir, et se fixent à ce qu'ils croient la chose trouvée. M. Daunou était de ces derniers esprits; arrêté de bonne heure quant aux idées, rédigé et fixé à un point qu'il jugeait celui de la perfection, il n'en sortait pas. Quelque paresse du fond se cache ici sous le labeur extrême du détail. Cet état n'est pas sans charme; je ne sais qui a dit : « Étudier de mieux en mieux les choses qu'on sait, voir et revoir les gens qu'on aime, délices de la maturité. » M. Daunou, sans doute, étudiait, lisait toujours des pages nouvelles, des détails nouveaux, mais il les faisait rentrer dans la même idée. — Toutes les fois que certains sujets revenaient, il redisait invariablement les mêmes choses (*solebat dicere*); il ne croyait pas qu'il y eût, sur aucun point connu, deux manières de bien dire et de bien penser.

M. Guérard a remarqué que M. Daunou se raillait volontiers de l'érudition, ce qui paraît singulier de la part d'un érudit. C'est que M. Daunou était plutôt un homme parfaitement et profondément instruit, et un savant écrivain, qu'un érudit à proprement parler.

Il en est de l'érudit comme du moraliste : il sait une quantité de points dans le vaste champ de la littérature et de la critique, comme l'autre dans le champ de l'observation humaine; il s'y attache, il s'y enfonce, il en tire lumière ou plaisir, il se les exagère parfois. L'érudit a sa verve, son entrain, voisin de l'engouement. La conversation de M. Daunou annonçait plutôt les caractères d'un esprit parfaitement instruit et judicieusement méthodique; il savait et retenait les choses essentielles; quant aux curiosités, aux raretés, à ces autres points essentiels encore, mais plus cachés, il les savait moins et ne les faisait point saillir. Il n'en savait guère plus sur beaucoup de sujets que ce qu'il en avait écrit; l'érudition qui vient de source déborde bien autrement. Lui, quand il se laissait aller à sa nature, c'est-à-dire à sa culture favorite, il citait de préférence quelque beau trait, quelque beau mot, un beau vers latin, en homme de goût et d'une suprême rhéto-

rique, jamais de ces détails plus particuliers et plus recélés qui attirent l'attention du philologue ou du géographe, du découvreur et fureteur en quoi que ce soit. Sa connaissance propre et vraiment familière (quand il n'avait pas la plume en main), c'était le champ vaste et varié de ce qu'on appelle *humanitas;* il aimait à s'y promener sur les routes unies, et il était doux de l'y suivre.

S'il s'est montré épigrammatique contre l'érudition, il ne l'était pas moins contre le bel-esprit organisé. Il avait même quelque propension à le voir là où son talent poli aurait dû mieux reconnaître sa parenté. M. Daunou a toujours été très ironique (j'ai regret à le dire) contre l'Académie française. Dans son mémoire sur les *Élections au scrutin*, et pour en égayer apparemment l'aridité, il trouve moyen de remarquer qu'en 1672, époque si brillante du grand règne, l'Académie ne comptait parmi ses membres ni Boileau, ni La Fontaine, ni Racine, qui avait fait *Andromaque* et *Britannicus*, ni enfin Molière, qui n'en fut jamais. Il ne perdit depuis lors aucune occasion de renouveler ce genre un peu usé de plaisanteries. Dans sa notice sur Rulhière, il ne se lasse pas d'admirer que le discours de réception de cet académicien se puisse relire. Il ne voulut jamais, pour son compte, s'exposer à pareille fête. A la mort de M. de Tracy, on avait naturellement pensé à lui, et quelques journaux en avaient parlé : il en fut presque effrayé, et se hâta d'écrire une lettre de deux lignes pour démentir sèchement. On peut croire qu'il redoutait aussi cette seconde partie de l'éloge public qui consiste à s'entendre juger et raconter en face, situation très délicate en effet, et contre laquelle aucun front n'est aguerri.

Nul pourtant, ce premier moment passé, n'aurait été plus désigné que lui pour le travail du *Dictionnaire;* de la lignée de Girard, Beauzée et Dumarsais, il les résumait en les étendant; il avait, on l'a dit, la balance d'un honnête joaillier d'Amsterdam pour peser les moindres mots; il en possédait l'exacte valeur, l'acception définitive, dans la durée des deux grands siècles, et surtout du XVIIIe, précisément ce que Nodier, qui savait tant de choses d'avant et d'après, savait le moins. Si l'on a dit de celui-ci qu'il avait de la philologie la fée et la muse, M. Daunou tenait, pour sa part, la pierre de touche de la diction et le creuset de l'analyse moderne : ajoutez-y la grammaire générale toujours présente au fond, ce qui ne nuit pas. A voir combien il était peu satisfait de la dernière édition du *Dictionnaire*, on comprenait tout ce qu'il aurait pu apporter d'utile aux fondemens de la nouvelle.

M. Daunou, en dépit de sa prévention peu justifiable, demeure sur-

tout littéraire et d'une littérature d'académie. Sa vocation essentielle va de ce côté. En politique, malgré le grand rôle, il s'est retranché de bonne heure, par nécessité, par peur, par méfiance des hommes, en solitaire qui a été du cloître et qui craint toujours qu'on ne le lui reproche; il n'est jamais rentré en lice qu'avec des réserves infinies et de très prompts désespoirs. Il s'est rabattu constamment à l'étude, aux livres; il a été, je l'ai dit, un misanthrope studieux.

Et là encore, remarquez sa tendance naturelle, il s'est retranché le plus possible; il a visé à ne pas faire parler de lui; il s'est renfermé dans les devoirs de professeur, d'académicien; il s'est confiné et enterré, autant qu'il a pu, dans les recueils, dans les petites notes du *Journal des Savans*, s'effaçant de toutes les manières, et content de se réserver tout bas correction, finesse et malice; mais les côtés un peu brillans de son talent qu'il aurait pu développer, peu s'en faut qu'il ne les ait retenus, j'allais dire opprimés à dessein. Mais non : des circonstances et des devoirs l'ont forcé, à son corps défendant, de les produire; désormais son *Cours d'Études historiques*, arraché à l'oubli, le dira.

Un de ses gestes familiers trahissait en quelque sorte sa disposition habituelle : le petit homme, aurait dit un physionomiste, a l'œil vif, le sourcil épais et fin, du nez et du menton, mais le haut du front un peu bas; — et encore il ramenait sans cesse, il aplatissait tant qu'il pouvait sa perruque pour le dérober.

On a beaucoup parlé de ses vastes et nombreux instrumens de connaissances : il est permis avec lui de préciser. Il savait très bien l'italien classique, celui de l'Arioste et du Tasse, lisait la prose anglaise, celle du temps de la reine Anne, ne savait pas l'allemand, ne lisait pas Hérodote ni Thucydide à plein courant, mais assez pour vérifier exactement les textes des citations. Ce qu'il savait à merveille et avec une distinction incomparable, c'était le français et le latin.

Pour le français, il se resserrait encore dans ses prédilections, et, sauf une ou deux exceptions, ne faisait cas que de celui des deux derniers siècles. Quant au très vieux français, tout éditeur de Joinville qu'il était, il ne croyait guère aux règles que M. Raynouard avait essayé d'y établir, et, sur ces points comme sur tant d'autres, il ne faisait que suivre en résistant, en niant le plus possible.

Racine et Boileau, ou même Voltaire et *Chénier* à part, il goûtait plus, on le conçoit, la prose française que les vers. On peut remarquer que Boileau lui-même, comme versificateur, lui laissait plus de scru-

pules de détail qu'on n'aurait imaginé; il exigeait, même du poète, la liaison des idées selon Condillac. Il jugeait très bas La Fontaine *un peu surfait*, et ne coulait pas sans difficultés sur ce qu'on est convenu d'appeler ses aimables négligences. En prose, il était un arbitre consommé et souverain, mais encore très armé de distinctions; il estimait, on l'a vu, la prose du XVIIIe siècle au moins égale à celle du XVIIe; s'il parlait magnifiquement de Bossuet et le comblait d'éloges sentis, il s'attachait pour son ordinaire à Jean-Jacques, et ne cessait pas de l'admirer de près. Je l'ai entendu réciter par cœur, comme modèle d'harmonie et de récitatif cadencé, la tirade du début de *Pygmalion*; il articulait chaque phrase, en y mettant l'accent, en y reconnaissant presque des longues et des brèves. Le style qui sentait un peu la lampe ne lui déplaisait pas.

En latin, de même : il goûte fort Sénèque, mais sans préjudice de Cicéron; il adore Tacite, mais sans moins apprécier Tite-Live. Sur Horace, sur Virgile, il rattrape toute sa sensibilité, sa finesse morale, sa jeunesse d'impressions, comme aux jours où il en causait sous les allées de Montmorency. C'était un esprit tout latin, exquis, acquis. C'est en latin, peut-être, qu'il a eu sa plus grande ouverture d'angle, toute son *envergure*. La conversation, quand elle dérivait là-dessus, devenait avec lui des plus intéressantes et des plus fines : sous son sourcil gris, son petit œil étincelait. Là il est original et exprime des opinions particulières sur Phèdre, sur Cornelius Nepos, qu'il ne craint pas de dégrader de leurs honneurs classiques usurpés.

Le livre de M. Nisard l'avait fort remis en train et en humeur sur ces sujets; il était très frappé de ce livre de M. Nisard, peut-être un peu trop, comme quelqu'un qui, peu accoutumé au moderne, le trouve tout d'un coup singulièrement gracieux sous ce pavillon.

Ses opinions sur les poètes et les philosophes modernes, même sur les historiens célèbres de nos jours, seraient capables d'étonner. J'essayais un jour de le convaincre sur Lamartine, et je lui récitais la strophe :

Ainsi tout fuit, ainsi tout passe,
Ainsi nous-mêmes nous passons, etc.;

il me répondit que c'était, en effet, fort bien *conjuguer* le verbe. Il accordait à contre-cœur quelque talent à Chateaubriand. Il ne craignait pas d'avouer que, dans les comités des chambres dont il faisait partie, il lui eût été plus facile de s'entendre, ou du moins de contes-

ter avec M. de Bonald qu'avec M. Royer-Collard (1). Ce sont là de ces extrémités de jugemens qui marquent à la fois la limite et l'écueil; je les appelle les *déportemens* de cet homme judicieux.

Tout ceci dérivait en grande partie d'une même source. Habitué à trop accorder à la méthode, à la discipline, M. Daunou ne faisait pas d'acception intime, de distinction radicale entre les esprits. Il était prêt, par exemple, à mettre un bon sujet qui se soigne sur la même ligne qu'un beau génie qui se néglige, et peut-être il était à craindre qu'il ne le préférât à ce dernier. L'invention en toute chose ne le frappait point assez; il ne lui donnait jamais le pas décisif sur l'ordre et sur l'expression. En érudition, il raillait volontiers les Saumaise, et il accordait un peu trop de crédit historique à Marmontel. Il n'entendait rien du tout, j'oserai dire, au grand homme non littéraire, et n'admettait pas plus Mahomet que Grégoire VII, pas plus Alexandre que Napoléon. Qu'est-ce que le génie? *la raison sublime*, répondait-il avec Chénier; mais, si un seul des degrés qui, du bon sens, de la raison vulgaire, conduisent jusqu'au haut de l'échelle, se trouvait brisé, il était rétif et ne montait plus.

En chacun de ces points encore, on le trouverait bien fidèle au XVIII[e] siècle, qui, tout matérialiste qu'il était en finissant, croyait surtout à l'éducation, à l'acquisition, au *fiunt* plutôt qu'au *nascuntur*.

A un certain moment, la génération qui surgissait vers 1822, surtout la jeune école historique, venait à M. Daunou comme à un maître et à un chef vénéré. Dans l'âge de la ferveur impétueuse et de l'enthousiasme, on est quelque temps avant de comprendre que le plus grand témoignage qu'on puisse souvent donner aux hommes arrivés et désabusés, c'est de se tenir à distance ou de ne les prendre que par les surfaces qu'ils offrent. M. Daunou éluda plus qu'il n'eût fallu ces hommages sincères, s'entr'ouvrit à peine et bientôt se referma. Il découragea sans doute alors plus d'un admirateur distingué dont le contact l'eût heureusement excité et dont le mouvement l'eût rajeuni. Vers la fin, un peu plus seul ou plus indulgent, il paraissait moins insensible aux avances, et la connaissance personnelle de l'homme le faisait quelquefois revenir sur l'ouvrage.

Mais, quand il avait quelque chose de direct contre une personne, il n'en revenait jamais : ajoutons vite que, si le jugement chez lui pou-

(1) Il y avait en effet beaucoup de *condillacisme*, quant au procédé et à la forme, chez M. de Bonald.

vait, en de certains cas, sembler vindicatif, le cœur lui-même ne l'était pas.

La conversation, la familiarité avec lui, tel que nous venons de le décrire, ne laissait pas d'avoir ses difficultés, on le comprend; il y avait une première glace à rompre, et, même lorsqu'elle était rompue, certains points demeuraient à jamais interdits et inabordables. Son commerce pourtant, lorsqu'on parvenait à s'y établir et à y faire quelques progrès, n'en avait que plus de prix. M. Natalis de Wailly a eu, mieux que personne, raison de noter cette « bienveillance qui, triomphant peu à peu de sa timide réserve, communiquait à son exquise politesse tous les charmes de l'affabilité. » — Entre gens d'autrefois, entre bonnes gens et du pays, M. Daunou retrouvait, à de rares momens, des éclairs de gaieté qui faisaient plaisir à voir, et on a pu l'entendre, après certains dîners où les vieux souvenirs étaient en jeu, se mettant tout d'un coup à fredonner quelque chansonnette de son jeune temps.

Tel qu'il vient de s'offrir et que chacun peut désormais le considérer avec nous, c'était un homme rare, non-seulement distingué, mais unique en son genre, un de ces hommes qu'il faut connaître pour recevoir la tradition, et qui pourtant avait son cachet à part entre tous les autres individus réputés comme lui du XVIIIe siècle; c'était un caractère, une nature originale par son ensemble, médaille d'un autre âge conservée tout entière dans le nôtre, et où pas une ligne n'était effacée. En le dessinant comme nous avons essayé de le faire, en passant et repassant le trait sur les lignes de cette figure modeste, mais expressive, en y indiquant soigneusement les creux et les dégageant à nu, nous n'avons certes pas prétendu diminuer l'idée qu'on en doit prendre; nous croyons plutôt que c'est ainsi que le vieux maître a chance de se mieux graver et plus avant dans la mémoire, et qu'au milieu de tant de physionomies transmises qu'un vague et commun éloge tendrait à confondre, la sienne, plus restreinte, demeurera aussi plus reconnaissable.

SAINTE-BEUVE.

DE

LA JEUNE ANGLETERRE.

CONINGSBY OR THE NEW GENERATION,
BY B. D'ISRAELI, M. P.

Il me semble qu'on peut être curieux, en France, de savoir à peu près ce que c'est que la *jeune Angleterre*. Ces mots, par lesquels se désigne assez vaguement un groupe d'hommes distingués appartenant au côté tory de la chambre des communes, sont plus d'une fois venus jusqu'à nous depuis une année : j'avoue qu'ils n'étaient pas de nature à nous prévenir en faveur du mouvement intellectuel et politique auquel ils servent de devise. Quelle étiquette de parti plus fanée, plus usée, plus souvent menteuse que celle-là ! Hélas ! combien n'en avons-nous pas vu de ces audacieuses jeunesses conduites à de risibles ou à de tristes caducités au bruit des plus retentissantes espérances ! Après la *jeune France*, la *jeune Italie*, la *jeune Allemagne*, la *jeune Suisse*, le plus difficile assurément pour la *jeune Angleterre* était de nous faire croire à la sève de sa jeunesse : je ne dirai pas qu'elle y a réussi ; mais lorsque l'on considère les incidens qui ont marqué la session actuelle du parlement anglais, ces marches et ces contre-marches, guerre civile peu dissimulée, exécutées par des détachemens du corps

d'armée tory, et le cabinet à la tête duquel est placé sir Robert Peel obligé de jouer deux fois son existence contre ceux mêmes qu'il n'a pas encore cessé de nommer ses amis, il est naturel de se demander si la *jeune Angleterre* ne serait pas en voie d'acquérir une réelle importance, et, dans le cas où les scissions qui ont divisé le parti conservateur menaceraient de devenir définitives, si elle serait en mesure de donner la consistance et la discipline d'un parti aux tories que le dépit ou la défiance éloigne de sir Robert Peel.

Sans doute, sous ces mots de *jeune Angleterre*, on a moins rencontré jusqu'à présent une école décidément organisée, une coterie manœuvrant avec régularité, que certaines idées flottant dans l'atmosphère morale du parti tory, mais plus arrêtées dans quelques-uns des jeunes esprits de la chambre des communes. Pour peu que l'on eût suivi depuis deux ans, dans leur carrière parlementaire, ceux qui passaient pour les principaux membres du groupe, M. d'Israeli, lord John Manners, M. Milnes, M. Smythe, l'on avait dû remarquer l'indépendance de leur attitude à l'égard du ministère, leur penchant à relever les questions par un élan philosophique, leur application dans cette voie où un nombre considérable de tories, cherchant à dégager les grands intérêts, les grands principes, les grandes traditions historiques représentées par leur parti, s'efforcent de les accorder avec les besoins actuels et les tendances de l'Angleterre. C'est dans ce mouvement, et entre autres par la diversion qu'il a opérée sur les questions de philanthropie, que le parti conservateur, retenu sur le terrain des questions commerciales, et condamné à la défensive par sir Robert Peel, a repris une initiative qui n'est pas sans générosité et s'est donné une vigoureuse position offensive contre les intérêts par lesquels il était accoutumé à se voir attaquer et refouler. Les membres de la *jeune Angleterre* paraissaient suivre dans cette direction des plans délibérés, un système résolu : s'ils avaient donc pour leurs idées l'ambition qu'on leur supposait, il semble, en présence des dissensions et du malaise du parti tory, que le moment fût venu de se montrer positivement sous leur vrai nom, d'indiquer où ils allaient, d'arborer enfin leurs couleurs et d'appeler à eux par une autre propagande que celle de l'intimité ou des salons ces élémens de jeunesse et de vie qu'ils veulent infuser au torysme renouvelé.

Ainsi apparemment l'a pensé M. d'Israeli en lançant, il y a deux mois, le manifeste auquel il a donné le titre de *Coningsby ou la nouvelle Génération*. L'accueil qui a été fait à ce livre montre que M. d'Israeli ne s'est pas trompé du moins sur l'opportunité de sa tentative,

et nous autorise à parler de *Coningsby*, ne fût-ce qu'à titre de renseignement sur la situation d'un des grands partis de l'Angleterre. *Coningsby* est le livre à la mode de cette saison. Publié au mois de mai, il avait au bout de quelques semaines une seconde édition : il en a aujourd'hui une troisième. Les salons se sont amusés à en traduire les personnalités enveloppées, et à y butiner des médisances; il a été discuté et commenté par la presse : en parcourant les journaux anglais, il peut vous arriver de rencontrer encore dans les *leading articles* du *Times* et du *Morning-Chronicle* (ce sont les premiers-Paris de l'endroit) des allusions familières à plusieurs des types que M. d'Israeli a esquissés dans *Coningsby*.

Avant tout, il faut peut-être s'expliquer sur la question littéraire que ce livre soulève. Par sa forme, *Coningsby* semblerait devoir plutôt relever de la critique littéraire que de la discussion politique. *Coningsby* est bien un manifeste, mais nous ne pouvons empêcher qu'il ne soit aussi un roman. Si la critique avait à se prononcer sur ce livre avec la sévérité due aux œuvres qui prétendent aux succès désintéressés et durables de l'art, elle pourrait frapper d'une juste condamnation l'alliance illégitime que M. d'Israeli y a consommée. S'il fallait chercher dans l'épigramme la pénalité encourue par ce délit, on comparerait la violence que M. d'Israeli a faite à l'art, au nom et au profit de la politique du moment, à la barbarie qui introduirait les armes à feu dans un orchestre : c'est, pour un cas semblable, le mot de cet esprit raffiné, M. de Stendhal, qui lui-même tramait des romans comme en aurait pu composer Machiavel, si, dans ses délassemens littéraires, l'auteur de la *Mandragore* n'avait préféré oublier la science d'intrigue amassée par l'auteur du *Prince*. M. d'Israeli eût-il exigé dans l'arrêt les rigoureuses formalités de la loi? on lui eût démontré sans peine que son œuvre enfreint les règles que la poétique impose à l'intervention de la politique dans l'art. L'art ne refuse pas de s'inspirer de la politique, puisque c'est une des faces sous lesquelles la nature humaine se présente à lui; et, des influences morales qu'il ambitionne d'exercer, il n'exclut certainement pas celle qui peut agir sur la constitution et le gouvernement des sociétés, mais à une condition, c'est qu'il empruntera à la politique comme il emprunte aux autres branches de l'activité humaine, c'est-à-dire en faisant son miel, en généralisant les observations qu'il aura recueillies, de manière à préparer à l'homme de tous les temps un enseignement dans un plaisir. C'est ainsi que Corneille a parlé effectivement de politique au goût de Condé et de Napoléon; c'est ainsi que les hommes d'état reconnaîtront tou-

jours leur pensée et leur style dans la langue trouvée par Racine pour Agrippine, Acomat et Mithridate. C'est ainsi que Shakspeare, lorsqu'il écrivait cet admirable discours d'Antoine à la plèbe penchée sur le cadavre de César assassiné, se montrait, dans l'art de s'emparer des masses et de les *agiter* par la parole, digne de donner des leçons à M. O'Connell lui-même. Ce que l'art ne saurait tolérer du moins dans le drame dialogué ou raconté, c'est qu'on l'asservisse, en le rapetissant, à des intérêts passagers. Qui lirait aujourd'hui Shakspeare, s'il eût braqué ses pièces contre le sir Robert Peel de son temps? Les comédies politiques de Fielding, lors même qu'elles fussent parvenues à renverser Walpole, n'en seraient pas moins de mauvaises comédies, bien justement punies par l'oubli qui les a tuées.

Mais M. d'Israeli se moquerait de moi si j'allais sérieusement demander aux docteurs titrés en ces matières leurs gros codes et leurs épaisses férules pour m'en servir contre *Coningsby*. Je ferais une impardonnable dépense de temps et de scrupules à examiner si M. d'Israeli a écrit un bon roman. Je sais bien que ce n'est pas ce qu'il a voulu, je sais bien qu'il ne s'agissait pas pour lui de faire un beau livre. Vous eussiez offert à M. d'Israeli pour prix de son œuvre la grande gloire littéraire ou les sceaux de secrétaire d'état, je ne serais pas en peine de dire ce qu'il eût choisi; il serait désappointé, j'en suis sûr, s'il ne trouvait que la perle glorieuse au bout de son œuvre : le *grain de mil ou de blé* (c'est-à-dire une des premières places à la droite du *speaker* de la chambre des communes) *ferait bien mieux son affaire*. Je n'ai donc pas le droit de montrer plus de susceptibilité que M. d'Israeli lui-même sur la valeur de *Coningsby* comme roman. La critique ferait une escrime ridicule si elle ne suivait pas ceux qu'elle provoque sur le terrain que leur ambition lui désigne, et si elle ne savait, au besoin, raccourcir sa grande lame d'emprunt à la mesure de leur épée.

Il me suffit de comprendre le motif qui a déterminé M. d'Israeli à choisir la forme qu'il a adoptée pour sa pensée. Son but était tout simple : il s'agissait de faire parler de la *jeune Angleterre*, d'en faire parler le plus possible, de la mettre à la mode; il fallait pour cela l'introduire dans le monde, auprès des femmes peut-être (on voit dans *Coningsby* que les femmes ne sont pas des auxiliaires dédaignés par les adeptes de la jeune génération). Or, supposez qu'en cet endroit, où l'attention est chose si frêle et si facile à effaroucher, M. d'Israeli fût entré avec un gros livre où eussent été compendieusement exposées les doctrines de son école. Il avait bonne chance à disserter en pareil lieu sur la politique financière de sir Robert Peel, sur la nouvelle loi

des pauvres, sur le tarif des céréales! On l'eût averti, en s'abstenant de les lire, de garder ces beaux discours pour Westminster; le plus magnifique succès qu'il eût pu espérer eût été de fournir le prétexte de quelques *leading articles* sur la situation du parti conservateur au *Times* ou au *Morning Post*. Les affaires de la *jeune Angleterre* eussent été bien avancées! En se contentant au contraire de glisser ses idées dans l'intrigue et dans le dialogue léger d'un roman de *high life*, M. d'Israeli avait le privilége de ne toucher aux questions que par la superficie et par les généralités où elles sont accessibles à tous. Il faisait partager à sa cause l'intérêt et la sympathie que les sollicitudes de son imagination préparaient pour ses héros. Il n'avait pas besoin des armes pesantes de l'argument contre les choses qu'il attaque et les hommes qu'il combat. Le bon mot, l'épigramme, la caricature, suffisaient; que les rieurs fussent de son côté, et la bataille était gagnée. Ajoutez qu'en choisissant ce parti, M. d'Israeli ne sortait pas des habitudes de son esprit, et conservait, dans l'usage des ressources qui lui sont familières, la plénitude de ses avantages.

En effet, M. Benjamin d'Israeli, qui représente à la chambre des communes la *jeune Angleterre* et le bourg de Shrewsbury, et qui porte un nom déjà honoré dans les lettres anglaises par l'auteur des *Curiosités de la littérature*, n'en est pas aujourd'hui à son début comme romancier. Précédé par *Vivian Grey*, *Contarini Fleming*, *the young Duke*, *Henrietta Temple* et *Venetia*, *Coningsby* n'est pas le coup d'essai de M. d'Israeli, qui pourtant nous doit encore son coup de maître. On s'aperçoit bien, en parcourant ces ouvrages, que M. d'Israeli n'a pas travaillé pour la postérité (je dirais pour l'Académie si M. d'Israeli était français). J'ignore les motifs qui ont invité M. d'Israeli à les écrire; à l'exception d'*Henrietta Temple*, dont la composition est plus soignée, ils portent tous les traces d'une improvisation rapide. On dirait que M. d'Israeli a tout au plus envié pour ses ébauches le succès d'une saison. Il s'est contenté de laisser deviner ce qu'il pourrait faire lorsqu'il voudrait bien aiguillonner son indolence ou contenir sa facilité, et, sauf dans *Henrietta Temple*, il n'a pas daigné prendre la peine de réaliser complètement l'idée qu'il donnait de son mérite; — ou plutôt, écrire d'une plume leste et légère, avec l'aisance et la finesse, mais aussi avec l'insouciant laisser-aller d'un homme distingué, d'un honnête homme, comme nous dirions si nous étions du XVIIe siècle, montrer, par le ton dont on en parle, que l'on connaît, que l'on savoure toutes les élégances du *high life*, et qu'avec une nature assez délicate pour se laisser sincèrement attendrir par les émotions pures et simples, on

peut encore, avec une aimable prestesse, secouer sur la conversation les étincelles d'un enjouement spirituel : tel est le mérite au renom duquel semble avoir prétendu M. d'Israeli. Après les brillans échantillons qu'il en a donnés, on aurait tort de le lui contester. Pourquoi lui reprocherait-on davantage de borner là son ambition? Parce que l'on a pris son parti de n'être ni Walter Scott ni Byron, est-il à dédaigner de se faire sans trop d'effort une distinction dans le monde des qualités de son esprit, comme tant d'autres s'en font une du choix de leurs cravates ou de la généalogie de leurs chevaux? A ce point de vue, les jeux littéraires sont un *sport* qui ne le cède à aucun autre parmi ceux qu'honore le club des jockeys.

Vivian Grey, publié en 1827, pouvait être considéré, pour les promesses de talent qu'il donnait, comme un début remarquable, surtout si l'on songe que M. d'Israeli n'avait pas dépassé de beaucoup sa vingtième année, lorsqu'il l'écrivit. Je parlerai de *Vivian Grey*, parce qu'on y voit que l'ambition politique n'a pas été chez l'auteur une préoccupation tardive. M. d'Israeli y montrait la crainte que la critique ne voulût lire ses propres aventures à travers celles de *Vivian Grey*, et il protestait contre cette interprétation de son œuvre : il ne faut donc pas chercher dans ce livre des allusions à la carrière de M. d'Israeli; je le veux bien. Cependant au moment où M. d'Israeli se présente à nous avec un roman politique, il peut y avoir un intérêt de rapprochement à rappeler sa première pointe dans cette voie. Vivian Grey est fils d'un homme de lettres doué d'un esprit aimable, d'une fortune honnête et d'une précieuse modération de caractère. Il s'en faut que Vivian apporte dans la vie ce philosophique dédain des grandeurs agitées, qui a permis à son père de humer avec un spirituel épicuréisme les plaisirs de l'intelligence et de la fortune. Vivian Grey entre dans le monde, altéré d'ambition; comme il est Anglais, je n'ai pas besoin de dire que son ambition est politique. En impétueux jeune homme qu'il est, Vivian marque son but au plus épais de la mêlée : il veut créer un parti. En ce temps-là, la *jeune Angleterre* n'était point encore inventée : il ne s'agissait pas encore de marcher sur la redoute du pouvoir, en faisant onduler un étendard brodé de théories. L'amitié d'un lord, propriétaire de plusieurs bourgs-pourris, valait mieux que tous les principes du monde. Aussi Vivian Grey, sans s'inquiéter d'aucune profession de foi politique, s'insinue-t-il dans les bonnes graces d'un noble marquis qui a été long-temps ministre. Il persuade à cet homme d'état émérite de travailler à rentrer aux affaires. Devenu son agent, il lui fait nouer des alliances avec d'importans per-

sonnages qui ont, comme lui, à se plaindre du ministère. A ces influences coalisées par Vivian Grey, il manque un organe dans la chambre des communes : un seul homme pourrait remplir cette haute position, c'est Cleveland; mais cet éloquent orateur a été précisément éloigné de la vie politique par les dégoûts dont l'a abreuvé le protecteur de Vivian Grey. Cependant le jeune intrigant parvient à le réconcilier avec le marquis. Les plans ambitieux de Vivian sont à la veille de réussir. Lui-même, aux élections qui vont avoir lieu, il doit entrer à la chambre des communes, lorsque tout à coup une femme qu'il avait insultée rompt la maille de son intrigue. La coalition se dissout. Chassé du château du marquis, provoqué au milieu d'un club par Cleveland, qui croit avoir été joué par lui, Vivian est forcé de se battre avec l'homme qu'il admire, et il le tue. Après avoir consommé ainsi lui-même la ruine de ses rêves, Vivian, cruellement guéri de l'ambition, quitte l'Angleterre. Là finit réellement le roman : je ne sais pourquoi M. d'Israeli fait courir encore à son héros trois volumes d'aventures fantastiques en Allemagne. Malgré les invraisemblances délibérément commises, il faut le dire, qui abondent dans *Vivian Grey*, bien que toutes les règles de proportion y soient outragées, dans la partie que je viens d'analyser, plusieurs pages se lisent avec intérêt. L'entraînement du style rend quelquefois avec bonheur les mouvemens fiévreux de l'intrigue, le dialogue court avec verve et hardiesse; on y rencontre plus d'un trait frappé au bon coin de cette mordante impertinence, de cette tranchante ironie, de ce *coupant* si aimé des Anglais, qu'on pourrait appeler le sel britannique.

Je ne croirais pas être juste envers M. d'Israeli, si je ne disais un mot d'*Henrietta Temple*. C'est le livre le plus agréable qu'il ait écrit, et c'est de toute manière un charmant livre. M. d'Israeli y a rencontré l'harmonie exacte des qualités aimables et brillantes de son ame et de son esprit. *Henrietta Temple*, le second titre l'indique, est une histoire d'amour, *a love story*. C'est une lecture unie, douce; vous n'y éprouvez jamais les transes horribles que vous inspirent les soubresauts épileptiques de l'action dans tant de romans forcenés. Je ne voudrais pas déflorer cette narration attachante par une aride analyse. L'auteur y a mis en scène une de ces vieilles familles catholiques, qui, en conservant intacte la foi de leurs pères, ont ajouté une autre et plus pure noblesse à celle de leur blason. Il s'exhale de ces vieilles maisons anglaises demeurées catholiques je ne sais quel parfum de mœurs pures et naïves, de vertus primitives et bénies, bien senti déjà par plusieurs romanciers, parmi lesquels il faut citer l'auteur de

Simple Story, et dont M. d'Israeli a compris, lui aussi, avec une intelligente sympathie la suavité. Les tableaux d'intérieur qui ouvrent le livre sont d'une mélancolie touchante et vraie; les scènes et les correspondances d'amour entre Henrietta Temple et Ferdinand Armyne sont exécutées avec une délicatesse et une pureté ravissantes; la vie de Londres est crayonnée avec beaucoup d'entrain et d'esprit. D'ailleurs, sur quelques caractères que vous portiez vos regards, vous ne rencontrez que d'aimables figures, originales encore, malgré le rayon de bonté qui les illumine d'un charme commun. Je citerai, entre autres, le dévouement silencieux, la candide sollicitude du bon prêtre Gladstonbury; la chevaleresque, la hardie, la sentimentale Henrietta; le marquis de Montfort, ce type du lord anglais, si délicat dans sa générosité, si noblement contenu dans ses affections, vieille connaissance que l'on se souvient toujours avec plaisir d'avoir faite dans plusieurs des bons romans du XVIII[e] siècle; lady Belair, qui a vu toute l'histoire du grand monde anglais depuis le temps des jeunes années de Charles Fox, qui va partout encore malgré sa vieillesse, et dont le caquetage, spirituellement étourdi, noue et dénoue les difficultés de l'action; enfin ce gentilhomme français, le comte de Mirabel, d'une gaieté, d'un entraînement infatigables, qui donne le ton à la jeunesse dorée de Londres, et dont il n'y a pas de témérité à soupçonner le modèle, puisque M. d'Israeli, *son affectionné ami*, a dédié *Henrietta Temple* à M. le comte d'Orsay.

Ce sont là, des antécédens de M. d'Israeli jusqu'à *Coningsby*, les seuls qui me paraissent mériter d'être rappelés. Quoique j'aie déjà récusé pour *Coningsby* la critique littéraire, si j'avais à lui assigner un rang dans l'œuvre de M. d'Israeli, je le placerais après *Henrietta Temple*, mais bien au-dessus encore des autres productions de l'auteur. *Coningsby* est un roman défectueux, presque sans action, envahi par des digressions complètement étrangères au développement de l'intrigue; cependant, grace à la vivacité, à la limpidité du style, grace au tour piquant des conversations, grace même à la variété des épisodes et des portraits sous lesquels l'auteur fait oublier la trame insignifiante de sa fable, *Coningsby* se lit avec plaisir. Jetez les yeux sur la dédicace qui tient lieu de préface à ce livre, vous êtes loyalement prévenu, et vous serez doué d'une perspicacité singulière si vous vous attendez à lire un roman. L'auteur ne croit ces volumes dignes d'être offerts que « parce qu'il s'est efforcé d'y peindre quelque chose de l'esprit nouveau, et meilleur, ce lui semble, qui se développe en Angleterre. » « Son objet, continue-t-il, a été de répandre quelques idées qui puis-

sent élever le ton de la vie publique, de fixer le vrai caractère des partis politiques et de porter les Anglais à distinguer plus soigneusement à l'avenir les choses des mots, les réalités des fantômes. » Avant de discuter les idées sérieuses de l'auteur, avant d'apprécier l'esprit nouveau qu'il a essayé de dépeindre, je ne puis me dispenser d'indiquer les combinaisons dans lesquelles il lui a plu de faire mouvoir ses idées et le cadre qu'il a donné à son tableau.

Le roman s'ouvre en 1832; c'est l'année de la réforme parlementaire, et l'on peut deviner que l'auteur va suivre l'histoire des partis depuis la perturbation jetée par cet évènement dans le mécanisme des institutions anglaises. Le héros du livre, le représentant de la *nouvelle génération*, Henry Coningsby, âgé alors de quinze ans, est au collége d'Eton. Coningsby est le petit-fils d'un des seigneurs les plus riches de l'Angleterre, le marquis de Monmouth. Le vieux lord est un de ces égoïstes sybarites chez lesquels l'épicuréisme, gâté par toutes les prévenances de la fortune, engendre, sous l'enveloppe de mœurs élégantes, je ne sais quelle implacable férocité. Il est brouillé avec son fils aîné. Son second fils, père de Coningsby, est mort victime de ses duretés. Cependant les succès de Coningsby à Eton et les brillantes qualités qu'il révèle de bonne heure lui obtiennent la faveur de lord Monmouth, dont ils flattent l'orgueil. Coningsby débute donc dans la vie sous de magnifiques auspices. Au sortir d'Eton, où il a formé des amitiés avec les jeunes gens des premières familles d'Angleterre, il est introduit dans le monde par une visite au château du duc de Beaumanoir, père de lord Henry Sidney, un de ses jeunes camarades. M. d'Israeli, pour ne pas perdre le temps, fait servir les visites de son héros à son apprentissage de futur chef de parti : ainsi, dans la maison noble et patriarcale de ce duc, Coningsby se lie avec un jeune gentilhomme catholique, sir Eustace Lyle, un des plus riches propriétaires de son comté, et dont la bienfaisance lui suggère ses premières idées sur le paupérisme et sur la condition de la classe agricole; il y devient aussi l'ami d'une des filles du duc, lady Everingham, femme brillante, qui doit être plus tard une des plus séduisantes recruteuses de la *jeune Angleterre*. Coningsby, en quittant Beaumanoir, va faire une tournée dans les districts industriels. Il rencontre aux environs de Birmingham le père d'un de ses meilleurs amis d'Eton, un riche manufacturier, M. Milbank, qui lui explique les grands intérêts que l'industrie représente en Angleterre. De là l'auteur mène son héros dans la résidence princière de son grand-père, à Coningsby-Castle : il y trouve réunie la plus splendide société de l'Angleterre. Il y gagne

l'intimité d'un des premiers banquiers de l'Europe, le juif Sidonia, dont la conversation, qui cherche la profondeur à travers la singularité, dégage les principes les plus élevés de la *nouvelle génération*; il y témoigne aussi à une malheureuse jeune fille, à la petite Flora, attachée à la troupe française que lord Monmouth a engagée pour l'été, une bienveillance qui doit lui rapporter plus tard une récompense imprévue. Coningsby part ensuite pour l'université. Pendant la première année qu'il passe à Cambridge, lord Monmouth s'est remarié avec une princesse italienne et s'est fixé à Paris, où il engage son petit-fils à venir demeurer quelque temps auprès de lui. Coningsby voit à Paris Edith Milbank, la sœur de son ami et la fille du manufacturier de Birmingham. Il en devient amoureux; mais il y a entre M. Milbank et lord Monmouth une inimitié invétérée. L'homme du peuple enrichi a entrepris contre le patricien une lutte sans trève. Lord Monmouth désirait acheter une propriété voisine de ses terres de Coningsby-Castle; M. Milbank le prévient. Lord Monmouth possédait dix bourgs à la chambre des communes avant le bill de réforme; il travaillait à réparer la perte d'influence que cette révolution électorale lui a fait subir; déjà il croyait avoir suffisamment établi son ascendant dans un bourg voisin de Coningsby-Castle pour y faire nommer un de ses agens. Milbank se présente comme candidat et emporte l'élection. Milbank connaît l'amour de Coningsby pour sa fille, il le sait réciproque, mais il révèle à Coningsby les motifs qui rendent impossible toute union entre la famille de lord Monmouth et la sienne, et il défend à Coningsby de revoir Edith. De son côté, lord Monmouth, pressentant une dissolution prochaine du parlement, veut opposer Coningsby à Milbank dans le bourg de Dalford, et l'engage à aller préparer sa candidature. Coningsby aime mieux encourir la colère de lord Monmouth que de consentir à supplanter le père de la jeune fille qu'il aime. Il paie cher sa générosité. Lord Monmouth meurt, et laisse sa fortune à la petite comédienne Flora, qui était sa fille naturelle. Coningsby, déshérité, déchu de la grande position qu'il occupait dans le monde, réduit à une pension de 300 livres sterling, se résout courageusement à tenter la fortune par son travail; il va entrer dans le barreau. Sur ces entrefaites ont lieu les élections de 1841, l'évènement qui devait ouvrir à Coningsby la perspective rêvée par lui avec tant d'ardeur de la vie politique. Mais un soir que Coningsby ressentait encore plus amèrement la ruine de ses espérances, en voyant ses jeunes camarades d'Eton se présenter aux *hustings* avec des chances assurées de succès, il

trouve dans un journal la nouvelle de sa nomination au bourg de Dalford. Ému de la générosité de Coningsby, sachant de quelles pertes il l'avait payée, désarmé d'ailleurs par la mort de lord Monmouth, Milbank avait en effet abandonné sa candidature en faveur de l'amant de sa fille. Coningsby épouse Edith; bientôt même la frêle Flora meurt en lui laissant les richesses de lord Monmouth, et Coningsby, maître d'une fortune immense, entouré de ses amis d'Eton, qui le reconnaissent pour leur chef, va commencer dans la chambre des communes l'œuvre de la *nouvelle génération*.

A ce tissu d'incidens et de caractères si mince et si pauvre, M. d'Israeli a attaché deux sortes d'épisodes : des esquisses de vie élégante et ces digressions politiques dont il a voulu faire la partie culminante de son livre. Or, l'accessoire est tellement ici le principal, que l'ombre d'action romanesque sortie des pâles amours de Coningsby et d'Edith n'apparaît qu'au dernier volume. On reconnaît, il est vrai, dans les esquisses de vie élégante, le pinceau initié; je ne sais cependant si le monde même qui y est représenté peut trouver beaucoup d'attrait à ces légères aquarelles. Moi qui n'en parle qu'à titre d'étranger, j'avoue qu'elles me semblent avoir perdu pour les lecteurs du continent la fraîcheur de nouveauté qui en a fait d'abord la principale saveur. Dans tous ces romans du *grand monde*, depuis *Tremaine*, *Granby*, *Pelham* (j'y ajoute, si vous voulez, *Vivian Grey* et *Henrietta Temple*), vous voyez toujours passer devant vos yeux le même placage : ce sont, plus ou moins bien rattachées par le fil d'une intrigue qui ne sert que de prétexte, des scènes de la vie de château, des causeries de *drawing-rooms* sous la domination du lion de l'endroit, personnage obligé depuis Brummell, et qui est à cette sorte de roman ce qu'était la grande coquette à nos anciennes comédies, — des promenades à cheval, des parties de chasse, des courses, une saison aux eaux, un voyage à Paris ou en Italie, une soirée d'Almack's : toutes choses qui ont aujourd'hui autant vieilli pour nous que le marivaudage buriné de ces *livres de beauté* et les paysages effacés de ces *keepsake* qui excitaient notre admiration il y a quelque dix ans. En fait d'épisodes de ce genre, on peut signaler dans *Coningsby* une peinture du collége d'Éton par lequel ont passé depuis deux cents ans les plus grands hommes et toute l'aristocratie d'Angleterre, la splendide hospitalité de Coningsby-Castle, une vive description de *steeple-chase*, et le voyage de Coningsby à Paris. Cette dernière digression nous touche d'assez près pour mériter de notre part une courte halte.

Il y aurait ingratitude à ne pas savoir gré à M. d'Israeli des sym-

pathies qu'il témoigne pour la France. M. d'Israeli a fait encore, il y a un an et demi, un voyage à Paris, que l'on attribuait ici à une mission politique : s'il a laissé parmi nous d'aimables souvenirs, il semble ne pas avoir emporté de Paris de moins agréables impressions. Nous nous avouons donc flattés de ce mot qu'il attribue à lord Monmouth, lorsque Coningsby se rend en France : « Paris est l'université du monde, où chacun doit prendre ses grades. Paris et Londres devraient être les seuls buts de tous les voyageurs, le reste est simple paysage. » Au risque de passer pour prendre goût trop naïvement à l'encens que nous envoie M. d'Israeli, nous transcrirons volontiers l'hommage suivant rendu à la société parisienne : « L'art de la société, dit-il, est parfaitement compris et complètement pratiqué dans la brillante métropole de la France. Un Anglais ne peut entrer dans un salon parisien sans sentir aussitôt qu'il se trouve au milieu d'une nation plus sociable que la sienne. Quoi de plus exquis, par exemple, que la manière de recevoir d'une Française! elle unit je ne sais quel calme plein de grace, quelle dignité sans affectation, aux attentions les plus aimables pour les personnes qui sont chez elle; elle voit tout le monde, elle parle à tout le monde, et elle voit chacun au bon moment, elle dit à chacun ce qu'il faut lui dire. Il est impossible de découvrir aucune différence dans la position de ses hôtes au ton dont elle les accueille... En Angleterre, lorsqu'un personnage nouveau paraît dans nos cercles, la première question est toujours : *Qui* est-il? En France, on demande : *Qu*'est-il? En Angleterre : Quel est son revenu? En France : Qu'a-t-il fait? »

A travers des initiales parlantes, M. d'Israeli adresse des souvenirs polis aux personnes qui lui ont, apparemment, donné la bonne idée qu'il a gardée de la courtoisie de nos manières. M. le comte Molé, M. Thiers, M. le duc Decazes, parmi les personnages importans, sont ainsi salués d'un mot au passage. Par exemple, M. d'Israeli a fait à M. de Pourtalès une faveur plus délicate : c'est dans la belle galerie de M. de Pourtalès, rue Tronchet (l'indication de la rue n'est pas oubliée, les admirateurs de *Coningsby* en profiteront), que Coningsby rencontre Edith Milbank et s'éprend pour elle de la passion que nous vous avons racontée. Parmi les femmes, je vois mentionnée à la place d'honneur la *charmante* duchesse de G....t; puis j'entends parler du *cercle raffiné* de la comtesse de C.s..l..ne et du bal de Mme de Rothschild. Coningsby devient aussi prisonnier un soir, au faubourg Saint-Germain, d'une princesse « qui est un des chefs du parti carliste, et qui venge par des mots spirituels la cause de la dynastie tom-

bée et de la noblesse détruite. » Mais de quel crime cette noble dame s'est-elle donc rendue coupable envers M. d'Israeli? ne l'avait-il pas suffisamment désignée? ou, s'il voulait mettre de force son nom dans les mémoires les plus rebelles, ne pouvait-il lui trouver au moins quelque variante de tournure plus fine, au lieu de l'appeler d'une façon assez ridicule la *charmante* princesse de Petit-Poix?

J'emprunte encore au voyage de *Coningsby* à Paris une page où notre situation politique est appréciée. On aime à trouver chez un étranger cette confiance dans l'avenir de la France de juillet et cette haute estime des qualités du roi, qui sont aujourd'hui d'ailleurs dans tout ce qu'il y a d'esprits éclairés en Europe : « Qu'il est triste de penser, dit Coningsby après avoir parlé avec enthousiasme des merveilles de la société parisienne, qu'une si belle civilisation soit exposée à des périls imminens! — C'est l'opinion commune, répond Sidonia; elle me trouve quelque peu sceptique. J'incline à croire que le système social de l'Angleterre court des dangers infiniment plus grands que celui de la France. Ne nous méprenons pas à la superficie agitée de ce pays. Les bases de l'ordre y sont profondes et sûres. Comprenez la France. La France est un royaume qui a une république pour capitale. Il en est ainsi depuis des siècles, depuis les jours de la ligue jusqu'aux jours des sections, jusqu'aux journées de 1830. C'est toujours la même France, elle a peu changé; elle n'a fait que fortifier sa nationalité. — Pensez-vous que le roi actuel se maintiendra? — Tous les mouvemens de ce pays, quelque contradictoires qu'ils puissent paraître, tendent à cette fin inévitable. La nature des choses réclamait sa présence sur le trône. — Quelle position! quel homme! s'écria Coningsby; dites-moi ce qu'est ce prince dont on entend parler dans tous les pays et à toute heure, de l'existence duquel dépendent, dit-on, la tranquillité et presque la civilisation de l'Europe? — J'ai une croyance, reprit en souriant Sidonia, c'est que les grands caractères de l'antiquité sont quelquefois offerts de nouveau à notre admiration ou reproduits pour nous conduire. Ennuyée de la médiocrité, la nature verse alors le métal dans un moule héroïque. Lorsque les circonstances m'ont amené devant le roi des Français, j'ai reconnu Ulysse. »

Ceci nous amène naturellement au côté politique de *Coningsby*. On a vu les prétentions annoncées par M. d'Israeli au début de son livre. *Coningsby* promet à la fois d'abattre et de fonder, d'élever sur les débris des partis anciens une politique jeune et pleine de vie; mais, disons-le tout de suite, il s'en faut qu'il soit fidèle à sa promesse : il

tient tout au plus la moitié de sa parole. Il paraît que, pour la nouvelle génération, l'art est resté ce qu'il était au vieux temps, chose plus difficile que la critique; la *jeune Angleterre,* ou du moins M. d'Israeli, n'a rien changé à cela. Aussi l'auteur de *Coningsby* a mieux aimé crayonner lestement des caricatures que de construire un système, affiler des épigrammes que de condenser des idées à la fois neuves et profondes; il a cédé à la critique, à la satire, à l'invective, la place promise avec pompe à l'exposition de ces merveilleux principes qui doivent régénérer l'Angleterre.

Coningsby, même dans la sphère où le portent ses altières prétentions, est donc surtout un livre de polémique, on pourrait dire un pamphlet. M. d'Israeli est un fondateur d'école qui a plus souvent l'épée à la main que la truelle, et, chose curieuse! il n'attaque et ne blesse que le parti au milieu duquel il siége au parlement. Il y a quelques semaines, dans la séance la plus agitée qui ait ému cette année la chambre des communes, M. d'Israeli reprochait à sir Robert Peel, avec une amertume qui a été remarquée même en France, l'outrageante dureté de ses procédés à l'égard de son parti. De quel parti M. d'Israeli voulait-il parler? Du parti conservateur apparemment. La défense de la dignité du parti conservateur était, pour le moins, une singularité étrange dans la bouche de l'auteur de *Coningsby.* Lorsque M. d'Israeli montrait sir Robert Peel traitant ses amis comme des esclaves, et faisant siffler à leurs oreilles le fouet insultant de la menace, il ne croyait donc pas s'adresser à des lecteurs de *Coningsby.* Le parti conservateur n'a jamais été plus cruellement fustigé que dans ce livre. Ce parti n'a pas de plus violent ennemi intime que M. d'Israeli.

M. d'Israeli n'a négligé en effet aucun des moyens d'hostilité que la forme de son ouvrage mettait à sa disposition. Il ne lui a pas suffi de juger la conduite générale du parti conservateur dans des considérations glissées comme des *à parte,* toutes les fois que l'action du roman touche à quelque évènement politique significatif. Il analyse, en les faisant vivre dans les principaux personnages de son œuvre, les diverses nuances de caractères et d'intérêts que réunit le torysme. Sans doute, M. d'Israeli divise le parti tory en deux groupes : il y a, pour lui, de bons et de mauvais tories. Il couvre de sa prédilection les premiers, qu'il enrôle dans la *jeune Angleterre;* mais les autres, qu'il marque d'un signe réprouvé, qu'il flagelle de ses sarcasmes, qu'il livre au mépris et à la risée, ceux qui appartiennent à la vieille génération, forment précisément le gros du parti que dirige sir Robert Peel. Ce

sont ceux dont M. d'Israeli a voulu représenter les types dans quatre personnages de son roman : Monmouth, Rigby, Taper et Tadpole.

Je sais bien qu'en Angleterre on a cherché à découvrir des figures réelles à travers ces rôles : la vérité avec laquelle y sont imités des modèles choisis dans la société anglaise n'est probablement pas l'attrait le moins piquant que le public ait trouvé dans *Coningsby;* mais, soit que M. d'Israeli ait eu les intentions qu'on lui prête, soit qu'il les désavoue, j'ai le droit de considérer comme des types conçus avec une préméditation plus large les figures qui peuplent son roman.

Ainsi, dans le marquis de Monmouth, ce seigneur si riche, si dur envers sa famille, à qui M. d'Israeli fait épouser une princesse italienne, dont il termine l'existence voluptueuse au milieu d'un souper avec des actrices françaises, auquel il attribue un testament étrange, on a reconnu le dernier marquis de Hertford, dont le nom, la famille, la mort et le testament appartiennent à la publicité parisienne au moins autant qu'à celle de Londres. Je crois cependant que M. d'Israeli s'est proposé surtout de peindre dans le marquis de Monmouth une portion notable de l'aristocratie anglaise. Lord Monmouth est la personnification de l'égoïsme le plus absolu que le patriciat puisse produire; il représente cette classe de nobles qui concentrent sur leurs plaisirs tout l'intérêt et tout l'effort de leur vie. Les fatigues de l'activité politique dépouillent pour eux les succès de l'ambition du prestige qui enivre des natures plus mâles. L'influence politique que les priviléges leur assurent n'exprime à leurs yeux que la sécurité de leurs oisives jouissances, de même qu'ils ne voient dans la richesse que le docile instrument de leurs désirs. Une sensualité d'une nature plus subtile, la vanité, attache lord Monmouth au torysme par un lien plus étroit encore. Dans un pays où la hiérarchie des rangs et la distinction des titres multiplient et raffinent les appétits de l'orgueil, lord Monmouth, d'abord comte, a donné le titre de marquis pour aliment et pour but à son ambition; il l'a obtenu en devenant propriétaire de dix bourgs-pourris. Marquis, il a visé à la couronne de duc; le succès était encore une question d'influence parlementaire. Lord Monmouth était sur le point de réussir; il allait joindre deux nouveaux bourgs à la liste de ses propriétés électorales, lorsque le bill de réforme vint détruire ses plans. Cet échec irrite lord Monmouth et ne le décourage pas; il entrevoit les chances que la loi nouvelle laisse aux tories. L'aristocratie peut reconquérir sur les élections une partie au moins de son ascendant. Cette perspective arrache lord Monmouth aux paresseuses délices de la vie du continent : il revient en

Angleterre tenir sa maison pour assurer son influence sur la ville de Dalford, voisine de ses propriétés; qu'il parvienne à y gagner l'élection, et que sir Robert Peel retourne au pouvoir, il sera duc. Tel est le mobile qui engage activement lord Monmouth dans le parti conservateur. M. d'Israeli exprime la morale politique de Monmouth et de la classe de conservateurs qu'il représente, au moment où le marquis avertit Coningsby qu'il lui destine le siége de Dalford. Nous ne mettons pas en doute la vérité de cette scène : même après le bill de réforme, c'est encore un coin du tableau des mœurs électorales de l'Angleterre; mais est-ce en l'honneur du torysme que M. d'Israeli l'a dévoilé? Coningsby, qui a des motifs pour refuser, allègue des scrupules; il ne se croit pas, dit-il, assez préparé pour accepter la responsabilité d'un siége à la chambre des communes.

— « Responsabilité! dit le vieux tory avec un étonnement d'une cynique naïveté; quelle responsabilité y a-t-il là? Peut-on avoir un siége plus agréable que celui que je vous offre? Vous ne serez responsable qu'envers le parent même qui vous y place... Il est vrai, vous êtes jeune; mais j'avais deux ans de moins que vous lorsque je suis entré à la chambre : je n'y vis pas la moindre difficulté. Tout ce que vous aurez à faire, c'est de voter avec votre parti. Quant à prendre la parole, si votre talent vous y porte, croyez-moi, ne vous pressez pas. Apprenez à connaître la chambre, et donnez à la chambre le temps de vous connaître. Un homme avisé ne peut pas entrer trop tôt au parlement. » — Voter avec mon parti : vous voulez dire le parti conservateur, répond Coningsby. Je ne peux consentir à appuyer le parti conservateur, ajoute le chef de la *jeune Angleterre*, c'est un parti qui a trahi son mandat; les individus qui le composent n'ont pas l'intelligence de leur époque; ils ne sont pas à la hauteur de la situation, etc. « Je vous comprends, dit lord Monmouth; vous parlez de l'abandon des corporations irlandaises. Entre nous, je suis de votre avis; mais à quoi sert de récriminer sur le passé? Il n'y a qu'un homme, c'est Peel... Je sais bien que c'est notre faute si nous avons laissé échapper le principal pouvoir des mains de notre ordre; on n'aurait jamais imaginé cela du temps de votre bisaïeul, monsieur. Si, à cette époque, on abandonnait pour une session le titre de *premier* à un *commoner*, il y avait toujours là un comité secret de grands nobles de 1688 qui lui donnaient leurs instructions. » Coningsby déclare que ce n'est pas le comité des grands nobles de 1688 qu'il regrette. « Que diable voulez-vous alors? » s'écrie lord Monmouth. Coningsby prononce une homélie pénétrée des sentimens de la *jeune Angleterre*. « Tout cela est

fort beau, répond le marquis; mais je ne vois pas d'autre moyen d'atteindre mon but que de soutenir Peel. Après tout, à quoi servent tous ces partis et toute cette politique? à atteindre son but. Le mien est de changer notre couronne en une couronne ducale, et de vous faire substituer la baronie de votre grand'mère. Peel ne peut pas me refuser cela. J'ai déjà acheté une terre considérable pour l'affecter à votre baronie..... Vous ferez une grande alliance..... Croyez que je prendrai tous les arrangemens qui pourront être utiles à votre bonheur. » Et comme Coningsby ne peut s'empêcher de remercier son grand-père de la générosité de ses intentions: « Et pour qui aurais-je des bontés, reprend lord Monmouth, sinon pour vous, vous mon sang, vous qui ne m'avez jamais contrarié, et dont j'ai le droit d'être fier? Oui, Harry, je suis heureux de l'admiration que vous excitez et de vos succès. Tout ce que je désire, c'est de vous voir au parlement. On doit y entrer de bonne heure; quel que soit leur talent, ceux qui y arrivent tard gardent toujours une sorte de raideur. Vous avez une occasion excellente. Vous partirez vendredi pour Dalford : traitez bien les notabilités de l'endroit, exaltez Peel, injuriez O'Connell, anathématisez les indécis; parlez beaucoup de l'Irlande, c'est un bon sujet. » Voilà tout le torysme de lord Monmouth : M. d'Israeli permet au moins de supposer qu'aux yeux d'un grand nombre de nobles pairs, la cause conservatrice n'a pas un autre sens ni une autre portée, et n'oblige pas à de plus sérieux devoirs.

On prétend que le caractère de Rigby est une vengeance personnelle de M. d'Israeli. C'est, en effet, la physionomie qu'il semble avoir tracée avec le plus de complaisance. Rigby, s'il faut en croire la voix publique en Angleterre, n'est autre qu'un rédacteur du *Quarterly Review*, le très honorable John Wilson Croker, qui faisait une certaine figure à la chambre des communes avant la réforme. Tandis que le nom de M. Croker était ainsi en train d'acquérir avec celui de Rigby une fâcheuse synonymie, M. de Châteaubriand l'anoblissait de son souvenir, dans la *Vie de Rancé*, où il le mentionne en société de Canning; on voit qu'il y a des compensations providentielles. Quel est le motif de la vengeance dont M. Croker est victime? doit-on croire, comme on l'a donné à entendre, que M. Croker se serait placé entre sir Robert Peel et M. d'Israeli, et aurait été l'obstacle qui a empêché les faveurs de la trésorerie d'arriver jusqu'à l'auteur de *Vivian Grey?* Il faudrait avoir ses entrées dans les coulisses pour vérifier ces médisances, qui doivent être tenues pour des calomnies tant qu'elles ne sont pas prouvées. M. d'Israeli aurait d'ailleurs des griefs plus légitimes contre M. Croker, que la vengeance dont il s'est servi ne me paraî-

trait pas justifiée. Cela me semble peu loyal et peu digne d'exposer un homme au mépris, sous un travestissement, à la faveur duquel l'agression se dispense de la franchise. Dante nommait ses ennemis en les mettant dans l'enfer, et ceux que Michel-Ange plaçait parmi les réprouvés étaient avertis par une ressemblance sur laquelle ils ne pouvaient eux-mêmes se méprendre. M. Macaulay, dans cet article de la *Revue d'Édimbourg* où il releva, avec une verve si inexorable, les bévues commises par M. Croker dans son édition de Boswell, montrait que l'ancien secrétaire de l'amirauté peut être attaqué avec plus de vaillance, et frappé cependant avec non moins de dureté. Le Rigby du roman est le représentant d'une classe d'individus qui ont joué, en Angleterre, surtout avant le bill de réforme, un rôle assez considérable. Hommes d'une origine obscure, mais préparés à la fortune par la souplesse de leur caractère et y arrivant par leur domesticité auprès des grands seigneurs; de talens médiocres, mais doués de ce coup d'œil instinctif qui suffit à l'égoïsme pour démêler ses intérêts; esprits communs, au-dessous de toutes les grandes idées, mais capables de cette application à de vulgaires détails par laquelle se gagne le renom d'homme pratique; intelligences étroites, mais habiles à se servir de l'esprit d'autrui; puis, surnageant à tout cela, une vanité prodigieuse, une bonne opinion de soi, si convaincue, si sincère, si bien sanctionnée par le succès, qu'elle finit par persuader le gros du public : voilà les Rigbys. Le Rigby du roman a obtenu, par sa servilité, d'être l'agent de lord Monmouth; dirigeant l'influence parlementaire et les bourgs-pourris du marquis, pendant les longs séjours de celui-ci sur le continent, il a acquis assez d'importance pour obtenir un poste élevé dans l'administration, et il fortifie son influence en écrivant pour les revues de *slashing articles*, comme les appellent ses ridicules admirateurs, des articles qui pourfendent. A côté de Rigby, comme pour l'éclairer par le contraste, M. d'Israeli fait entrevoir le caractère d'un véritable homme d'esprit, de Lucian Grey, dont Rigby exploite le brillant entraînement et la légèreté désordonnée. Ici l'original qui a posé de profil devant M. d'Israeli est Théodore Hook, l'auteur des *Sayings and Doings*, le rédacteur du *John Bull*, cet écrivain qui a été pendant tant d'années le bouffon de l'aristocratie anglaise, qu'il amusait par ses romances et par ses bons mots, par l'intarissable saillie de son improvisation, et par la perfection burlesque de son talent mimique, enfant prodigue de la fantaisie, dont la vie perpétuellement tourmentée s'est brisée enfin au milieu de ces applaudissemens du monde qui, à défaut de considération, ne lui apportèrent pas même le bien-être.

Rigby est la médiocrité qui réussit. Le plus grand inconvénient

des natures de cette trempe est d'offrir aux médiocrités qui aspirent un miroir où se contemple et s'adore leur vanité, un exemple sur lequel s'exalte leur ambition. Rigby remplit ce rôle, dans *Coningsby*, à l'égard de Taper et de Tadpole. On a voulu aussi donner une traduction réelle à ces noms de fantaisie; mais il est bien évident que le but de M. d'Israeli a été de dessiner ici une portion nombreuse et remuante du parti tory, et qu'il doit y avoir au club de Carlton plus d'un Taper et plus d'un Tadpole. La fortune de Rigby, c'est-à-dire une pension de 1,200 liv. sterl., ou, devant leur nom, le titre de *right honourable* que donne la qualité de membre du conseil privé, voilà la perspective de laquelle ne se détachent pas les yeux des Tapers et des Tadpoles. Ces personnages ne jouent aucun rôle direct dans l'action de *Coningsby;* M. d'Israeli les introduit et les fait parler, comme des comparses et des coryphées, dans les *drawing-rooms* d'un château ou dans une partie de chasse, dans un dîner politique ou dans un club, toutes les fois qu'il veut montrer les jugemens portés sur les situations politiques par le vulgaire du parti conservateur. Les Tapers et les Tadpoles n'ont pas d'autres principes politiques que la convoitise des 1,200 liv. sterl. Ils ne peuvent arriver à cet *ultima Thule* de leurs rêves qu'en rentrant à la chambre des communes, d'où ils ont été exclus par la réforme. Par quelle tactique s'efforcent-ils d'y revenir? De 1832 à 1841, voici quelle est la préoccupation exclusive des Tadpoles et des Tapers. Taper a toujours l'œil sur les listes électorales (*the registration*); Tadpole se creuse continuellement la tête pour trouver ce que les Anglais appellent un bon *cry*, c'est-à-dire un mot d'ordre de nature à agir sur la multitude et à la rallier au parti conservateur au moment des élections. Tadpole avec son *cry*, Taper avec ses listes électorales, fournissent à M. d'Israeli le moyen de répandre sur la nullité d'idées, sur la pauvreté d'esprit de la foule des tories, un ridicule qui a été fort goûté en Angleterre par les adversaires du parti conservateur.

Des Monmouth, des Rigby, des Taper et des Tadpole, l'égoïsme opulent et cynique, la médiocrité vaniteuse et servile, la nullité intrigante, voilà les hommes et les caractères que M. d'Israeli attribue au parti chez lequel on n'a pas cessé de répéter le mot du marquis de Monmouth : il n'y a qu'un homme, c'est Peel; *Peel is the only man*. On dirait que M. d'Israeli ne voit point d'autres caractères parmi les conservateurs, car ce sont les seuls qu'il semble tenir à nous faire voir réellement, les seuls dont il ait essayé de découper fortement l'originalité. La pâleur, l'insignifiance des physionomies où il a cherché à exprimer ses préférences de sentimens et de principes, font mieux res-

sortir encore le relief des autres figures. Ainsi le duc de Beaumanoir qui patronne dans le roman la jeune génération, et que l'on dit copié sur le duc de Rutland, est un grand seigneur doux et bienveillant; mais il semble que M. d'Israeli en ait exprimé toute la portée intellectuelle dans cette scène de chasse où il lui fait abattre des faisans en l'honneur de sir Robert Peel. Quant aux jeunes gens, ils ont en commun les velléités généreuses du premier âge; ils ont une égale horreur des sécheresses de la réalité; ils s'abandonnent avec une égale confiance à ce mirage doré qui ne montre au matin de la vie que des idées grandioses et splendides, là où au milieu du jour on ne rencontre plus que l'âpre aridité des intérêts : pourtant, si je cherche à les distinguer, les différences ne sont indiquées entre eux que par des puérilités qui ne suffiront jamais à accentuer de vrais caractères. Lord Henry Sydney, la silhouette, assure-t-on, de lord John Manners, croit que l'Angleterre sera sauvée lorsqu'on reviendra aux danses champêtres de nos pères autour des mais, et lorsqu'on rétablira dans la constitution anglaise, avec ses vieux priviléges, l'ordre des paysans. Sir Eustace Lyle, une des plus douces figures cependant qui traversent *Coningsby*, et dans lequel on veut reconnaître un lord catholique universellement aimé, lord Surrey, sir Eustace est une sorte de *petit manteau bleu :* il fait distribuer trois fois par semaine, au son de la cloche, des secours aux pauvres du voisinage de son château. Quant au héros du roman, Coningsby, la copie, à mon avis, flatte peu l'original, s'il est vrai que nous devions y voir le portrait de M. Smythe : Coningsby est un beau et bon jeune homme, aimé et admiré de ses amis. L'auteur nous le vante comme un homme supérieur, et nous sommes obligés de le croire sur parole : la supériorité de Coningsby ne se révèle que par des succès de *steeple chase*. On peut lui en supposer une autre, celle de la mémoire : Coningsby n'a guère d'autre rôle dans les conversations sérieuses où le mêle M. d'Israeli que celui d'interrogateur, et c'est apparemment du butin de ses souvenirs qu'il doit composer les doctrines de son école. Après avoir ainsi examiné les divers personnages sur lesquels M. d'Israeli a inscrit ses répugnances ou ses sympathies, on est bien sûr en effet qu'il a voulu faire sentir au parti de sir Robert Peel les cuisantes blessures de la satire : est-il lui-même bien assuré de n'avoir pas laissé sur la *jeune Angleterre* une légère nuance de ridicule? M. d'Israeli donne au moins à ses lecteurs le droit de lui adresser cette question, ce qui n'est pas précisément un succès.

Mais j'ai assez cherché à pénétrer les intentions de M. d'Israeli à travers les artifices du romancier. Il est temps de rencontrer l'auteur

de *Coningsby* sur le terrain où il se présente franchement lui-même en homme politique, sur le terrain où il attaque, visière levée, et en avertissant ceux qu'il ajuste.

M. d'Israeli a eu le mérite de poser nettement une grande question dans *Coningsby* : — Qu'est-ce que le torysme? que représente-t-il aujourd'hui? quels sont ses principes? quelle est son organisation? vers quel avenir marche-t-il? — Je n'ai garde de dire que M. d'Israeli ait résolu le problème; mais je persiste à le féliciter de l'avoir indiqué : il est des questions qu'il suffit de poser pour éclairer des situations. Telle est la nature de celle que soulève *Coningsby*.

Nous n'avons rien en France, et je crois qu'il nous est permis de nous en applaudir avec orgueil, nous n'avons rien qui puisse nous donner une idée de la composition et de la situation des partis en Angleterre. Enlevez, chez nous, les partis extrêmes, oubliez ces hommes qui sont restés en-deçà ou qui sont allés au-delà de l'ordre de choses fondé par la révolution de 1830, petits groupes qui ne se recrutent plus, débris qui, dans leur ruine, conservant bien malgré eux l'utilité de garde-fous, ne semblent continuer à subsister que pour indiquer à la France les déviations qu'elle doit éviter, la route large et sûre dont elle ne doit pas s'écarter : enlevez ces partis-limites, vous verrez que nos fractions parlementaires ne répondent pas à des intérêts divisés et ouvertement hostiles dans le pays. Il y a en France, c'est là notre force et notre gloire, une admirable fusion, une puissante unité d'intérêts. Aussi n'y a-t-il, à vrai dire, dans nos assemblées que des dissentimens à peu près théoriques sur la direction à imprimer à notre activité nationale. D'accord sur l'instrument dont nous avons à nous servir, la discussion ne porte plus, suivant le mot d'un des plus spirituels de nos hommes d'état, que sur la manière dont nous devons nous en servir au profit commun de la nation tout entière. Unis sur les points fondamentaux de notre politique intérieure, nos divisions ne commencent que dans les incertitudes de notre politique extérieure, encore novice, et dont les dernières secousses, d'où nous sortons à peine, expliqueraient du moins les timides hésitations. On peut prévoir qu'une ère magnifique s'ouvrira à la France du moment où elle-même et le monde auront pleinement conscience de cette situation.

Les choses sont différentes en Angleterre. Il y a unité entre tous les partis sur les points principaux de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Quelles que soient les mains qui tiennent le pouvoir, cette politique ne semble pas varier; mais c'est parce qu'elle est impérieusement indiquée par la lutte même des intérêts qui divi-

sent profondément le pays. Je n'ai pas la prétention de rechercher ici comment, tandis qu'en France un mouvement historique sensible depuis huit siècles a progressivement confondu en une seule force, en un seul intérêt, en une nationalité unie et compacte, toutes les forces, tous les intérêts, toutes les races qui se partageaient notre territoire, en Angleterre un mouvement politique opposé a semé des germes de division sans cesse grandissans. J'observe la situation telle qu'elle s'est révélée depuis la paix, mettant en présence un intérêt de classes moyennes contre un intérêt aristocratique, un intérêt de liberté commerciale contre un intérêt de monopole agricole, un intérêt d'émancipation religieuse contre un intérêt d'église privilégiée, enfin un intérêt irlandais contre un intérêt anglais : cette lutte montre des forces nouvelles attaquant des forces anciennes, des principes d'équité attaquant des faits injustes; d'un côté une marche envahissante, de l'autre des positions déjà envahies; d'un côté des intérêts qui ont beaucoup à conquérir et qui doivent gagner quelque chose, de l'autre des intérêts qui ont beaucoup à perdre et qui doivent perdre quelque chose. Sous cet aspect, il semble que les positions soient nettement dessinées, et que de grands partis doivent se former de la coalition des intérêts qui ont à conquérir et de la coalition des intérêts qui ont à perdre. De ces deux coalitions, l'une répond à la vieille dénomination de whig, l'autre à l'ancien nom de tory : les hommes d'état qui se trouvent à la tête de la première ont pris leur point d'appui sur l'intérêt réformateur; ceux qui conduisent la seconde empruntent leurs forces à l'intérêt de conservation. Dans l'opposition, qu'ils gardent leur couleur systématique et tranchée, qu'ils demeurent dans la vérité de leur rôle, le devoir et l'intérêt le leur commandent; mais, au pouvoir, les nécessités de situation se modifient, les perspectives s'élargissent, le point de vue national domine forcément le point de vue exclusif de l'esprit de parti. Obligés de concilier les principes qu'ils représentent avec les nécessités indiquées par l'intérêt de gouvernement, il leur est impossible de ne pas blesser, de ne pas sacrifier en maintes circonstances quelques-uns des intérêts qui les ont portés aux affaires.

La conduite de l'homme d'état autour duquel le parti tory s'est rangé depuis le bill de réforme était simple, facile, naturellement tracée, tant qu'il est demeuré sur les bancs opposés à ceux de la trésorerie. Le manifeste qu'il adressa aux électeurs de Tamworth en 1834, durant son rapide passage aux affaires, après la retraite de lord Althorp, était un excellent programme d'opposition. Sir Robert Peel appelait à lui les réformateurs modérés, et préparait son alliance avec lord

Stanley et sir James Graham, en acceptant sans arrière-pensée les réformes déjà accomplies; il réunissait auprès de lui les intérêts menacés et attaqués, en annonçant la résolution de résister aux agressions futures de l'esprit réformateur; et sans avoir besoin d'inscrire sur son drapeau des principes généraux qui eussent pu aliéner sa liberté d'action au pouvoir, il voyait peu à peu le nombre de ses adhérens grossir par l'effet d'une réaction naturelle, par les embarras que la marche des affaires suscitait aux whigs, et par la solidarité d'appréhensions communes. C'est ainsi qu'en entrant au ministère, sir Robert Peel s'est trouvé à la tête d'une majorité de près de 100 voix; mais une fois arrivé à la trésorerie, il n'était plus dans la même situation à l'égard de son parti, le mot de conservation prenait un autre sens. Sir Robert Peel devait faire entrer les intérêts qui avaient adopté ce mot pour devise en compromis avec l'intérêt de gouvernement. On allait s'apercevoir, ce dont on ne s'était guère préoccupé auparavant, que le parti conservateur n'était pas un parti homogène, ayant des intérêts identiques et communs. De même que les whigs avaient été obligés de réprimer les tendances de quelques-uns de leurs partisans à un mouvement trop rapide, sir Robert Peel serait contraint de vaincre les résistances d'une partie de ses amis, de leur imposer des sacrifices; c'est ce qui est arrivé, et c'est ce qui explique comment le dépit, la défiance, la crainte, se glissant parmi les conservateurs, en ont poussé quelques-uns jusqu'à l'hostilité, en ont refroidi un plus grand nombre, et ont imprimé au parti les oscillations qui ont failli renverser deux fois cette année le ministère de sir Robert Peel.

Les tories mécontens, en récapitulant les principaux actes politiques qui ont signalé la carrière de sir Robert, paraissent avoir un prétexte légitime de s'effrayer. Sir Robert Peel a toujours montré une sagacité, une attention extraordinaires à découvrir le moment où les intérêts qui sollicitent le gouvernement vont devenir irrésistibles, et une disposition singulière à s'y conformer aussitôt. Représentant d'Oxford et des principes les plus absolus de l'anglicanisme, il a fait l'émancipation des catholiques. Le bill de réforme devient la loi du pays, sir Robert Peel, qui l'avait combattu avec opiniâtreté, déclare s'y rallier désormais sans réserve. Il est porté au pouvoir par le parti aristocratique, par le parti agricole; mais, comprenant les besoins de l'industrie anglaise, il travaille systématiquement à diminuer les charges dont elle est grevée, même au détriment des intérêts qui le soutiennent. Il y a peu de jours encore, défendant la constitution de l'église d'Irlande, il prévoyait le moment où des circonstances politiques pour-

raient modifier sur cette question son opinion et sa conduite. « Qu'est-ce donc, se demandent les tories mécontens, et je traduis ici les paroles de M. d'Israeli, qu'est-ce que ces principes conservateurs dont on nous parlait? Que voulez-vous conserver? Le *conservatism* respecte religieusement les formes et les mots pour se donner l'apparence d'une foi; mais en pratique il cède à la passion, à la combinaison du moment. Il pose en théorie que tout ce qui est établi doit être conservé; mais il agit comme si rien de ce qui est établi ne pouvait être défendu. Pour concilier cette théorie avec cette conduite, on met en avant ce que l'on appelle un compromis : arrangement sans principe et qui n'a d'autre fin que d'apaiser l'agitation un instant, jusqu'à ce que les conservateurs, sans guide et sans but, divisés, tentés, déroutés, soient préparés à un arrangement aussi peu politique que le précédent. »

Cependant, tandis que sir Robert Peel montre cette facilité à céder aux intérêts hostiles à ceux de son parti, par un remarquable contraste il pousse la fermeté jusqu'à l'inflexibilité dans les conditions qu'il impose à ses amis. Toute sa carrière montre en lui la résolution d'arriver à l'exercice souverain du pouvoir. Admis fort jeune dans l'administration, il abandonna bientôt le poste considérable de secrétaire du gouvernement d'Irlande, afin de prendre dans la chambre des communes l'initiative des grandes mesures économiques qui établirent son crédit parlementaire. Il fut appelé avec le duc de Wellington dans le ministère de lord Liverpool; mais après la mort de cet homme d'état, lorsque M. Canning, le ministre dirigeant (*leader*) de la chambre, devint premier ministre, M. Peel se retira avec le duc de Wellington, et déclara qu'à l'avenir il n'entrerait plus dans une combinaison qui lui donnerait un supérieur dans la chambre des communes. Canning meurt, le débile ministère de lord Goderich essaie vainement de le remplacer; le duc de Wellington forme un cabinet, M. Peel y entre en prenant en effet le poste de *leader* des communes; mais lorsque cette administration est renversée, en 1830, M. Peel donne à entendre à ses collègues qu'il ne reviendra plus au pouvoir qu'à la condition d'y remplir la première place. Le duc de Wellington se le tint pour dit : lorsque le bill de réforme fut voté, il prévint d'avance ses amis que, la chambre des communes étant devenue le pouvoir prépondérant, le premier ministre devrait désormais appartenir à ce corps. C'est en cette qualité que sir Robert Peel passa dans le court ministère de 1834. Tant que les tories sont demeurés dans l'opposition, sir Robert Peel a rempli, avec un ascendant qui ne souffrait pas de contesta-

tion, le rôle de chef de parti. Il disait dès-lors, en raillant le ministère whig, souvent condamné à voir ses mesures complètement remaniées par les chambres, que, quant à lui, il ne garderait pas une minute le ministère, du moment où les réalités du pouvoir lui échapperaient. Il tint sa parole en 1838 à l'égard de la couronne, lorsque, pendant la crise ministérielle suscitée par le bill de la Jamaïque, il mit pour condition à sa rentrée au pouvoir le renvoi des dames d'honneur de la reine : il vient de la tenir deux fois de suite cette année contre ses amis, on sait avec quelle fière énergie, en les forçant à rétracter leurs votes coup sur coup.

Telle est donc la situation du parti tory, que, dénué d'un symbole commun qui serve de garantie solidaire à tous les intérêts qu'il renferme, il voit ces intérêts abandonnés et comme suspendus à la discrétion, au pouvoir arbitraire du chef qu'il s'est choisi. « A la faveur d'un tel état de choses, dit M. d'Israeli, les chefs peuvent bien faire servir leur position élevée à obtenir du pouvoir pour leur satisfaction personnelle, mais il est impossible d'assurer à ceux qui les suivent ce qui doit être après tout la grande récompense d'un parti politique, à savoir la réalisation de leurs opinions. » On conçoit, dans une situation semblable, l'anxiété des intérêts qui se croient menacés, l'inquiétude et les murmures des esprits remuans qui sentent leur activité paralysée et leur initiative enchaînée. On comprend que ces esprits recherchent des principes communs qui planent sur les chefs comme sur le parti, et qui soient à la fois pour celui-ci une garantie d'indépendance et un gage de sécurité.

C'est là précisément la préoccupation qui anime les intelligences distinguées réunies dans le groupe de la *jeune Angleterre*. Sont-elles avancées dans leur poursuite? ont-elles trouvé les vrais principes du torysme? Nous posons ces questions sous forme dubitative, parce que nous croyons que plusieurs au moins des membres de la *jeune Angleterre* n'acceptent pas *Coningsby* comme l'expression de leur pensée, et sincèrement nous les en félicitons : par la légèreté flottante et le vague contradictoire de ses conclusions, que met en saillie le ton prétentieux et vain dont elles sont jetées, *Coningsby* ne pourrait manquer de nuire à la considération politique de la *jeune Angleterre*.

Comment concevoir en effet que M. d'Israeli, qui accuse avec tant de sévérité sir Robert Peel de livrer les intérêts de ses amis, qui lui reproche l'incertitude de sa politique, émette lui-même sur les principales questions qu'il effleure des opinions directement opposées aux principes et aux intérêts jusqu'à présent connus et avoués du torysme?

Est-ce la politique commerciale de sir Robert Peel qu'il réprouve, lorsqu'il est lui-même contraire au régime restrictif? En matière religieuse, il se déclare contre cette intolérance qui a tenu pendant si long-temps et qui tient encore sur plusieurs points les catholiques et les dissidens dans un état d'infériorité politique. Il demande, dans l'intérêt de l'église, dit-il, la rupture du *Church and State*, la séparation de l'église et de l'état. Jusqu'à présent, cette séparation me semble avoir été réclamée par les dissidens et par les catholiques bien plus que par les tories; il me semble que c'est en défendant avec une grande élévation de pensée la thèse contraire que M. Gladstone a acquis, par son livre *the Church in its relations with the State*, cette position dans son parti qui l'a conduit de si bonne heure aux premiers emplois. Des paroles comme les suivantes peuvent être dictées, je veux le croire, par un intérêt sincère pour l'église d'Angleterre : « Les seules conséquences de l'union actuelle de l'église et de l'état sont, dit M. d'Israeli, du côté de l'état une intervention continuelle dans le gouvernement de l'église, du côté de celle-ci la désertion des seuls principes sur lesquels peut être établi le gouvernement de l'église, et par l'influence desquels l'église d'Angleterre pourrait redevenir universelle. Tant que l'église est gouvernée par ses principes véritables, ses biens sont les biens du peuple. L'église est le milieu par lequel les classes méprisées et dégradées ressaisissent avec l'égalité naturelle les droits et la puissance de l'intelligence; c'est elle qui, aux heures les plus sombres de la tyrannie normande, a fait un primat d'Angleterre du fils d'un colporteur; c'est elle qui a placé Nicolas Breakspear, un paysan du Hertfordshire, sur le trône des Césars. » Sir Robert Inglis accepterait-il ce langage, qui respire si évidemment un hommage et un regret adressés au catholicisme romain? Il est permis d'en douter. Il est plus douteux encore que les membres actuels de l'église établie voient un défenseur dans M. d'Israeli, lorsqu'il ajoute avec vérité, j'incline à le penser, mais avec la vérité qu'ils sont habitués à trouver dans la bouche de leurs plus décidés adversaires : « L'église ferait maintenant d'aussi grandes choses, si elle brisait l'union dégradante et tyrannique qui l'enchaîne. Vous auriez encore des fils de paysans pour évêques d'Angleterre, au lieu d'hommes qui n'ont d'autre titre à cette dignité sacrée que d'être les rejetons besogneux d'une aristocratie factice; hommes d'une ignorance grossière, de mœurs désordonnées, d'insatiable avarice, qui ont déshonoré le nom épiscopal et profané l'autel. De nos jours, un prêtre n'est pas regardé comme un digne successeur de ceux qui ont écrit les Évangiles, s'il n'a pas édité une pièce grecque, et le disciple de saint Paul

doit aujourd'hui avoir été au moins gouverneur d'un jeune noble qui a pris un degré! Étonnez-vous que l'église ne soit pas universelle : il faut que ses principes soient indestructibles pour avoir, quoique si faiblement pratiqués, conservé le corps désorganisé qui survit encore. » La solidarité qui lie l'aristocratie anglaise à l'église établie est-elle plus violemment attaquée par les radicaux ou les catholiques d'Irlande que dans le morceau suivant? « C'est dans la spoliation de l'église (M. d'Israeli ne peut parler ici que de l'église dépouillée par Henri VIII) que nous devons chercher la cause première des exclusions politiques et des restrictions commerciales parmi nous. Ce pillage impie créa une aristocratie factice, tremblant toujours d'être forcée de rendre son butin sacrilége. Pour prévenir cette restitution, elle se réfugia dans le *religionisme* politique; exploitant les inquiétudes de conscience ou les pieuses fantaisies d'une partie de la population, elle en fit sortir des sectes religieuses. Ces sectes devinrent, sans s'en douter, les gardes prétoriennes de tant de domaines mal acquis. C'est à leur tête que cette aristocratie a toujours continué depuis à gouverner le pays. C'est à leur tête qu'elle a renversé des trônes et des églises, changé des dynasties, reconstruit des parlemens, ravi à l'Écosse ses franchises et confisqué l'Irlande. » Avec de telles idées, et nous n'en contestons pas la justesse, il est difficile de comprendre que M. d'Israeli ne vote pas avec M. Ward et les whigs sur la question de l'église d'Irlande, je comprends encore moins que M. d'Israeli affiche la prétention de replacer le torysme sous la sauvegarde de ses principes traditionnels, et ce qui me paraît tout-à-fait inexplicable (par la logique, veux-je dire), c'est que ce soit M. d'Israeli qui accuse sir Robert Peel de livrer les intérêts du torysme.

Il y aurait vraiment de la cruauté à pousser sérieusement l'auteur de *Coningsby* sur les généralités nébuleuses qu'il a l'air de prendre pour des idées sublimes, destinées à régénérer la politique anglaise. Je ne compte pas cette bizarre et cabalistique exposition de l'influence secrète et universelle de la race hébraïque, qui nous montre des juifs jusque chez les jésuites : il y a là une préoccupation personnelle que le nom de M. d'Israeli explique au besoin; mais l'une des révélations les plus remarquables de ce genre est le panégyrique de la jeunesse qu'il place dans la bouche de ce juif Sidonia, auquel il fait traverser son roman avec la solennité mystérieuse d'un prophète. M. d'Israeli croit-il enrichir le monde d'une découverte, lorsqu'il rappelle que tous les hommes de génie ont accompli leurs plus grandes œuvres durant les puissantes années de la jeunesse, qu'Annibal et Na-

poléon avaient conquis l'Italie à vingt-cinq ans, que Richelieu était ministre à trente-un ans, que Bolingbroke et Pitt l'étaient avant vingt-quatre, qu'Innocent III et Léon X ceignaient la tiare dans leur trente-septième année? Cette énumération fera toujours battre de jeunes cœurs : elle n'allumera jamais le génie là où ne brûle pas l'étincelle divine. N'est-elle alors qu'une épigramme contre les ministres actuels de l'Angleterre? Je doute que le coup porte juste : des hommes comme lord Stanley et M. Gladstone ne peuvent-ils pas être comptés parmi ceux qui sont parvenus de bonne heure à une distinction élevée? Sir Robert Peel avait à peine dépassé sa vingtième année qu'il était déjà dans les grandes affaires, et pour attacher son nom à une des mesures législatives qui ont eu le plus d'influence sur la situation économique de l'Angleterre, la reprise de la circulation métallique, il n'avait pas attendu d'avoir l'âge auquel M. d'Israeli a écrit *Coningsby*.

Une pensée semble surtout préoccuper M. d'Israeli, c'est la nécessité de rétablir l'ascendant individuel, l'autorité des grands talens et des grands caractères, pour l'opposer aux influences de castes qui se partagent l'Angleterre. Suivant lui, l'Angleterre se trouve placée aujourd'hui dans l'alternative d'appartenir ou à ce qu'il appelle mystiquement l'*infidélité politique*, — il désigne ainsi le parti conservateur, — ou au parti réformiste, qu'il qualifie de secte destructive. Pour échapper à ce sinistre dilemme, il ne voit qu'un moyen, et il paraît que c'est à ses yeux le dernier mot de la *jeune Angleterre :* ne pas abandonner la puissance aux classes, restaurer la prépondérance de la couronne, le seul pouvoir, dit-il, qui n'ait aucune sympathie exclusive. Or si M. d'Israeli ne veut pas, et il l'assure, abolir les formes parlementaires, que pense-t-il obtenir par de pareils vœux en faveur de l'influence de la royauté? Ce ne sont pas des paroles qui créent des influences de cette nature, c'est la force des choses : elles ne se donnent pas, elles se conquièrent. Je m'explique ici la pensée de M. d'Israeli : M. d'Israeli est effrayé des obstacles qui entravent le chemin du pouvoir, lorsque le pouvoir est le prix de la lutte des intérêts et des influences collectives; il croit que la fortune des hommes de talent serait plus assurée, confiée à l'autorité d'un souverain intelligent, que livrée aux chances des combats du sénat ou du forum. Pour que M. d'Israeli et ses amis s'abandonnent à cette illusion, il faut que les difficultés auxquelles leur ambition s'est heurtée aient singulièrement obscurci à leurs yeux les leçons de l'histoire. La *jeune Angleterre* professe pour le souvenir des Stuart une sorte de dévotion : quels modèles de discernement lui offrent Jacques Ier et le roi martyr dans le choix de leurs

favoris! S'il y a eu dans les temps modernes et dans les monarchies absolues un grand roi, c'est bien certainement Louis XIV; et si les partisans de l'ascendant royal veulent citer un grand souverain s'appuyant sur un grand ministre, ils ne sauraient rappeler un plus bel exemple que Louis XIV et Colbert. Pourtant Colbert fut légué pour ainsi dire à Louis XIV par Mazarin, dont il avait été l'homme d'affaires; et à quel prix l'illustre contrôleur-général acheta-t-il l'exercice de l'autorité? Ceux qui, ayant le bonheur de vivre sous un gouvernement libre, flétrissent à leur aise les compromis d'intérêt dont on y paie le pouvoir, seraient plus reconnaissans pour les institutions qui les régissent, s'ils daignaient étudier l'histoire des monarchies absolues. Ce Colbert, qui relevait nos finances ruinées, qui donnait à Turenne l'argent que Turenne transformait en conquêtes et en gloire, qui, en quelques années, créait magiquement à la France, auparavant sans escadre, une flotte de cent vaisseaux de ligne, qui fondait notre industrie et notre commerce, qui fertilisait notre littérature par ses nobles générosités; ce Colbert eût été heureux s'il n'avait été obligé de payer la faveur de Louis XIV que par les magnifiques prodigalités de Versailles : c'est par d'autres services encore qu'il se recommandait à son roi; c'est lui qui alla violemment arracher une première fois au cloître et au repentir Mlle de La Vallière, et je lisais dernièrement une lettre où Louis XIV, entre autres ordres de conséquence, l'avertissait, de l'armée, qu'il eût à faire peindre en vert la volière de Mme de Montespan. Auprès de ce même Louis XIV, voyez l'origine de la fortune de Chamillart, introduit, par sa force au billard, à la cour, et pour avoir fait la partie du roi, trouvé digne par lui de porter le double héritage de Louvois et de Colbert! M. d'Israeli n'aurait pas plus de raison d'appréhender que le talent pût être garrotté et rendu stérile dans la personne d'un roi par le mécanisme des institutions représentatives : cette sublime union des qualités de l'intellignce et du caractère qui forme le génie prend et prendra toujours son niveau, quelles que soient les conditions où elle puisse être placée, et il ne faudrait rien comprendre à la nature des vraies supériorités pour s'imaginer qu'une couronne constitutionnelle pût les condamner à une irrémédiable impuissance. Le gouvernement représentatif ne donne des maires du palais qu'aux princes que leurs facultés n'élèvent pas au-dessus du rôle de rois fainéans : l'histoire contemporaine en fournirait au besoin d'éclatans exemples. M. d'Israeli n'a pas à craindre que la royauté soit honteusement subjuguée en Angleterre par ces influences aristocratiques qu'il compare à la tyrannie du patriciat vénitien. Au temps même où l'aristocratie

y avait le plus de prépondérance, George III n'a-t-il pas fait prévaloir la volonté royale pour le mal comme pour le bien de l'Angleterre, dans la guerre de l'indépendance américaine comme, en 1784, lorsqu'il appela Pitt au ministère, malgré la chambre des communes? Que la couronne se pose sur une tête puissante, elle n'aura pas de peine, tout en respectant les institutions représentatives, à s'emparer de cet ascendant dont la supériorité intellectuelle suffit à investir, au sein même d'une société aristocratique et vieillie, un jeune homme tel que William Pitt ou le fils d'une cantatrice, comme George Canning.

M. d'Israeli est partisan déclaré de cet ascendant individuel; il prête à son banquier Sidonia et à Coningsby le culte des hommes qui personnifient en eux de grandes causes, de grands intérêts, et qui, pour commander l'admiration après leur mort, ont impérieusement assujéti, pendant leur vie, à leurs desseins et à leurs résolutions, leurs amis, leurs ennemis et la fortune. Or, par une de ces contradictions choquantes dont fourmille *Coningsby*, M. d'Israeli fait précisément un crime à sir Robert Peel de la domination qu'il a acquise et qu'il exerce sur le parti tory. M. d'Israeli croirait-il justifier son inconséquence par la boutade, suivante obliquement dirigée contre le *leader* actuel de la chambre des communes? « Mettez, dit-il, à la tête d'un parti un homme qui inspire l'enthousiasme, il commandera au monde entier. Faculté divine! rare et incomparable privilége! un chef parlementaire qui le possède double sa majorité; celui qui n'en est pas investi a beau s'envelopper d'une réserve étudiée, et affecter avec une arrogance sans dignité une hauteur maladroite, il n'en sera pas moins aussi éloigné de gouverner l'esprit que de captiver les cœurs de ceux qui le suivent en murmurant. » Je craindrais de ne pas éviter moi-même le ridicule, si je m'arrêtais sérieusement à ces puérilités : je les indique, seulement pour montrer quels beaux prétextes certains tories, fatigués de l'ère des hommes d'état financiers et économistes, des *tradesmen*, comme ils disent avec mépris, sont obligés de donner à leur mécontentement. J'estime encore assez l'esprit politique de M. d'Israeli pour être persuadé qu'il ne regarde pas lui-même la faculté magnétique d'inspirer l'enthousiasme comme une vertu indispensable dans un grand homme d'état. Il saurait bien citer lui-même plus d'un éminent politique à qui elle a manqué tout-à-fait. M. d'Israeli n'ignore pas que l'enthousiasme ne va pas à toutes les situations, et que cette émotion ardente ne peut être produite que dans ces crises extraordinaires où les évènemens qui se précipitent soulèvent les passions exaltées. Sans lui supposer l'admiration qu'éprouvait Machiavel pour César

Borgia, je suis sûr que M. d'Israeli admire des hommes d'état qui ne sauraient lui inspirer d'enthousiasme, ceux, par exemple, qu'il range lui-même dans la famille des Ulysse.

Je disais que le mérite de *Coningsby*, au point de vue politique, est de soulever une de ces questions qu'il suffit de poser pour mettre une situation en lumière. On sait maintenant de quelle manière le livre de M. d'Israeli atteint ce résultat; il éclaire la position du parti tory précisément par les solutions qu'il ne donne pas. Certes à l'amertume des reproches qu'il adresse à la politique de sir Robert Peel, à la vivacité avec laquelle il attaque la tactique du parti conservateur, il semble que si quelqu'un était intéressé à découvrir et à promulguer les principes fondamentaux du torysme, c'était M. d'Israeli. Un parti se compose avec des forces et des intérêts avant de se créer des principes. M. d'Israeli prétend que la politique de sir Robert Peel déserte et livre les intérêts de son parti; pourquoi? parce qu'elle est, suivant lui, une politique de tâtonnement, parce qu'elle ne se retrempe pas dans les principes. M. d'Israeli a l'air de poursuivre ces principes, et il arrive que ses découvertes, si elles sont sincères, imposent aux intérêts coalisés dans le parti conservateur des sacrifices bien plus cruels que ceux que sir Robert Peel leur demande. Un ami de l'auteur de *Coningsby*, voulant le peindre d'un trait, a écrit que ses sentimens sont tories et ses pressentimens radicaux. Les opinions ambiguës et contradictoires de M. d'Israeli ne pouvaient être mieux définies que par un jeu de mots. Mais dire de l'homme qui attaque sir Robert Peel parce qu'il ne le trouve pas assez conservateur à son gré, que ses pressentimens sont radicaux, est une manière imprévue de le recommander aux tories. Les plaintes de certains tories contre l'illustre baronnet sont donc dénuées de justice; le parti conservateur, ceux même qui ont la prétention de le mieux servir le déclarent, doit s'attendre à voir s'écrouler peu à peu et se transformer les priviléges sur lesquels il s'appuie. Chercher dans des idées abstraites une sanction chimérique à ces priviléges serait un effort superflu. Le parti conservateur doit bien plus se préoccuper de conduite que de théorie. L'important pour lui, c'est de ralentir le plus possible le mouvement qui le presse, c'est de ne proportionner les concessions qu'à la mesure prescrite par la nécessité des circonstances; c'est d'opérer, avec le moins de secousses possible, une transformation inévitable, mais qui, dirigée avec imprudence et précipitation, pourrait entraîner des froissemens douloureux et mettre des intérêts nationaux en péril. La grande affaire du parti conservateur au gouvernement est donc une question de tactique; cette question

ne peut être sûrement résolue que par des hommes placés à ce point de vue supérieur d'où l'on découvre la résultante de tous les courans d'intérêts qui s'entrechoquent dans une société, d'où l'on peut établir, sur les complexités du présent que l'on embrasse tout entier, cette règle de proportion si difficile, si délicate, que les gouvernemens ont la mission de résoudre chaque jour entre le passé et l'avenir. Si une tâche semblable doit surtout être confiée au coup d'œil, à la prudence, à l'habileté pratique d'un seul homme, parmi les hommes politiques de l'Angleterre et du parti conservateur, qui est plus digne de la remplir que sir Robert Peel? Qui possède à un degré plus élevé, plus complet, les qualités de tacticien consommé et l'intelligence éprouvée des intérêts pratiques de l'Angleterre? Jusqu'à ce que M. d'Israeli et les mécontens aient signalé un autre nom, il faudra bien qu'ils permettent à leur parti de dire avec lord Monmouth : *Peel is the only man.*

Pour juger ainsi le rôle naturel d'un gouvernement conservateur en Angleterre, nous ne croyons pas condamner à l'oisiveté les intelligences jeunes, actives, généreuses du parti tory. Convaincus de la nécessité de la politique sagement progressive de sir Robert Peel, nous croyons qu'une mission grande et haute s'offre aux hommes d'avenir du torysme, à la *jeune Angleterre* elle-même. La *jeune Angleterre* ne saurait songer sans folie à renverser le ministère actuel, mais elle peut travailler avec honneur à agrandir les idées de son parti et à en élever les tendances générales. La *jeune Angleterre* n'a et ne peut guère avoir encore que des intentions : des intentions ne suffisent pas pour mener le gouvernement d'un pays; mais lorsqu'elles sont nobles, lorsqu'elles joignent pour auxiliaires aux qualités du cœur les facultés cultivées de l'esprit, elles peuvent acquérir, en se développant, une puissante influence sur la vie morale d'une société. Il semble aujourd'hui que le progrès, l'activité, l'ardeur ascendante, soient du côté du torysme. Depuis le bill de réforme, les whigs, dont la faiblesse politique a si souvent trompé le bon vouloir, ont vu leurs rangs s'éclaircir chaque jour; le radicalisme utilitaire et philosophique a perdu son influence sur les masses; la sécheresse de ses doctrines économiques, plus favorables aux intérêts des chefs d'industrie qu'au bien-être immédiat des classes pauvres, lui enlève toute chance de popularité sérieuse. Or, tandis que l'initiative semble échapper au parti industriel et réformateur, deux mouvemens, un mouvement philanthropique et un mouvement religieux grandissent au sein du torysme. Par l'un, à la tête duquel s'est placé lord Ashley, une fraction nombreuse du parti tory cherche à prendre le patronage des classes pauvres, à contrôler dans un intérêt d'hu-

manité et à modérer dans un intérêt politique les excès de l'industrie; l'autre est la tentative entreprise par l'école d'Oxford pour rétablir les vrais principes du christianisme et pour ranimer le sentiment religieux au point de vue et dans l'intérêt de la haute église. Les membres les plus distingués de la *jeune Angleterre* secondent avec ardeur cette tendance. Les progrès rapides qu'elle fait au sein du torysme contribueront sans doute à y effacer les préjugés barbares dont les catholiques sont encore victimes, ils aideront peut-être un jour à aplanir les difficultés de l'Irlande. La promesse que sir Robert Peel faisait la semaine dernière, aux applaudissemens de M. Sheil, de s'occuper de la formation d'une université catholique en Irlande, les paroles bienveillantes avec lesquelles lord John Manners s'est empressé de l'en féliciter, nous confirment dans cette espérance. Les hommes de la *jeune Angleterre*, en suivant cette double voie, peuvent préparer au torysme cette réserve d'idées justes et généreuses qui fécondent et élèvent les grandes opinions; c'est pour eux la meilleure manière de servir leur parti et leur pays, leur ambition et leur renommée. Mais si, perdant de vue ces nobles intérêts, la *jeune Angleterre* se laissait entraîner dans une guerre personnelle et acerbe contre sir Robert Peel, si elle se plaisait au jeu périlleux des crises ministérielles, au lieu d'acquérir la considération d'une école sérieuse et pleine d'avenir, elle ne laisserait dans l'histoire contemporaine que le souvenir d'une mesquine et puérile intrigue.

Tout-à-fait désintéressés dans ces questions, que nous croyons pouvoir par cela même apprécier avec impartialité, tels sont les enseignemens que nous tirons de *Coningsby*. Nous présumons qu'au fond notre manière de voir ne diffère pas de celle des principaux membres de la *jeune Angleterre*. Peut-être M. d'Israeli accusera-t-il la sévérité du jugement que nous avons porté à regret sur *Coningsby*. Je dis à regret : car les distinctions réelles de M. d'Israeli, la reconnaissance que je lui garde des sentimens dont il témoigne pour la France, me font déplorer la violence et l'amertume qu'il a mises lui-même dans des attaques qu'il a complètement échoué à justifier. Après dix-sept années consacrées aux travaux littéraires ou aux affaires publiques, et pendant lesquelles son esprit eût dû acquérir en maturité ce qu'il gagnait en qualités agréables, j'aurais, pour ma part, sincèrement souhaité qu'il eût préservé sa conduite politique des témérités emportées dont il dépeignait lui-même les fièvres, et dont il racontait la triste catastrophe dans *Vivian Grey*.

E. Forcade.

TH. JOUFFROY.

MÉLANGES POSTHUMES.

Il s'est écoulé plus de deux ans depuis que nous avons perdu M. Jouffroy. Loin de s'être effacée, sa mémoire a grandi, et son nom est cité chaque jour avec plus de respect; il devient une autorité. Rien là ne doit surprendre; c'était l'infaillible, mais unique consolation que le temps réservait à ses amis. Dès le jour où il leur fut enlevé, les regrets de tous prouvèrent bien que c'était un coup d'éclat que la mort venait de frapper. Chose heureuse et remarquable, un homme qui n'avait guère parcouru que la moitié de la carrière, qui, par la nature de ses études, la modestie de sa vie, la réserve de son caractère, n'appelait point l'attention si partagée du public, avait obtenu pourtant la réputation solide et brillante dont il était digne. Dans un temps où il se fait tant de bruit qu'il semble impossible qu'un nom soit entendu, s'il n'est répété par les mille porte-voix de la publicité, un philosophe silencieux avait atteint la renommée, donnant ainsi un utile exemple à ceux qui prennent tant de peine pour contrefaire la gloire et réaliser l'oubli, comme à ceux qui se plaignent des jugemens de la mul-

titude et ne croient pas qu'une société tumultueusement démocratique puisse être juste. Jamais, au contraire, il ne fut aussi bon qu'aujourd'hui d'être un homme de mérite; peut-être même le métier est-il devenu trop facile.

Cette rare estime qu'il avait obtenue, M. Jouffroy la devait sans doute à lui-même; mais les regrets excités par sa perte tenaient encore à des causes générales. Il appartenait à la génération qui règne maintenant, et qui, à peu d'exceptions près, s'est emparée de l'opinion et de l'influence. Parmi les hommes éminens qui la guident, c'est un des premiers qui aient disparu de la scène, et cette génération s'est sentie atteinte avec lui. Il était de ceux qui ont contribué à former cet ensemble d'idées et de sentimens qui dominent aujourd'hui là où les idées et les sentimens peuvent encore quelque chose. C'est un des auteurs du présent qu'en lui le présent a perdu, et, pour emprunter une expression de Voltaire, c'est un des *maîtres à penser* de notre temps.

On ne peut en effet le bien juger si on l'isole. Comme tous les hommes supérieurs, il eut son originalité; mais il se ressentit profondément des circonstances au sein desquelles il s'était formé. On n'échappe point à l'influence des évènemens, et l'on naît dans un milieu social que l'ame réfléchit, comme la mer reflète les couleurs du ciel. M. Jouffroy eut l'esprit de son temps, et il réagit sur l'esprit de son temps. Il faudrait donc, pour le complètement connaître, l'étudier seul, c'est-à-dire dans ses ouvrages, puis le considérer parmi ses contemporains ou dans ses rapports avec le monde où il a vécu. Il y a toujours des liens intimes entre la vie d'un philosophe et son système, entre sa philosophie et le génie de son époque.

La philosophie a cessé d'être le nom d'une science universelle. Elle n'oblige plus à connaître tout ce qui se peut connaître, *omne scibile*, comme disait l'école; mais il est certain encore, et il demeurera éternellement certain que, remontant sans cesse aux sources de la connaissance, elle touche à toutes les sciences par leurs principes, et domine en particulier les sciences morales, qu'elle pourrait dans ses jours d'orgueil appeler ses conséquences. Non que des conséquences de cet ordre ne forment par elles-mêmes des sciences dont l'importance et la difficulté réclament au besoin toutes les forces d'une intelligence éminente. L'esprit humain peut s'enfermer dans une partie de son domaine et s'y montrer sublime. Sa grandeur ne se mesure pas à celle du théâtre qu'il a choisi; il y a plus de gloire à gouverner Athènes que la Scythie tout entière. Mais si l'on considère les sciences

morales dans leur liaison nécessaire, on ne peut méconnaître que toutes dépendent logiquement de celle qui s'enquiert des principes du vrai, du juste et du beau, et que celles-là surtout qui traitent de l'intelligence et de la volonté de l'homme relèvent de la philosophie.

A cet enchaînement logique, notre siècle a ajouté le fait d'une influence positive et réciproque. En faisant tomber les barrières de la tradition, il a permis à la philosophie de produire ses conséquences naturelles. La raison libre a dû sortir son plein et entier effet, et il est maintenant peu de choses qui se touchent dans la théorie sans se modifier entre elles dans la pratique. L'intellectuel est devenu le réel, et l'homme fait le monde à l'image de sa pensée. Qui donc voudrait aujourd'hui avoir des opinions spéculatives pour les laisser isolées et stériles dans son esprit, comme l'algèbre ou le sanscrit? Quel homme sérieux voudrait d'une philosophie qui ne se lierait point à la religion, à la morale, à la politique, à la théorie des arts? Il n'y a plus de métaphysique de pure curiosité, et celui qui s'est élevé jusqu'aux principes prétend aujourd'hui redescendre aux applications et projeter la lumière du flambeau intérieur sur les routes où l'entraîne sa destinée : heureux s'il parvient à établir une constante harmonie entre les idées de sa raison et les règles de sa conduite. Pour les individus comme pour la société, le grand effort est en effet de mettre d'accord la science et la réalité, et c'est à cela que tendent nos révolutions.

Cette précieuse unité, l'ambition de tout noble cœur, M. Jouffroy travailla constamment à l'établir en lui-même, et il y parvint autant que le lui permirent et la brièveté de sa vie et les agitations de son ame. Jamais il ne sépara la philosophie de ses nobles et utiles corollaires. Cet esprit méditatif et recueilli s'enferma souvent dans une question spéciale et parut se détacher du reste du monde; mais il ne prononça jamais de vœux irrévocables, et revint sans cesse à ces généralités pratiques qui, mieux encore que de pures idées, constituent les opinions réelles d'un homme ou d'une époque. Ce ne serait donc pas le faire connaître tout entier que d'exposer ses recherches sur la perception ou l'induction, que d'essayer une analyse, même complète, de ses idées sur l'objet et le rang de la psychologie, que de rédiger un extrait raisonné de tous ses écrits. C'est l'affaire de l'historien de la philosophie; nous aimerions mieux tracer l'histoire du philosophe, non pas une biographie cependant, les élémens n'en sont pas dans nos mains, mais un tableau successif du développement de ses opinions. A l'intérêt d'un tel récit, quand il s'agit d'un homme distingué, se joindrait l'intérêt plus vif encore qui s'attache à la formation de l'esprit gé-

néral d'une époque dont M. Jouffroy fut un des plus dignes représentans.

Il était né vers la fin du dernier siècle; il avait été élevé dans les croyances chrétiennes et dans les sentimens patriotiques, dont l'union trop rare se retrouve encore au sein des modestes populations de quelques-unes de nos provinces frontières. Aussi les montagnes de la Franche-Comté lui sont-elles toujours restées chères comme le berceau de son enfance, et comme l'asile où il s'était formé au pieux amour du devoir et de la liberté. L'esprit de sa patrie et de sa famille l'animait encore tout entier lorsqu'il vint à Paris pour entrer à l'École normale.

C'était vers la fin de l'empire (1813). Quel temps pour le premier éveil d'une noble intelligence!

On se plaint amèrement de l'état des esprits. La critique gémissante est à la mode, et, s'il en fallait croire la société actuelle sur la valeur de ses œuvres et de ses idées, la tristesse devrait le disputer à l'effroi, une grave maladie morale aurait atteint le monde. Mais quoi! ces lamentations sont-elles si neuves qu'elles doivent beaucoup nous troubler? n'est-ce pas la redite éternelle de ce que nous entendions, il y a quelque vingt ans? Il est vrai, d'autres bouches alors parlaient ainsi, et ce langage était plus recevable de la part des adversaires que nous avions à combattre. Déplorer le présent convenait de tout point aux représentans du passé, *temporis acti;* mais lorsque aujourd'hui nous nous prenons à les imiter et que nous entonnons le chant funèbre sur le dépérissement des croyances, l'anarchie des intelligences et toutes les calamités à la mode, ne risquons-nous pas d'avoir bien mauvaise grace et de rappeler les Gracques se plaignant de la sédition? Tout n'est pas bien aujourd'hui assurément; qui voudrait pourtant changer de siècle? Le plus grand mal est peut-être dans ce découragement qu'on étale, dans ce scepticisme dont on se vante. Au fond, le monde est moins incrédule qu'il ne dit.

Mais quand l'on se montre si sévère pour le temps présent, qu'aurait-on dit il y a trente ans? Qu'était-ce que l'état des esprits aux derniers jours de l'empire, avant la restauration? Que pensait-on alors? Et qui s'avisait de penser? Et que pouvait-on croire? Quelle grande idée ne passait pas alors pour une chimère? On était revenu de toutes choses, de la gloire comme de la liberté. La politique ne connaissait plus de principes; la révolution avait cessé d'être en honneur, mais ses résultats matériels n'étant pas contestés, elle ne se plaignait pas. La morale se réduisait graduellement à la pratique des vertus utiles; on l'appréciait comme une condition d'ordre, non comme une source

de dignité. La religion, admise à titre de nécessité politique, se voyait interdire la controverse, l'enthousiasme, le prosélytisme. Il paraissait aussi inutile de la discuter qu'inconvenant de la défendre. Une littérature sans inspiration attestait la froideur des esprits, et, par-dessus tout, un besoin de repos, trop motivé par les évènemens, mais aveugle et pusillanime, subjuguait, énervait les plus nobles cœurs. Déçue dans toutes ses espérances, lasse de ses aventureuses tentatives, la raison était comme humiliée.

La restauration vint, et ce ne fut pas sa faute, si elle n'augmenta point le mal. Elle se croyait elle-même un démenti donné à toutes les croyances de la fin du XVIII[e] siècle. Elle se présentait comme une leçon pour les peuples, comme une victoire sur les idées modernes. Ce qu'elle trouvait de moins offensant à signifier à son temps, c'est qu'elle le guérirait de ses illusions, et le rendrait sage en lui contestant toutes ses découvertes, en lui supprimant toutes ses créations. Pour se ressaisir de la société française, on lui faisait incessamment son procès. Nous avons été élevés à nous entendre relire tous les jours notre acte d'accusation, et nos prétendus maîtres ne nous enjoignaient que de cesser d'être nous-mêmes. Il fallait, pour leur plaire, tuer en nous, non pas *le vieil homme*, comme disent les théologiens, mais l'homme nouveau.

Des préjugés peuvent être utiles, ils peuvent même être vrais; mais une fois détruits, les vouloir rétablir à titre de préjugés, c'est une entreprise insensée. On ne refait pas de main d'homme l'œuvre du temps. On ne peut ramener les esprits à des vérités méconnues ou délaissées qu'en rajeunissant leur forme, qu'en les délivrant de cette rouille du passé qui les cache et les ronge. L'or d'une médaille fruste peut être fin et pur, la médaille même est précieuse comme monument; cependant elle ne peut plus servir à rien, et il la faut refrapper si l'on veut en faire de la monnaie.

La restauration ne connut jamais ni sa force ni sa faiblesse. Sa force aurait été de se fier au présent, sa faiblesse était de s'en tenir au passé. Si en épousant le pays elle eût adopté ses intérêts et ses sentimens, si, forte de la situation que lui créaient les souvenirs de l'histoire, elle eût en quelque sorte apporté le passé en dot au présent, l'union durerait encore, et elle aurait réussi à remettre en honneur le peu de vérités politiques dont elle avait conservé le dépôt. Il n'en est aucune qu'elle n'ait compromise.

Prenons pour exemple la plus sainte de toutes, la religion. Malgré certaines doctrines philosophiques, elle demeure au moins comme la

forme nécessaire et consacrée des croyances les plus essentielles de l'humanité. Nul esprit élevé ne lui dispute cette inviolabilité historique qui en fait comme une institution perpétuelle. De qui lui refuse la croyance, elle obtient facilement la vénération. Or la contre-révolution se croyait à juste titre des devoirs envers elle. Qu'en voulait-elle faire cependant? Un moyen de gouvernement, un instrument politique, et comme un châtiment de l'esprit du siècle. A l'en croire, Dieu punissait les peuples par les révolutions, et les révolutions par les restaurations. Ainsi le christianisme, qui, dans son vaste sein, devrait recevoir toutes les formes politiques, le christianisme, qui, s'il a des préférences pour quelque régime, en devrait à celui qui tient le plus de compte de la dignité humaine, semblait accepter pour mission de reconstruire toutes les usurpations renversées, toutes les inégalités détruites. Lui qui se glorifie de l'abolition de l'esclavage, on le présentait comme incompatible avec l'émancipation des peuples. On paraissait ne le réhabiliter que comme l'ancien régime de la raison et l'auxiliaire du pouvoir absolu. Telle était la religion pour le système de 1815, quelque chose de périssable comme un gouvernement et de commode comme un moyen de police. En toutes choses, la restauration a imité ce prince de triste mémoire qui, pour retrouver le respect des peuples, allait rouvrir les caveaux de l'Escurial, et qui, rapportant un cadavre du tombeau sur le trône, mettait la couronne sur un front livide, le sceptre dans une main glacée, et croyait ainsi faire réparation à la royauté en rendant ses insignes aux restes inanimés d'une reine au cercueil.

Il n'y avait point de chance de convertir la nation. Cette tentative de remettre debout des préjugés abattus pouvait produire des hypocrites, non des croyans. La France se laissa faire, et non persuader. Sa raison résista, et même elle se développa par la résistance. La lutte lui fut bonne, et lui rendit ses forces en les éprouvant. Mais au début, quand la restauration commençait, qu'on se représente la situation d'un esprit élevé et sérieux, mis à l'épreuve du conflit d'idées qu'amenèrent les évènemens de 1815. N'avait-on pas tout autrement droit alors de se plaindre et de déplorer le désordre des intelligences? Il fallait se défendre contre un double courant d'idées et de passions contraires, résister à deux réactions opposées qui s'appelaient l'une l'autre, et choisir entre elles deux la bonne voie avec discernement et résolution. Pense-t-on qu'il fût alors si doux et si aisé de faire un choix, de dégager la vérité de tout ce que les souvenirs, les ressentimens et les préjugés y mêlaient d'altération, de profiter enfin de l'expérience de

tous, sans se laisser aller au scepticisme, fruit le plus ordinaire de l'expérience?

C'est le tableau des perplexités de cette situation que nous présenterait l'histoire des premiers jours de la jeunesse de M. Jouffroy. Nous l'avons dit, il était né dans une famille de mœurs simples et sérieuses : il avait sucé avec le lait ces principes de morale et de religion que donnent la leçon et l'exemple d'une bonne mère; mais il avait aussi respiré dans ses montagnes l'air des sentimens patriotiques et des idées de la révolution. Deux surtout de ces idées s'étaient profondément enracinées en lui, l'égalité et la nationalité. C'en était assez pour déterminer irrévocablement le parti auquel il appartiendrait un jour; d'ici là, pourtant, il fallait sur tout le reste se faire un avis. Dans les écoles publiques, il avait trouvé l'insouciance de la raison, l'indifférence en matière de théories, résultat à peu près immanquable de l'éducation lettrée et régulière, mais superficielle, que l'empire en déclin avait fini par nous donner. M. Jouffroy possédait une qualité, je dirais presque une vertu d'esprit, qui ne lui permettait pas de suivre le torrent : il ne pouvait être convaincu que par lui-même. Il aimait mieux ignorer que douter, et douter que croire de léger. Comprendre à peu près, savoir à demi, adhérer de confiance, répéter sur parole, tout cela lui était insupportable et presque impossible. Il ne se rendait pas aisément aux opinions communes, dût-il finir par les adopter. Il n'avait pas besoin de penser autrement que les autres, mais de penser comme eux de son chef et en son propre nom. Ce n'est que sur sa propre autorité qu'il souscrivait au sentiment de tout le monde. On pressent combien il dut avoir à faire lorsque, arrivant à la jeunesse, il ne trouva rien de fixe, rien de convenu, et vit tous les sentimens et toutes les passions aux prises, toutes les croyances et tous les principes en question. Cependant il ne se sentait sur aucun point une conviction réfléchie, une conviction qui fût son œuvre, rien, sinon que l'absence de conviction était une faiblesse et une souffrance. La nécessité de tout savoir, de tout approfondir à la fois, se dressait donc devant lui, impérieuse et pressante. C'était quelque chose comme le doute universel de Descartes, sauf que le doute de Descartes était volontaire et accepté triomphalement, parti pris d'un esprit ferme, confiant, téméraire, qui se donne la mission de détruire le monde intelligible, parce qu'il se sent la puissance d'en faire un autre. Une mission analogue venait en partage à M. Jouffroy, mais comme une dure nécessité que lui imposaient fatalement son temps et sa nature, comme un fardeau qui lui tombait sur les épaules. Il devait tout reconstruire dans son esprit,

non pour faire un système, il n'y songeait pas alors, non pour opérer une révolution dans les sciences, il n'eut jamais cette ambition, mais seulement pour savoir que penser, pour donner plus de calme à son esprit et dissiper un malaise intérieur. C'est ainsi qu'il devint philosophe.

Simple écolier, il ne s'était distingué que par les talens littéraires qui s'annoncent dans les colléges; rien ne révélait en lui une autre aptitude. Il savait à peine ce que c'était que la philosophie; seulement, ne trouvant rien dans ses études qui répondît aux désirs de sa raison, rien qui résolût cette question immense et vague qu'il se posait incessamment et confusément : que sais-je et que dois-je penser? il apprit un jour qu'il existait une science dont la prétention était justement de répondre à cette question-là. N'était-ce donc pas ce qu'il cherchait péniblement, ce qui devait lui donner ce qui lui manquait, le guérir enfin et le ranimer? Avant de posséder la science comme un bien, il la salua comme une espérance.

C'était à l'École normale. Ses succès de collége lui avaient ouvert cette école célèbre, plus puissante encore qu'elle n'est célèbre, et dont l'influence aura été grande sur notre temps. Institution singulière qu'on aurait peine à croire une œuvre impériale, si ce n'était un fait historique que la volonté de Napoléon fonda ce séminaire où la puissance de l'esprit de corps devait étroitement s'unir à celle de l'indépendance de la pensée. L'École normale de 1813 ressemblait peu à celle d'aujourd'hui. L'érudition y était faible, et l'étude de l'antiquité plus littéraire qu'archéologique. Au-dessus des lettres elles-mêmes, il y dominait une préoccupation des choses dont les lettres ne sont que l'expression. L'amour du beau dans les arts d'imagination n'y avait que la seconde place, et l'enthousiasme des idées y prenait le pas sur l'admiration du talent. Au spectacle de la chute du colosse impérial, au bruit des débats retentissans que rouvrit la restauration, ces jeunes ames s'émurent, et, à défaut de systèmes arrêtés, toutes les sérieuses pensées assaillirent leur cœur. Dans leur propre sein s'engagea la lutte intestine des opinions qui semblaient se disputer le monde, et si tous ne furent pas dès le premier moment ralliés dans une croyance immuable, ils le furent du moins dans la persuasion commune qu'il y a une idée en chaque chose, des principes pour tout, que le monde matériel, politique, social, n'existe que pour le monde moral, et que tout sur la terre reconnaît la souveraineté de la pensée. Que ce soit l'éternel honneur de M. Royer-Collard d'avoir implanté au sein de l'élite de la jeunesse française cette généreuse foi du spiritualisme

pratique. Sûrement il n'acceptait pas lui-même toutes les opinions qui devaient en sortir; il a toujours volontairement clos en d'étroites limites la liberté native de sa puissante raison; enfin, cet esprit indomptable souffre malaisément la contradiction et la dissidence. Et cependant, lorsqu'il y a trente ans, sous les auspices d'un gouvernement défiant, intolérant par nature, il exerça légalement sur l'enseignement une autorité presque illimitée, il respecta, il protégea dans cette jeunesse qui devait instruire l'autre, et à laquelle il commettait ainsi l'avenir du trône et du pays, l'indépendance intellectuelle, le droit de penser par soi-même et de tout ramener en ce monde sous la loi de la raison en liberté. Je ne connais rien dans sa noble vie d'aussi grand que cela.

M. Jouffroy était tout prêt. Ces premiers dogmes de la croyance qu'il n'avait pas encore, ce rationalisme vague, étaient dans les instincts de son esprit. Cependant tenir la pensée pour la reine du monde, ne reconnaître à la raison de limites que celles de la nature humaine, professer que rien d'extérieur et de visible n'a un droit absolu sur la liberté de l'intelligence, et que nulle autorité n'est légitime si elle ne justifie de son titre, c'est assurément croire quelque chose; mais ce n'est point répondre à toutes les interrogations du cœur, de l'imagination, de la raison même, et il reste encore après cela bien du vide dans l'esprit. On est loin de s'être mis à l'abri des atteintes du doute et des angoisses de l'incertitude; on n'est encore qu'au début des épreuves que toute jeunesse sérieuse a de nos jours infailliblement traversées. Lorsqu'on s'est prescrit de ne penser et de ne croire que par soi-même, on n'a fait encore qu'augmenter la difficulté de penser et de croire. Une phase de scepticisme est donc en ce cas pour chacun la transition inévitable. Ceux qui le nient ne sont pas sincères ou n'ont de leur vie pensé à rien. Ceux qui le dissimulent sont des politiques qui feignent la croyance pour l'imposer ou cachent la vérité dans l'intérêt de la vérité même. C'est une innocente hypocrisie que de prétendre qu'on n'a jamais douté.

Récusons donc tous ceux qui se disent indignés du moindre aveu d'un jour de scepticisme. Que la restauration s'en fâchât, à la bonne heure : elle voulait très sérieusement changer les conditions d'un âge d'examen; elle s'imaginait supprimer l'incrédulité en l'anathématisant, et des esprits censurés lui semblaient des esprits convertis; elle croyait posséder par privilége la vérité toute faite, et se mettait de la meilleure foi du monde au rang des choses sacrées dont on ne dispute pas. Cette prétention lui a mal tourné, et c'est pour s'être érigé en prin-

cipe absolu que son principe a péri. La prétention serait non moins malheureuse et beaucoup plus ridicule aujourd'hui, et aucun pouvoir existant n'a de principe à soustraire à l'examen. Mais si le rationalisme s'applique à tout désormais, le doute universel n'est pas pour cela l'état permanent de cette société; et comme je crois fermement que la vérité a un droit naturel et divin sur la raison, et que la raison est naturellement et divinement apte à la vérité, je regarde la croyance comme le prix de la réflexion, et je vois la foi au terme de l'examen.

Ces considérations nous éloignent moins qu'il ne semble de la jeunesse de M. Jouffroy. Elle a passé par toutes les épreuves; elle a été livrée aux incertitudes inévitables, et sa raison a subi la loi commune, le travail. Le pain spirituel aussi n'est gagné par l'homme qu'à la sueur de son front.

Les études littéraires éclairent l'intelligence, forment le goût, élèvent les sentimens, inspirent l'amour de ce qui est pur et beau; mais aux esprits méditatifs elles ne suffisent pas. Elles ne nous entretiennent pas nécessairement des principes des choses, et laissent beaucoup à faire à celui qu'un impérieux penchant force à se rendre compte de ce qu'il pense. Des armes défensives lui manquent contre les attaques du scepticisme contemporain. Il peut devenir insouciant et frivole; du moins quelque chose n'est pas développé en lui, ce qu'on pourrait appeler la conscience de l'esprit. Les études philosophiques seules comblent le vide. Voilà, pour le dire en passant, le motif qui en fait le nécessaire complément de l'éducation des colléges. Elles donnent pour accompagnement à l'amour du beau l'amour de *son camarade*, le vrai. Elles n'ont point pour but de consacrer tous les hommes à la méditation des problèmes spéculatifs; mais elles font plus que leur donner une teinture de ce que la raison humaine, attestée par ses plus dignes organes, a pensé sur les questions qui touchent de plus près l'humanité. La philosophie des écoles a pour principal avantage d'inculquer à la jeunesse que la raison aussi a des devoirs, parce qu'elle a une loi, la vérité. Sans études métaphysiques, on peut assurément déployer de grands talens comme de grandes vertus; mais la raison demeure sans règles. Il manque à l'esprit des principes; c'est une lacune que rien ne remplit, et dont j'ai vu souffrir, jusque dans l'âge mûr, les meilleurs esprits.

M. Jouffroy demandait beaucoup à la philosophie. Il espérait d'elle la solution de toutes les questions ensemble, car elles s'agitaient toutes autour de lui. En France, quand la controverse s'élève, elle est encyclopédique. Il cherchait dans une science qui renaissait alors l'apai-

sement de toutes les anxiétés du doute et de l'ignorance. Son esprit était exigeant et difficile, son cœur inquiet et troublé, et il invoquait la philosophie au moment où elle se cherchait encore elle-même. Obscures et ambiguës, les réponses de l'oracle ne changèrent point l'état de son ame, état douloureux qu'il a décrit dans quelques pages vraiment éloquentes, que toutes les sortes de fanatismes ont à l'envi défigurées (1). Un fragment où il raconte ses débuts dans l'étude de la philosophie, où il retrace avec beaucoup de sagacité et de chaleur ces premières épreuves de la raison, bien connues de quiconque prend au sérieux les idées et s'inquiète de la vérité, a été publié depuis sa mort, et dans cette confession, qui rappelle à la fois saint Augustin et Rousseau, l'esprit de parti a cherché des armes contre lui, contre ses amis, contre l'Université, contre la philosophie. Aveux étranges en effet! révélation monstrueuse! Quoi! M. Jouffroy à vingt ans n'avait pas ses croyances arrêtées! M. Cousin presqu'au même âge n'était point parvenu à enseigner une philosophie complète et définitive. L'École normale était l'asile d'esprits consciencieux et ardens qui cherchaient péniblement la foi et la science! Enfin il paraît prouvé que la philosophie est une initiation laborieuse à la vérité, et qu'elle a comme l'humanité, comme le monde, des problèmes qui accablent et tourmentent l'intelligence! Voilà, certes, un beau sujet d'étonnement, et jamais l'indignation ne fut plus légitime!

Parlons aux hommes sincères et sérieux. La philosophie n'est point une inspiration soudaine, ce n'est point l'œuvre d'un jour, mais l'acquisition lente de la vérité par la raison. C'est la pensée recherchant sa nature, retrouvant ses lois, raffermissant ses bases et s'élevant par degrés à la possession réfléchie de la science. Or cette science ne suffit qu'à celui qui en a tout à la fois reconnu les fondemens et les limites, et qui, sans être plus troublé de ses lacunes qu'ébloui de ses lumières, accepte les immuables conditions de l'esprit humain, et n'exagère ni la confiance dans ce qu'il sait, ni la résignation à ce qu'il ignore. Comme l'homme de la grace, l'homme de la raison a tout ensemble sa dignité et son humilité; l'union de la connaissance et de l'ignorance est en une certaine mesure le terme nécessaire de la philosophie comme de la religion. Seulement le philosophe s'abaisse sous la volonté de Dieu telle que sa propre nature la lui manifeste, et le chrétien sous la volonté de Dieu telle que la lui révèle une autorité extérieure.

(1) *De l'Organisation des sciences philosophiques*, seconde partie. — *Nouveaux Mélanges philosophiques*, p. 111.

La philosophie, pour M. Jouffroy, se personnifia d'abord dans M. Cousin. Bien que l'un et l'autre, aux yeux de la multitude, représentent la même école, et que le premier ait été le disciple du second, des différences éclatantes les séparent. La philosophie, pour M. Jouffroy, semble n'être que l'esprit humain s'étudiant lui-même; pour M. Cousin, le génie de l'humanité étudié dans son histoire.

Cependant l'origine des deux doctrines est commune. Depuis Descartes, la clé de toute science philosophique est la réflexion prise au sens propre et rigoureux, c'est-à-dire la pensée réfléchie sur la pensée; c'est ce qu'on appelle, en langage d'école, le point de vue psychologique, et en psychologie la conscience ou le moi. C'est par ce procédé suivi à la manière des Écossais que M. Royer-Collard, mettant en cause tous les systèmes modernes, pensait leur avoir victorieusement intenté un procès de tendance au scepticisme. Aux hypothèses érigées par quelques-uns en principes, il avait substitué le sens commun, éclairé et légitimé par l'observation rigoureuse des phénomènes de conscience. C'est sur cette base que devait s'élever l'édifice ou modeste ou magnifique de la science. C'est cette première pierre qui devait supporter le Parthénon, soutenir le Capitole, ou rester l'humble borne, appui de la pauvreté souffrante et nue.

M. Jouffroy médita long-temps assis sur la pierre. Son esprit circonspect s'en tint long-temps à un seul point de la philosophie, et c'était le point de départ. M. Cousin avait bien fortement aussi appuyé sur ce premier pas, il est le grand promoteur parmi nous des méthodes psychologiques; mais enfin, le terrain solide une fois trouvé et mesuré, il y posait le pied et s'élançait dans toutes les voies où marche la raison humaine; le flambeau de la critique à la main, il éclairait jusqu'aux nuages voisins des cieux. Son jeune émule au contraire paraissait vouloir s'en tenir au premier pas. Jamais il ne croyait avoir consacré trop d'heures et de soins au principe de la psychologie. Il assouplit donc scrupuleusement son esprit à l'observation de lui-même; il s'enfonça de plus en plus dans cette méditation du moi, sans cependant s'y perdre jamais, et, toujours fidèle à la méthode expérimentale, il poussa la contemplation très loin sans tomber dans l'extase ou dans le mysticisme. C'est un des caractères de l'esprit moderne et occidental que de savoir, en méditant, éviter cet écueil où se sont brisés l'antiquité et l'Orient.

Avec une incomparable patience, M. Jouffroy, pendant de longues années, se contenta de réduire la philosophie à la psychologie, et même à une psychologie plus descriptive encore qu'inductive, et qui

servit à témoigner comme à développer en lui la sagacité de l'observateur et le talent de l'exposition. Il apprit à connaître avec profondeur ce qui se passe en nous, et à le rendre avec une lucidité parfaite. L'intimité du moi est comme la caverne mystérieuse où le Scythe de Platon allait chercher des spectacles inconnus qu'il rapportait ensuite à la clarté du jour.

Cette philosophie certaine, mais bornée, pouvait d'abord paraître un peu stérile. Réduite à ne constater que des phénomènes internes, elle pouvait sur le reste ne produire que le doute. Les sceptiques ne sont pas tous des téméraires. Le scepticisme fut souvent le fruit d'une dialectique hardie qui se joue du naturel et du vraisemblable; mais il naît quelquefois chez les modernes d'un excès de prudence ou plutôt de timidité. L'abus des méthodes d'observation y peut conduire un esprit profondément expérimental qui constate et ne conclut pas. Cette excessive réserve fut un des caractères de la philosophie naissante de M. Jouffroy, et même à une époque plus tardive, lorsque sa doctrine s'était enhardie, elle conserva des traces de scepticisme (1), elle se contint en-deçà de ses légitimes conséquences; du moins parut-il encore suspendre son jugement, alors même qu'il le suggéra sous la forme d'une irrésistible induction. C'est le fruit de son opiniâtreté à vouloir retrouver à toutes les vérités philosophiques le caractère primitif de faits de conscience, caractère qu'une sagacité ingénieuse ne parvient pas toujours à leur restituer. L'unité et la sévérité de sa méthode l'obligent à des efforts infinis de pénétration et quelquefois de subtilité pour transformer ainsi toutes nos idées spéculatives, et pour enlever sur tous les points aux naturalistes le privilège de la science expérimentale, en faisant de la méthode de Bacon la clé d'une philosophie qui n'est au fond rien moins que celle de Bacon.

Je ne l'ai point entendu dans sa jeunesse, alors qu'il était répétiteur à l'École normale, ou qu'il enseignait la philosophie au collége Bourbon (1819); mais j'ai lu et tous les amis de la science se rappellent son premier ouvrage. C'était une *Introduction* aux *Esquisses de Philosophie morale* de Dugald Stewart (1826). La méthode psychologique y est déjà supérieurement décrite et maniée. Elle est dirigée avec art contre les conclusions excessives de la physiologie appliquée à l'esprit. Pour établir l'existence morale de l'homme, il la montre attestée par des phénomènes non moins certains que tout autre fait d'expérience,

(1) Voyez, dans les premiers *Mélanges*, le fragment intitulé : *du Scepticisme*, p. 200, et dans le premier volume du *Cours de droit naturel*, la neuvième leçon : *Réfutation du scepticisme*.

bien qu'autrement observables que les faits de l'histoire naturelle; et, content de cette première victoire, il s'arrête et semble, après avoir constaté des phénomènes spéciaux, hésiter à leur attribuer un sujet spécial comme eux. L'être spirituel lui paraît plutôt une haute probabilité, et il n'en fonde l'existence que sur une démonstration négative, le néant des preuves du matérialisme. Je sais que c'est déjà plus en dire que tel des pères de l'église; je sais que c'était garder la position prise par Stewart; je sais, enfin, qu'il y avait un peu d'ironie dans ce respect exclusif pour l'observation des phénomènes, ou du moins une condescendance calculée aux prétentions des sciences naturelles. Toutefois, je suis forcé de rappeler que la philosophie a des droits plus étendus, que la raison en elle-même est plus féconde, et j'ajoute qu'il y a loin de ce modeste début aux conclusions rationnelles qu'il saura quelque jour tirer de la psychologie même, lorsque, franchissant les bornes de l'empirisme écossais, il restituera dans la science toutes les vérités sublimes et familières, titres impérissables de la vieille foi du genre humain.

Mais nous ne prétendons pas ici suivre tout le développement de sa philosophie. Contentons-nous d'en dégager les idées fondamentales; peut-être paraîtront-elles bien simples, aujourd'hui qu'elles courent le monde, et l'on aura quelque peine à en reconnaître l'originalité. C'est le sort de tous les esprits d'élite : ils ne font guère que devancer leur temps, et quand leur temps les a rejoints, eux et lui marchent du même pas. Leurs nouveautés de la veille sont devenues vulgaires, et ils pensent comme tout le monde ce qu'ils ont pensé avant tout le monde, car la pensée est de sa nature universelle, et n'a besoin que d'être comprise pour devenir la propriété du premier venu. Le talent seul ne passe jamais dans le domaine public. Heureux donc ceux qui savent à temps donner à leurs conceptions individuelles l'empreinte du talent qui les date et les conserve! C'est une injustice peut-être : les vérités sont de plus haute valeur que l'art tout personnel de leur prêter de l'éclat ou du charme, le beau n'est que la parure et partant que l'accessoire du vrai; mais enfin ainsi sont faits les hommes, il faut leur plaire ou les toucher pour rester dans leur mémoire; ils sont plus sensibles à l'art qui exprime qu'au génie qui invente, et l'éloquence laisse plus de traces que la vérité. Non que la vérité périsse, mais elle devient promptement une idée raisonnable, une opinion reçue, enfin un lieu commun, et la multitude s'imagine qu'on a su de tout temps ce qu'elle ne se souvient pas d'avoir appris.

Voici donc quelles étaient les maximes philosophiques de l'école de

M. Jouffroy. La première vérité de la science comme la première règle de la méthode, c'est que l'observation de soi par soi ou la conscience attentive est la source de la certitude. Tout système est donc faux ou fragile qui ne se fonde pas sur une connaissance exacte de l'esprit humain par lui-même interrogé. Toute métaphysique séparée de la psychologie est hasardée ou suspecte, conséquemment sans autorité légitime. Cependant comme l'esprit humain ne peut trouver que dans la conscience ce qu'il conçoit de lui-même, jamais ce qu'il en conçoit ne saurait être absolument fictif, essentiellement faux. C'est au moins et nécessairement un fait de conscience, et l'erreur n'est pas de l'admettre, mais de l'admettre seul, et d'en exagérer les conséquences ou de le généraliser à l'exclusion de tout le reste. D'où il résulte que le faux n'est que le partiel, ou qu'il n'y a point d'erreur complète. Tout système est un fragment de la vérité. Or, la condition de la connaissance de la vérité étant l'observation qui n'exclut rien, on ne peut apprécier tous les systèmes qu'en les rapportant à l'observatien, ni contrôler l'exactitude de l'observation que par la revue de tous les systèmes. Ils doivent contenir tout ce qu'elle constate; elle doit donner tout ce qu'ils renferment. C'est ainsi que les recherches psychologiques éclairent l'histoire de la philosophie, qui les éclaire à son tour.

De ces deux idées qui se balancent et se répondent, M. Cousin avait saisi l'une comme la plus vaste, et partant celle qui était le mieux à sa mesure. M. Jouffroy sembla préférer l'autre, qui supposait un regard attentif, une vue perçante, toutes les patientes qualités d'un grand observateur. L'un sut tout embrasser, l'autre s'efforça de tout pénétrer, et tous deux contribuèrent puissamment, par des efforts divers, à introduire dans les choses de l'esprit une qualité précieuse et une véritable vertu, l'impartialité; car la science aussi est sœur de la justice.

Mais l'impartialité n'est ni le doute ni l'indifférence. Elle éclaire sans refroidir les nobles esprits, et elle s'allie parfaitement à cette connaissance de la marche générale des choses humaines qui ne permet à aucun de nous l'immobilité. Appliquée aux destinées de l'humanité, la méthode d'observation nous les montre composées des destinées des nations, et celles-ci à leur tour emportent dans leur sein les individus. Les individus ont donc leur part du mouvement universel. Or, ce mouvement, la direction peut nous en échapper quelquefois, mais l'origine en est moins mystérieuse que le but, et elle donne au rôle des individus dans l'action générale les caractères d'une mission. Il n'y a donc point d'indifférence permise, parce qu'il n'y a pas, à parler rigoureusement, d'inaction possible. Cela conduit et oblige en même

temps le philosophe à s'enquérir, à se préoccuper de son temps et de sa patrie. De là, à toutes les époques, le lien nécessaire de la philosophie avec la politique actuelle, et ce lien, par ses principes même, M. Jouffroy ne pouvait ni l'ignorer ni le rompre.

Les hommes marchent sous la loi de leurs idées; ce n'est qu'en seconde ligne que se forment à la suite de ces idées des intérêts et des passions. Ces idées, dans leur développement historique et social, se confondent en une seule ou peuvent se ramener à une seule, celle d'un ordre vrai vers lequel gravite le genre humain. Cet ordre, s'il se réalisait jamais, serait celui d'une justice relativement parfaite, c'est-à-dire qu'il réduirait à ses moindres termes le mal sur la terre, le mal ou tout ce qui dégrade la dignité, restreint la liberté, altère la pureté de l'homme. Cet ordre restera éternellement idéal; mais c'est vers l'idéal qu'il est toujours permis ou plutôt nécessaire de tendre. Nations et individus marchent à ce but, sans prendre toujours les voies les plus droites, sans toujours avancer d'un pas rapide ou sûr. Tout grand mouvement social est un effort qui suppose une résistance; partout et toujours il y a donc lutte, conflit, sous des formes variées, et lorsque des évènemens grandioses et caractéristiques signalent une de ces luttes, on l'appelle, dans son développement régulier, du nom de révolution. Toute révolution qui rapproche soit l'humanité, soit une société, du but idéal, est bonne en soi et mérite la fortune. Ainsi doit se juger la révolution française.

On a tout dit sur le mélange du mal au bien dans les révolutions. La nôtre, jugée même en dehors de ses actes, considérée dans ses systèmes, n'échappe pas à la critique. Elle a payé largement tribut à la faiblesse favorite de l'esprit humain, c'est-à-dire que des idées exclusives l'ont souvent égarée, et cent fois plus exclusifs que les idées sont encore les sentimens de l'homme. Les sentimens exclusifs engendrent les actions iniques. De là les fautes et les excès de la révolution. A elle aussi devait donc s'appliquer la méthode critique qui servait à juger les doctrines, car les doctrines ne sont que les évènemens et les révolutions de l'histoire de l'esprit humain. Après vingt-cinq ans, la révision méthodique des systèmes et des actes politiques, sous la condition d'une fidélité inaltérable à la cause qui ne pouvait cesser d'être la bonne, devait épurer et améliorer en quelque sorte la révolution en la rendant plus impartiale. Une connaissance plus complète des élémens sociaux correspondait en politique à un dénombrement plus exact en psychologie des faits intellectuels, et c'est ainsi que la même méthode

pouvait agrandir et assurer ensemble la pensée du philosophe et celle du citoyen.

On voit comment cette méthode devait conduire M. Jouffroy en métaphysique à un spiritualisme, en politique à un libéralisme, qui ni l'un ni l'autre n'étaient exclusifs. Si l'on veut appeler cette doctrine du nom prodigué d'*éclectisme*, entendons par ce mot la restitution dans la science de tous les faits oubliés, de tous les principes omis, et concevons que dans un tel travail l'esprit s'étende et l'ame se modère sans que la fermeté des convictions et le dévouement à la vérité s'affaiblissent.

C'est au lecteur à décider si la doctrine, dont nous venons de retracer brièvement les procédés et les résultats, n'a point peu à peu, et sous des formes diverses, pénétré dans les esprits, modifié les opinions, influé sur les évènemens, et contribué même à déterminer le caractère de la révolution de 1830. Assurément ceux qui ont, comme M. Jouffroy, concouru avec éclat à la constituer et à la propager, n'ont point confiné leur action dans l'intérieur des écoles. Les traces de leur passage se voient partout sur le sol où nous marchons.

Le jour vint où cette philosophie sortit de l'ombre des classes. A partir de 1820, l'opposition libérale se rajeunit et se fortifia. Des hommes nouveaux, venant la joindre, lui composèrent cette réserve d'ardentes recrues qui devait faire plus tard la force de l'armée du gouvernement de 1830. C'est l'époque où l'intérêt de nos communes idées, je devrais dire de notre commune cause, me rapprocha de M. Jouffroy. L'histoire de la formation des divers groupes d'écrivains qui renouvelèrent alors la presse militante serait intéressante à raconter; une réserve que l'on comprendra ne me permet que de l'esquisser.

La restauration a eu du malheur; elle succédait à un gouvernement qui avait abusé de la guerre et du pouvoir : elle apportait la paix et la liberté, excellentes conditions pour se faire bien venir d'un pays et demeurer populaire; mais elle sacrifia ce double avantage au désir insensé de faire de son avénement le triomphe d'un parti. Elle tenait à honneur de punir la France en la contrariant; elle gâta la paix en froissant le patriotisme, et la liberté en la donnant à regret. Ainsi, de gaieté de cœur, elle jeta les deux plus beaux joyaux de sa couronne au flot des révolutions.

Elle avait l'air de se chercher des ennemis. Elle en avait de tout faits dans les partisans obstinés des gouvernemens déchus; mais ceux-

là, elle pouvait les gagner en ne les outrageant pas, une bonne conduite les devait ramener. Elle y eût échoué, que le temps seul, en éclaircissant leurs rangs, aurait rendu leur hostilité moins redoutable. D'ailleurs les mécontentemens partiels ne prévalent jamais contre les intérêts généraux et permanens, quand ceux-ci sont satisfaits. La restauration n'a pas voulu, et sa chute a pu se prédire dès qu'on a vu ses ennemis de fondation grossis ou remplacés par les générations même élevées à son ombre. Dans toutes les classes, dans toutes les professions, de nouveaux adversaires se rencontrèrent en foule, nulle part plus nombreux et plus formidables que parmi les hommes voués à ce qu'on pourrait appeler le métier de l'intelligence. Après les tentatives plus ou moins malheureuses du carbonarisme, la scène s'ouvrit surtout à ceux qui, sans antécédens obligatoires, sans engagemens de situation, se jetèrent par choix dans les hasards d'une guerre raisonnée contre le pouvoir. La presse devint leur instrument presque unique; la légalité, leur arme et leur abri. Nous tous, qui avons milité dans ces guerres, ne l'oublions jamais, la presse, quoi que nous soyons, la presse nous a faits ce que nous sommes.

Bien que le drapeau fût le même, il y avait plusieurs pelotons dans l'armée. Quelques-uns de nous, d'abord obscurs, inconnus, venus de loin, devaient tout à eux-mêmes. Aucune tradition de famille, aucune situation notoire ne les avait prédestinés à l'opposition active, ils en étaient, parce qu'ils l'avaient voulu, et puisant leur mission dans leur instinct, leur puissance dans leur nature, le temps en avait fait des écrivains politiques. Élevés loin de Paris, ils s'étaient rapidement acclimatés dans ce monde nouveau, en conservant quelque chose de l'énergie d'une éducation rude, sans mollesse et sans distraction. Ils avaient respiré leurs opinions avec l'air vital, et, profondément imbus des sentimens de la France, ils étaient capables de les juger en les éprouvant, et par-là même de les mieux servir et de les régler. C'étaient, par leurs passions, les représentans naturels de cette démocratie impétueuse qui s'était tant égarée, mais par la droiture de leur intelligence ils pouvaient en devenir les modérateurs et presque les maitres. Contenir l'opinion libérale en la propageant, l'éclairer en la flattant, acquérir à force de sympathie avec le pays le droit de résister à ses emportemens, de redresser ses erreurs par le courage de la vérité, telle était leur puissance et leur but. Esprits étendus, mais positifs, ardens, mais pratiques, suppléant à l'imagination inventive par l'élévation des facultés usuelles à leur plus haute puissance, la politique et l'histoire étaient, de toutes les choses intellectuelles, celles

qui leur allaient le mieux. A cette époque, où comme à nous tous l'expérience leur manquait, ils devaient beaucoup ignorer des personnes et des choses; leurs vues pouvaient être étroites encore que sensées, et ils avaient à redouter cet emportement logique auquel résistent peu les esprits fermes et convaincus. Mais un bon sens supérieur maîtrisait tout en eux, et les systèmes et les passions, tandis que leurs instincts, sincèrement nationaux, les rendaient propres à prendre de l'ascendant sur les masses. Si l'étude et la méditation n'avaient pas encore suffisamment agrandi leurs idées, il était certain que les faits exerceraient toujours un empire décisif sur des intelligences si justes et si vigoureuses. Jamais rien de la réalité ne leur devait échapper. Ils avaient à cœur d'achever l'œuvre effective commencée par nos pères. En eux se devait personnifier quelque jour la révolution, éclairée et non affaiblie par le temps, ayant conservé toutes ses passions et gagné toute sa sagesse.

Ce n'était pas dans les brillantes et mobiles écoles de Paris qu'ils s'étaient formés. Les véritables élèves de ces écoles, ceux qui en continuaient la féconde impulsion, étaient de jeunes hommes dont la science et l'étude avaient assoupli et développé l'esprit, nourri d'abord des croyances et des idées populaires. Déjà les mécomptes de la politique, et l'on pourrait dire de la philosophie révolutionnaire, la curiosité naturelle à des gens lassés des banalités d'une littérature usée, les loisirs laborieux de la paix, l'excitation générale produite par les luttes de principes que la restauration provoquait follement, avaient enfanté un certain nombre d'esprits critiques, mais graves et enthousiastes, élevés et difficiles, tout-à-fait propres à renouveler les goûts et les idées. Après des études approfondies et variées, familiarisés avec l'examen de tous les systèmes sur le vrai et de tous les genres de beau, ces hommes à tendances spéculatives avaient comparé toutes les doctrines à toutes les réalités, et, trouvant peu d'accord, ils étaient naturellement amenés à se refaire des principes sur chaque chose. Leur prétention était de sortir de toutes les routines, et d'ouvrir l'œil et l'oreille aux idées neuves, sans prédilection de parti pris, sans engouement systématique. Politique, littérature, beaux arts, mœurs même, tout les intéressait à la fois, et en tout ils cherchaient la pensée profonde que le vulgaire méconnaît. La nouveauté les séduisait trop peut-être, mais il leur semblait que les revers nombreux de la cause du siècle attestaient de telles erreurs, que c'était le servir que l'éclairer sur lui-même et rajeunir ses idées. D'ailleurs ils prétendaient bien ne rien omettre, ne rien supprimer, et retrouver des raisons inconnues

même pour les vérités communes. Plus rationnels que pratiques, ils pouvaient manquer quelquefois de l'art, sinon d'exciter les intelligences, du moins d'échauffer les ames, et ils semblaient plus faits pour agir sur l'esprit humain que sur l'esprit des hommes. Il y avait en eux ce qui fonde une école plutôt que ce qui forme un parti.

On reconnaissait dans cette partie de la presse opposante l'influence de la philosophie que nous avons décrite, comme dans l'autre partie les traditions améliorées de la révolution française. Des deux côtés étaient de nobles esprits, dont les efforts ont diversement, mais peut-être également, contribué à la formation de la pensée publique. Pour compléter le dénombrement, je devrais citer encore des écrivains qui vinrent d'un nouveau point de l'horizon et s'entendirent avec les uns et les autres. Dans une région sociale différente, des hommes du même âge, appartenant pour le plus grand nombre aux classes élevées par la révolution et l'empire aux fonctions publiques, avaient su se défendre des piéges et des séductions du pouvoir, et, pénétrés des idées et des sentimens contemporains, sacrifier à leurs convictions de faciles avantages. Ils apportaient à la cause plus de connaissance de la scène politique et des acteurs, et comme une expérience anticipée. Moins populaires que les uns, moins originaux que les autres, ils ne pouvaient exercer le même ascendant, ils pouvaient rendre autant de services. Nul n'avait aussi librement qu'eux choisi sa direction, nul ne se rendait mieux compte de son choix. Leur patriotisme moins communicatif n'était ni moins pur ni moins fidèle, et une absolue liberté d'esprit leur donnait une clairvoyante impartialité. C'étaient toutefois des combattans redoutables, car ils avaient vu de près l'ennemi, le connaissaient bien, et l'attaquaient sans colère comme des soldats volontaires qui guerroient par honneur et par goût. Enfans de Paris pour la plupart, ils avaient ce qui est si puissant à Paris, l'arme de la conversation, et ils servaient par elle au moins autant que par leur plume la cause qu'ils avaient embrassée.

Je raconte ce que j'ai vu. De ces trois classes d'écrivains, la première arriva exclusivement par la presse périodique; la seconde, venue presque tout entière de l'Université, passa de l'enseignement à la presse et de l'étude à la controverse. A la tête de l'une, le lecteur aura déjà placé M. Thiers; au premier rang de l'autre, on devinera qu'il faut mettre M. Jouffroy.

Je me rappelle encore les jours où je les rencontrai l'un et l'autre, non pas ensemble, ils ne furent jamais rapprochés, et ceux avec qui je venais formaient comme un intermédiaire entre les deux. Des sen-

tiers divers nous avaient conduits sur le même terrain, et nous travaillions en commun au triomphe des principes dont il nous semblait que la défense devait un jour nous donner le pouvoir en héritage. « Nous sommes la jeune garde, » me disait M. Thiers en 1823.

C'était à l'occasion d'une entreprise qui nous réunit. Un recueil périodique s'était fondé, un moment remarqué, oublié aujourd'hui, *les Tablettes universelles*. Il disparut bientôt, brisé par les difficultés légales qui alors entravaient la presse. Chacun se reprit à chercher de son côté des chances de succès, des occasions de travail. M. Thiers et M. Mignet rentrèrent dans la voie où ils trouvèrent plus tard à créer *le National*. Pour nous, nous fûmes bientôt ralliés autour d'une œuvre qui a laissé quelque souvenir : je veux parler du *Globe*, recueil périodique que M. Dubois et M. Leroux fondèrent vers la fin de 1824.

Je rappelle ce fait parce qu'il fixa décidément M. Jouffroy dans les rangs de la presse militante. L'École normale dominait *le Globe* à son origine; le nom de M. Dubois ne peut laisser à cet égard aucun doute. A cette direction appartenaient MM. Damiron, Trognon, Patin, Farcy, etc., et se rattachèrent M. Ampère, M. Lerminier, M. Magnin, et un peu plus tard M. Sainte-Beuve. Venus d'ailleurs, MM. Duvergier de Hauranne, Duchatel, Vitet, d'autres encore, tempérèrent ce que cet esprit pouvait avoir d'exclusif, par une diversité nécessaire d'études et de goûts. Nous formâmes ainsi un faisceau de critiques qui, je le puis dire sans témérité, exerça dans la philosophie, la littérature et la politique, une véritable influence pendant les cinq dernières années de la restauration.

M. Jouffroy primait parmi nous. Il y avait en lui quelque chose de doux et d'imposant qui nous captivait. Sa raison n'était pas froide, mais calme, et nous nous sentions plus assurés encore de nos convictions quand elles passaient par sa bouche. Il avait là deux fidèles amis à qui son souvenir reste à jamais présent, M. Dubois, qui prêtait à nos opinions la verve d'un talent passionné et l'autorité d'une ferme loyauté, M. Damiron, auteur d'écrits bien précieux, le plus sage de nous tous, le seul sage peut-être, puisqu'il n'a pas cessé d'être heureux, puisqu'il n'a pas cessé de vouer à la science toute son ambition. M. Jouffroy était philosophe par l'esprit et les mœurs; mais son ame était loin d'avoir atteint cette stoïque insensibilité à laquelle aspire, dit-on, la philosophie. Elle recélait une ardeur contenue qui a pu répandre quelques souffrances dans sa vie, mais qui animait d'une manière heureuse la gravité de son talent. On peut en juger encore par ses écrits. Il semble ne s'y attacher qu'à se rendre raisonnable, c'est son travail

évident : toujours il procède par l'observation rigoureuse des faits, jamais il ne trouve assez d'appuis à sa pensée; mais sous les formes sévères de sa méthode se cache ou plutôt se trahit une imagination qui reproduit vivement, si elle ne crée pas. Cette imagination le sert et parfois le séduit *en se cachant de lui* avec plus de soin encore que ne faisait, dit-on, celle de Malebranche. Ce qui se montre dans ses écrits se retrouvait dans sa nature, et il était plus ému des choses que ne le laissait voir la noble tranquillité de sa figure et de son attitude.

On peut relire les fragmens qu'il a écrits pour *le Globe*. Les plus importans ont été recueillis. La raison s'y montre partout sans doute, mais une raison ardente et persuasive, et les idées générales n'y servent qu'à voiler une forte polémique. On sent en le lisant qu'un adversaire puissant est là, et que la vérité est en péril. L'état général des esprits à cette époque était le sujet inépuisable de nos articles. C'est le fait que nous considérions sous tous ses points de vue, fait puissant qui contenait tous les autres, centre de toutes nos recherches, et que nos constans efforts avaient pour but de caractériser et d'établir, comme le plus fort obstacle aux vues de la restauration et la plus forte objection à ses doctrines; car, malgré la sagacité de ses plus illustres défenseurs, elle avait constamment méconnu, elle mettait son orgueil à méconnaître la réalité et la profondeur de la révolution dans les idées. Elle voulait tout attribuer aux passions individuelles, aux illusions d'un moment, et se représenter comme un mal passager une rénovation sociale. De là l'espoir insensé de tout réparer à sa guise, et de là aussi la vanité de ses efforts. C'était donc lui répondre et l'intimider peut-être que de lui montrer sans cesse la grandeur des résultats accomplis comme supérieure à toute tentative de réaction. La discussion des principes, si goûtée et si brillante au début de la révolution, devait être en ce sens modifiée et complétée, quand nous approchions de son terme, par l'observation et la description des faits. On sent combien cela devait convenir à l'esprit de M. Jouffroy. Dans la politique, il retrouvait ainsi sa philosophie, et pouvait appliquer aux questions du jour la même méthode qu'aux recherches des lois éternelles de l'esprit humain. C'est ce qui donne tant de solidité à sa polémique. Lorsqu'il raisonne, il semble raconter; l'observation se mêle partout à la déduction; les idées les plus neuves prennent l'air de simples notions du sens commun, et la conviction est irrésistible sans paraître passionnée (1).

(1) Voyez surtout, dans les premiers *Mélanges*, les articles intitulés : *Comment les dogmes finissent* et *la Sorbonne et les Philosophes*.

La cause qu'il défendait si bien triompha un jour, et la révolution de 1830 fit en un moment des idées contestées les idées reçues, de l'offensive la défensive, de l'opposition le pouvoir. *Le Globe* disparut, sa mission était finie; M. Jouffroy, libre comme la France, revint à l'enseignement, et ne tarda pas à entrer dans la politique active.

Suivons-le, mais rapidement, dans cette double carrière.

Dans l'une, nous retrouvons la philosophie proprement dite. M. Jouffroy remonte dans sa chaire, avec un esprit plus mûr, avec des doctrines mieux arrêtées, plus complètes; à son enseignement définitif correspond la publication de ses plus importans écrits. Les douze dernières années de sa vie sont les plus fécondes, et pour analyser ses travaux il faudrait exposer toute une philosophie. Il est trop tard, et cet article ne se prolonge que trop. Quelques mots seulement sur l'ensemble et le caractère de sa doctrine.

Le fondement de tout est, comme on sait, la psychologie. Il y a un esprit humain; il se connaît par la conscience et dans la conscience. Ses opérations, ses facultés, ses lois, sont des faits; la psychologie, et par suite la philosophie tout entière, est une science de faits, et il n'existe d'autres sciences que des sciences de faits. Seulement, tous les faits ne sont pas semblables, et toutes les sciences ne sont pas les mêmes, parce que tous les faits ne sont pas de même nature; mais toutes reposent sur l'observation. L'observation diffère dans son procédé, suivant la nature des faits. De là, diversité de méthode et de certitude; mais la méthode est également sûre, la certitude également entière, qu'il s'agisse des faits internes ou des faits externes. La psychologie n'est pas la physiologie, elle en est profondément distincte, elle s'appuie sur des bases mieux connues et procède par des inductions moins contestables. Tous ces points, que M. Jouffroy a cent fois traités, ne l'ont jamais été peut-être avec plus de clarté et de force que dans un de ses derniers écrits qu'il composa pour l'Académie des sciences morales et politiques (1).

Mais la psychologie serait fausse, si elle se bornait à constater des opérations et à en conclure des facultés. Il naît de ces opérations et de ces facultés des inductions constantes, universelles, qui sont des faits aussi, des faits de l'esprit humain, et qui tout à la fois se livrent à l'observation, satisfont la raison, et forcent son assentiment. Les démêler, les constater, les mettre dans tout leur jour, c'est établir indirectement, mais solidement, les grandes vérités qui en découlent,

(1) Mémoire sur *la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie*. — *Nouveaux Mélanges*, p. 223.

et la même méthode sert à connaître et l'esprit humain, et ce que l'esprit humain connaît, et ce qui est. La psychologie n'est donc pas réduite à retracer ce qui nous semble. Elle donne, à la suite des faits primitifs de conscience, elle y rattache, elle y enchaîne des conclusions qui vont au-delà du cercle de la pensée et se réalisent en dehors de nous. La philosophie écossaise, qui commence bien, s'arrête en chemin. Elle ne connaît pas toute la fécondité de l'esprit humain, elle ne connaît pas toutes les ressources de la raison et la certitude de ses conceptions. Les vérités, pour avoir débuté par être des idées, n'en sont pas moins des vérités, c'est-à-dire les objets et les types des idées (1).

Pourtant les sciences philosophiques, bien qu'appuyées sur de fermes fondemens, n'ont pas su toujours les découvrir, et quelquefois les ont sapés elles-mêmes. Elles n'ont pas établi irréfragablement l'autorité de leur méthode, elles n'ont pas rigoureusement déterminé l'existence et la nature de leur objet, elles n'ont pas exactement tracé leurs limites, et tour à tour elles ont empiété sur d'autres sciences ou se sont laissé envahir par d'autres sciences. Elles sont donc mal faites et mal ordonnées, elles ne sont pas organisées. Il y a eu de grands travaux philosophiques, surtout de grands philosophes; il n'y a pas peut-être de philosophie (2).

Cependant l'histoire de la philosophie doit être étudiée, non-seulement parce qu'elle est curieuse, intéressante, brillante même, mais parce qu'elle est le tableau de l'humanité recherchant la vérité. Or, les hommes pensent, même lorsqu'ils se trompent; leurs idées sont nécessairement des faits intellectuels; à ce titre, elles ne peuvent jamais être fausses. Il y a toujours du vrai dans le faux et de la raison dans l'erreur. Seulement, toute la vérité n'est nulle part; la raison n'est jamais toute la raison. On ne peut s'approcher de la vérité, de la raison, qu'en réunissant, qu'en combinant tout ce qu'à différentes époques l'esprit humain a su apercevoir et constater; et ce n'est que des fragmens de vérité épars dans toutes les philosophies qu'on peut constituer enfin la philosophie (3).

Jamais, cependant, la philosophie ne résoudra toutes les questions.

(1) Préface de la traduction de Reid, tome I des *OEuvres complètes*.

(2) *De l'Organisation des sciences philosophiques.* — *Nouveaux Mélanges* p. 1-221.

(3) *De l'Histoire de la philosophie.* — Premiers *Mélanges*, p. 221. — *Ouverture du cours d'histoire de la philosophie ancienne* — *Nouveaux Mélanges*, p. 349.

Il y a dans la nature humaine un indomptable inconnu, dans la destinée humaine un impénétrable mystère. L'objet de la religion existe aussi réellement que celui d'aucune science; mais il n'est pas susceptible de la connaissance parfaite : les croyances primitives, qui sont comme la substance de la religion, se démontrent par l'étude de l'esprit humain aussi invinciblement que tout autre fait scientifique, et la religion qui les consacre et les transmet sans les altérer est essentiellement vraie.

C'est par la même méthode qu'on peut réussir à juger tous les systèmes ou sur le juste ou sur le beau. La science du juste ou celle du droit naturel ne peut avoir de fondement solide, si elle ne repose sur une idée rationnelle donnée par une analyse rigoureuse de l'esprit humain. La science du beau ou l'esthétique a besoin de s'appuyer sur une démonstration semblable; en cette matière, comme en morale, tous les systèmes sont conciliables, pourvu qu'on les subordonne tous à celui qui prend au fond même de l'ame l'idée du juste ou du beau, comme une notion nécessaire (1).

C'est dans le détail qu'il faut étudier une telle philosophie; dans le détail éclate tout ce qu'elle peut avoir d'ingénieux, de saisissant, d'original. Le texte seul des ouvrages de M. Jouffroy peut faire admirer la clarté de son exposition, la simplicité de sa manière, le style sain, naturel, animé, et par intervalles éloquent, dans lequel il sait rendre sa pensée. Qui veut le connaître le lise. Quant à nous, nous renonçons à essayer ici un jugement définitif. Nous avons loué hardiment; s'il fallait juger, nous serions plus timide. Nous ne pouvons dire que la philosophie de M. Jouffroy nous satisfasse complètement. Quoiqu'il ait su donner à ses principes une fécondité inespérée, il nous paraît cependant être resté en-deçà des vérités certaines, et il n'a pas égalé le connu au connaissable. En vain s'est-il efforcé d'exclure, ou plutôt de restreindre le doute, inséparable des connaissances d'un être borné tel que l'homme, il laisse encore au doute une part plus grande qu'il ne faut, et sa défiance envers la philosophie nous paraît excessive. Nous croyons la science mieux faite et plus avancée qu'il ne dit; mais ce sont là des idées qu'on ne peut motiver en passant, il ne s'agirait pas de moins que de discuter les plus grandes questions de la science. Bornons-nous à dire que, comme les Écossais ses maîtres, mais avec plus d'étendue, de force et de profondeur que ses maîtres, M. Jouffroy nous paraît

(1) *Leçons préliminaires du cours de morale.* — Premiers *Mélanges*, p. 383. — Cours de droit naturel. — Cours d'esthétique.

avoir établi une excellente philosophie d'introduction, et que toutes les fois que dans l'avenir on reviendra aux questions préliminaires de la science, surtout à l'examen des fondemens, des procédés et de l'objet de la psychologie, son nom se présentera naturellement; il sera cité comme une autorité tant que l'histoire de la philosophie restera dans la mémoire des hommes.

Un dernier mot encore. Cette philosophie est-elle un sacrilége? Question étrange à poser et dont M. Jouffroy, dans ses derniers jours, n'eût certes pas prévu le retour; mais depuis un temps, les ennemis de la science ne sont pas devenus moins ridicules, seulement ils sont devenus plus hardis. Aucune réponse ne leur est due; une apologie serait peu digne d'une pure et noble mémoire. Je ne sais qu'une chose, c'est que leurs déclamations se réduisent à quatre ou cinq propositions que voici. — La philosophie n'est que vanité et faiblesse; elle a pour origine l'orgueil humain et les passions terrestres. — Le doute est le résultat le plus clair de toute philosophie. — L'éclectisme est une méthode mortelle à toute croyance et à toute religion. — Et je sais aussi qu'on lit dans saint Grégoire de Nazianze : « Rien de plus fort que la philosophie; rien n'est invincible comme elle (1). » On lit dans saint Clément d'Alexandrie : « Il est visible que l'ancienne science hellénique est avec la philosophie même venue de Dieu aux hommes (2). » On lit dans saint Cyrille d'Alexandrie : « Le principe de la connaissance est l'inquisition, et la racine de l'intelligence des choses qu'on ne sait pas est le doute (3). » On lit enfin dans le même saint Clément : « J'appelle philosophie non celle des stoïciens, ni celle de Platon, ni celle d'Épicure, ni celle d'Aristote; mais tout ce qui a été dit d'excellent par chaque secte, tout ce qui enseigne la justice avec une science pieuse, c'est ce tout, cet ensemble éclectique que j'appelle philosophie. La philosophie introduit donc et prépare à l'avance ceux que le Christ achève (4). »

Voilà de l'ancien christianisme; mais peut-être n'est-il pas du goût du nouveau.

« La même loi de la raison, dit M. Jouffroy, qui en s'appliquant tour à tour à l'individu, à la société ou à l'espèce, fait concevoir à l'homme que les individus, les sociétés et l'espèce sont ici-bas pour une

(1) Orat. XXVI, p. 481; tome I de l'édition des bénédictins de Saint-Maur.

(2) Stromat., liv. I, p. 287; édition de Paris, 1641.

(3) L'inquisition, ζήτησις; le doute, ἐπαπόρησις; deux mots qui ont servi à désigner les sceptiques, appelés quelquefois zététiques et aporétiques. — S. Cyrill. Alex. op. Comm. in Johan. ev., lib. II, cap. IV, p. 180; tome IV de l'édition de Paris, 1638.

(4) Stromat., liv. I, p. 288, 292.

fin, en s'appliquant à l'univers au sein duquel l'humanité n'est qu'un phénomène, lui fait concevoir aussi que cet univers en a une, et comme la partie ne saurait être contradictoire au tout, que la fin de l'humanité doit concourir à cette fin totale, n'en être qu'un élément et par conséquent avoir en elle sa raison et son explication dernière. Ainsi, par un mouvement irrésistible, la pensée s'élève de l'ordre individuel à l'ordre social, de l'ordre social à l'ordre humain, et de l'ordre humain à l'ordre universel. Là seulement elle peut s'arrêter, parce que là seulement elle rencontre le dernier mot de l'énigme qui la tourmente, la dernière raison des phénomènes dont elle cherche le sens. Mais je me trompe, messieurs, elle va plus loin encore, et elle doit le faire. L'ordre universel lui-même n'est qu'une loi, loi suprême, il est vrai, qui résume toutes les autres et qui contient la raison dernière de tous les phénomènes, mais qui dans l'ordre ontologique n'est encore qu'un fait et présuppose un être intelligent qui l'ait conçue et par conséquent réalisée. En d'autres termes, l'ordre universel suppose l'ouvrier universel dont il est tout à la fois la pensée et l'œuvre. L'intelligence humaine va donc jusqu'à Dieu, et là elle se repose, parce que là enfin elle trouve la source de ce fleuve immense que l'inflexible logique des principes qui la gouvernent l'oblige de remonter. Dieu trouvé, l'aspect de l'univers change, l'ordre devient la providence, et les mille rameaux de la loi universelle deviennent les mille résolutions de la volonté et la sagesse divine. L'ame humaine échappe avec joie à l'empire de l'inflexible fatalité, et se range avec bonheur sous celui de la sagesse et de la bonté de Dieu. Les rapports paternels du Créateur à la créature succèdent aux rapports sévères de la loi et du sujet, et la question suprême et dernière qui était de savoir quel rôle joue la destinée de l'espèce humaine dans la destinée totale de l'univers, revêtant des formes plus consolantes, devient celle de savoir quels sont les desseins de Dieu, c'est-à-dire d'un être souverainement sage et bon, sur l'homme, c'est-à-dire sur un être faible par son pouvoir, mais semblable à lui et supérieur à tout le reste par le don de l'intelligence (1). »

La politique n'a jamais été la première pensée de M. Jouffroy, non qu'il fût indifférent aux grands intérêts de la société; c'eût été l'être aux intérêts de la justice et de la vérité, et rien ne serait moins philosophique. Il aimait la France, et il s'inquiétait du rôle de son pays

(1) *Méthode pour résoudre le problème de la destinée humaine.* — Premiers *Mélanges*, p. 466.

dans le monde. La révolution lui était chère, la recherche des moyens d'en concilier les principes avec la sûreté et l'influence de notre nation au milieu des nations européennes le préoccupait vivement; les affaires étrangères avaient pour lui l'attrait qu'elles offrent presque toujours aux esprits philosophiques. Peut-être est-ce que, par l'étendue même de la sphère dans laquelle elles se meuvent, elles rappellent davantage la généralité des problèmes familiers à la philosophie.

M. Jouffroy était appelé naturellement à siéger dans la chambre élective, et le rang qu'il occupait parmi ceux de son âge le désignait aux suffrages de ses concitoyens. Il fut nommé député en juillet 1831, aux seules élections qui se soient effectuées sous le ministère de M. Casimir Périer. Il entra dans la chambre avec l'intention si naturelle aux nobles esprits, mais que je n'ai jamais vu un homme raisonnable suivre jusqu'au bout, d'y garder une indépendance absolue. Ce dessein était peut-être d'une exécution moins difficile pour lui que pour un autre; il vivait assez solitaire, les petites passions lui étaient étrangères, les petites questions indifférentes. Généralisateur par penchant et par métier, il ne s'abaissait pas aisément aux conditions des affaires courantes, aux exigences momentanées des associations parlementaires. Il acceptait, il entendait à peine les considérations particulières qui, à toutes les époques, presque à toutes les séances, déterminent dans les assemblées la conduite des partis. Il n'entrait pas aisément dans les pensées des autres; son intelligence ne recueillait en quelque sorte que ce qu'elle avait semé. Il put donc, un temps du moins, traverser avec assez d'indifférence les luttes passionnées des premières années de sa vie publique.

Cet esprit, habitué à tout tenir de lui-même, était par cette raison lent à se modifier. M. Jouffroy resta donc d'abord dans une sorte d'isolement. Toujours bienveillant et de bon conseil pour ses amis, il ne les suivait point et se tenait à distance. Il aimait leurs succès, il ne leur refusait ni les encouragemens ni les éloges; mais sa sympathie n'allait pas plus loin. Il demeurait sur le rivage, regardant tristement les flots agités, toujours prêt à soutenir d'une parole amie ceux qui luttaient contre l'orage, à tendre une main secourable à ceux qui, regagnant la terre, venaient se reposer sur la plage auprès de lui.

Mais le temps fléchit tout, et les esprits indépendans sont ceux qu'il est le plus lent à dompter. Le temps ne fit jamais de M. Jouffroy un député ambitieusement actif, cependant il le rapprocha de plus en plus des hommes politiques et l'unit avec eux par des liens plus étroits. A mesure que nos discussions se pacifièrent, sa voix tranquille put se mieux

faire entendre; elle réussit toujours à se faire religieusement écouter. Il parlait doucement, gravement, sans prétendre à l'effet, disant avec simplicité des choses originales, avec noblesse des choses sensées, quelquefois de belles choses qu'il rencontrait et ne cherchait pas. Il fut un des premiers à proclamer à la tribune une vérité peu comprise et qui put paraître au premier moment un lieu-commun de philosophie éclectique : c'est que dans les diverses nuances du parti constitutionnel tout le monde est au fond du même avis, et qu'il n'y a pas sur les choses essentielles de dissidence sérieuse dans l'immense majorité de la chambre. Je me rappelle encore l'effet un peu singulier que produisit cette déclaration à une époque où la nouveauté la rendait paradoxale, et je ne doute pas qu'elle ne le paraisse encore aux Machiavel des salons conservateurs. Il est remarquable que M. Jouffroy ait des premiers vu et développé cette idée avant qu'elle dût être bien comprise, et que depuis qu'elle a pu devenir une règle de politique pratique, il ait paru quelquefois découragé de sa propre pensée et accessible à d'autres conseils.

Je ne dirai que ces mots du dissentiment qui a pu nous séparer dans quelques circonstances des deux dernières années de sa vie. Sur une grande question qui intéresse le monde, la question d'Orient, il avait eu une pensée heureuse, si les circonstances eussent souffert qu'elle fût praticable, celle d'un concert européen (1839). Il avait cru conciliable le maintien d'un accord unanime avec le succès de la politique française : cet espoir fut déçu par l'évènement. Il imputa aux hommes ce qui, je crois, tenait à la nature des choses, et réprouva toute politique qui n'avait pas réalisé sa pensée. Rien ne s'explique mieux que cette persistance d'un esprit sévèrement méthodique qui s'est fait un principe et qui en veut les conséquences. Mais la politique des faits ne se déduit pas comme un système. M. Jouffroy le savait bien. Cependant ses convictions, fortement méditées, souffraient peu la contradiction, même celle des évènemens; il s'attrista, et, las de débats stériles à ses yeux, de dissidences vaines, il condescendit à la politique qui l'avait jusque-là trouvé froid et même dédaigneux. L'âge venait, et il commençait à se glisser dans son ame ce que les années nous apportent tôt ou tard, un peu de lassitude des choses de la terre. N'est-ce pas ainsi que nous disons devenir sages en vieillissant?

La position de M. Jouffroy a toujours été élevée dans la chambre. Elle s'était créée sans efforts; c'était l'œuvre naturelle de son mérite, et comme un simple effet de sa présence. Il était respecté; sa haute valeur était reconnue même des moins capables de le comprendre.

Dès qu'on le sut atteint d'un mal menaçant, lorsqu'on put entrevoir les périls d'une santé toujours fragile, la sollicitude commune répondit à l'anxiété de ses amis, et, quand vint le jour fatal, tout ce monde, si absorbé dans les futiles intérêts du présent, trouva un moment pour regretter un homme qui ne les servait pas, et dont la vie n'était utile qu'à la science et à la vérité.

M. Jouffroy avait une figure calme et régulière qui annonçait l'attention pénétrante et l'élévation de l'esprit. Sa taille était grande, ses manières distinguées et simples; sa bienveillance sans abandon accueillait et ne prévenait pas. Il unissait à la dignité la sérénité, si du moins on en devait croire son front et son accent, et sans doute il déroba toujours son ame aux émotions éphémères qui troublent la vie, aux épanchemens fugitifs qui les aggravent en les exprimant. Cependant un œil clairvoyant découvrait sous ce calme apparent une sensibilité facile à blesser, et la trace de souffrances qu'il n'avouait pas. Il pouvait se résigner à être inconnu, mais non méconnu, et les attaques injustes, même les contradictions vives, trouvaient le faible de son cœur. Peut-être manquait-il de philosophie avec les hommes, puisqu'il leur avait laissé le pouvoir de lui faire du mal. Comme on sentait dans ses graves écrits un feu caché d'imagination, sous le calme inaltérable de son attitude on devinait une vivacité d'impressions qui put coûter quelque chose à son bonheur, et rien à sa dignité. De tendres amis ont seuls pu savoir dans quelle mesure se compensaient en lui la sensibilité qui trouble l'ame et la raison qui l'apaise. Peut-être sa destinée ne fut-elle pas aussi heureuse qu'elle fut tranquille. Dieu seul assiste à la vie intérieure de l'ame. La paix du cœur n'est souvent que la douleur ignorée.

Qui pourrait cependant ne pas envier le partage de M. Jouffroy? Il a vécu pur, digne, honoré; il a connu les affections intimes, le bonheur de la famille. Ses talens et son caractère l'auraient dans tous les temps distingué parmi les meilleurs. Les circonstances où il a vécu ont rehaussé sa valeur; il a traversé un temps instructif, où, s'il n'a guère été permis de faire de grandes choses, il a été facile d'en apprendre, d'en concevoir, d'en propager d'excellentes. Il n'a failli à aucun de ces devoirs. Il s'était formé à cette école de la disgrace où les esprits se fortifient, où les caractères s'ennoblissent. L'opposition dans une bonne cause est le meilleur des apprentissages; qui ne l'a point traversé s'en ressentira toujours. Nous avons eu le bonheur d'être pendant longues années en lutte légitime contre un pouvoir assez fort pour résister, non pour opprimer; condamnés par-là à une

excellente discipline, nous avons pu nous façonner à tous les devoirs de la vraie liberté. Pour la jeunesse d'alors, la vérité était tout, le calcul peu de chose; la préoccupation d'un avancement personnel, cette idée fixe qu'on inspire avec tant de soin à la jeunesse bien élevée, était alors une chimère inconnue. La crainte pusillanime d'être appelé téméraire pour avoir bravé un préjugé, ou niais pour s'être fié à une idée, était un sentiment qu'on n'eût point compris. On n'avait pas découvert alors que la tranquillité publique fût tout l'ordre moral des sociétés. J'ignore ce que l'avenir réserve aux nouvelles générations. Puissent-elles ne regretter jamais de n'avoir point passé par les utiles épreuves qui nous ont été imposées! Il leur sera plus difficile de s'élever à ces scrupules de la raison qui, dans les siècles de discussion, sont un appui nécessaire à ceux de la conscience. L'industrialisme qui aujourd'hui s'applique à tout, qui règne jusque dans la vie politique et dans la vie littéraire, ne peut guère trouver de contre-poids que la foi dans les idées. La probité privée est d'un secours médiocre, les intérêts personnels s'accordent trop souvent avec les vertus domestiques. Une politique qui ne s'appuierait que sur ces vertus-là peut aisément se corrompre et s'avilir. Le jour où, pour gouverner un pays, on n'en appellerait qu'aux sentimens qui font le bon père de famille, c'en serait fait de la dignité nationale, car c'est aussi une des formes de la décadence que l'honnêteté dans la bassesse. Pour moi, je ne puis penser sans reconnaissance envers l'arbitre de nos destinées que j'ai vu d'autres temps et entendu d'autres leçons. Peut-être est-ce un préjugé de l'âge, mais il me semble que notre dignité à tous se mesure sur notre fidélité à ces souvenirs, et à mesure que l'expérience, cette conseillère tant vantée, détache les hommes de ce qu'ils nomment des illusions, je crois les voir s'affaisser; Dieu sait où cela les mène. Que d'autres soient heureux ainsi, j'y consens; mais qu'ils nous laissent nous obstiner dans la pensée que nous ne nous sommes pas trompés quinze ans. Schiller dit quelque part que l'homme fait doit porter respect aux rêves de sa jeunesse : la première marque de respect qu'on leur doive donner, c'est de ne pas dire qu'ils soient des rêves.

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'ULTRAMONTANISME

OU

L'ÉGLISE ROMAINE ET LA SOCIÉTÉ MODERNE,

PAR M. EDGAR QUINET.[1]

M. Quinet est à la fois professeur et écrivain. Les succès du professeur sont constatés par l'affluence qui se presse autour de sa chaire et qui vient chercher dans l'enceinte du Collége de France les nobles émotions que donnent toujours un style harmonieux et des sentimens élevés. Aujourd'hui M. Quinet fait de son cours un livre, et, comme écrivain, il s'adresse, non plus à un auditoire jeune et restreint, mais à la généralité des lecteurs. A un semblable appel, la critique ne saurait rester inattentive, indifférente : occupons-nous donc de *l'Ultramontanisme*. Tel est le titre des neuf leçons que M. Quinet vient de publier. Les devoirs de la critique sont parfois un fardeau bien lourd à porter : nous l'éprouvons aujourd'hui. S'il est déjà pénible de ne pouvoir approuver ce qu'a écrit un homme d'un talent reconnu, il l'est plus encore d'être obligé de motiver cette désapprobation.

Quand, l'année dernière, nous vîmes M. Quinet partir pour l'Espagne, nous nous en réjouîmes; il est bon que les poètes voyagent. M. Quinet nous le dit lui-même; il a besoin, pour parler des choses, des monumens et des hommes, de les toucher de ses mains et de les voir de ses yeux. Aussi a-t-il considéré un voyage en Espagne comme

(1) Un vol. in-8°, au Comptoir des imprimeurs-unis, 15, quai Malaquais.

indispensable à ses études. « Je suis parti pour l'Espagne, nous dit-il, sans l'appui de personne, contre le conseil et les vœux de tous mes amis, qui, dans leur sollicitude, ne me présageaient que ruine et désastre sur cette terre de misère. » M. Quinet doit se féliciter aujourd'hui de n'avoir pas cédé aux inquiétudes de ses amis, elles étaient excessives. Plus d'une fois, il est vrai, s'il faut l'en croire, il a fouillé, au péril de sa vie, les sierras les plus inhospitalières, mais enfin il n'a rien perdu sur *cette terre de misère*, pas même sa bourse, et il nous est revenu avec un bagage d'impressions et d'idées dont il faut apprécier la valeur.

La société espagnole est peut-être celle de nos sociétés modernes qui demande à l'observateur qui veut la connaître plus de temps et de réflexion. Nous pouvons pressentir la variété des aspects que présente le caractère espagnol, par les vicissitudes infinies dont l'histoire politique de la Péninsule nous donne aujourd'hui le spectacle. Le génie des peuples est la cause principale de leurs révolutions. Quand une nation surprend l'Europe chaque matin par des changemens brusques, par des péripéties imprévues, quand elle a contracté l'habitude d'une instabilité perpétuelle, elle nous avertit que ce n'est pas en un jour qu'on peut la connaître, puisqu'elle se cherche encore elle-même. Dans ces idées qui se débrouillent, dans ces croyances et ces passions qui se combattent, il y a le chaos, et, au fond de ce chaos, il y a, nous l'espérons, la fécondité. Mais ce travail sera long, et il ne livre pas ses secrets au voyageur qui passe. Indépendamment de la curiosité littéraire qui, pour le professeur des littératures modernes au Collége de France, est un devoir, M. Quinet avait, pour aller en Espagne, une autre raison, et, nous dit-il, *c'est peut-être la principale. Dans le combat que les hommes du passé nous livrent, j'ai voulu aller au-devant de ce fameux fanatisme espagnol et portugais, le voir de près, l'interroger, le chercher sous ses cendres.* Ce fameux fanatisme est donc mort, s'il faut le chercher sous ses cendres? Ne nous rassurons pas trop vite par la manière dont M. Quinet pose la question, car il pense que, si ce fanatisme est mort, il peut renaître, il craint qu'il n'ait été réveillé par nos querelles théologiques, et qu'il ne se prépare, de son côté, à garrotter l'esprit du midi de l'Europe. Voilà, dit M. Quinet, *ce qu'il m'était indispensable de connaître*. Puisque M. Quinet s'est donné à lui-même une pareille mission, il a le droit d'être écouté gravement. Toutefois, s'il faut l'avouer, nous eussions désiré qu'il eût franchi les Pyrénées avec un esprit plus libre. Cette terre sillonnée par tant de civilisations successives, cette terre si ardente et si mobile,

veut être vue et décrite avec la plus complète indépendance d'imagination et de jugement. Nous avons avidement interrogé le livre de M. Quinet sur les mœurs, sur la poésie, sur les arts de la Péninsule, et nous avons eu le déplaisir de le trouver muet sur tous ces points. Pas un mot de Lope de Vega; rien sur Calderon, que la critique de Frédéric Schlegel a su si bien mettre en contraste avec Shakspeare. Notre voyageur a dédaigné le théâtre pour marcher droit à l'église.

Contentons-nous donc de la seule chose que M. Quinet ait voulu voir en Espagne, et abordons avec lui l'étude du clergé et des institutions catholiques de la Péninsule. Malheureusement, voici une autre espérance qui sera encore en partie déçue : il est difficile d'étudier et d'apprendre les choses en prenant M. Quinet pour guide; il vous entraine à sa suite, il vous charme quelquefois, mais il vous instruit rarement. Il entasse les images plus qu'il n'éclaircit les idées, il est véhément et sonore plutôt que solide et lumineux. Aussi les pages que notre auteur a consacrées à l'Espagne ont-elles laissé dans notre esprit, à une première lecture, des notions fort peu nettes; toutefois, c'est un devoir pour nous de revenir sur nos impressions par une analyse attentive; il faut savoir qui est ici en défaut, l'écrivain ou le lecteur.

M. Quinet entre vivement dans son sujet, et il s'écrie : « Où êtes-vous, légions de moines guérillas? où êtes-vous, moines héroïques, qu'êtes-vous devenus? » Le voyageur nous apprend qu'il a heurté à la porte d'innombrables chartreuses, il a appelé, personne n'a répondu. Après une énumération de cloîtres qu'il a trouvés déserts, M. Quinet ajoute : *Je voulais à tout prix rencontrer un moine en Espagne, je n'ai pu y parvenir.* Mais ne voilà-t-il pas qu'à trois pages de distance, M. Quinet nous dit, toujours avec la même chaleur : « Voyez-vous en Espagne, à la suite d'une contre-révolution politique, ces moines dont je vous parlais tout à l'heure renaître de leurs cendres au cri de guerre, et tenter l'auto-da-fé du XIXe siècle? Ah! je ne demande pas leur perdition, j'ai sympathisé avec leur misère, *je l'ai dit à ceux que j'ai rencontrés*, et j'ai dit la vérité. » Nous n'insisterons pas sur une contradiction aussi flagrante; nous savons que les poètes ne sont pas des logiciens; seulement on conviendra qu'avec de tels renseignemens il nous est difficile de savoir s'il y a aujourd'hui des moines en Espagne.

Si nous passons des moines au clergé régulier, nous voyons que M. Quinet nous représente les ecclésiastiques espagnols comme des hommes simples qui ne lisent pas, et sont près de considérer tout ouvrage nouveau comme une hérésie. Il nous assure qu'ils sont restés parfaitement sourds aux appels des théologiens et des prêtres étran-

gers. Cette conviction, qu'il a rapportée de l'Espagne, doit le rassurer sur le réveil possible du fanatisme espagnol, qui ne sera pas ranimé de ses cendres par nos querelles théologiques, puisque ces querelles ne passent pas les monts. Malheureusement cette conviction n'est pas très solide dans l'esprit de M. Quinet, car nous trouvons dans sa neuvième leçon un passage qui dément les assertions de la première. « En Espagne même, dit M. Quinet (page 238), où le clergé était jusque-là si profondément incorporé à la nation, toutes les voix qui se font entendre répètent à leur tour le même cri : Rome! L'évêque des Canaries, dans l'ouvrage qu'il vient de publier, place la nouvelle indépendance de l'église espagnole dans la servitude absolue à l'égard de Rome. » Cependant M. Quinet nous avait dit plus haut que le clergé de l'Espagne était resté parfaitement sourd aux appels des prêtres étrangers. Il faut bien avouer qu'ici encore nous ne sommes pas mieux édifiés sur le clergé régulier que sur les moines. Entre ces versions différentes, quelle est la vraie?

Heureusement l'imagination de l'écrivain peut offrir au lecteur désappointé des dédommagemens. Quand M. Quinet se représente lui-même parcourant les montagnes de l'Andalousie à la suite d'un guide qui, pour interroger un chevrier du haut d'un rocher, l'appelait *caballero*, il sait vous communiquer les impressions pittoresques qu'il a recueillies dans sa course. Il a assisté à Madrid à quelques séances des cortès, et l'effet qu'a produit sur lui l'éloquence espagnole est rendu avec une piquante animation. En général, tout ce qui est sentiment, image, est toujours revêtu par M. Quinet d'une forme brillante; mais il est moins bien servi par son talent quand les faits et les hommes réclament un jugement net, une appréciation précise. Aux yeux de M. Quinet, l'Espagne est un peuple de prolétaires, une monarchie de prolétaires, un empire de prolétaires. Peut-être, si l'on voulait discuter ce point, trouverait-on qu'en Espagne il n'y a pas plus de prolétaires que partout ailleurs en Europe. Si dans le midi de la Péninsule la propriété est très peu divisée, elle l'est beaucoup dans d'autres parties. Mais enfin, puisque M. Quinet n'a vu dans la nation espagnole qu'un peuple de prolétaires, il a dû s'en affliger. Non, tout au contraire, il s'en félicite. L'état de l'Espagne est, à ses yeux, une pauvreté héroïque qui peut faire la gloire de ce pays, *si ses législateurs savent le comprendre*. Il remarque que l'insolence des riches et la jalousie des pauvres n'ont rien à faire là où la pauvreté est l'état de tout le monde, et c'est précisément parce que l'Espagne est aujourd'hui la plus mendiante, la plus nue des nations, *qu'elle pourra encore une fois étonner*

le monde par une forme nouvelle. Nous doutons fort que l'homme d'état qui s'occupe en ce moment de réorganiser les finances espagnoles, M. Mon, attribue à la pauvreté de l'Espagne le don d'opérer de tels miracles. Il croit qu'un peu de richesse et un peu d'ordre dans la fortune publique ne nuirait pas à la liberté. Quant à M. Quinet, il ne s'arrête pas à ces petits détails, et il ne veut qu'une chose, il veut qu'on fasse rentrer le sentiment du grand, du *divin*, dans la science politique. « Oui, s'écrie-t-il, il faut que l'Espagne, sans plus regarder en arrière, répète dans la science politique le vieux mot des croisades : Dieu le veut! Dieu le veut! » M. Quinet conseille donc à l'Espagne de devenir encore plus catholique? Nous l'avions pensé d'abord, mais nous avons lu aussitôt après qu'une seule parole prononcée dans ce sens, *au nom de la science, de la philosophie française,* aurait plus d'efficacité sur l'esprit de l'Espagne que toutes les conspirations et toute la diplomatie du monde. Que conclure maintenant? L'Espagne ne peut donc pas se sauver elle-même; elle a besoin de la France, elle a besoin d'une parole prononcée au nom de la philosophie française. Alors M. Quinet veut une intervention illimitée et une propagande révolutionnaire? Soyons juste. M. Quinet ne s'est pas rendu un compte exact de la portée de ces propositions successives. C'est un artiste qui fait un usage harmonieux des mots sans les peser, qu'une première vue des choses saisies sous leur aspect dramatique séduit et contente. Il ne serait pas équitable de lui demander la patience d'un observateur, son tempérament ne la lui permet pas.

Néanmoins nous espérions toujours qu'une fois passé le premier éblouissement que peut donner à une imagination vive le spectacle de choses nouvelles, nous arriverions, dans le livre de M. Quinet, à quelques larges peintures de la civilisation espagnole. Pour parler du midi de l'Europe, j'arrive de Grenade et de Cordoue, avait-il dit dès le début. C'était donc bien dans la Péninsule qu'il était allé surtout chercher ses inspirations. Cependant, dès le troisième chapitre, ou, si l'on veut, la troisième leçon, nous ne sommes plus en Espagne, mais en Italie. La scène change, et l'auteur entre brusquement dans un autre sujet : il faut l'y suivre, non sans jeter un regard de regret sur cette Espagne que nous désirions tant connaître.

Le dessein qui anime aujourd'hui M. Quinet, et qui l'éloigne de l'histoire des littératures, n'est pas médiocre; il ne se propose rien moins que de sauver le christianisme, compromis par le catholicisme. L'an dernier, dans les cinq leçons qu'il a faites sur les jésuites, il s'était contenté de réfuter le passé; aujourd'hui, pour nous servir de ses

expressions, il *s'avance bien plus loin*, il veut montrer *les indices de l'avenir*, marquer *des fondemens réels;* enfin, en face de chacune des idées de l'ultramontanisme, il élèvera *une autre idée plus vraie, plus féconde, plus religieuse*. Ainsi M. Quinet prend l'engagement d'édifier des dogmes nouveaux. Avant de comparer les résultats aux prétentions, reconnaissons que M. Quinet a eu raison de dire qu'aujourd'hui il s'avance bien plus loin. L'année dernière, en effet, M. Quinet ne faisait la guerre qu'aux jésuites, aujourd'hui il la déclare au catholicisme, à l'église elle-même. Déjà, l'année dernière, l'entreprise avait dépassé ses forces, et nous avons dû remarquer que le brillant polémiste, malgré toute son ardeur, n'avait qu'effleuré son sujet : maintenant sera-t-il plus fort, sera-t-il plus heureux, quand, au lieu de prendre à partie une société particulière, il lève sa lance contre l'église romaine?

Il est d'abord un point qu'il est à propos d'éclaircir. Les philosophes du XIXe siècle doivent-ils, comme ceux du XVIIIe, soutenir contre l'église une guerre persévérante, systématique? L'attitude des philosophes de nos jours doit-elle être toute militante, entièrement hostile? A cette question nous répondrons par deux mots de Spinoza : *Non detestari, sed intelligere*. Si les philosophes n'avaient pour l'église que de la haine, ils montreraient qu'ils ignorent le véritable but de la philosophie, la mesure de ses forces, et qu'ils ne connaissent pas davantage la mission salutaire de la religion. En face des croyances religieuses, le génie philosophique ne doit pas avoir des pensées de proscription, mais l'ambition du partage. A-t-on jamais cru que les mathématiciens dussent exterminer les poètes? Pourquoi donc la science chercherait-elle sa prospérité dans l'anéantissement de la foi? Sans doute il y a des débats inévitables, et la raison doit défendre son indépendance. Pour notre part, nous ne croyons pas avoir jamais manqué à la défense nécessaire de la philosophie, mais une pratique plus mûre de la vie et de la pensée nous a convaincu que des attaques incessantes contre l'église ébranleraient la stabilité sociale, sans donner aux idées nouvelles une impulsion puissante. Le travail de notre époque doit être plutôt une transformation qu'une lutte. D'ailleurs, l'esprit du siècle pénètre et modifie l'église plus peut-être qu'elle ne le pense elle-même, et elle subit l'action du temps, quoiqu'elle se dise bâtie pour l'éternité. Nous ne voudrions donc pas qu'on troublât trop, par des cris de guerre, le cours naturel des choses. Ne pouvons-nous voir à la fois les pouvoirs politiques maintenir avec fermeté l'église dans de justes bornes, et les penseurs rester calmes dans les régions

de la philosophie et de l'histoire, sans permettre à des émotions passagères de rendre leurs jugemens moins intègres, et d'altérer la paisible sérénité de leurs regards? C'est parce que nous sommes persuadé que cette position serait à la fois la plus digne et la plus forte, que nous ne saurions approuver la nouvelle polémique où vient de s'engager M. Quinet. Il y a des choses qui, une fois faites, ne se recommencent pas. La passe d'armes contre les jésuites avait réussi, c'était un petit tournoi qui n'avait pas manqué d'éclat; cette année, il eût été de bon goût et de bonne conduite de ne pas courir après le même genre de succès. Nous savons bien que M. Quinet a la prétention, cette fois, d'être plus dogmatique que polémique, et c'est ici qu'il s'abuse. Nous constaterons, chemin faisant, combien la part des idées positives est faible chez l'ardent écrivain, qui n'aperçoit plus les choses que sous l'aspect d'un duel contre l'église. Les divisions de son livre en font foi. L'auteur met tour à tour l'église en contraste, en opposition avec l'état, avec la science, avec l'histoire, avec le droit, avec la philosophie, avec les peuples, et toujours il conclut que l'église a manqué à ses devoirs. Avec un tel plan, avec des dispositions aussi agressives, on peut tracer des pages rapides et colorées; il suffit de quelques faits mis en lumière aux dépens de tous les autres pour écrire un *factum*, mais l'impartiale histoire et la véridique philosophie mettent à un plus haut prix leurs résultats.

Pour tracer des généralités historiques, il faut à la fois un coup d'œil très sûr et une érudition forte. Une généralité n'est légitime qu'à la condition de ne contredire aucun fait important. Autrement, on arriverait à cet effet étrange d'élever une apparence de vérité générale avec des erreurs de détails. Au premier regard que M. Quinet jette sur le moyen-âge, il est frappé de l'esprit de parallélisme qui existe entre le développement de la société religieuse et celui de la société politique. Il est certain, en effet, que la papauté et la monarchie s'élevèrent dans le même temps à une grande autorité. Ce synchronisme a été remarqué plusieurs fois, notamment par M. Guizot; mais, dans l'imagination de M. Quinet, il prend des proportions tout-à-fait nouvelles. « Grégoire VII et ses successeurs, dit-il, appuyés sur la plèbe des ordres mendians, répriment, humilient les évêques; ils fondent la monarchie spirituelle. N'est-ce pas dans toute l'Europe chrétienne le signal pour la monarchie temporelle de suivre la même voie? Louis-le-Gros, Philippe-Auguste, *autant d'ombres* qui marchent dans l'imitation des papes des siècles précédens. » D'abord, ni Grégoire VII ni ses successeurs n'ont systématiquement réprimé, humilié les évêques,

car les évêques étaient pour eux ou des partisans dévoués, ou des adversaires puissans. La querelle du sacerdoce et de l'empire partagea l'épiscopat, et souvent les papes se trouvèrent sans force contre les évêques d'Allemagne et de France. Que de fois Innocent III s'adressa aux évêques allemands, pour leur rappeler les liens qui devaient les unir au chef de l'église! Un jour, dans sa douleur, ne s'écria-t-il pas: *La clé de Pierre est méprisée!* Ce n'étaient donc pas les papes qui humiliaient les évêques. Pas davantage les rois n'imitèrent les papes. Louis-le-Gros, qui n'était pas *une ombre*, et ses successeurs n'ont pas marché dans l'imitation des papes des siècles précédens. Cette manière de voir de M. Quinet, si elle était acceptée, défigurerait l'histoire et n'irait à rien moins qu'à nier l'originalité et l'indépendance de la puissance temporelle. Le monde temporel, demande M. Quinet, n'a-t-il pas obéi aux moindres impulsions du monde spirituel? Non. Le monde temporel, et c'est sa force, a eu dès le principe son génie distinct. M. Quinet insiste, et il dit: « Il n'a fallu à l'église que remuer un fil pour tourner dans le sens où elle a voulu toute la société chrétienne. » A ce compte, c'est le sacerdoce qui aura voulu que l'empire allemand et la monarchie française missent avec tant d'énergie une digue à son ambition. Si Philippe-le-Bel a fait souffleter Boniface VIII, c'est que ce pape a *remué un fil*.

N'est-il pas bizarre que l'écrivain qui semble vouloir nous entraîner à une croisade contre ce qu'il appelle l'*ultramontanisme* méconnaisse à ce point la persistance individuelle de la puissance temporelle à travers toute l'histoire? M. Quinet est persuadé que jusqu'à la révolution française le monde civil s'est moulé sur les formes de la société spirituelle: il oublie toute une moitié du moyen-âge, il oublie le jurisconsulte venant se mettre à côté du prêtre pour le contredire, l'antagonisme du droit romain et du droit canonique, et ici ce fut l'église qui calqua sa législation sur les formes des lois romaines. M. Quinet oublie la majesté impériale en Allemagne, l'autorité parlementaire en France. Avant la révolution française, il y avait en Europe une société civile puissante ayant ses origines, ses traditions, son esprit. M. Quinet veut prendre place parmi les défenseurs de la puissance temporelle: c'est fort bien, seulement il ne faut pas qu'il commence par rayer une partie de ses titres et par mutiler son histoire. Quelques pages plus loin, il est vrai, M. Quinet reconnaît que l'état, lorsqu'il est devenu chrétien, a senti qu'il avait comme l'église *le droit divin d'être et de durée*. Alors, dit-il, sa dépendance du spirituel a cessé, la lutte a commencé, c'est l'époque que domine saint Louis. Mais cette époque,

quand s'est-elle ouverte? Plus haut, M. Quinet nous a montré Philippe-Auguste marchant dans l'imitation des papes; or, entre la mort de Philippe-Auguste et l'avénement de saint Louis, il n'y a que trois ans d'intervalle. Il valait la peine de nous donner le secret d'une révolution si soudaine et si complète. L'imagination de M. Quinet ne s'est pas encore pliée à l'exactitude, à la précision de l'histoire.

Maintenant abordons directement l'idée même du livre de M. Quinet, l'ultramontanisme. Voici comment l'écrivain pose la question. Au XVI[e] siècle, la papauté a dit à l'Italie : Tu es morte, mais je vais te faire régner. Le dessein de la papauté a été, nous suivons les idées de M. Quinet, d'imposer au monde les pensées de mort qui s'élèvent du milieu des maremmes et des villes désertes de l'Italie, de faire pâlir le temporel devant le spirituel, de faire croître l'herbe sur le monde civil comme sur la campagne de Rome. C'est là, dit expressément M. Quinet, ce qu'on appelle l'ultramontanisme moderne. La définition est peu rigoureuse; mais enfin, à travers le langage poétique de l'auteur, on aperçoit sa pensée. M. Quinet voit dans le catholicisme romain l'ennemi de toute liberté, de toute lumière; il veut donc à la fois le combattre et lui substituer quelque chose qui puisse nous dédommager. La société est pour lui comme une autre Agar dans le désert : cette Agar ne verra-t-elle aucune source jaillir à ses côtés? Comment, après des propositions aussi extrêmes, a-t-il pu venir à l'esprit de M. Quinet de nous dire qu'il avait sur l'avenir religieux de l'Europe les mêmes idées que Leibnitz, et d'ajouter : *Si je suis condamné, Leibnitz le sera avec moi?* Leibnitz, grand Dieu! le génie à la fois le plus conciliateur et le plus positif, non-seulement l'homme des idées spéculatives, mais l'homme des textes et des faits! Entre le catholicisme et le protestantisme, Leibnitz pouvait prononcer des paroles de paix, parce qu'il acceptait les bases essentielles des deux communions. Même sur le concile de Trente, qui fut un des principaux objets de ses discussions avec Bossuet, Leibnitz portait un jugement impartial; il écrivait à M[me] la duchesse de Brunswick que « la plupart des décisions de ce concile avaient été faites avec beaucoup de sagesse, et qu'il était loin de le mépriser. » Maintenant écoutons M. Quinet : « Le concile était plein de menaces... Les dernières paroles que prononcent les prélats en se séparant sont anathème! L'écho répète anathème pendant deux siècles d'inquisition politique. » Qu'on juge s'il nous est possible de rendre Leibnitz solidaire des opinions de M. Quinet.

C'est en s'autorisant de l'histoire de Galilée que l'auteur de *l'Ultramontanisme* reproche vivement à l'église romaine d'être contraire aux progrès de la science. Ce chapitre est remarquable, et M. Quinet avait

pour le rédiger de précieux matériaux. Nous voulons parler du troisième livre de l'*Histoire des sciences mathématiques en Italie*, par M. Libri. Sur un fait particulier, M. Quinet cite une lettre de Galilée que M. Libri a publiée dans *le Journal des Savans* en 1841. Peut-être M. Quinet n'eût-il pas dû se contenter de ce renvoi; en effet, c'est dans *l'Histoire des sciences mathématiques en Italie* que se trouve tracée dans les proportions les plus étendues et avec les justifications les plus intéressantes la biographie scientifique de Galilée. Ce savant morceau de M. Libri a dû être fort utile à M. Quinet (1). Quand l'auteur de *l'Ultramontanisme*, en traitant de l'église romaine et de la philosophie, énonce et développe cette idée, que l'Italie a eu deux cents ans avant la France son XVIIIe siècle, il a encore l'avantage de se trouver sur les traces d'un autre de ses collègues, M. Philarète Chasles, qui, dans cette *Revue*, a tracé le plus piquant tableau de l'Italie philosophique du XVIe siècle (2). Dans la rapidité de sa course, M. Quinet a négligé d'indiquer ce travail. Au milieu du chapitre où l'auteur de *l'Ultramontanisme* apprécie les relations de l'église romaine avec les peuples, il nous dit : « Croirait-on que l'inquisition est ce qui a conservé chez l'Espagne l'esprit de race? Rien n'est plus certain..... Pendant trois siècles, un bûcher national a conservé, en dépit de l'ultramontanisme, la nationalité de l'Espagne. » Ici M. Quinet semble s'étonner lui-même de la nouveauté hardie de sa pensée, et il oublie qu'il ne fait que répéter M. de Maistre, dont, pour abréger, nous ne citerons qu'une phrase : « Si la nation espagnole a conservé ses maximes, son unité, et cet esprit public qui l'a sauvée, elle le doit uniquement à l'inquisition (3). » M. Quinet, qui cite M. de Maistre au sujet de choses fort connues, comme le fameux passage sur le bourreau, avait une occasion excellente, dans le chapitre qu'il intitule *l'Inquisition*, de discuter les *Lettres* du célèbre ultramontain.

Nous ne nous permettons ces observations de détails que pour faire comprendre les préoccupations qui assiégent M. Quinet. Il est trop pressé, trop agité, pour s'arrêter à des soins que prendraient d'autres écrivains. Il s'aperçoit quelquefois lui-même de son état, et il s'écrie quelque part : *Mais quoi! parlons tranquillement.* Cette résolution est sage; par malheur, l'auteur y est souvent infidèle. Quand il est en face de la papauté, son exaltation redouble, et à de justes censures il mêle les griefs les plus étranges. Ainsi M. Quinet fait un re-

(1) Cette biographie de Galilée se trouve dans la *Revue* du 1er juillet 1841.

(2) Voir la livraison du 1er mars 1842.

(3) *Lettres à un gentilhomme russe sur l'inquisition espagnole.* Quatrième lettre, pages 97, 98.

proche à Rome de n'avoir pas sauvé en 1815 le maréchal Ney et le roi Murat; il demande pourquoi le pape n'a pas délivré Napoléon prisonnier à Sainte-Hélène : « Où est l'homme, s'écrie-t-il, qui n'eût été frappé, ébranlé jusque dans le fond de son cœur, à la vue de ce Prométhée délivré du vautour par l'*Hercule chrétien?* » Tout à l'heure on raillait le pape de son impuissance, maintenant c'est un autre Hercule. Ici le poète domine, et sans doute M. Quinet s'est imaginé qu'il faisait des vers. De pareilles choses ne devraient pas s'écrire en prose.

M. Quinet loue beaucoup le XVIIIe siècle, et il veut faire de la gloire de cette époque son arme la plus redoutable contre le catholicisme. Cette intention n'est pas nouvelle, et d'autres l'ont eue avant lui. Peut-être les écrivains si spirituels et si clairs du XVIIIe siècle, s'ils pouvaient lire le panégyrique que leur consacre l'auteur de *l'Ultramontanisme*, seraient-ils un peu surpris par le jugement dont leur époque se trouve l'objet. « Le XVIIIe siècle, dit M. Quinet, est arraché à sa vallée d'Égypte; il laisse derrière lui *ce qu'il a adoré*, et les Pharaons le poursuivent pendant plus d'une journée. *Il est entraîné à l'écart par ceux qui le conduisent.* » Le XVIIIe siècle entraîné à l'écart! Mais ceux qui l'ont défendu avaient toujours pensé qu'il n'avait jamais quitté le chemin direct des idées légitimes et puissantes. Le XVIIIe siècle, qu'il en ait eu plus ou moins conscience, est l'héritier d'Abailard, de Montaigne et de Descartes. Ici M. Quinet méconnaît la tradition philosophique comme il a méconnu la tradition du pouvoir civil. « L'homme moderne, écrit-il, reste loin de la vieille société, sans aucun intermédiaire, en face de la raison. » Non, il y a eu des intermédiaires; sans remonter aux grands hommes que nous avons nommés, nous ne sommes arrivés à Voltaire qu'en passant par Bayle, et l'auteur du *Télémaque* a préparé l'auteur de l'*Émile*. En pénétrant dans le XVIIIe siècle, dont M. Quinet veut se faire l'historien, nous avons en vain cherché Diderot, d'Alembert, l'Encyclopédie et Fréret. Cependant il est impossible d'avoir l'idée la plus élémentaire de ce siècle sans apercevoir les fondateurs de l'Encyclopédie, sans contempler les lignes principales de ce grand monument, sans apprécier, même en courant, les travaux du célèbre critique, qui est un des plus formidables ennemis du christianisme. Puisqu'il voulait glorifier le XVIIIe siècle, M. Quinet aurait dû lui emprunter un peu de son esprit d'analyse.

Arrêtons-nous un instant devant la figure de Voltaire. L'empire que ce grand homme exerça sur son siècle fut si étendu, que sur ce point l'exagération n'est pas possible. M. Quinet, dans son enthousiasme d'assez fraîche date pour Voltaire, a donc pu se donner librement carrière. Nous ne le chicanerons pas pour avoir dit que Voltaire s'est assis

sur le trône des esprits, qu'il a été un *ange d'extermination*, qu'il a été *le rire de l'esprit universel, un grand acte de la Providence;* mais, quand M. Quinet affirme que Voltaire est *l'esprit chrétien lui-même*, nous ne saurions souscrire à une telle appréciation. M. Quinet a-t-il voulu dire que Voltaire est chrétien, parce qu'il a été le prédicateur le plus puissant des droits de l'humanité? Mais la pensée constante de Voltaire fut précisément de faire primer le christianisme par l'esprit de l'humanité. Avant Jésus-Christ, nous trouvons dans les écrivains romains la notion de l'humanité, nous la trouvons dans Térence, dans Cicéron, dans Sénèque; c'est avec la pensée de Sénèque et de Cicéron que renoue Voltaire. Loin de vouloir, comme le dit M. Quinet, envelopper la terre entière dans le droit de l'Évangile, Voltaire a toujours travaillé à substituer à la religion révélée du Christ l'indépendance la plus complète et la généralité la plus absolue de l'esprit humain.

Prétendra-t-on que Voltaire fut animé de l'esprit chrétien, parce que dans *Zaïre*, dans *Alzire*, il a fait un pathétique usage des beautés morales du christianisme? Voltaire a tenté des excursions dans l'art chrétien, comme il s'est servi de la mythologie grecque, en poète. Quant à l'homme même, il est l'ennemi systématique du dogme chrétien. M. Quinet n'avait donc plus en mémoire la correspondance de Voltaire quand il a écrit que Voltaire était l'esprit chrétien lui-même? Qu'il ouvre ce vaste dépôt des pensées intimes de l'auteur d'*Alzire*, il trouvera de nombreux démentis à son assertion. Voltaire écrivait à Helvétius en 1759 : « Nous aurions besoin d'un ouvrage qui fît voir combien la morale des vrais philosophes l'emporte sur celle du christianisme. » Voici ce qu'en 1765 il mandait au comte d'Argental : « C'est à mon gré le plus grand service qu'on puisse rendre au genre humain de séparer le sot peuple des honnêtes gens pour jamais, et il me semble que la chose est assez avancée. On ne saurait souffrir l'absurde insolence de ceux qui vous disent : je veux que vous pensiez comme votre tailleur et votre blanchisseuse. » Loin de reconnaître dans le christianisme l'idée la plus générale, et un enseignement que toutes les intelligences, même les plus hautes, dussent accepter, on voit que Voltaire se révoltait contre l'uniformité du joug que l'Évangile impose à tous; pour lui, l'aristocratie et l'indépendance de l'esprit étaient la règle suprême.

Nous relevons en passant ces inexactitudes dans lesquelles la fougue de M. Quinet l'a entraîné, parce que rien n'embrouille plus les questions que les méprises sur les faits et sur les hommes. Que gagne-t-on à faire de Voltaire un chrétien, et de Descartes un philosophe orthodoxe? Ce n'est pas la première fois que nous demandons qu'on laisse

aux grandes idées qui se disputent le monde le caractère qui les spécifie, et qu'on ne tombe pas dans l'illusion ou dans l'hypocrisie de confondre avec le christianisme les doctrines qui lui ont été le plus contraires.

La révolution française préoccupe beaucoup, et à juste titre, l'auteur de *l'Ultramontanisme*. C'est elle qu'il oppose à l'esprit de l'église romaine. Mais alors pouvait-on s'attendre que M. Quinet représenterait la révolution française comme une espèce de plaie d'Égypte, dont Dieu a voulu frapper les méchans? Nous citerons ses paroles : « Il fallait qu'un grand châtiment vînt avertir l'église qu'elle se trompait. *Ce châtiment sacré, la Providence le lui a envoyé en déchaînant contre elle la révolution française. Le ciel ne pouvait pas parler plus haut.* A-t-il été entendu, compris?... L'église niera-t-elle le châtiment? Cela est impossible. Prétendra-t-elle que ce qui est vrai pour les autres n'est pas vrai pour elle? Elle ne le peut pas davantage. L'avertissement n'a-t-il pas été donné avec assez de force. *Faut-il que Dieu se répète?* Elle le pense encore moins. » Et M. Quinet, à quoi a-t-il pensé quand il a écrit de semblables lignes? La révolution française n'est à ses yeux qu'un châtiment sacré que Dieu déchaîne pour punir l'église! Nous pensions, nous, qu'elle était une source féconde de principes et d'idées, le développement légitime de la société française, et que les excès, même les crimes qu'on doit lui reprocher, ne sauraient abolir chez elle ce grand caractère d'une régénération nécessaire et glorieuse. Ce sont les ennemis de la révolution qui tiennent le langage que leur emprunte aujourd'hui M. Quinet, par la plus singulière des inadvertances. A son insu, M. Quinet apprécie la révolution française comme certains écrivains mystiques. Nous le renverrons à un écrit de Saint-Martin que ce théosophe publia en 1795. Cet écrit de quatre-vingts pages a pour titre : *Lettre à un Ami ou Considérations politiques, philosophiques et religieuses sur la révolution française.* L'auteur mystique y reconnaît la nécessité de la révolution, et la raison qu'il en donne, c'est que Dieu dans ses décrets avait condamné le clergé et l'*église extérieure*. Saint-Martin trouve naturel que Dieu verse du sang, arrache les fondemens d'une société antique, dans l'unique intérêt de ses élus et de l'église invisible. M. Quinet devait-il donc se placer au même point de vue? Que devient alors le peuple dans cette manière d'apprécier la révolution? Il n'est plus qu'instrument et victime. Il est le jouet de Dieu, qui le pousse et qui l'immole. Il y a plusieurs années qu'en causant à Munich avec le célèbre mystique Franz Baader, je recueillis de sa bouche cette parole : *La révolution française est un ordre de Dieu,*

exécuté par le diable. Pour ma part, dans cette définition, j'acceptai Dieu, mais je retranchai le diable. M. Quinet reproche à un prélat espagnol d'avoir dit que la révolution française est une invention de l'enfer, et il accuse « Gœrres de faire écho sur ce point à l'évêque des Canaries. » Il ne s'aperçoit pas qu'il dit presque la même chose en appelant la révolution française *un châtiment sacré*, en écrivant que la Providence a *déchaîné* contre l'église la révolution française. Il ne reste plus qu'à savoir comment la Providence envoie les châtimens et déchaîne les monstres; c'est un détail d'exécution. C'est assez sur ce point, mais nous voulions constater qu'il y a chez M. Quinet une sorte d'illuminisme poétique dont il n'a pas conscience; c'est souvent un mystique sans le savoir.

Nous arrivons à l'examen des opinions dogmatiques que nous a promises l'auteur de *l'Ultramontanisme*. Les imaginations de poètes sont sujettes à se tromper elles-mêmes; elles grossissent les objets, elles peuplent le vide de créations fantastiques. Il peut arriver à un poète, quand il est dans le domaine des idées philosophiques, de prendre de vagues aspirations vers la pensée pour des vérités substantielles. C'est un peu l'histoire de M. Quinet. Il est de très bonne foi quand il dit à son auditoire : « Je ne suis qu'un degré de cette échelle de lumière que vous devez parcourir jusqu'à Dieu. Demain ou après, l'échelon peut disparaître. Qu'importe? j'ai montré le chemin; allez plus loin que moi! élevez-vous plus haut que moi! » Il est évident que M. Quinet se croit très loin et très haut quand il fait une pareille invitation à ses auditeurs. Cherchons un peu dans quelle région, dans quelle latitude il les a conduits.

Il est une justice que nous rendrons d'abord à M. Quinet avec un plaisir véritable et qui s'adresse à la générosité des instincts, à la noblesse des sentimens, dont l'expression se trouve consignée dans ses pages. Il demande la liberté pour tous les peuples, le respect des nationalités, et il prêche la fraternité universelle. Toutes ces généralités, neuves il y a cinquante ans, ont trouvé dans M. Quinet un chaleureux interprète. On sent qu'il est plein des souvenirs de l'histoire de notre révolution. Il demande que, dans le démembrement de la puissance spirituelle, il se forme une autorité dont l'effet se fasse sentir à tous les peuples. Il rappelle que les premières assemblées de la révolution française ont eu cette pensée, et pour lui la déclaration des droits de l'homme est une *profession de foi canonique*. Ici constatons une interversion singulière dans la manière dont M. Quinet pose les questions. Ce que tout le monde appelle pouvoir politique, il l'appelle pou-

voir spirituel; il demande aux assemblées politiques de nos jours d'être l'organe de la nouvelle puissance spirituelle : il ne s'agit pas, dit-il, de renverser la cité catholique, mais bien de la réaliser. M. Quinet continue dans l'ordre spéculatif l'erreur qui l'a si fort fourvoyé quand il a voulu tracer des généralités historiques. Nous l'avons vu, quand il parlait du moyen-âge, absorber entièrement le pouvoir temporel dans la puissance spirituelle; maintenant il appelle puissance spirituelle le pouvoir temporel lui-même. Il aperçoit l'avenir de l'humanité sous la forme d'une église universelle; les assemblées seront des conciles, et leurs décrets remplaceront les bulles des papes. Tout cela est faux; non, je me trompe, tout cela est puéril : c'est jouer avec les mots, ce n'est pas traiter gravement la réalité. Il y aura toujours deux ordres d'idées fort distincts : l'ordre spirituel, l'ordre temporel. Nous avons déjà montré dans cette *Revue* (1) que ces deux ordres étaient aussi étendus, aussi complets l'un que l'autre, et qu'ils devaient se respecter mutuellement dans leurs attributions et leurs limites légitimes. Nous ne reviendrons pas sur ce point. Il nous suffit d'avoir rendu sensible l'erreur de M. Quinet.

Si le pouvoir politique, sous le nom de pouvoir spirituel, absorbait tout, que deviendrait la religion? C'est ce que nous cherchons en vain dans le livre de M. Quinet. Il nous a dit expressément qu'il aspirait à un enseignement plus véritablement religieux que l'enseignement ecclésiastique (pag. 116). Quel est cet enseignement religieux? L'année dernière, M. Quinet écrivait qu'il était de la communion de Descartes, de Turenne, de Latour-d'Auvergne, de Napoléon. Or, tous ces illustres personnages appartenaient à la communion catholique, car probablement M. Quinet entendait parler de Turenne après sa conversion. En rappelant ces grands noms, il se proposait sans doute de montrer qu'il ne voulait pas se séparer de l'église catholique. Aujourd'hui, nous ne trouvons plus M. Quinet dans la même situation; il proclame que le catholicisme va se retirer des états modernes, et il cherche pour le remplacer un *principe religieux d'être et de durée*. Quel sera ce principe? M. Quinet incline-t-il au protestantisme? On pourrait d'abord le penser quand on voit l'auteur de *l'Ultramontanisme* emprunter parfois des armes aux protestans pour combattre l'église catholique; mais au-delà de ces apparences il n'y a plus de similitude entre les croyances du protestantisme et les idées que professe aujourd'hui M. Quinet. Le protestantisme est une religion fort positive; il a des dogmes très arrê-

(1) *L'Église et la Philosophie*. — *Revue des deux Mondes*, 15 octobre 1843.

tés, et il se propose avant tout la régénération intérieure de l'individu. Or, aujourd'hui, c'est de l'humanité que se préoccupe principalement M. Quinet. « Vous cherchez le Christ dans le sépulcre du passé, nous dit-il, mais le Christ a quitté le sépulcre, il a marché, il a changé de place; *il vit, il s'incarne, il descend dans le monde moderne.* » Ici M. Quinet répète, sans s'en apercevoir, ce qu'a dit en Allemagne le docteur Strauss, que dans cette *Revue* même il a si éloquemment combattu. Quand M. Quinet écrivait ce bel article, il raillait assez amèrement l'humanité qui s'adore elle-même; il comparait le genre humain à un autre Saül saisi de vertige, il nous le montrait s'écriant dans son ivresse : « Je sens que je deviens Dieu! » Or, que fait autre chose aujourd'hui M. Quinet que diviniser l'humanité et le monde, puisqu'il nous dit que le Christ s'y incarne? Ne nous dit-il pas aussi que Galilée, Keppler et Newton sont les prophètes du monde moderne, des *voyans*, parce qu'ils ont lu en Dieu lui-même leur géométrie sacrée? Cependant, lorsque M. Quinet critiquait Strauss, il se faisait l'adversaire du Dieu-substance.

Quand on suit avec attention la pensée de l'auteur de *l'Ultramontanisme*, on la voit s'épuiser en efforts pour aboutir à un système sans pouvoir y parvenir. M. Quinet s'agite dans un spiritualisme généreux, mais vague, plein d'élans poétiques, mais aussi de contradictions flagrantes. Un moment on serait tenté de le croire déiste avec Rousseau, puis on le trouve panthéiste. Son spiritualisme a mille aspects, mille couleurs : il amuse un moment l'imagination; mais, comme il n'édifie rien, il ne saurait satisfaire les intelligences qui veulent se rendre compte des choses.

Pour nous résumer sur le livre même, *l'Ultramontanisme* est de beaucoup inférieur à la publication qu'a faite l'année dernière M. Quinet sur les jésuites. Les attaques auxquelles il se livre contre l'église ne sont ni nouvelles ni habiles. Sous les formes parfois éclatantes de la polémique de M. Quinet, il y a trop de réminiscences et de lieux communs. Il donne aussi trop beau jeu à ses adversaires par l'ardeur irréfléchie qui l'entraîne, tant pour les faits que pour les idées, dans d'étranges confusions. Sous le rapport dogmatique, l'écrivain s'est tellement abusé lui-même, qu'il a pris des sentimens vagues et des emprunts à des écoles contraires pour des idées positives et neuves.

En dépit de toutes ces méprises, nous n'en tenons pas moins pour très réel le talent même de M. Quinet. Laissons enfin le court ouvrage que nous avons dû critiquer pour considérer un moment l'écrivain avec sa belle imagination et sa brillante plume. Il y a dans ce qu'a

écrit M. Quinet, nous ne parlons que de sa prose, un reflet splendide du génie poétique de M. de Châteaubriand. C'est un de ceux qui, parmi nos contemporains, ont été le plus frappés par le style immortel de l'auteur des *Martyrs*, et qui ont su en garder quelques rayons. Il faut ajouter à ces impressions les idées et les sentimens dont M. Quinet a été s'inspirer en Allemagne. Pour lui, la métaphysique allemande fut comme une poésie initiatrice, et il sut teindre de vives couleurs les trames subtiles de l'idéalisme germanique. Par une réaction qui nous prouve une fois de plus que M. Quinet est un poète, l'auteur d'*Ahasverus* professe aujourd'hui autant de dédain pour l'Allemagne qu'il ressentait autrefois d'enthousiasme pour elle. A l'entendre, les illustres universités d'Allemagne ne disent plus rien, la torpeur est à Berlin, et la mort à Munich. Devait-on s'attendre à trouver de pareilles sentences dans la bouche du traducteur de Herder et de l'hôte d'Heidelberg?

Dans la critique littéraire, M. Quinet apportait un précieux avantage, son imagination; grace à elle, il pouvait entrer mieux que personne dans l'intelligence, dans le secret de ces grandes épopées où se reflète la vie héroïque et religieuse des peuples. En fécondant encore par l'étude cet heureux don, M. Quinet était appelé à se faire une belle place parmi les historiens de la littérature. Les morceaux si remarquables qu'il a réunis sous le titre d'*Allemagne et Italie*, et qui ont paru successivement dans cette *Revue*, attestaient une touche aussi ferme que brillante; ils annonçaient un critique vraiment artiste qui saurait comprendre en penseur, commenter en grand écrivain les œuvres du génie et les monumens des civilisations. Pourquoi faut-il que, depuis plusieurs années, ces belles espérances aient été, sinon détruites, du moins bien ajournées? Pourquoi M. Quinet semble-t-il dédaigner aujourd'hui les études auxquelles il doit ses meilleurs titres, et qui seules peuvent confirmer sa renommée dans l'avenir, pour se livrer uniquement à une polémique plus retentissante qu'utile et judicieuse? Le temps s'écoule cependant, et le talent, au lieu de se fortifier, de s'accroître, s'amoindrit et s'égare.

Les intelligences élevées doivent, à mesure que la vie se déroule devant elles, trouver de plus en plus la force et le calme, et se séparer des agitations stériles. Il arrive un moment où l'esprit apprécie toutes choses pour ce qu'elles valent, et n'a plus qu'une ambition sérieuse : c'est de se contenter lui-même. Alors, dans quelque route où se trouve engagé l'écrivain, qu'il soit poète, historien, philosophe ou publiciste, il s'honorera par un culte sévère de l'art et de la science, et dédaignera de sacrifier aux faux dieux. Il aura un mépris tranquille pour ces

succès éphémères qu'il faut acheter en altérant la vérité dans sa grandeur féconde. Il sait d'ailleurs que de pareils succès sont le plus grand obstacle à une renommée durable. Dans sa clairvoyante justice, l'opinion discerne ceux qui la courtisent par de petits moyens de ceux qui savent mériter, attendre ses suffrages sans les chercher. Il est possible que les rois, s'ils ont encore des flatteurs, soient toujours leurs dupes et les prennent pour des amis sincères; mais il est un autre souverain, le public, qui, en paraissant accepter toutes sortes d'adulations et d'hommages, a le plus souvent peu d'illusions sur le compte de ceux qui les lui prodiguent. Pour arriver à son estime, l'indépendance de l'artiste, celle du penseur est encore la voie la plus sûre; c'est pour ainsi dire la voie sacrée qu'un homme comme M. Quinet ne doit jamais vouloir quitter. Qu'il reprenne ces beaux travaux où il avait su donner à la critique tant d'animation et de splendeur : c'est le vœu sincère que font parmi nous tous ceux qui ont pour son remarquable talent une sympathie profonde. Il ne s'estimerait vraiment pas à sa juste valeur, s'il ne se croyait plus d'autre mission que de déclamer contre les jésuites et les ultramontains. Le brillant passé de M. Quinet nous donne le droit de demander autre chose à l'écrivain que dans sa jeunesse un noble enthousiasme emportait vers la patrie de Platon et d'Homère.

Dans une époque où à chaque pas on se trouve en face de l'exploitation industrielle et du charlatanisme littéraire, il importe que les idées et ceux que leur talent appelle à en être les interprètes ne descendent pas des hauteurs où les place la nature des choses, dans le dessein de se rendre plus populaires. Le beau et le vrai, par leur propre efficacité, exercent sur tous les hommes, sur le peuple aussi bien que sur les connaisseurs, un irrésistible empire, et, pour avoir toute leur puissance, ils ne doivent sacrifier aucune de leurs conditions essentielles. En gardant aux lois nécessaires de l'art et de la science une fidélité ferme, les artistes et les penseurs attireront le peuple à eux, et de cette manière ils l'élèveront; au contraire, si des esprits d'élite, cédant à de déplorables exemples, imaginaient de prendre pour règle les prétendus besoins et les convenances présumées de la foule, et d'y accommoder l'art et la science, cette conduite serait funeste à eux-mêmes, à la poésie, à la pensée, enfin au peuple qu'on aurait voulu servir. Ce n'est pas en abaissant les idées qu'on élèvera les masses. On compromettrait gravement l'éducation de la démocratie, si on la traitait comme ces enfans débiles pour lesquels on retranche dans les disciplines humaines tout ce qu'il y a de rude et de grand.

LERMINIER.

BRUMMELL.

THE LIFE OF BRUMMELL,
BY CAPTAIN JESSE.

L'auteur du célèbre dictionnaire de la langue anglaise, Johnson, eut pour compagnon inséparable, pendant presque toute sa vie, une sorte de sténographe, qui s'attacha à ses pas comme son ombre, qui recueillit les moindres syllabes qui tombèrent de ses lèvres, comme si c'eût été des rubis ou des perles, et qui finit par mettre au jour dix volumes dans lesquels le portrait de son illustre ami fut reproduit aussi exactement qu'il l'eût été par le daguerréotype. Ce que Boswell fit pour Johnson, le capitaine Jesse vient de le faire pour une célébrité d'un autre genre, et il est parvenu à composer deux volumes sur un homme qui passa la plus grande partie de sa vie à mettre sa cravate. George Brummell est probablement peu connu en France; en Angleterre même, il n'existe déjà plus que dans le souvenir de quelques-uns de ses contemporains. Et cependant ce singulier personnage exerça longtemps dans un certain monde une véritable royauté, celle de la mode. Il fut en Angleterre le roi des *dandies*, ce que nous appellerions ici, par corruption, le roi des *lions*. En empruntant à nos voisins cette dénomination, nous en avons complétement altéré le sens. Il n'est pas absolument nécessaire, pour être un lion, d'avoir des danseuses, et de se promener sur le boulevard des Italiens, de Gand, si vous voulez, avec des moustaches ou des gilets excentriques. Ce n'est pas l'habit

qui fait le lion. Le véritable lion, c'est la chose remarquable du moment, c'est la curiosité du jour. Chodruc-Duclos, avec ses haillons, a été un lion; Abd-el-Kader, s'il venait à Paris, serait un lion; les Bédouins, les Bayadères, Listz, ou M[lle] Taglioni, tout ce qui fait courir la cour et la ville, voilà ce qui constitue véritablement le lion. Il y a un siècle, ceux qui donnaient le ton à la mode s'appelaient, en Angleterre, des *macaronis*, plus tard ils s'appelèrent des *dandies;* mais dans tous les temps, on les désigna par le mot français de *beaux*. En France, l'empire de la mode est un peu une république : nous avons beaucoup d'hommes élégans; mais il n'y a pas de chef d'école. Que voulez-vous? c'est le malheur de notre temps! Il n'y a de doctrine nulle part, ni dans la politique, ni dans les arts, ni dans les lettres, ni dans la cravate. En Angleterre, au contraire, ce pays de la discipline, la mode est une institution monarchique et héréditaire; il y a toujours un prince régnant. Celui d'aujourd'hui est bien connu : nous ne le nommerons pas, parce que cela ne nous regarde pas; mais son prédécesseur appartient à l'histoire.

Le capitaine Jesse, avec la sollicitude naturelle aux biographes, et particulière aux biographes anglais, se livre à beaucoup de recherches sur la généalogie de son héros. Nous nous contenterons de dire que le grand-père de Brummell était ce qu'on appelle en anglais un *confectioner*, c'est-à-dire un pâtissier-confiseur, et que son père, protégé par lord Liverpool et par lord North, successivement ministres, et secrétaire particulier du dernier, fit une assez belle fortune, et laissa à ses trois enfans environ 1,600,000 francs. C'est à peu près tout ce que l'on sait des ancêtres de George Brummell; ils furent moins célèbres, mais plus honnêtes et plus heureux que leur descendant, et eurent l'avantage de faire un meilleur métier que le sien.

Brummell (George Bryan) était né le 7 juin 1778. Son père le mit au collége d'Eton, où est élevée toute la jeune aristocratie britannique. Il paraît qu'il y manifesta, dès son plus jeune âge, les qualités qui devaient plus tard le rendre si célèbre, et que s'il ne se distinguait pas par la supériorité de ses études classiques, il était absolument sans rival dans l'art de se coiffer et de ne pas crotter ses bas quand il pleuvait. On l'appelait dès-lors *buck* Brummell (*lapin Brummell*). Le mot *dandy* n'était pas encore inventé. Un de ses condisciples affirmait qu'il n'avait jamais été fouetté. « Or, ajoutait-il, un homme qui n'a jamais été fouetté ne vaut pas le diable. » Brummell passa ensuite à l'université d'Oxford, où il continua de cultiver les relations aristocratiques qu'il avait formées à Eton; il y resta peu de temps, et à l'âge de seize

ans il fut nommé cornette dans le 10e hussards, alors commandé par l'homme qui devait exercer le plus d'influence sur toute sa vie, son illustre ami et ennemi, le prince de Galles. Le prince avait à cette époque trente-deux ans, et il se prit d'une prédilection toute particulière pour le jeune cornette dont l'esprit vif et caustique, les manières élégantes et la bonne tenue le mirent d'emblée au premier rang dans la jeunesse dorée qui entourait l'héritier du trône. Il faisait, du reste, son métier en amateur; il ne reconnaissait sa troupe, disait-il, que grace à un de ses hommes doué d'un nez bleu qui lui servait d'enseigne. Il ne brillait qu'à table, où il avait toujours en réserve un fonds inépuisable d'histoires et de chroniques. Quoiqu'il eût les chances les plus heureuses d'avancement, et qu'il eût été fait capitaine à dix-huit ans, Brummell quitta subitement la carrière militaire, qui, en effet, ne lui convenait guère; car nous ne voyons pas que, dans tout le cours de sa vie, il ait jamais manifesté un excessif amour du danger. Ce qui contribua aussi beaucoup à sa détermination, ce fut le désir de s'affranchir de l'usage de la poudre que l'on ne conservait plus que dans l'armée. La grandeur et la décadence de la poudre formeraient un chapitre assez plaisant de l'histoire de l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle. On n'imagine pas la part que prit la politique à la révolution qui s'opéra alors dans les chevelures des trois royaumes. En 1795, M. Pitt, le grand ministre tory, pour subvenir aux besoins de son échiquier, frappa d'une taxe l'usage de la poudre. Tout aussitôt, la *jeune Angleterre* de ce temps-là, dont le foyer était la maison du duc de Bedford, mit la poudre au ban de la mode et de la *fashion*. Tous les dandies et macaronis du parti whig entrèrent dans une sainte alliance contre cette branche nouvelle du budget, et s'engagèrent, sous peine d'amende, à porter leurs cheveux au naturel. Au mois de septembre 95, il y eut à l'abbaye de Woburn, la résidence héréditaire des Russell, un lavement solennel des cheveux de l'opposition, et une répétition générale du massacre des Innocens, représentés par les queues de l'ancien régime. Parmi les familiers de cette inquisition d'un nouveau genre, on comptait le marquis d'Anglesea, lord Jersey, lord William Russell, M. Lambton, le père de lord Durham, et d'autres encore qui occupaient un rang considérable dans leur pays, et qui donnaient le ton à la mode. Le ministre tory se vit ainsi privé d'une source de revenu sur laquelle il avait compté : on lui prêta un instant l'idée de faire face à ce déficit en taxant l'usage des faux cheveux; mais il paraît que M. Pitt recula devant l'indignation des toupets et des tours, et cette audacieuse atteinte à l'*habeas corpus* resta à l'état de projet.

Il se trouva, du reste, que les whigs, en faisant une œuvre d'opposition, firent presque une œuvre de patriotisme, car l'usage universel de la poudre, dans ces temps de guerre, menaçait de réduire l'Angleterre à la disette. Les Anglais, qui, entre autres manies, ont au suprême degré celle de la statistique, ont calculé ce que, dans l'armée seulement, il se consommait de farine pour l'entretien de la tête. Les forces militaires du royaume se montaient alors à 250,000 hommes, dont chacun usait une livre de farine par semaine, ce qui faisait par an la somme de 6,500 tonnes pesant, c'est-à-dire une quantité suffisante pour faire 3 millions 59,353 pains de quatre livres, ou la nourriture de 50,000 hommes. La disette devint telle en l'année 1800, que dans la maison du roi l'emploi de la farine pour la pâtisserie fut défendu et remplacé par le riz, et que les pâtissiers firent faire des murailles de bois pour servir de croûtes. Si l'*anti-corn law League* et M. Cobden avaient existé à cette époque, sans doute nous aurions vu ces singuliers calculs occuper une grande place dans la question des céréales.

Il semblerait donc que Brummell quitta l'armée parce qu'il n'aimait pas la poudre, de toute façon. Une dernière catastrophe le détermina. Son régiment fut envoyé à Manchester, la métropole du commerce, la patrie du coton. « Votre altesse royale, dit-il au prince de Galles, sent combien ce serait désagréable pour *moi*. Songez donc un peu; *Manchester!* » Brummell donna donc sa démission. Un an après, il devint majeur et entra en possession de sa fortune, qui, s'étant accumulée pendant sa minorité, se montait alors à 30,000 livres, ou 750,000 fr. C'était peut-être assez pour vivre à Calais, presque à Paris; ce n'était rien pour vivre à Londres dans la compagnie de la plus riche aristocratie du monde et dans la familiarité d'un prince qui dépensa 2,500,000 fr. pour sa garde-robe. Brummell administra d'abord son petit patrimoine, son *auream mediocritatem* avec une certaine prudence. Il ne fit point de folies, car, comme tous les hommes sincèrement corrompus, il apportait beaucoup d'ordre et de régularité dans ses passions, si toutefois des goûts de cette espèce peuvent être honorés du noble nom de passions. Si plus tard il se ruina, ce fut au jeu. Il prit une petite maison dans le West-End, deux chevaux et un cuisinier, et reçut raisonnablement ses amis. En peu de temps, il devint l'arbitre de la mode, le patron des tailleurs et des dandies, de ceux qui faisaient les habits et de ceux qui les portaient. Sa principale ambition fut d'être l'homme le mieux mis de Londres, et sous ce rapport il montra toujours beaucoup de goût et apporta infiniment d'esprit dans sa toilette. Comme tous les hommes d'une véritable élégance,

il évitait toute excentricité et ne se distinguait que par un soin extrême. Le matin, des bottes et des pantalons, une redingote et un gilet de couleur claire; le soir, un habit bleu, un gilet blanc, des pantalons noirs boutonnés très serrés sur la cheville, des bas de soie et le claque. Quant à la cravate, oh! la cravate, c'était l'article important de Brummell, son *exegi monumentum*. Il y avait, disait-on à cette époque, trois hommes dans le monde : Napoléon, Byron et Brummell. Il serait injuste de nier que les deux premiers n'aient exercé une certaine influence sur leurs contemporains, mais aucun d'eux n'accomplit dans l'ordre politique ou littéraire une révolution aussi radicale que celle que Brummell effectua dans le domaine de la cravate. Lors de son avénement, on portait encore la cravate tout simplement roulée autour du cou, avec un nœud d'une insouciance scandaleuse. Enfin Malherbe vint, et le premier à Londres, George Brummell introduisit l'empois dans les cravates. Nous n'entreprendrons point de décider si la postérité lui doit beaucoup de reconnaissance pour cette innovation; des goûts et des couleurs il ne faut disputer. C'est avec le même sentiment de réserve que nous nous contenterons de traduire, d'après son biographe, la manière dont ce grand homme procédait à la cérémonie solennelle de la mise de sa cravate. Nous regretterions de priver tous ceux qui s'adonnent à cet exercice de la connaissance d'un seul des élémens de cet important système. « Brummell, dit le capitaine Jesse, ne mettait point sa cravate à l'épreuve en essayant s'il pouvait en soulever les trois quarts en la tenant par un coin sans la faire plier; mais quand le nœud n'était pas fait convenablement du premier coup, il la jetait immédiatement. La méthode à l'aide de laquelle il atteignait cet important résultat m'a été communiquée par un de ses amis, qui avait souvent été témoin oculaire de cette amusante opération. Le col, qui était fixé à la chemise était si grand, qu'avant qu'il fût replié, il cachait complètement sa tête et sa figure; et la cravate blanche avait au moins un pied de haut. Le premier coup d'archet était donné au col de chemise, que Brummell repliait à la mesure convenable; puis alors, debout devant la glace, et le menton élevé le plus haut possible, par la pression douce et graduelle de la mâchoire inférieure, il rabaissait la cravate à des dimensions raisonnables, la forme de chaque pli successif étant donnée par la chemise qu'il venait de rabattre. »

Tout le monde sait l'histoire, apocryphe ou non, de ce marquis émigré qui fit sa fortune à Londres en accommodant la salade. Brummell aurait pu faire la sienne en donnant des leçons dans l'art de mettre sa cravate. Il posait chez lui pour ses illustres amis, et souvent, dit-on,

le prince de Galles allait le regarder s'habiller, et s'instruire à cette école de l'élégance et du bon goût. On sait que le prince était le plus magnifique *gentleman* de son temps; quand il mourut, la vente de sa garde-robe produisit à elle seule 15,000 liv. ou 375,000 francs. Lord Chesterfield paya 5,500 francs un manteau qui en avait coûté 20,000.

Brummell, en outre, réunissait toutes les qualités qui rendent un homme aimable dans le monde. Il dessinait passablement, faisait un peu de musique et des vers, et il dansait en perfection. Il avait de plus une ressource précieuse dans son inépuisable bonne humeur, qui faisait de lui un très gai compagnon. Aussi était-il toujours le bien-venu dans la société la plus élégante et la plus exclusive, à Brighton, chez le prince de Galles; à Belvoir, chez le duc de Rutland; à Woburn, chez le duc de Bedford; à Chatsworth, chez le duc de Devonshire. Il n'était pas grand *sportsman*, n'aimant pas sans doute à déranger sa cravate, mais il était un très convenable *rider*. Ses chevaux étaient toujours aussi bien tenus que leur maître. Cette partie de sa maison était entièrement abandonnée à la discrétion de son groom, qui achetait, vendait et changeait ses chevaux sans même le consulter. Brummell ne s'en occupait pas, pourvu qu'il fût toujours bien monté.

Brummell a déjà servi de type à plusieurs personnages de roman. M. Edward Bulwer lui a fait beaucoup d'emprunts pour son *Pelham*. Le personnage de Trebeck, dans *Granby*, était celui que Brummell considérait lui-même comme le moins *chargé*. C'est dans ce roman qu'il est dit de lui et de sa manière de ridiculiser les gens : « Un gardien de ménagerie n'aurait pas mieux montré un singe qu'il ne montrait les originaux. Il avait l'art de faire poser le malheureux objet de son expérience de manière à faire briller ses absurdités, tout en paraissant le flatter de la façon la plus aimable. » Brummell, en effet, entendait admirablement bien l'impertinence; il excellait dans le sarcasme à froid. Son biographe a recueilli une foule de traits qui donnent une idée assez originale de son caractère. Deux dames dont les noms avaient une certaine ressemblance, une M[me] Thompson et une M[me] Johnson, donnaient l'une et l'autre un bal le même jour. Le prince de Galles avait annoncé l'intention de paraître au bal de M[me] Thompson, et comme c'était peu de temps après la rupture du prince avec Brummell, celui-ci avait naturellement été exclus de la liste des invités. Voici que le soir, au moment où M[me] Thompson attendait à sa porte son royal hôte, entourée d'un cercle nombreux, elle voit soudainement apparaître Brummell, armé de son plus aimable sourire. Comprimant difficilement sa colère, elle lui donne à entendre

qu'il n'a pas été invité. « Pas invité! dit Brummell en continuant de sourire; il faut donc qu'il y ait eu erreur. » Et cherchant lentement dans toutes ses poches pour prolonger l'anxiété de la malheureuse Mme Thompson, qui tremblait de voir survenir le prince, il finit par tirer une carte d'invitation, qu'il lui présente. « Eh! monsieur, s'écrie-t-elle, mais c'est la carte de Mme Johnson; mon nom est Thompson, monsieur! — Vraiment, madame! reprend Brummell de l'air de la surprise la plus innocente; mon Dieu, quel malheur! En vérité, madame Johns... Thompson, veux-je dire, je suis bien fâché de cette méprise; mais vous savez, Johnson et Thompson, Thompson et Johnson, cela se ressemble tant. Madame Thompson, j'ai bien l'honneur de vous souhaiter le bonsoir. » Et il se retire en faisant un profond salut, au milieu des rires mal dissimulés de la société de Mme Thompson. Mais ce qui distinguait surtout Brummell, c'était une imperturbable assurance, c'était ce genre de fatuité dont tout le sel est dans l'excès même de l'affectation, et qui devient spirituelle et inoffensive à force d'exagération. Un jour, on lui dit au club : « Brummell, où donc avez-vous dîné hier? — Ah! dit-il, j'ai dîné chez un individu du nom de R... Je présume qu'il désire que je fasse attention à lui, c'est pour cela qu'il m'a donné à dîner. Je m'étais chargé des invitations, j'ai prié Alvanley, Pierrepoint et quelques autres. Le dîner était parfait, mais, mon cher, concevez-vous mon étonnement quand j'ai vu que M. R... avait l'effronterie de s'asseoir et de dîner avec nous! »

On sait qu'à Londres il y a la démarcation la plus tranchée entre le *West-End,* le quartier comme il faut, et la Cité, le quartier des boutiques. Il y a entre ces deux pôles une bien plus grande distance encore qu'entre la rue de la Paix et la rue Saint-Denis. Quand on a quelques prétentions à la fashion, on n'avoue pas la Cité. Pour Brummell, c'était une terre inconnue. Il demandait où on changeait de chevaux sur la route. Un jour qu'un riche marchand l'avait invité à y venir dîner : « Je le veux bien, dit-il, mais promettez-moi de ne le dire à personne. » Cependant, dans ce genre de plaisanteries, Brummell n'avait pas toujours le dernier mot, et la Cité se vengeait quelquefois par des réparties à brûle-pourpoint qui dérangeaient les feux d'artifice du dandy. Un brasseur célèbre, dont le nom peut se lire encore à Londres sur tous les murs, l'alderman Combes, jouait un jour avec lui au club, et perdit successivement vingt-cinq *ponies* (un *pony* veut dire vingt-cinq guinées). Brummell se leva, salua gravement son adversaire, et lui dit en empochant les guinées : « Merci, alderman, à l'avenir je ne boirai plus d'autre *porter* que le vôtre. —

Je voudrais, monsieur, répondit froidement l'alderman, que tous les autres vauriens de Londres en fissent autant. » Brummell, à ce qu'il paraît, ne trouva rien à dire; il se promit sans doute de ne plus se compromettre avec la roture.

D'après tout ce qu'on connaît déjà de Brummell, on n'aura pas de peine à croire qu'il n'avait pas l'organe de la tendresse fort développé. Son biographe en convient. Il avoue qu'il ne fut jamais bien sérieusement amoureux, et qu'il ne songea jamais à s'asphyxier. Il aimait trop son précieux individu pour avoir de la tendresse de reste. Cependant le capitaine Jesse assure que Brummell avait, en affaires d'amour, *une vanité et une honnêteté également extraordinaires*, et il raconte à ce propos l'aventure que voici : « Brummell entra un matin dans la chambre d'un de ses nobles amis, chez lequel il était en visite, et lui dit avec beaucoup de chaleur et d'apparence de sincérité, qu'il était fâché, très fâché, de le quitter, mais qu'il fallait absolument qu'il partît. Eh mais! dit son hôte, vous deviez rester un mois. — C'est vrai, mais il faut absolument que je parte. — Mais pourquoi? — C'est que, voyez-vous, je suis amoureux de votre femme. — Qu'est-ce que cela fait, mon cher? J'ai été comme vous. Mais est-elle amoureuse de vous? — Le beau hésita, et finit par répondre à demi-voix : Je crois que oui. — Oh! alors, dit le mari, prenez la poste. »

C'est ce trait qui serait de la fatuité la plus impertinente, s'il n'avait pas plutôt l'air d'une mauvaise plaisanterie que le biographe de Brummell nous donne pour un exemple de l'honnêteté de son héros. Brummell, il faut le reconnaître, avait trop de goût pour commettre sérieusement de pareilles bévues; son excessive vanité ne se faisait supporter que parce qu'il savait la rendre plaisante et en rire tout le premier. Mais, pour en revenir à ses amours, il est évident que le rôle qu'il jouait dans le monde s'opposait, autant que son caractère, à ce qu'il eût des passions sérieuses. Malgré ce culte exclusif qu'il avait pour lui-même, il ne s'appartenait pas. Il était l'esclave de la mode; il était la propriété, la chose de cette abstraction qu'il s'était donnée pour maîtresse unique et jalouse. Il fut peut-être homme à bonnes fortunes; mais, comme l'assure son biographe, et comme nous le croyons sans peine, il ne fut jamais tenté de s'asphyxier.

Précisément parce qu'il n'était pas amoureux, Brummell était très agréable dans le monde. Il était généralement le bien-venu auprès des femmes, avec lesquelles il faisait des madrigaux et de la tapisserie. Il était un habitué de la maison de cette belle et célèbre duchesse de Devonshire, qui joua à cette époque un si grand rôle dans la société

politique de son pays. Lady Georgiana Spencer, duchesse de Devonshire, est certainement une des figures les plus originales et les plus éclatantes de ce temps extraordinaire. Mariée à l'âge de dix-sept ans, et à la tête de la société anglaise par sa beauté, son esprit, le rang et l'immense fortune de son mari, elle devint bientôt comme le foyer autour duquel se groupèrent les hommes les plus illustres : Fox, Wyndham, Burke, lord Townshend, Sheridan et d'autres. Elle fit fureur; ses caprices devinrent des lois; et son nom fut donné à tout ce que la mode voulut inventer. Elle recevait dans Devonshire-House avec une splendeur qui éclipsait complètement celle de la cour; on y jouait avec l'entraînement qui caractérisait ce temps révolutionnaire. Fox et Sheridan étaient, comme on sait, des joueurs impénitens, et la belle duchesse était elle-même passionnée pour les jeux de hasard. On se souvient encore de la part active qu'elle prit aux affaires publiques, au milieu d'un mélange de scandale et d'enthousiasme. Quand la guerre d'Amérique éclata, on la vit parcourir les camps avec l'uniforme de la milice de Derby. Quand la guerre fut déclarée à la France, elle se mit à l'ouvrage avec toutes ses amies pour faire des gilets de flanelle pour les troupes. Mais ce qui est resté plus célèbre, ce fut le rôle qu'elle joua dans l'élection de Fox en 1784. A cette époque, les élections ne se faisaient pas en un seul jour comme depuis le bill de réforme; le *poll* restait ouvert des semaines entières, et chaque jour voyait de nouvelles batailles. L'élection de Westminster (un des quartiers de Londres), où Fox se portait, se prolongea pendant un mois et dix-sept jours. Durant ces six semaines, il régna dans Londres une véritable fièvre. Les femmes, comme les hommes, portaient des faveurs et des cocardes à la couleur du candidat. Les plus grandes dames s'oublièrent, dit-on, jusqu'à s'arracher mutuellement leurs insignes en criant : Vive Fox! ou, Pas de Fox! A un dîner chez le prince de Galles, on attacha secrètement avec une épingle les couleurs de Fox sur la tête de lady Talbot, qui était une violente tory, et qui, lorsqu'elle s'aperçut du tour, arracha la cocarde et la foula aux pieds, au milieu des rires des assistans. La duchesse de Devonshire brilla par-dessus toutes. On l'appelait et on l'appelle encore la *duchesse de Fox*. Accompagnée de sa sœur, lady Duncannon, presque aussi belle qu'elle, elle alla bravement tous les jours aux *hustings* en brillant équipage, avec des faveurs sur son chapeau et d'autres sur la poitrine, portant le nom de Fox. Elle allait quêter des voix pour son candidat dans toutes les boutiques, et entraînait les électeurs éblouis et émerveillés de sa grace et de sa beauté. Quelquefois elle en emmenait dans sa voiture. Un charbonnier qui la regardait avec admiration

s'écria : J'allumerais ma pipe à vos yeux ! Tout le monde connaît cette autre histoire, très vraie, d'un boucher qui lui demanda pour prix de son vote la permission de baiser sa joue patricienne. On sait aussi que la belle enthousiaste accepta le marché. Ce mémorable exploit excita la verve de tous les poètes des trois royaumes. Dans un volume qui fut publié quelques mois après, il n'y a pas moins de cent trente sonnets ou pièces de vers inspirés pour l'accolade du boucher de Westminster. La duchesse de Devonshire faisait elle-même des vers en anglais, en français et en italien.

Au milieu de sa vie dissipée, elle se montra constamment bonne et généreuse. Elle avait toujours la main ouverte et donnait sans compter. La fascination qu'elle exerçait venait moins, à ce qu'il paraît, de la régularité de ses traits que du charme et de la grace que respirait toute sa personne. Un contemporain a dressé un tableau arithmétique et comparatif des beautés régnantes de cette époque. Les qualités distinctives de chacune de ces divinités éphémères y sont désignées et évaluées par des chiffres. Le chiffre le plus élevé est 20. La duchesse de Devonshire a 20 pour la grace, 18 pour l'amabilité, 17 pour l'élégance, 16 pour l'expression, 15 pour le teint, 16 pour la taille, et seulement 14 pour les traits. Dans ce dictionnaire des graces, nous voyons figurer la princesse Marie, duchesse de Gloucester, qui avait alors dix-sept ans, et passait pour la plus aimable jeune fille d'Angleterre. Son altesse royale avait le pied et la cheville sans défaut, ce que trahissaient heureusement les jupes courtes que l'on portait alors. Les autres sont la duchesse de Rutland, la duchesse de Montrose, lady Stormont, lady Anne Fitzroy, lady Anne Lambton, lady William Russell, la femme de celui qui fut si tristement assassiné il y a deux ans par son valet de chambre; lady Erskine Saint-Clair, lady Webster, lady Caroline Campbell, lady Elisabeth Lambert, M[me] Tickell, belle-sœur de Sheridan, M[me] Law, miss Ogilvie, et Paméla, la femme de lord E. Fitzgerald, désignée comme fille du duc d'Orléans et de M[me] de Genlis. Lady Fitzgerald a le chiffre 20 pour l'amabilité, 16 pour la taille, 18 pour l'élégance, 18 pour la grace, 18 pour l'expression, 14 pour le teint, 16 pour les traits.

Au milieu de ces hommes de forte trempe et de ces femmes d'élite qui prenaient héroïquement leur part des grandes passions de leur temps, Brummell se trouve un peu à l'ombre; au milieu de cette société pleine de vie, pleine d'action, pleine de drame, qui mêlait les crises nerveuses des jeux de hasard aux émotions plus ardentes encore dont la révolution française enflammait le monde, ce personnage *tiré à quatre épingles* fait une assez modeste figure. Pour lui rendre jus-

tice, il ne faut pas le tirer de sa sphère. Le bon moment de sa vie est celui qui suivit sa rupture avec son illustre et puissant patron, le prince de Galles. On n'est pas bien d'accord sur les causes qui amenèrent sa disgrace. Brummell l'attribua toujours à l'influence de Mme Fitzherbert, la maîtresse du prince, qu'il avait grièvement blessée par quelques sarcasmes. Et puis, le prince prenait du ventre, ce qui l'indisposait beaucoup contre son ami, qui avait l'indiscrétion de rester toujours jeune. Quoi qu'il en soit, Brummell se vit fermer ce palais de Carlton où il avait régné si long-temps. La manière dont il supporta sa disgrace lui fait certainement le plus grand honneur. En aucune circonstance de sa vie, il ne montra plus d'esprit et plus de verve, autant de courage et de dignité. Il prouva alors ce dont on aurait pu douter, qu'il était quelque chose par lui-même, et qu'il n'était la créature ni de son protecteur ni de son tailleur. Loin de reculer devant son royal ennemi, il le poursuivit de respectueuses impertinences, et lui fit une guerre impitoyablement spirituelle. « C'est moi qui l'ai fait, disait-il, je saurai bien le défaire. » Il prétendit avec la gravité la plus amusante qu'il mettrait le vieux roi à la mode, et du salon du prince de Galles il passa dans celui du duc d'York. Le côté sensible du prince, son embonpoint, devint pour le favori disgracié un texte inépuisable de sarcasmes. A cette époque, Brummell et trois de ses amis, lord Alvanley, M. Henri Pierrepoint, et sir Henri Mildmay, la fleur des pois de Londres, donnèrent un bal célèbre connu sous le nom de *bal des dandies*. Ils venaient d'avoir une veine, et avaient gagné au jeu une somme considérable; ils résolurent d'en faire royalement les honneurs. Le bal fit évènement; on en parla long-temps à l'avance, et le prince de Galles manifesta le désir d'y être invité. « Quand l'approche du prince fut annoncée, dit le narrateur, les quatre dandies prirent chacun une bougie et allèrent le recevoir dans toutes les formes. Pierrepoint, qui connaissait le prince, se tint le plus près de la porte; Mildmay, comme le plus jeune, était vis-à-vis, Brummell et Alvanley à côté. Le prince entra, parla poliment à Pierrepoint, à Mildmay et à Alvanley, puis il se tourna du côté de Brummell, le regarda, et passa sans avoir l'air de le connaître. Ce fut alors que Brummell, saisissant avec infiniment d'esprit et de promptitude l'hypothèse qu'ils étaient inconnus l'un à l'autre, dit tout haut à son vis-à-vis : « Alvanley, qui « est ce gros homme de vos amis? » Ceux qui virent en ce moment le prince disent qu'il fut piqué au vif par le sarcasme. »

Brummell ne perdait plus une seule occasion de blesser le prince, avec l'air du monde le plus innocent. Un autre jour, il passait devant

un monument public au moment où la voiture du prince s'arrêtait à la porte. Les sentinelles présentèrent les armes; Brummell, avec le plus grand sérieux, prit le salut pour lui, et ôta gravement son chapeau, en ayant l'air de ne pas voir qui était dans la voiture. Le prince, à ce qu'il paraît, rougit de colère, mais il ne dit rien.

Cette lutte entre l'héritier de la couronne d'Angleterre et un homme qui n'avait pourtant aucun des avantages de la naissance ou de la richesse, se prolongea quelque temps encore. Ce ne fut pas le succès, ce fut l'argent qui manqua à Brummell. Le nerf de la guerre lui fit défaut.

Une fois exclu de Carlton-House, il se montra beaucoup plus assidu au club et il y joua. Il eut d'abord un très grand bonheur au jeu; il paraît qu'il gagna un jour 26,000 livres, ou 650,000. Ses amis lui conseillaient d'en rester là et de s'acheter des rentes; il continua et perdit tout. Il emprunta à des usuriers, à des taux ruineux. Il empruntait aussi à des gens qui payaient ainsi l'honneur de faire sa connaissance. Brummell les considérait comme ses obligés. L'un d'eux le pria un jour de le rembourser. « Je vous ai déjà payé, répondit le dandy. — Quand donc, monsieur? — Quand? eh! l'autre jour, lorsque vous passiez devant la fenêtre du club et que je vous ai crié : Bonjour, Jemmy, comment cela va-t-il? » Cependant, comme il ne pouvait payer toutes ses dettes de cette manière, il vit bientôt sa liberté compromise, et il lui fallut songer à se mettre à l'abri. Ce fut le 16 mai 1816 qu'il disparut subitement de la scène de ses triomphes. Le matin même, il écrivit à un de ses amis cette petite note : « Mon cher Scrope, prêtez-moi 200 louis; la banque est fermée, et tout mon argent est dans le 3 p. 100. Je vous rendrai cela demain matin. » Son ami lui répondit non moins laconiquement : « Mon cher George, c'est bien malheureux, mais tout mon argent est dans le 3 p. 100. » Après cette tentative infructueuse, le *beau* Brummell parut le soir à l'Opéra; il sortit de bonne heure, et, sans retourner chez lui, il monta dans une chaise de poste qu'il avait commandée. En doublant les guides, il arriva le matin à Douvres, loua un petit bâtiment, et quelques heures après il était sur le sol français.

Ici commence pour Brummell une nouvelle période. Le récit en est triste; le biographe ne nous fait plus assister qu'au spectacle d'une décadence successive. Avec une patience qui ferait honneur à un antiquaire, le capitaine Jesse a recherché et recueilli ce qui restait de ces ruines d'un dandy; il a suivi les traces de Brummell à Calais, où il passa quatorze ans, puis à Caen, où il mourut. A Calais, le premier soin de Brummell fut de s'arranger comfortablement dans son nouveau logis. Il avait, dit le capitaine Jesse, une passion de douairière pour les

meubles de Boulle; il faisait venir tous ses meubles de Paris par un courrier qui, en douze ans, gagna 30,000 francs à ce métier. Brummell avait emporté de Londres 25,000 francs; il dépensa le tout pour meubler ses trois chambres. Les dons volontaires de ses anciens amis devinrent, dès ce moment, sa seule ressource, et il en fut ainsi jusqu'à la fin de sa vie, car le traitement du consulat qu'il obtint plus tard fut toujours pris à l'avance. La duchesse d'York lui envoyait souvent de ces petits cadeaux qui entretiennent l'amitié, soit une bourse, soit un carnet, et toujours l'un ou l'autre était garni de quelques bank-notes. Parmi les personnes qui donnèrent encore à Brummell des témoignages semblables de bienveillance, on comptait les ducs de Wellington, de Rutland, de Beaufort, de Richmond, de Bedford, les lords Sefton, Jersey, Willougby d'Eresby, Craven, Ward, et Stuart de Rothesay. Lord Alvanley fut le plus fidèle de tous. Comme Brummell était sur la route, ses amis ne passaient jamais sans s'arrêter pour l'inviter à dîner. Le capitaine Jesse nous apprend que le grand homme avait réglé sa vie avec une exactitude mathématique. Il se levait à neuf heures, déjeunait avec du café au lait, lisait le *Morning-Chronicle*. A midi, il commençait sa toilette, qui durait deux heures; puis il tenait son lever comme M. de Talleyrand. A quatre heures, il allait se promener dans la rue Royale comme il faisait autrefois dans Saint-Jamess'-Street; à cinq heures, il rentrait s'habiller pour dîner, et à sept heures et demie il s'en allait au théâtre où il avait sa loge. Comme tout *gentleman*, il avait une profonde antipathie pour la société de ses compatriotes en pays étranger, et il ne voyait que ceux qui étaient de passage. Le grand évènement de sa vie de Calais fut le voyage de son ancien ami le prince de Galles, devenu George IV : c'était en septembre 1821. Le roi d'Angleterre allait en Hanovre, et M. le duc d'Angoulême vint le recevoir à Calais. Ce fut un moment de crise dans la vie de Brummell. Il alla s'écrire à l'hôtel Dessin, où était descendu son souverain, mais il ne se présenta pas, ne voulant pas s'exposer à un refus. Il y avait grand dîner à l'hôtel. Brummell donna son valet de chambre pour faire le punch; mais George IV partit sans avoir appelé son ancien favori. Quand il revint, il passa sans s'arrêter. L'hôte de Brummell, à Calais, raconte autrement la chose. « J'étais, dit-il au capitaine Jesse, sur le devant de ma porte, et je vis M. Brummell qui cherchait à rentrer; mais la foule l'en empêcha. Quand la voiture du prince passa, tout le monde se découvrit, et j'entendis le roi dire tout haut : « Dieu! Brummell! » M. Brummell put alors traverser la rue. Il était pâle comme la mort, et entra sans me dire un mot. »

Quoi qu'il en soit, les deux amis ne se réconcilièrent pas. Brummell était cependant en grand besoin d'argent; il en était de plus en plus réduit aux expédiens. Les présens de ses amis de Londres le firent encore vivre à Calais quelques années; mais le personnage coûtait cher. Enfin, on réussit à le faire nommer consul d'Angleterre à Caen. Avant de quitter Calais, il dut y régler son budget. Ses dettes étaient considérables; pour les payer, il vendit ses meubles de Boulle et son vieux Sèvres. Cela ne fut pas suffisant, et son banquier resta encore son créancier de 12,000 fr. Il devait à son valet de chambre plus de 6,000 fr. pour les dépenses de sa maison, et 3,400 francs à l'hôtel d'où on lui apportait à dîner. Il eut besoin de tous ses moyens de persuasion pour déterminer son banquier à lui avancer encore 12,000 francs, et pour garantie, il lui céda 8,000 fr. de son traitement, qui était de 10,000. Il lui resta donc 2,000 francs par an pour aller vivre à Caen. Il quitta Calais à la fin de septembre 1830, et, avant d'aller s'enterrer dans sa nouvelle résidence, il courut se retremper dans l'air de Paris. Pendant les huit jours qu'il y passa, il se retrouva dans son élément, vit le plus grand monde, et se dédommagea des quatorze années d'ennui qu'il avait tuées à Calais. Mais, hélas! il fallait partir, et le 5 octobre 1830 la ville de Caen vit arriver dans ses murs le consul de S. M. britannique. Nous ne devons pas oublier de dire qu'avant de quitter Paris, Brummell s'était commandé une tabatière qui lui couta 2,500 francs, plus d'une année de son revenu. Par suite du même système, il fit son entrée à Caen avec quatre chevaux de poste, descendit au meilleur hôtel, et se fit servir immédiatement le meilleur dîner. Au bout de six mois, il était aussi endetté qu'à Calais.

Dès que la vie de Brummell cesse d'être mêlée à celle des personnages historiques de son temps et de son pays, elle n'offre plus le même intérêt. Nous nous dispenserons donc de suivre le capitaine Jesse dans tous les détails de blanchissage de son illustre ami. Cependant, comme la *personnalité* de Brummell consistait surtout dans ses manières, et comme on pouvait dire de lui à juste titre : La tournure, c'est l'homme, nous reproduirons encore ici le portrait du *beau*, tel qu'il était à cette époque, et nous laisserons parler le biographe :

« Brummell, dit-il, garda les couleurs whigs jusqu'à la fin. Le soir, il avait un habit bleu avec un collet de velours, un gilet jaune, un pantalon noir, et des bottes. Il est difficile de savoir pourquoi il avait adopté cette dernière innovation dans son costume du soir, à moins que ce ne fût à cause de l'altération des proportions de sa jambe, l'excuse ordinaire aujourd'hui. Le nœud de sa cravate était toujours irréprochable.

En fait de bijoux, il n'avait qu'une bague unie, et une chaîne d'or massif pour sa montre. Il n'en laissait passer que deux chaînons, de son gilet à sa poche. Un claque et des gants qu'il tenait à la main complétaient un costume qui, par sa simplicité, n'était pas de nature à appeler l'attention sur tout autre que lui. Le matin, il portait constamment une redingote de couleur brune, avec un collet un peu plus foncé, et un gilet de cachemire qui devait avoir coûté une centaine de louis. Le fond était clair, et quoiqu'il eût déjà subi plusieurs hivers, il était aussi bien conservé que lui-même, peut-être parce que la redingote était toujours boutonnée. Il avait un pantalon bleu foncé, des bottes très pointues, un chapeau noir, et des gants clairs. Dans l'été, il portait un gilet de valencia clair..... Chaque cheveu bien à sa place, le chapeau un peu sur le côté, bien ganté, et son parapluie sous le bras, le corps un peu penché, et le nœud de sa cravate se mirant dans des bottes brillantes, il sortait de l'hôtel, marchant sur la pointe des pieds. Dans les premiers temps de son séjour à Caen, le *beau* portait généralement une canne; mais comme dans ce pays le baromètre est souvent au variable, et comme la chance seule de la pluie l'alarmait extraordinairement, il prenait presque toujours un parapluie, qui était protégé par un étui en soie aussi symétriquement adapté que son habit. La tête du parapluie était un portrait de George IV en ivoire (le prince de Galles); il n'était pas flatté, et c'est peut-être pour cela que Brummell le portait. Dans la rue, il n'ôtait jamais son chapeau à personne, pas même à une dame; il aurait eu trop de peine à le remettre bien en place, car il le posait invariablement avec le plus grand soin; de plus, son toupet aurait pu être dérangé, catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix. Quand il faisait beau, il rendait le salut de ses amis par une légère inclination de tête ou par un signe de la main. Quand le temps était mauvais, il était trop occupé à choisir les pavés pour voir autre chose. Quand je sortais avec lui, et que la rue n'était pas propre, il ne manquait jamais de me prier de me tenir à distance, consigne que j'avais appris à exécuter mécaniquement. »

Brummell, une fois placé, fut beaucoup moins riche qu'il ne l'était avant d'avoir un traitement. Ses amis le crurent pourvu avec ses 10,000 francs, et ils suspendirent leurs envois d'argent. De plus, Caen était une ville perdue, où ses amis devaient l'oublier avec le temps. « Calais, au contraire, dit le capitaine Jesse, étant sur la grande route de Paris à Londres, était la meilleure place pour un mendiant de sa trempe, car là du moins il pouvait lever un impôt sur ceux qui avaient autrefois cheminé avec lui sur la chaussée de la vie fashionable. Il tomba au bout de quelques mois dans l'état de dépendance le plus

abject, et fut réduit à solliciter et à emprunter d'hommes qu'en d'autres temps il aurait tenus à une incommensurable distance. »

Brummell n'eut bientôt plus à Caen, pour unique ressource, que les services d'un de ses compatriotes appelé Armstrong, qui faisait toutes sortes de commerces. Il était réduit à lui faire des emprunts de 100 francs. « Mon cher Armstrong, lui écrivait-il un jour, envoyez-moi 70 francs pour payer ma blanchisseuse, je ne puis pas obtenir d'elle une chemise, et elle meurt de faim à cause de moi. Je n'ai pas de quoi payer mon médecin ni mes ports de lettres. » Pour comble de malheur, le consulat anglais à Caen fut aboli. Il paraît que lord Palmerston, alors ministre, fit demander à Brummell si le consulat était absolument nécessaire. Brummell, qui espérait se faire envoyer en Italie, répondit qu'il n'y avait rien à faire à Caen. Lord Palmerston profita de l'avis, supprima le consulat, et ne donna à Brummell que des promesses. Tout-à-fait sans ressources, le malheureux *beau* fit appel à ses amis de Londres, et à l'automne de 1832, il envoya Armstrong en Angleterre pour faire une quête. La démarche réussit; le duc de Wellington, lord Willougby, lord Burlington, lord Pembroke, M. Standish, et, le premier de tous, lord Alvanley, couvrirent la souscription, et l'ambassadeur de Brummell revint avec une somme suffisante pour payer les dettes courantes; mais, naturellement, c'était toujours à refaire. Le plus fort créancier, d'ailleurs, le banquier de Calais, n'était pas payé. Il se lassa, et au printemps de 1835, il fit arrêter son infortuné débiteur. Brummell était au lit, et dormait quand on vint le prendre. Brusquement réveillé, et se voyant entre les mains de la justice, il s'abandonna au plus violent chagrin. Il demanda qu'on le laissât seul un instant pour s'habiller, et ne put l'obtenir. « Ceux qui ont connu Brummell, dit son biographe, imagineront quel effet cela dut produire sur sa vanité et sur sa recherche habituelle. Pour la première fois de sa vie peut-être, il fut obligé de s'habiller à la hâte. »

Dans les premiers jours qu'il passa en prison, il tomba dans le plus profond découragement. Toutes ces superfluités de la vie, qui lui étaient devenues de plus en plus nécessaires avec l'âge, lui manquèrent à la fois. Il ne commença à se remettre que lorsqu'on lui eut rendu ses savons, ses pommades, son eau de Cologne, tout ce qu'il appelait ses « comestibles. » Il reprit alors ses habitudes, et un de ses compagnons de prison raconte « qu'il consacrait trois heures à sa toilette, se rasait tous les jours, et faisait des ablutions complètes de toutes les parties de son corps. Pour cette opération de propreté, inouie dans les fastes de la prison, douze à quinze litres d'eau et *deux litres de lait* lui étaient régulièrement apportés. » Le créancier de

Brummell avait probablement compté que la mesure de rigueur qu'il avait prise déterminerait les amis du vieux dandy à liquider sa dette. Il ne s'était pas trompé. Armstrong partit encore en mission pour Londres. Il alla quêter de porte en porte, en faisant un tableau lamentable des malheurs du ci-devant roi de la mode. Le duc de Beaufort et lord Alvanley ouvrirent de nouvelles souscriptions. Le duc de Devonshire, le général Upton, le général Grosvenor et d'autres donnèrent chacun 25 louis; lord Palmerston y ajouta 200 louis comme indemnité de la suppression du consulat. Enfin, Armstrong put encore revenir avec assez de fonds pour éteindre non-seulement la dette de Calais, qui était de plus de 15,000 francs, mais aussi les dettes de Caen. De plus, quelques-uns des amis de Brummell s'engagèrent à lui envoyer tous les ans 3,000 francs pour le mettre à l'abri du besoin.

Brummell sortit de prison, et le même jour parut au bal. Il avait recouvré sa bonne humeur : « C'est aujourd'hui, disait-il gravement, le plus beau jour de ma vie, car je suis sorti de prison et... j'ai mangé du saumon. » Cependant, à dater de ce moment, il baissa rapidement. Il avait conservé son goût pour la bonne chère, et, ne pouvant plus bien dîner à ses dépens, dînait sans scrupule aux dépens d'autrui. Il était devenu une des curiosités de l'endroit et un meuble indispensable de la table d'hôte. Lui, autrefois si *exclusif*, ne répugnait plus à accepter d'un étranger une bouteille de vin de Champagne. Il dépensait d'ailleurs une bonne partie de sa pension en eau de Cologne et en vernis pour ses bottes, qu'il faisait venir de Paris. Armstrong, son chargé d'affaires, fut obligé d'annoncer dans toute la ville qu'il ne payerait plus que les mémoires qui seraient réglés par lui. Cependant Brummell effectua à cette époque une grande réforme dans son train de vie; il se résigna à porter des cravates noires! Ce fut un évènement dans son monde, une véritable abdication; mais ce fut aussi le commencement de la fin. Le vieux dandy arriva bientôt à négliger les soins extérieurs qui avaient été la principale occupation de toute sa vie; c'était un signe irrécusable que son esprit s'altérait. Il n'avait plus d'autre instinct que celui de l'appétit, et mangeait avec une voracité telle qu'il fallut lui interdire la table d'hôte. Bientôt sa raison s'égara au point qu'on fut forcé de lui donner une garde. Le spectacle de sa folie était profondément triste. « Quelquefois, dit son biographe, il se mettait dans l'idée de donner une fête, et il invitait tous les compagnons de sa vie brillante d'autrefois, dont beaucoup étaient déjà morts. Ces jours-là, il faisait ranger sa chambre, mettre la table du whist, et allumer des bougies (qui n'étaient que de la chandelle). A huit heures, le domestique, auquel il avait donné ses instructions, ouvrait la porte

toute grande, et annonçait là duchesse de Devonshire. Le *beau* se levait de son fauteuil, et il s'avançait jusqu'à la porte pour recevoir la belle Georgiana. Son salut était presque aussi gracieux que trente-cinq ans auparavant. « Ah ! ma chère duchesse, disait-il en grasseyant, que je suis heureux de vous voir ! Je vous en prie, ensevelissez-vous dans ce fauteuil. Savez-vous bien qu'il m'a été donné par la duchesse d'York, une très bonne amie à moi? Pauvre femme, elle n'est plus maintenant ! » Ici les yeux du vieillard se remplissaient de larmes, et se laissant tomber lui-même dans son fauteuil, il regardait vaguement le feu jusqu'à ce que lord Alvanley, ou lord Worcester, ou tout autre, fût annoncé, et alors il recommençait la même pantomine. A dix heures, on annonçait les voitures, et la farce était finie.

Enfin ses amis n'eurent plus d'autre ressource que de le mettre à l'hospice. Il fallut l'y porter de force; il croyait qu'on le menait encore en prison. Le vieux *beau* mourut dans la maison du Bon-Sauveur, à à Caen, le 30 mars 1840, à l'âge de soixante-douze ans.

L'histoire de George Brummell porte avec elle son propre enseignement. Sa mort fut triste; sa vie fut-elle plus enviable? nous ne le croyons pas. Elle manque de dignité et de vérité. Le sentiment de l'égoïsme y absorbe tous les autres. Brummell eut des amis qui le logèrent, le nourrirent, le vêtirent pendant vingt-cinq ans, et le jour où il perdit son caniche, il dit qu'il avait perdu son meilleur ami. Il n'eut point la grande et la plus légitime excuse de tous les écarts, la passion. On ne voit point qu'il ait eu les saintes faiblesses du cœur; il n'eut que celles de la vanité. Ce ne fut point pour une maîtresse qu'il se perdit; ce fut pour de l'huile antique, de l'eau de Cologne, et des bains de lait. Assurément, celui qui, sans aucun des avantages de la naissance ou de la fortune, sut se créer une espèce de dictature sur la plus fière et la plus opulente aristocratie du monde, ne fut pas un homme ordinaire; mais il montra seulement comment il est possible d'unir beaucoup d'esprit et un goût exquis à un manque à peu près absolu de sens moral. Nous n'avons point la prétention de faire du puritanisme : tout au contraire, nous croyons que la délicatesse des soins extérieurs est une présomption très réelle et très sérieuse en faveur de la délicatesse de l'esprit; mais si nous apprécions infiniment un homme qui sait se bien mettre, c'est à la condition que la préoccupation de son habit ne l'empêche pas de voir qu'il y a autre chose en ce monde et dans l'autre. Après tout, un nœud de cravate n'est pas la chose dont on puisse dire : *Porrò unum est necessarium*.

JOHN LEMOINNE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1844.

Qu'est-il donc arrivé de si funeste au clergé? La commission dont M. Thiers est l'organe propose de rendre aux petits séminaires les huit mille bourses fondées en 1828; aussitôt le parti ecclésiastique jette feu et flamme. Il proteste, il menace, il crie au despotisme et à la corruption. Pour répondre à ces fureurs, il suffit de rappeler des faits que tout le monde sait, et le clergé mieux que personne. Le ministre qui a fait signer les ordonnances de 1828 était un évêque, M. Feutrier; la commission qui proposa de doter les petits séminaires était présidée par un archevêque, M. de Quélen. Assurément, personne ne croira que ces deux prélats se soient entendus avec Charles X pour sacrifier l'église à l'Université, et les petits séminaires à la Sorbonne. Loin de là, ces huit mille bourses, que les imprudens défenseurs du clergé appellent aujourd'hui le prix de sa servitude, lui furent offertes pour concilier les intérêts réunis de la religion et de l'état. Les petits séminaires ne pouvaient se suffire. Abandonnés à la charité des fidèles, ils se voyaient forcés d'admettre des élèves laïcs dont les pensions servaient à former des prêtres. Ils s'écartaient ainsi du but légal de leur institution, et devenaient de vrais colléges. L'opinion s'en plaignait hautement. Ce fut pour les ramener à leur spécialité, et leur fournir les moyens d'assurer le recrutement du clergé, qu'on les dota. Voulait-on par là humilier l'église ou l'asservir? Lisez le rapport de M. Feutrier, il vous dira que le gouvernement comptait sur la reconnaissance des évêques. Les chambres avaient la même confiance dans les dispositions de l'épiscopat. En effet, l'élite du clergé reçut avec empressement ce don de l'état destiné à perpétuer le sacerdoce, et à fortifier l'église en l'attachant plus étroitement à sa mission. Des plaintes isolées se firent entendre. Elles étaient dictées par des motifs étrangers à la religion. L'église les désavoua, et personne n'en fut ému. Voilà comment les choses se sont passées sous la restauration. Et l'on vient prétendre aujourd'hui que le projet de rétablir les huit mille bourses est une œuvre abominable! Le pays, dont

le bon sens découvre aisément toutes les intrigues parées du manteau de la religion, comprendra ce que cela veut dire.

On parle de corruption! Il faut mettre de côté cet argument, qui n'est pas sérieux. Douze cent mille francs ne tiendront pas une grande place au budget parmi les fonds que reçoit déjà le culte catholique. La commission n'a pas pu penser que l'église consentirait pour si peu à donner le baiser de paix à l'Université. C'eût été vraiment se tirer d'affaire à trop bon marché. Disons la vérité, il ne s'agit pas ici pour le clergé d'une question d'amour-propre; son honneur n'est pas en jeu : il s'agit pour lui d'un intérêt de domination. Le sanctuaire est devenu trop étroit; on y étouffe. On ne veut pas se résigner à n'élever que des prêtres, on veut élever les laïcs, sans surveillance et sans contrôle. N'a-t-on pas dit que le droit d'enseigner est une mission divine, qui appartient à l'église? Voilà tout le secret de cette grande colère soulevée contre le rapport de M. Thiers à propos des huit mille bourses. La commission a frappé l'endroit sensible. Ajoutez qu'elle a été généreuse autant qu'habile, et que M. Thiers a mis dans son langage autant de mesure que de fermeté. Cette modération devait avoir pour effet de redoubler l'emportement des écrivains qui se sont constitués les défenseurs du clergé. Plus on est calme et juste, plus on court le risque d'exaspérer les gens violens.

Aussi, lisez en ce moment les feuilles ecclésiastiques; vous vous croirez dans un temps de révolution. Les pouvoirs publics sont accusés de tyrannie et dénoncés à la haine des citoyens. Les journaux légitimistes font entendre leur voix dans ce concert d'injures contre le gouvernement de juillet, et leur langage est édifiant. Ce sont eux qui attaquent le plus amèrement les huit mille bourses, l'œuvre de la restauration. Lorsque Charles X donnait ces huit milles bourses aux petits séminaires, il faisait un acte de munificence qui témoignait de son zèle pour l'église; mais si le gouvernement de juillet venait à rétablir ce don de la restauration, il ferait un acte de perfidie, qui témoignerait de son irréligion et de la perversité de ses projets contre le clergé! Admirez la force et la sincérité de ce raisonnement! Ce qu'il y a de plus édifiant encore, ce sont les outrages que les journaux ecclésiastiques adressent à M. Thiers. On l'appelle un sacrilège, un dissolu, un homme de sang et de boue; on le compare à Robespierre. Que doivent penser MM. les évêques en lisant dans leurs journaux de pareilles choses? Nous ne leur ferons pas l'injure de supposer qu'ils les approuvent : nous aimons mieux croire qu'elles sont du goût de ces docteurs « trop contestés, » à qui la commission de l'instruction secondaire n'a pas voulu confier la jeunesse de la France. C'est en effet leur manière de discuter; on reconnaît leur style. Cependant l'épiscopat peut bien mériter aussi quelques reproches au sujet de cette effervescence des journaux néo-catholiques. Il écrit si souvent dans ces journaux, qu'on est en droit de supposer qu'il les dirige. Pourquoi donc ne cherche-t-il pas à leur donner des leçons de convenance et de justice? Pourquoi? nous le dirons franchement : c'est qu'il craint de se brouiller avec eux, et qu'il croit malheureusement ne pas pouvoir se passer de leur dangereux appui.

L'épiscopat de notre temps est d'un caractère faible et indécis; il a eu souvent des intentions louables qu'il n'a pas osé réaliser; souvent aussi il a commis des excès sans le vouloir. Il n'a pas la main assez forte pour maîtriser les élémens passionnés qui s'agitent autour de lui dans l'intérêt de sa cause, ou sous le prétexte de la défendre. Il est dominé par eux. Il ne commande pas, il obéit. L'histoire, sur ce point, sera sévère à son égard. Elle lui reprochera d'avoir soulevé un débat dont il n'avait pas calculé les suites, de s'être créé un rôle pour lequel il n'était point préparé, de s'être lancé dans une voie périlleuse où il a marché sans but, entraîné par ceux qu'il aurait dû contenir, désirant quelquefois s'arrêter, et faisant sans cesse de nouveaux pas sous l'impulsion d'une volonté plus forte que la sienne. Au commencement, toute la question était de savoir si les petits séminaires seraient surveillés ou non. L'épiscopat n'allait pas plus loin; mais on l'a vu depuis, sous l'empire des sollicitations qui l'ont envahi, approuver les pamphlets dirigés contre l'Université, défendre les jésuites, rejeter la déclaration de 1682, enfreindre les règles du concordat, traiter avec mépris le conseil d'état et les chambres, et porter jusque dans le palais du roi, le jour d'une fête, l'expression inconstitutionnelle de ses prétentions excessives. On le voit aujourd'hui protester contre la restitution des huit mille bourses, et une lettre de l'évêque de Langres menace le gouvernement d'un refus de concours. Ces témérités successives et ces exigences croissantes de l'épiscopat prouvent moins son ambition que sa faiblesse. Livré à des influences subalternes, gouverné par des agens obscurs, poussé en avant par des intérêts dont il est devenu l'instrument, il n'a pas su garder l'attitude modérée que lui conseillaient sa prudence et ses lumières. L'usage de la presse lui a été surtout funeste. Une polémique insensée, qu'il n'a pas eu le courage de désavouer, l'a forcé peu à peu à devenir ou à paraître le complice de ses exagérations. Des hommes savans et vénérables, de pieux prélats, l'estime et l'amour de leurs diocèses, se sont jetés ainsi dans des entreprises hasardeuses, tantôt par l'effet d'un entraînement irréfléchi, tantôt par suite de concessions pusillanimes, quelquefois même, il faut le dire, par la crainte de se voir gourmander dans des feuilles que personne n'aurait lues, s'ils n'avaient eu la complaisance d'y faire publier de temps en temps leurs pastorales, avec leurs études biographiques ou littéraires sur les professeurs de l'Université.

Ce qui se passait il y a peu de jours entre deux feuilles ecclésiastiques au sujet de la dernière protestation des évêques vient encore à l'appui de notre opinion sur le caractère irrésolu de l'épiscopat. Après des révélations embrouillées et des démentis réciproques, exprimés en des termes qui démontrent que les écrivains néo-catholiques ne sont pas toujours tenus d'obéir aux lois de l'Évangile et du bon goût, il est demeuré constant que les évêques présens à Paris avaient protesté individuellement entre les mains du garde-des-sceaux, très étonné sans doute de se voir le confident des griefs du clergé contre une commission de la chambre des députés; mais il a été prouvé également que les protestations avaient été annoncées avant d'être faites,

avant même que les évêques eussent pris la résolution de les écrire. On a trouvé plus sûr de leur donner un conseil public, un avis officiel, et ils l'ont suivi. Nous plaignons l'épiscopat d'en être réduit à s'inspirer à de pareilles sources, surtout si les instructions qu'il y puise émanent réellement, comme on le dit, d'un pouvoir devant lequel il a déjà tremblé plus d'une fois.

Il est temps encore pour l'épiscopat de sortir de cette situation, où il compromet par ses faiblesses des intérêts plus grands que les siens. Qu'il recouvre son indépendance, qu'il s'élève au-dessus d'une sphère où l'on s'agite dans un but étranger à sa mission. On le jette malgré lui dans la politique et au milieu des passions du jour, on associe sa cause à celles des ennemis de la royauté; on parle de lui faire signer des pétitions, on lui demandera bientôt son concours dans les élections contre le gouvernement de juillet. Qu'il se renferme dans le sanctuaire; il aura pour lui la reconnaissance des amis de l'ordre, qui sauront bien défendre avec lui la religion, si jamais elle est sérieusement attaquée. Nous tenons ce langage aux évêques parce que nous les croyons déjà revenus de beaucoup d'erreurs; mais s'ils conservent des projets ambitieux, nous leur dirons que depuis un an ou deux ils ont pu mesurer leurs forces; ils savent maintenant que le pays a peu de goût pour les doctrines ultramontaines. La France est religieuse, mais elle veut être libre. L'esprit gallican, qui a été l'honneur et la vertu de nos pères, domine encore dans notre société. C'est un esprit peu agressif, il est indulgent, il est patient, mais il est ferme. Si l'épiscopat veut entreprendre de le dompter, il s'y brisera.

Quoi qu'il en soit, cette question religieuse n'a pas au fond l'importance qu'elle paraît avoir, et que s'efforcent de lui donner les violences intéressées des factions. C'est un de ces débats qui peuvent se prolonger plusieurs années, dans le temps où nous vivons, sans agiter gravement la société. Les excès même que l'on a commis rendront la conclusion plus facile en indiquant nettement le côté où se trouvent la vérité et la justice. Un pays mûr ne se laisse pas long-temps émouvoir par des déclamations. On aura beau crier à la tyrannie, on ne fera pas du gouvernement de juillet un oppresseur du clergé, et de l'épiscopat une victime. Le parti ecclésiastique n'est pas l'Irlande, et nous ne sommes pas l'Angleterre. Rassurons-nous donc. Cette question des huit mille bourses, pas plus que celle du programme de philosophie ou des certificats d'étude, ne dérangera pas même l'équilibre des partis dans le sein du parlement. Le ministère, il est vrai, en souffrira. La discussion à la chambre des députés montrera toute l'étendue de ses fautes : en dehors du ministère, aucune situation ne sera sensiblement modifiée. Lorsqu'on a vu des dissidences profondes sur des questions aussi graves que celles de l'Algérie ou de la conversion des rentes ne pas apporter le moindre obstacle à la formation de plusieurs cabinets, il serait assez surprenant que la question des écoles ecclésiastiques et la manière d'organiser l'enseignement secondaire ne pussent être, comme on dit, des questions réservées. D'ailleurs, tout n'a pas été dit sur ces questions. La discussion de la chambre

des pairs, quoique très brillante et très approfondie, n'a pas été complète. Plusieurs solutions paraissent n'avoir pas eu dans la pensée de ceux qui les ont adoptées un caractère définitif. On a remarqué sur quelques points difficiles le silence assez significatif de certains hommes considérables qui pourront prendre dans un nouveau débat une position nouvelle. Et en ce qui concerne, par exemple, la question des huit mille bourses, nous ne serions pas surpris, si l'on veut savoir toute notre pensée, que la chambre des pairs, mieux éclairée, proposât un jour d'effacer les petits séminaires de la loi, et de les laisser tels qu'ils sont dans l'ordonnance. Ce serait un premier pas en arrière. Les circonstances indiqueraient plus tard s'il serait nécessaire d'en faire un second.

La chambre des pairs achève en ce moment ses travaux, et la chambre des députés a terminé les siens depuis quelques jours. Le budget a été voté rapidement. Les chemins de fer ont été l'objet d'une discussion vive, quelquefois même passionnée. Au Palais-Bourbon, l'article additionnel de M. Crémieux a été définitivement rejeté; n'en parlons plus. Le chemin d'Orléans à Bordeaux et celui de Lyon ont été votés tels qu'ils étaient sortis de la discussion du Luxembourg. Le choix du système d'exécution est ajourné à la session prochaine. On peut dire néanmoins qu'il est arrêté dès à présent dans la chambre élective. La réaction opérée dans l'esprit public contre les compagnies, les jalousies, condamnables du reste, qu'inspirent les grandes situations financières, les dangers que présente pour la vie et la fortune des citoyens une industrie souvent égoïste, les avantages de la centralisation administrative appliquée à un service d'une importance immense, l'intention récemment annoncée par l'Angleterre de restreindre désormais chez elle le système des concessions, la même tendance beaucoup plus prononcée en Allemagne, enfin la position plus nette et plus libre où se trouvera la chambre lorsque la question des chemins de fer se reproduira devant elle dégagée des intérêts de localité et des prétentions rivales soulevés par la question des tracés, tous ces motifs, nous le croyons, feront prévaloir dans la majorité le système de l'exécution par l'état. Ce nouveau principe de notre législation des chemins de fer se sera établi malgré les convictions opposées du cabinet. C'est une question où, jusqu'ici du moins, il n'aura pas même eu le mérite de défendre bravement sa cause pour succomber avec honneur. La discussion des chemins de fer a clos en réalité la session de la chambre des députés. Nous mentionnerons cependant le vote qui donne au ministre des finances la faculté de terminer par voie de souscription l'emprunt autorisé par la loi du 25 juillet 1841. Le ministre appréciera les circonstances où l'emploi de ce mode pourra réussir. La chambre a voulu affranchir le trésor des conditions un peu dures que lui font subir certaines influences financières. C'est pour cela peut-être que des gens connus pour sympathiser avec ces influences ont pris parti dès le premier jour contre l'article additionnel de M. Garnier-Pagès. Nous ne parlerons que pour mémoire du projet de loi sur les canaux, modifié par la chambre, et de la rétribution

universitaire, cet impôt barbare que la chambre a rayé de la loi des recettes malgré les objections présentées par M. Laplagne au nom du cabinet. L'abolition de cet impôt était réclamée par la commission de l'instruction secondaire. Ces deux petits échecs, ajoutés à tant d'autres, ont été pour le cabinet une nouvelle occasion de faire admirer sa vertu dominante, la modestie.

M. Dumon, le plus modeste de nos ministres depuis deux ou trois mois, puisque la plupart des défaites essuyées depuis ce temps à la chambre des députés ont été subies par lui, a rencontré dans la chambre des pairs des dispositions plus favorables. Il y a défendu avec succès une bonne cause. Plusieurs projets de chemins de fer, votés au Palais-Bourbon, étaient menacés au Luxembourg par quelques partisans exclusifs de la loi de 1842, adversaires des embranchemens et des lignes qui ne sont pas compris dans le réseau fixé par cette loi. Adoptés à cette époque de la session, les amendemens qu'ils proposaient eussent abouti à un rejet pur et simple. Fort heureusement, cette tentative a échoué devant la sagesse de la pairie. Nous sommes loin d'incriminer les intentions des honorables pairs qui ont voulu ajourner les chemins de Strasbourg, du nord-ouest et du centre, par un scrupule de fidélité à la loi de 1842. Leur sentiment était louable. On ne saurait trop répéter à un pays comme le nôtre que la force du gouvernement réside, avant tout, dans la stabilité des lois. Cependant ajourner d'un seul coup trois grandes lignes pour démontrer la vérité de cet axiome, c'eût été donner au pays une leçon de légalité par trop coûteuse. Nous voulons bien croire, il est vrai, que les propositions d'ajournement s'appuyaient aussi sur d'autres raisons un peu plus solides : la chambre des députés n'avait pas envoyé à la chambre des pairs des plans irréprochables; mais la majorité de la pairie n'a pas voulu éterniser par des modifications inopportunes la question des tracés. Elle n'a pas voulu qu'on pût lui reprocher d'avoir frappé de stérilité cette longue session, qui, à tout prendre, sans les chemins de fer, n'eût pas été très fructueuse. Nous félicitons la noble chambre d'avoir pris cette sage résolution, en dépit des efforts assez opiniâtres que l'on a faits pour l'en détourner.

Les journaux du ministère sont triomphans. Voilà enfin la session finie. Pendant cinq mois, ils n'auront plus à enregistrer chaque matin, dans leurs colonnes, une ou deux défaites parlementaires. On reprend courage. La tribune est muette au Palais-Bourbon; M. Thiers est parti : on attaque M. Thiers. Il faut bien aussi consoler un peu M. Guizot des éloges qu'on s'est permis d'adresser, dans l'intérêt de l'Université, à l'honorable rapporteur de la loi sur l'instruction secondaire. Il y a quinze jours, M. Thiers était un homme prudent, habile, circonspect; aujourd'hui, c'est un esprit qui s'agite dans le vide, qui se jette étourdiment dans mille affaires à la fois et n'en finit aucune. L'homme d'état par excellence, celui qui termine habilement et heureusement les affaires, c'est M. Guizot. L'affaire du droit de visite, celle de l'*exequatur*, celle du Maroc, Montevideo, Taïti; les graves questions que soulèvent les intérêts commerciaux et politiques de la France en Espagne, dans l'Orient,

en Grèce, tout cela est terminé, résolu. A l'intérieur, tout ce que le ministère a commencé est fini, ou marche sans obstacles. Tous les projets de loi présentés dans cette session par M. Guizot et ses collègues ont été votés comme ils le désiraient, témoin les projets de chemin de fer entièrement remaniés par la majorité, témoin aussi ce projet de l'instruction secondaire si gravement amendé par la noble chambre au milieu des désappointemens cruels de M. Villemain, des joies secrètes de M. le ministre des cultes, et de la sublime indifférence de M. Guizot! Voilà de ces succès qui montrent dans tout leur jour la science du gouvernement. Et l'article du *Moniteur* sur la dotation, quelle habileté! quel heureux moyen imaginé pour terminer une affaire! Soyez donc surpris qu'au milieu de tous ces triomphes de sa politique M. Guizot ait rencontré deux ou trois admirateurs anonymes qui l'ont fait graver en empereur romain!

Nous ne ferons qu'indiquer en très peu de mots la situation de quelques gouvernemens étrangers. En Espagne, la question électorale préoccupe vivement les esprits. Déjà, des réunions préparatoires ont eu lieu. Les exécutions sanglantes de Sarragosse ont produit dans le pays une impression pénible. La reine retournera à Madrid dans les premiers jours du mois d'août. La solution de toutes les difficultés politiques est ajournée à la réunion des cortès. Il en est de même en Grèce, où l'influence française paraît devoir se rétablir par la chute probable de Mavrocordato. En Orient, les représentans de la France et de l'Angleterre agissent de concert près du divan pour obtenir des indemnités en faveur des familles chrétiennes que les Albanais ont décimées et pillées. La Porte consent, mais elle voudrait que les Albanais payassent les indemnités. Comment parviendra-t-elle à les y contraindre? Dans le Nord, la question qui domine est la réforme de la constitution de la Suède. Les troubles survenus dans les districts manufacturiers de la Bohême sont calmés. La tranquillité est rétablie dans la ville de Prague; mais à Berlin, un attentat commis sur la personne du roi de Prusse vient de jeter tout à coup la consternation dans les esprits. L'assassin a été arrêté et a fait l'aveu de son crime, qui paraît n'avoir aucune cause politique.

Les débats du parlement anglais appellent en ce moment toute notre attention. Le langage qu'on y tient sur la France est généralement mesuré. On semble éviter avec soin toute parole irritante qui pourrait compliquer les difficultés que présente pour l'Angleterre notre situation devant le Maroc. Néanmoins, sur le fond des questions, les dispositions restent les mêmes. Un discours de lord Palmerston, à la chambre des communes, a remis sur le tapis l'affaire du droit de visite. Le noble lord se plaint que la traite, au lieu de diminuer, ait pris un nouveau développement. Il reproche au cabinet tory d'avoir fait manquer la ratification du traité du 20 décembre, en négligeant de la demander à la France dans les délais voulus. De son côté, sir Robert Peel attribue le refus de la France à l'irritation causée par le traité du 15 juillet. Tous deux, néanmoins, reconnaissent que la France veut sincèrement l'abolition de la traite. Ils accusent l'Espagne et le Brésil de ne pas

remplir leurs engagemens. M. Peel a su habilement ménager la position de M. Guizot. Cependant il n'a prononcé aucune parole d'où l'on puisse augurer son intention de ne pas maintenir le droit de visite réciproque. A la chambre des lords, dans la séance du 25, lord Aberdeen a donné connaissance des instructions nouvelles envoyées aux croiseurs sur la côte d'Afrique. Ces instructions renferment quelques modifications dans le système de répression de la traite. On a déjà essayé de présenter ces modifications comme une concession faite à la France par l'Angleterre, et on a rappelé en même temps l'ordonnance de l'amirauté, rendue en 1842, sur les instances de M. de Saint-Aulaire, pour empêcher la destruction des établissemens à esclaves sur la côte d'Afrique. Il faut louer le gouvernement anglais d'avoir pris ces mesures, destinées à répandre chez ses croiseurs des habitudes de discrétion et de réserve qu'ils n'ont pas toujours montrées; mais si les concessions demandées par M. Guizot à l'Angleterre doivent se borner là, nous pouvons nous attendre à un amendement de M. Jacques Lefebvre dès le début de la prochaine session. Cet empressement que l'on met à signaler de pareils résultats, et à les présenter comme une première victoire de M. Guizot, peut nous faire présager dès à présent quel sera le succès de ses négociations. M. Guizot paraissait avoir meilleur espoir il y a deux ou trois mois. Le projet de loi coloniale qu'il avait fait porter à la chambre des pairs, malgré les répugnances de M. de Mackau, avait pour but de préparer un arrangement avec l'Angleterre sur le droit de visite. Au moyen d'un article qui eût donné au gouvernement des pouvoirs étendus pour abolir l'esclavage, M. Guizot espérait obtenir du cabinet anglais l'adoption en commun de procédés nouveaux concernant la répression de la traite. C'eût été un coup d'éclat pour la rentrée des chambres. Les changemens apportés par la commission dans le projet de loi sur les colonies ont détruit cette espérance. Il faut maintenant que M. Guizot cherche un nouveau moyen d'obtenir la concession promise aux chambres. Il en avait un sous la main il y a un mois : il avait l'affaire du Maroc, où l'on eût pu, avec un peu d'énergie ou de présence d'esprit, stipuler avec l'Angleterre certains avantages en retour de la modération de la France. Malheureusement M. Guizot s'est empressé, dès le premier jour, de communiquer au cabinet anglais tout le plan de la France sur le Maroc. L'Angleterre a pu prendre cette promptitude et ce désintéressement pour un aveu de notre faiblesse. Comment pourrait-on lui demander aujourd'hui le prix d'une chose qui lui a été abandonnée comme un droit?

La situation des forces navales du royaume-uni préoccupe vivement la presse et les chambres anglaises. Sur la proposition de M. Hume, la chambre des communes a voté une adresse à la reine, pour la supplier de nommer une commission qui soit chargée d'examiner les ports de l'Angleterre. La *Note* du prince de Joinville a servi de texte à cette motion. M. Peel, en admettant l'enquête, a voulu lui donner la couleur d'une mesure réclamée en vue d'un intérêt commercial; mais elle a évidemment un caractère politique. Elle est l'expression d'un sentiment de défiance et de jalousie contre la

France. C'est le sentiment national en Angleterre; il ne faut pas s'étonner de le voir se réveiller avec une certaine énergie dans les circonstances actuelles. L'entente cordiale n'en subsiste pas moins, mais dans les limites d'où elle n'est jamais sortie depuis qu'elle est née, c'est-à-dire entre les deux familles royales de France et d'Angleterre. Seule, ou à peu près, de l'autre côté du détroit, la reine Victoria éprouve un entraînement sympathique pour cette alliance, devenue si nécessaire à la paix du monde. Elle a pour les vertus du roi Louis-Philippe, pour sa haute capacité politique, pour les qualités si rares de sa famille, une admiration et une affection sans bornes, qui réagissent en elle sur la France en dépit des préjugés de sa patrie, et la mettent quelquefois en lutte ouverte avec eux. On raconte à ce sujet un trait curieux. Lorsque la *Note* du prince de Joinville arriva en Angleterre, elle y excita un mécontentement général. La reine, dans le premier moment, partagea le sentiment de tout le monde, en déclarant toutefois qu'à son avis la *Note* n'était pas du prince. Plus tard, quand elle sut à n'en pas douter que le prince était l'auteur de cet écrit, si mal accueilli autour d'elle, elle se mit à le relire attentivement et le jugea excellent. Elle déclara qu'elle trouvait tout naturel que le prince eût défendu les intérêts de son pays, et qu'elle lui en ferait son compliment à la première occasion. Depuis ce temps, il a été rarement question devant elle de la *Note* du prince de Joinville.

L'Algérie a encore été l'objet des interpellations de M. Sheil. Cette fois, les whigs et les tories sont tombés à peu près d'accord sur la convenance et la nécessité de considérer notre établissement en Afrique comme un fait accompli. Voilà donc une question vidée; mais pourquoi M. Peel a-t-il pris le soin de faire remarquer que l'Angleterre, sans protester contre l'occupation française, n'a cependant rien fait d'où l'on puisse induire qu'elle a reconnu notre droit? D'après M. Sheil, la France, si on lui reconnaît la souveraineté de l'Algérie, a le droit d'exiger que le consul anglais demande le renouvellement de ses pouvoirs. A cela, M. Peel répond que M. Saint-John agit encore en vertu de l'*exequatur* du dey. N'est-ce pas dire nettement à M. Sheil que le droit de la France n'a pas encore été reconnu? On ne le conteste pas, soit; mais, pour le reconnaître, on prendra du temps : voilà ce que signifie le discours de M. Peel. Est-ce là une situation digne de la France?

Nous savons qu'on s'est fait sur cette question une théorie, démentie d'ailleurs par les principes. On dit que les consuls n'étant pas des agens diplomatiques, la formalité de l'*exequatur*, une fois accomplie à leur égard, n'a pas besoin d'être renouvelée, quoi qu'il arrive. Au moins, sur cette fausse doctrine, faudrait-il prier l'Angleterre de vouloir bien se mettre d'accord avec nous pour dissimuler notre défaite. Mais, non; l'Angleterre paraît au contraire d'un avis tout opposé. M. Peel ne repousse pas le principe posé par M. Sheil; il semble admettre qu'en bonne règle, si on l'avait bien voulu, les pouvoirs du consul anglais à Alger auraient dû être renouvelés depuis la conquête. Il suit de là que le gouvernement anglais nous fait sciemment un affront, et qu'il ne consent pas même à nous prêter son manteau pour le cacher.

Si nous sommes bien informés, la question a été traitée plus d'une fois depuis 1830 entre l'ambassadeur d'Angleterre et les ministres des affaires étrangères. On a dit à l'ambassadeur ce que nous disons nous-mêmes, qu'en principe, les pouvoirs du consul anglais devaient être renouvelés; en effet, d'après les capitulations, le consul anglais auprès du dey avait dû être assimilé aux agens diplomatiques, et recevoir comme eux des lettres de créance; depuis notre conquête, Alger étant devenu un gouvernement dépendant de la France, une double situation se présentait : ou bien le consul anglais devenait agent commercial, alors il avait à demander son *exequatur*, ou bien il restait agent diplomatique; alors, où étaient ses lettres de créance? Voilà ce qu'on a dit d'abord à l'ambassadeur d'Angleterre. On a été plus loin : on lui a fait entendre qu'en supposant même l'incertitude dans les principes, il était convenable que la question fût décidée dans le sens d'un renouvellement de pouvoirs, que les susceptibilités nationales en France finiraient par s'irriter là-dessus, que dans l'intérêt de la paix européenne, dont la garantie reposait sur l'union entre la France et l'Angleterre, il serait utile d'écarter cet embarras. Comment l'ambassadeur d'Angleterre a-t-il accueilli ces ouvertures? S'est-il rejeté sur une question de droit? A-t-il prétendu que d'après les règles diplomatiques les pouvoirs du consul anglais n'avaient pas besoin d'être renouvelés? Nullement. Il n'a fait aucune objection de fond : il a mis en avant le besoin pour l'Angleterre de conserver son influence à Constantinople. On sait les contestations ridicules que la Turquie a élevées sur notre souveraineté en Algérie, à tel point qu'un jour l'ambassadeur turc entra chez un ministre des affaires étrangères tenant à la main une protestation écrite, que le ministre, dont nous pourrions citer le nom, ne voulut pas recevoir, et sur laquelle il ne daigna pas même jeter les yeux. Sans doute, les prétentions du divan étaient absurdes, et il était assez étrange que l'Angleterre nous demandât de lui laisser jouer à nos dépens un rôle qui les favorisait; mais la nécessité de ménager la Turquie pour terminer heureusement les affaires d'Orient fit consentir au vœu exprimé par l'ambassadeur d'Angleterre. Le gouvernement de la France attendit des circonstances plus opportunes pour faire valoir son droit.

Ces circonstances se présentent aujourd'hui. Aucun ministre, depuis 1830, n'a reçu plus d'éloges en Angleterre que M. Guizot. Nous ne disons pas qu'on lui ait fait jusqu'ici beaucoup de concessions; mais on lui en doit beaucoup. Ce n'est pas lui que l'Angleterre ou la France peuvent soupçonner d'une préférence secrète pour la Russie. Il a tout fait pour l'Angleterre; elle lui doit bien en retour quelque chose. Ajoutez que notre situation en Algérie peut exiger d'un instant à l'autre l'emploi de grandes ressources. Le moment serait mal choisi pour l'Angleterre de maintenir, en dépit du sentiment national qui se prononce, une sorte de menace diplomatique dont l'effet serait de rendre plus difficile pour nous la lutte que nous soutenons contre les populations africaines. Une négociation à cet égard est urgente, ne fût-ce que pour rétablir des principes méconnus, et placer le gouverne-

ment de la France dans une meilleure voie. Il serait du devoir de M. Guizot de retirer des mains de l'Angleterre une arme qu'elle a reçue de lui, et dont elle pourrait se servir plus tard contre ses successeurs.

Tous les regards sont fixés en ce moment sur l'empire du Maroc. Les escadres de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, du Danemark, sont en présence devant Tanger. Le prince de Joinville est arrivé d'abord à Gibraltar; il s'est rendu ensuite à Tanger, puis à Algésiras, puis à Cadix, où il attend les instructions du gouvernement. Toutes les nouvelles s'accordent à dire que le prince, sur ce théâtre où sa bravoure et son patriotisme doivent être puissamment excités, a su déjà montrer autant de fermeté que de prudence. Sur la nouvelle qu'un vaisseau de l'escadre anglaise était entré dans le port de Tanger, le prince amiral, sortant de Cadix, a aussitôt réclamé; l'escadre anglaise a donné des explications satisfaisantes, et il a été déclaré que ce fait ne se représenterait plus.

Les bruits les plus contradictoires circulent au sujet des négociations. On avait d'abord annoncé que sir Robert Wilson, revenu du Maroc, assurait que la médiation anglaise terminerait tout; mais il y a déjà plus de trois semaines que le consul-général, M. Hay, négocie près de l'empereur de Maroc, qui n'a pas encore répondu à l'ultimatum de la France. Pendant que l'on négocie, les évènemens marchent avec une rapidité menaçante sur le théâtre des hostilités. Le 10 juillet, le maréchal Bugeaud se trouvait en avant d'Ouchda. Le 16, provoqué par une nouvelle attaque des Marocains, il les poursuivait jusqu'à trois journées dans l'intérieur des terres. Enfin les dernières nouvelles annoncent que le maréchal s'avance à plus de quatre-vingts kilomètres de la frontière, sur le territoire ennemi; les troupes marocaines fuient à son approche. Abd-el-Kader a failli tomber dans ses mains.

D'un autre côté, la plus grande effervescence règne dans le Maroc. Les défaites essuyées contre les Français dans les escarmouches qui ont eu lieu sur la frontière sont célébrées comme des victoires par une population fanatique, sur laquelle l'empereur n'exerce aucune influence. Les tribus prennent les armes. A Tanger, la populace a forcé les magasins et les arsenaux du gouvernement. Hamida, l'ancien kaïd, ami dévoué d'Abd-el-Kader, commande à Ouchda. Le fils aîné de l'empereur, Sidi-Mohammed, arrive sur la frontière à la tête de forces considérables. Vient-il apporter la paix? Comment le pourrait-il en présence des tribus qui méconnaissent l'autorité de l'empereur, et n'attendent qu'une occasion pour proclamer Abd-el-Kader?

Toutes ces circonstances réunies jettent le ministère dans une assez vive perplexité. On commence à voir que l'on a fait une faute en ne prenant pas dès le début une résolution énergique. Les difficultés ont grandi. On a trop compté sur les négociations. M. Guizot, dit-on, en convient facilement avec ses amis, et il leur communique ses plans. Il s'agit pour lui d'une crise dans sa carrière politique, et il cherche à en sortir avec honneur. Tout son système était fondé sur la paix; le voilà lancé dans la guerre. Il paraît accepter cette situation nouvelle; mais l'embarras est de trouver un plan effi-

cace en dehors de ceux qu'il s'est malheureusement interdits par des engagemens impolitiques, aussi contraires à son intérêt même qu'à celui du pays. Le maréchal Bugeaud propose de marcher sur Fez, et demande pour l'expédition 25,000 hommes d'infanterie, 25 pièces de canon, 6,000 chameaux, et 8,000 hommes de cavalerie. M. Guizot refuse, et nous croyons qu'il a raison. Une expédition tentée au milieu des sables, sous un ciel embrasé, dans un pays inconnu, où l'eau est rare, pour atteindre un point qui est à soixante-dix lieues de la frontière, peut exposer l'armée à des désastres incalculables. M. Guizot penche pour une expédition sur Mogador, d'où l'on ferait une pointe sur Maroc. Pourquoi ne dirige-t-il pas sur Tanger cette brave escadre commandée par un fils de France, qui brûle d'ajouter une belle page aux annales maritimes de son pays? Pourquoi? Lisez le discours de M. Peel en réponse aux interpellations de M. Sheil sur l'Algérie, voyez ce qu'il dit des communications qu'il a reçues au sujet des affaires du Maroc; vous comprendrez le motif qui empêche M. Guizot de diriger une escadre sur Tanger. Il s'est lié les mains, et il a enchaîné avec lui la fortune de la France.

La perte si regrettable et si subite de l'auteur du recueil des *Chants populaires de la Grèce* a fait une impression profonde auprès des hommes éminens dont M. Fauriel avait été l'ami, et sur lesquels son esprit sagace et inventif avait exercé une influence très réelle et d'autant plus digne de remarque, que le public n'avait guère été à même de l'apprécier. Il a manqué à M. Fauriel la persévérance qui achève et l'ambition qui cherche à mettre en lumière les efforts poursuivis dans l'ombre. Aussi la réputation du savant historien de *la Gaule méridionale,* si notable qu'elle soit, ne correspond-elle pas à la valeur et à la portée de ses nombreux travaux; mais les biographes ne manqueront certainement pas de restituer à la mémoire de M. Fauriel l'honneur qui doit surtout lui revenir, celui d'une initiative fortement originale dans la critique littéraire et historique. L'écrivain à qui Cabanis adressait sa fameuse lettre des *Causes premières,* l'ami dont Manzoni écoutait l'inspiration et à qui il se faisait honneur de dédier sa meilleure pièce, l'homme que Mme de Staël consultait sur la littérature allemande, qui donnait à M. Cousin le goût de la philosophie ancienne, à M. Raynouard celui des troubadours, à M. Augustin Thierry celui des races du moyen-âge, à M. Ampère celui des littératures comparées, l'homme, enfin, qui a su inspirer tant d'illustres amitiés et coopérer par ses conseils à tant de monumens aujourd'hui célèbres, ne peut manquer de laisser des regrets profonds chez tous ceux qui, comme nous, ont eu l'honneur de le pratiquer. Le moment n'est pas venu d'apprécier l'ensemble de l'œuvre de M. Fauriel : les manuscrits très nombreux qu'il laisse ne tarderont pas sans doute à être publiés. Ce sera une occasion naturelle (et nous n'y manquerons pas) de retracer la biographie aussi curieuse que peu connue, et de juger les travaux si divers de cet ingénieux et patient esprit.

V. DE MARS.

